

# BULLETIN OFFICIEL

## CONVENTIONS COLLECTIVES



BULLETIN OFFICIEL  
CONVENTIONS COLLECTIVES

# BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2011/35 DU 24 SEPTEMBRE 2011

	<u>Pages</u>
Ministère du travail, de l'emploi et de la santé .....	1
Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.....	(*)

(\*) Aucun texte du ministère de l'agriculture dans le *BO* n° 35.

MINISTÈRE DU TRAVAIL,  
DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ

---

# CONVENTIONS COLLECTIVES

## SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2011/35

### AVENANTS ET ACCORDS

	Pages
<b>Avocats (cabinets [avocats salariés]) : accord du 1<sup>er</sup> juillet 2011 relatif à la prévention et à la gestion des risques psychosociaux .....</b>	4
<b>Avocats (cabinets [personnel salarié]) : accord du 1<sup>er</sup> juillet 2011 relatif à la prévention et à la gestion des risques psychosociaux.....</b>	15
<b>Avocats (cabinets [personnel salarié]) : avenant n° 104 du 1<sup>er</sup> juillet 2011 relatif à l'ancienneté.....</b>	27
<b>Bâtiment et travaux publics (Picardie [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés]) : accord du 22 avril 2011 relatif aux indemnités des représentants de la CPREF .....</b>	29
<b>Bâtiment et travaux publics (ouvriers, ETAM) : avenant n° 2 du 17 juin 2011 à l'accord du 28 novembre 2008 relatif à la participation des salariés aux résultats des entreprises .....</b>	31
<b>Bâtiment et travaux publics (ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés) : avenant n° 2 du 17 juin 2011 à l'accord du 17 janvier 2008 relatif au règlement du PERCO-BTP.....</b>	46
<b>Bâtiment et travaux publics (ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés) : avenant n° 2 du 17 juin 2011 à l'accord du 17 janvier 2008 instituant les PEI.....</b>	54
<b>Bâtiment et travaux publics (ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés) : avenant n° 2 du 17 juin 2011 à l'accord du 17 janvier 2008 relatif aux règlements PEI-BTP à 5 ans .....</b>	194
<b>Boulangerie-pâtisserie (entreprises artisanales) : avenant n° 9 du 27 mai 2011 à l'avenant n° 83 relatif aux frais de santé.....</b>	205
<b>Boulangerie-pâtisserie (entreprises artisanales) : avenant n° 10 du 27 mai 2011 à l'avenant n° 83 relatif aux frais de santé.....</b>	207
<b>Boulangerie-pâtisserie (entreprises artisanales) : avenant n° 99 du 27 mai 2011 relatif à la prévoyance.....</b>	211
<b>Boulangerie-pâtisserie (entreprises artisanales) : avenant n° 100 du 27 mai 2011 relatif à la désignation des organismes assureurs.....</b>	213
<b>Boulangerie-pâtisserie (entreprises artisanales) : accord du 5 juillet 2011 relatif à la désignation d'un OPCA .....</b>	218

<b>Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement</b> : avenant n° 8 du 17 mai 2011 relatif à la prévoyance santé.....	220
<b>Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement</b> : avenant n° 9 du 6 juin 2011 relatif à la désignation d'un OPCA .....	223
<b>Economie sociale</b> : accord du 8 avril 2011 relatif à la formation des dirigeants bénévoles ....	225
<b>Hôtellerie, restauration et activités connexes</b> : accord du 20 juillet 2011 relatif à l'OPCA	236
<b>Importation-exportation (entreprises)</b> : accord du 4 avril 2011 portant modification à la convention .....	272
<b>Médiateurs sociaux du travail (Pays Landes Nature Côte-d'Argent)</b> : accord du 27 mai 2011 relatif aux droits et devoirs des salariés saisonniers.....	278
<b>Métallurgie (Marne)</b> : accord du 20 juillet 2011 relatif aux rémunérations annuelles garanties et à la valeur du point pour l'année 2011 .....	282
<b>Métallurgie (Maubeuge)</b> : avenant du 30 juin 2011 relatif à la période d'essai .....	287
<b>Notariat</b> : procès-verbal d'interprétation du 16 juin 2011 relatif au 13 <sup>e</sup> mois .....	296
<b>Notariat</b> : procès-verbal d'interprétation du 7 juillet 2011 relatif aux salariés retraités .....	298
<b>Optique-lunetterie de détail</b> : accord du 14 juin 2011 relatif à la prévoyance obligatoire des salariés non cadres .....	300
<b>Pharmaceutique (industrie)</b> : accord du 18 novembre 2010 relatif aux taux d'appel de cotisation de la prévoyance santé .....	311
<b>Pharmaceutique (industrie)</b> : accord du 24 mars 2011 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes .....	313
<b>Pharmaceutique (industrie)</b> : avenant du 24 mars 2011 à l'accord du 19 avril 2006 relatif au dialogue social.....	320
<b>Ports autonomes</b> : accord du 4 novembre 2010 relatif à la retraite.....	322
<b>Transport aérien (personnel au sol et personnel technique)</b> : avenant du 15 juillet 2011 à l'accord du 9 septembre 2004 relatif à la formation professionnelle .....	330
<b>Travail temporaire</b> : accord du 22 juin 2011 relatif au FAF-TT .....	332

Brochure n° 3078

**Conventions collectives nationales**

**CABINETS D'AVOCATS**

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

IDCC : 1850. – **Avocats salariés**

ACCORD DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2011

RELATIF À LA PRÉVENTION ET À LA GESTION DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX

NOR : ASET1151173M

IDCC : 1850

**PRÉAMBULE**

La branche a la volonté de s'inscrire dans l'esprit de l'accord interprofessionnel du 2 juillet 2008 sur le stress au travail et de l'accord sur le harcèlement et la violence au travail du 26 mars 2010.

Le présent accord vise à organiser une démarche générale de prévention des risques psychosociaux naissant à l'occasion du travail mais également à prendre en considération les interactions interpersonnelles sources de tensions.

Son objectif est de construire un processus d'amélioration continue en matière de prévention des risques psychosociaux.

S'agissant d'un premier accord sur ce thème, il ne devra être considéré que comme une étape dans le traitement à long terme d'un sujet complexe.

Cet accord concerne les cabinets de toute taille, chaque structure devant adapter les articles qui suivent à ses besoins et ses obligations.

**1. Objet de l'accord**

Le cabinet doit veiller à prévenir, éliminer et à défaut réduire les risques psychosociaux qui peuvent naître en son sein.

Afin que les avocats salariés soient acteurs de leur santé, l'objet de l'accord est :

- d'impliquer l'ensemble des instances consultatives ou opérationnelles du cabinet ;
- d'augmenter la prise de conscience et la compréhension des risques psychosociaux par l'ensemble des parties employeurs et avocat salariés ;
- d'engager une démarche de prévention globale qui impliquera l'ensemble des acteurs internes et externes au cabinet ;
- d'élaborer des outils de détection de facteurs de risques et d'effets sur la santé ;
- d'accompagner les situations de souffrance pour en réduire l'effet.

## 2. Fondements juridiques

Le présent accord se fonde principalement sur :

- les articles L. 4121-1 et L. 4121-2 du code du travail relatifs à l'obligation pour l'employeur d'assurer la sécurité et de protéger la santé physique et mentale des avocats salariés, sur le fondement des principes généraux de prévention ;
- les articles L. 1152-1 et suivants du code du travail relatifs au harcèlement moral ;
- les articles 222-33 et 222-33-2 du code pénal ;
- les articles L. 4121-3 et R. 4121-1 à 4 du code du travail relatifs au document unique d'évaluation des risques.

Le présent accord s'inspire notamment des accords suivants qui ne sont pas applicables à la branche :

- l'accord interprofessionnel du 2 juillet 2008 sur le stress au travail étendu par arrêté du 23 avril 2009 ;
- l'accord interprofessionnel du 26 mars 2010 sur le harcèlement et la violence au travail étendu par arrêté du 23 juillet 2010.

La jurisprudence rappelle de façon constante l'obligation de sécurité de résultat en matière de santé physique et mentale face à un risque connu ou susceptible d'être connu.

## 3. Définitions et descriptions

### 3.1. Santé

Selon le préambule de 1946 à la constitution de l'organisation mondiale de la santé (OMS), « la santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ».

Définition de la santé par Georges Canguilhem (philosophe et médecin) :

« Je me porte bien dans la mesure où je suis capable de porter la responsabilité de mes actes, de porter des choses à l'existence, et de créer entre les choses des rapports qui n'existeraient pas sans moi. »

### 3.2. Bien-être au travail

Ce concept recouvre tout ce qui participe à l'obtention d'un haut niveau de santé au travail.

Si le travail est généralement source d'augmentation du potentiel de santé, il peut être également source de sa dégradation, en fonction des variables que constituent les conditions et l'environnement du travail.

La santé psychique et le bien-être au travail ne sont pas seulement une dynamique individuelle, mais ils se construisent aussi dans la relation aux autres : par la reconnaissance, la possibilité d'échanges et de coopération dans le travail, avec le soutien des collègues et de la hiérarchie.

### 3.3. Risques psychosociaux

Le concept de risque psychosocial recouvre des contextes de travail qui peuvent conduire à des formes variées de manifestations collectives et individuelles de mal-être au travail et/ou de pathologies physiques ou psychiques (stress, souffrance au travail, harcèlement moral, harcèlement sexuel, violence...).

Ce concept a pour origine des situations et des causes variées : surcharge de travail, contraintes excessives de temps, mais aussi perte de repères, difficulté à trouver du sens au travail, conflit de valeurs et d'intérêts...



### 3.4. Stress

Le stress, selon l'accord interprofessionnel du 2 juillet 2008, est décrit comme suit : « Un état survenant lorsqu'il y a déséquilibre entre la perception qu'une personne a des contraintes que lui impose son environnement et la perception qu'elle a de ses propres ressources pour y faire face.

L'individu est capable de gérer la pression à court terme mais il éprouve de grandes difficultés face à une exposition prolongée ou répétée à des pressions intenses.

En outre, différents individus peuvent réagir de manière différente à des situations similaires et un même individu peut, à différents moments de sa vie, réagir différemment à des situations similaires.

Le stress n'est pas une maladie, mais une exposition prolongée au stress peut réduire l'efficacité au travail et peut causer des problèmes de santé...

Le stress lié au travail peut être provoqué par différents facteurs tels que le contenu et l'organisation du travail, l'environnement de travail, une mauvaise communication, etc. ».

### 3.5. Harcèlement moral

Aucun salarié ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptibles de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel (art. L. 1152-1 du code du travail).

Le fait de harceler autrui par des agissements répétés ayant pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel, est puni de 1 an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende (art. 222-33-2 du code pénal).

### 3.6. Harcèlement sexuel

Les agissements de harcèlement de toute personne dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle à son profit ou au profit d'un tiers sont interdits.

Aucun salarié, aucun candidat à un recrutement, à un stage ou à une période de formation en entreprise ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure de discrimination, directe ou indirecte, notamment en matière de rémunération, de formation, de reclassement, d'affectation, de qualification, de classification, de promotion professionnelle, de mutation ou de renouvellement de contrat pour avoir subi ou refusé de subir les agissements de harcèlement de toute personne dont le but est d'obtenir des faveurs de nature sexuelle à son profit ou au profit d'un tiers (art. L. 1153-1 et suivants du code du travail).

« Le fait de harceler autrui dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle est puni de 1 an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende » (art. 222-33 du code pénal).

### 3.7. Violence au travail

« La violence va du manque de respect à la manifestation de la volonté de nuire, de l'incivilité à l'agression physique et peut prendre la forme d'agressions verbales, comportementales, notamment sexistes, d'agressions physiques » (accord national interprofessionnel du 26 mars 2010).

## 4. Identification des situations de risques psychosociaux

Les parties reconnaissent que chaque individu réagit de manière différente à des situations similaires, de même qu'un même individu peut à différents moments de sa vie y réagir différemment.

Malgré ces différences de perception, certaines caractéristiques des situations de travail et de symptômes, sont identifiées comme pouvant générer des risques psychosociaux.

## Principaux facteurs de risques

Sans que cette liste ne soit exhaustive, les parties recensent comme facteurs pouvant générer des situations de risques :

- les facteurs liés à la fonction ou liés au contenu même du travail à effectuer :
  - exigences quantitatives excessives ;
  - difficultés liées à l'exercice de la fonction ;
- les facteurs liés à l'organisation du travail et aux processus de travail :
  - délais de procédure ou de traitement insuffisants ;
  - mise en œuvre des nouvelles technologies ;
  - absence de prise en compte de l'équilibre entre vie professionnelle, vie familiale et personnelle ;
- les facteurs liés aux relations de travail et à la communication :
  - manque de collaboration de la part des collègues et/ou des supérieurs hiérarchiques ;
  - management peu participatif, autoritaire ou déficient ;
  - absence ou faible reconnaissance du travail accompli ;
  - manque de communication interne.

## 5. Acteurs de la prévention

Toute démarche de prévention implique l'ensemble des parties tant en interne qu'en externe.

### 5.1. Employeur

L'employeur met en place la politique et les mesures de prévention.

### 5.2. Encadrement

L'encadrement met en œuvre les mesures décidées par l'employeur.

Le responsable hiérarchique est ainsi le premier relais et doit être l'interlocuteur privilégié de l'avocat salarié en vue de préserver l'environnement de travail de respect mutuel.

### 5.3. Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)

Le CHSCT a pour attributions d'être informé et/ou consulté sur les conditions de travail ainsi que sur tous les changements importants pouvant impacter les conditions de travail et les situations de risques professionnels.

Le CHSCT participe, par ses interventions et ses propositions, à la protection de la santé physique et mentale des avocats salariés, à l'amélioration de leurs conditions de travail et à l'analyse des risques professionnels sur la base des informations dont il dispose.

Il est à l'écoute du personnel et sert de relais pour orienter et accompagner les avocats salariés qui font état de situations de souffrance.

Conformément aux dispositions législatives, il procède à des enquêtes et des inspections.

### 5.4. Autres représentants du personnel

Les représentants du personnel peuvent signaler à l'employeur dans le cadre de leur mission de représentation des avocats salariés, les situations individuelles qui leur paraissent entrer dans le cadre des dispositions du présent accord.

Les délégués du personnel exercent leur droit d'alerte dans les conditions prévues par les dispositions légales (art. L. 2313-2 du code du travail), notamment, dans le cadre de la lutte contre le harcèlement moral et le harcèlement sexuel.

En l'absence de CHSCT, les délégués du personnel exercent les missions attribuées à cette instance conformément à l'article L. 2313-16 du code du travail.

## 5.5. Personnel

Chaque membre du personnel contribue à la qualité du climat de travail et plus généralement, de l'ambiance régnant au sein du cabinet.

Chaque membre du personnel participe à la prévention des risques psychosociaux notamment en signalant avec discrétion et délicatesse, toute situation dont il aurait connaissance de façon à prévenir toute difficulté potentielle entrant dans le cadre des dispositions du présent accord.

## 5.6. Médecin du travail

Le médecin du travail joue un rôle central dans la prévention des risques psychosociaux selon les dispositions de l'article L. 4624-1 du code du travail.

Par ses contacts auprès de l'ensemble des avocats salariés, il peut détecter des situations facteurs de souffrance et de mal-être au travail.

L'employeur préconise de façon formelle au médecin du travail de procéder au questionnement des avocats salariés à l'occasion des visites obligatoires sur ces thèmes.

Dans le cadre des rapports transmis à l'employeur, le médecin du travail communique ses informations tout en respectant le secret professionnel afin de permettre la mise en place, le cas échéant, de mesures de prévention.

## 5.7. Commission mixte paritaire et la commission paritaire nationale de l'emploi

La formation est un moyen incontournable pour appréhender les risques psychosociaux, apprendre à prévenir et à aider les parties à mieux gérer toute situation de tension et/ou de souffrance au travail.

Les partenaires sociaux au sein de la commission mixte paritaire déterminent cette politique de formation et la commission paritaire nationale de l'emploi en arrête les actions prioritaires.

## 6. Mise en place de démarches d'actions

La prévention des risques psychosociaux peut être traitée sur trois niveaux en reprenant l'organisation de l'accord sur la prévention du stress visant à « prévenir, éliminer et à défaut réduire les problèmes de stress au travail ».

La prévention primaire a pour objectif l'élimination ou le contrôle des facteurs de risques présents dans le milieu du travail en agissant directement sur les facteurs pour réduire leurs impacts négatifs sur l'individu. Il s'agit d'intervenir sur les causes des risques psychosociaux.

Les programmes de prévention secondaire ont pour but d'aider les individus à gérer plus efficacement les exigences et contraintes du travail en améliorant leurs stratégies d'adaptation aux sources de risques psychosociaux et de leur compréhension ou en renforçant leur résistance au stress en soulageant les symptômes associés au stress.

Les interventions au niveau tertiaire ont pour objet le traitement, la réhabilitation, le processus de retour au travail et le suivi des individus qui souffrent ou ont souffert de problèmes de stress, de harcèlement, de violence.

Seront ainsi détaillées les mesures et les procédures envisagées pour chaque niveau d'analyse eu égard aux enjeux juridiques qu'ils sous-tendent.

Toutefois, dans la pratique, certaines démarches interviendront simultanément sur un ou plusieurs niveaux.

## 7. Prévention primaire

Afin de cerner les causes des sources de risques naissant à l'occasion du travail, il est apparu utile de proposer de constituer des groupes de réflexion, d'informer les employeurs et les avocats salariés,

d'impliquer les médecins du travail, de sensibiliser l'ensemble des avocats salariés et de les écouter, et enfin de mettre en place des moyens de détection des risques.

### 7.1. Sensibilisation par la formation des avocats salariés

Des actions de sensibilisation formation seront mises en place par la branche après accord des partenaires sociaux dans le cadre de la commission mixte paritaire et mises en œuvre par la commission paritaire nationale de l'emploi.

Le contenu de ces formations sera orienté, d'une part, sur les définitions des notions et les enjeux juridiques de la santé au travail (stress, souffrance au travail, harcèlement moral et sexuel, discriminations), et d'autre part, sur le rapport au travail du personnel, sur les relations entre avocats salariés, sur l'organisation et les situations de travail ainsi que sur les bonnes pratiques managériales à adopter pour éviter ou à défaut réduire le risque psychosocial.

### 7.2. Processus de coopération

#### 7.2.1. Constitution de groupes de réflexion

Pour les cabinets dont la taille le permet et afin d'appréhender la diversité des situations de travail et les symptômes de souffrance, les partenaires sociaux proposent de mettre en place des groupes de réflexion, incluant, s'ils existent des représentants du personnel.

Ces groupes pourront notamment appréhender la question du travail par l'analyse de situations professionnelles rencontrées dans les rapports à l'organisation du travail, à sa qualité et aux compétences requises, ainsi qu'au travail en équipe, et en tenant compte des problématiques inhérentes au genre et à l'âge.

Cela permettra de détecter les bonnes et mauvaises pratiques, les pistes de progrès, les actions à mettre en place, ainsi que les solutions envisageables.

#### 7.2.2. Rencontres annuelles

Eu égard à la diversité des tailles des cabinets et de leurs organisations, il peut aussi être proposé des rencontres annuelles individuelles pour favoriser la libre expression des avocats salariés dans leur rapport au travail et dans les difficultés rencontrées.

Ces rencontres pourront être concomitantes à l'entretien annuel.

#### 7.2.3. Renforcement du droit d'expression des avocats salariés

Pour les cabinets assujettis à l'obligation de mise en place de réunions de droit d'expression des salariés, ces réunions seront l'occasion d'informer l'ensemble des avocats salariés du cabinet sur la question de la santé et du bien-être au travail et d'échanger sur l'organisation du travail.

Une synthèse des conclusions de ces réunions sera présentée au CHSCT.

#### 7.2.4. Politique d'écoute individuelle et de prise en compte des situations particulières

Au cours des différents entretiens prévus par les textes ou pratiqués, l'employeur s'efforce d'appréhender la cohérence entre la mission confiée et la capacité de l'avocat salarié à y faire face.

#### 7.2.5. Prise en compte des alertes individuelles

Tout avocat salarié constatant une situation qu'il considère comme pouvant être génératrice de risques psychosociaux devra en informer sa hiérarchie.

L'avocat salarié bénéficie de la protection établie par les articles L. 1552-2 et L. 1153-2 du code du travail.

### 7.2.6. Action du médecin du travail

En complément des actions résultant des articles R. 4624-1 et suivants du code du travail, le médecin du travail sera invité à développer dans son rapport annuel la partie concernant les risques psychosociaux pour permettre de mieux percevoir les situations, et cela dans le strict respect du secret médical.

A cet effet, une demande officielle sera adressée à chaque service de médecine du travail, qui reçoit des avocats salariés du cabinet, afin qu'ils puissent mener une enquête sur les facteurs de risques dans le cadre des consultations médicales.

S'il estime qu'un avocat salarié est en danger, le médecin du travail est tenu par un devoir d'alerte à l'égard de l'employeur.

### 7.2.7. Sources d'informations pour la mise en place de moyens de détection

L'obligation de sécurité de résultat porte sur un risque connu ou susceptible d'être connu.

C'est par un faisceau d'éléments que les risques peuvent être détectés.

Les indicateurs sont pour partie spécifiques à chaque entité ; toutefois il peut être utile d'en donner une liste indicative brève :

- le turn-over avec analyse des causes des départs du cabinet ;
- la variation du nombre de visites médicales à la demande de l'avocat salarié auprès de la médecine du travail ;
- la variation du nombre de plaintes auprès des instances représentatives du personnel ;
- la fréquence des procédures disciplinaires ;
- l'absence de formation pour s'adapter ou évoluer et pouvoir faire face aux contraintes de son activité et de son évolution ;
- la variation de la charge de travail ;
- les rapports annuels des médecins du travail qui devront permettre de connaître quels facteurs de risques ont été recensés dans le cadre des consultations médicales ;
- les compte rendus des échanges avec les avocats salariés travaillant en forfait annuel jours à l'occasion des entretiens annuels sur le fondement de l'article L. 3121-46 du code du travail ;
- les registres et les procès-verbaux des instances représentatives ;
- les divers entretiens pour l'ensemble des avocats salariés ;
- les procès-verbaux des réunions de droit d'expression.

## 8. Prévention secondaire

Les spécificités de l'activité du cabinet ne peuvent échapper à la confrontation à des situations de stress imposées par la clientèle et les contraintes de l'exercice de l'activité juridique et judiciaire.

La formation de l'ensemble des avocats salariés :

Une préoccupation très forte au sein des cabinets est de savoir détecter les difficultés psychologiques et de gérer les relations avec les avocats salariés pouvant en être affectés.

Des actions de formation seront mises en place par la branche après accord des partenaires sociaux dans le cadre de la commission mixte paritaire et mise en œuvre par la commission paritaire nationale de l'emploi.

Le contenu de ces formations pourra être orienté vers les thèmes suivants :

- comment gérer les relations de travail pour prévenir les situations de crises ;
- repérer les difficultés psychologiques ;
- agir grâce à l'écoute.

## 9. Interventions au niveau tertiaire

La santé au travail ne s'appréhende pas en faisant abstraction des contraintes de la vie privée.

Les responsables des cabinets doivent être conscients de la complexité du sujet, et être vigilants quant à la santé de leurs avocats salariés.

Le rôle du médecin du travail s'avère ici très important, mais l'attention de chaque avocat salarié est également essentielle.

### 9.1. Action du médecin du travail

Dans le cadre du tiers-temps, le médecin du travail recevra tout avocat salarié qui le souhaite, et ce en plus des visites régulièrement organisées par le cabinet.

Les avocats salariés seront informés de ce droit par note de service affichée au sein du cabinet.

Le médecin du travail aide l'avocat salarié à retrouver un confort mental et physique par des propositions adaptées.

### 9.2. Devoir de signalement

L'avocat salarié qui signale à la hiérarchie ou aux représentants du personnel une situation de danger soit pour lui-même soit pour les autres est protégé dans les situations visées aux articles L. 1152-2 et L. 1153-2 du code du travail.

### 9.3. Gestion de la plainte d'un avocat salarié

#### 9.3.1. Litiges entre un avocat salarié et une personne non avocat

##### Enquête interne

L'avocat salarié s'estimant victime d'un harcèlement ou toute personne du cabinet informée peut déclencher une procédure interne de vérification des faits allégués afin, le cas échéant, de pouvoir les faire cesser. La mise en œuvre de cette procédure ne doit pas avoir pour but de diffuser de fausses allégations ou de porter atteinte à la réputation d'une personne.

L'avocat salarié peut se faire assister dans toutes ses démarches par un représentant du personnel ou une personne de son choix appartenant obligatoirement au cabinet.

A la suite de l'entretien à l'initiative de l'employeur et compte tenu des éléments fournis par l'avocat salarié, l'employeur peut décider de procéder à une enquête.

L'enquête menée dans un délai raisonnable comportera les investigations, y compris auprès du médecin du travail, les auditions et les confrontations utiles.

Le salarié mis en cause sera informé de la procédure mise en place par tout moyen.

Cette enquête sera menée dans la plus grande confidentialité afin de garantir le respect et la dignité de chacun.

Le résultat de l'enquête sera notifié aux parties par l'employeur qui en tirera les conséquences compte tenu de son obligation de sécurité de résultat.

#### 9.3.2. Recours à la médiation

En cas de plainte de harcèlement et comme le prévoit l'article L. 1152-6 du code du travail, il est possible de recourir à la médiation.

Présentation de la médiation :

De manière générale, la médiation est définie comme une technique procédurale de solution des conflits par laquelle des personnes (les parties) qu'un différend oppose tentent de parvenir à une solution en utilisant les services d'un tiers, le médiateur.

La médiation est donc un processus de résolution amiable d'un conflit dans lequel une tierce personne intervient auprès des parties pour les aider à parvenir à une solution négociée optimale, et, en tout cas, conforme à leurs intérêts respectifs, et mettant fin au litige.

Procédure de recours :

L'employeur peut proposer le recours à la médiation, comme chaque partie peut le faire.

Si les parties sont d'accord sur cette démarche, elles doivent conjointement choisir un médiateur.

Le coût du médiateur est à la charge de l'employeur.

Résultat de la médiation :

En cas de réussite de la médiation, le médiateur en informe les parties et l'employeur. Si des mesures sont à prendre, l'employeur en assurera la mise en œuvre si elles sont compatibles avec les intérêts du cabinet.

En cas d'échec de la médiation, l'employeur restera tenu par les dispositions relatives à son obligation de sécurité de résultat.

### 9.3.3. Procédure externe : commission paritaire d'enquête CPE

Création de la commission paritaire d'enquête :

Il est créé une commission paritaire d'enquête, composée de membres de la commission mixte paritaire, désignés tous les 3 ans par les organisations syndicales signataires de la convention collective ou y ayant adhéré.

Elle est coprésidée par un représentant employeur et un représentant salarié.

Le siège de la commission est celui de la CREPA, chargée d'assurer le secrétariat et le fonctionnement de la commission.

La commission paritaire d'enquête est saisie au moyen d'une requête adressée en double exemplaire par la partie intéressée à : Madame/Monsieur le secrétaire de la commission paritaire d'enquête, CREPA, 80, rue Saint-Lazare, Paris Cedex 9.

Enquête :

Les membres de la commission devront obtenir l'accord de l'employeur avant toute mise en œuvre de la procédure.

En cas d'accord, les parties mises en cause seront informées par le secrétariat de la commission de la procédure mise en place, avec information de l'employeur.

En cas de refus, il appartiendra aux parties de décider des suites à donner, éventuellement par la voie judiciaire.

Les membres de la commission mèneront l'enquête dans un délai raisonnable et pourront se déplacer dans le cabinet pour entendre les parties ou toute autre personne qu'une partie souhaite voir entendue et prendre connaissance de tous éléments nécessaires à leur mission.

Cette enquête sera menée dans la plus grande confidentialité afin de garantir le respect et la dignité de chacun.

Le résultat de l'enquête sera notifié aux parties par le secrétariat de la commission, ainsi qu'à l'employeur qui en tirera les conséquences compte tenu de son obligation de sécurité de résultat.

## 9.4. Protection de l'avocat salarié : rappel des dispositions légales

### 9.4.1. Harcèlement moral (art. L. 1152-2 du code du travail)

Aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire, directe ou indirecte, notamment en matière de rémunération, de formation, de reclassement, d'affectation,

de qualification, de classification, de promotion professionnelle, de mutation ou de renouvellement de contrat pour avoir subi ou refusé de subir des agissements répétés de harcèlement moral ou pour avoir témoigné de tels agissements ou les avoir relatés.

#### 9.4.2. Harcèlement sexuel (art. L. 1153-3 du code du travail)

Aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire pour avoir témoigné des agissements de harcèlement sexuel ou pour les avoir relatés.

#### 9.4.3. Litiges entre avocats

##### Bâtonnier

A défaut de conciliation, les litiges nés entre avocats à l'occasion de leur exercice professionnel sont soumis à l'arbitrage du bâtonnier (article 21 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 complété par article 72 de la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures).

Le bâtonnier est compétent pour connaître de tout différend entre avocats de son barreau quant à leur exercice professionnel. Il est saisi par l'une ou l'autre des parties (art. 179-1 du décret du 27 novembre 1991, créé par décret n° 2009-1544 du 11 décembre 2009 relatif à l'arbitrage du bâtonnier).

Le bâtonnier est saisi par l'une ou l'autre des parties par requête déposée contre récépissé au secrétariat de l'ordre ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'acte de saisine doit préciser, à peine d'irrecevabilité, l'objet du litige, l'identité des parties et les prétentions du saisissant (art. 179-4 du décret du 27 novembre 1991, créé par décret n° 2009-1544 du 11 décembre 2009, renvoi à l'art. 142 du décret du 27 novembre 1991, modifié par le décret n° 2009-1544 du 11 décembre 2009).

Le bâtonnier, s'il ne s'abstient pas et s'il n'est pas récusé, fixe les délais dans lesquels les parties sont tenues de produire leurs observations et convoque les parties au moins 8 jours avant la date de l'audience (art. 179-4 du décret du 27 novembre 1991, créé par décret n° 2009-1544 du 11 décembre 2009, renvoi aux art. 143 du décret du 27 novembre 1991, modifié par le décret n° 2009-1544 du 11 décembre 2009 et art. 144 du décret du 27 novembre 1991, modifié par le décret n° 2009-1544 du 11 décembre 2009).

Les parties peuvent, à tous les stades de la procédure, être assistées par un avocat (art. 179-4 du décret du 27 novembre 1991, créé par décret n° 2009-1544 du 11 décembre 2009, renvoi à l'art. 144, alinéa 1<sup>er</sup> du décret du 27 novembre 1991, modifié par décret n° 2009-1544 du 11 décembre 2009).

Le bâtonnier rend sa décision dans le délai de 4 mois à compter de la saisine. Il peut être prorogé de 4 mois par décision motivée si la nature ou la complexité du différend le justifie. Cette décision est notifiée aux parties, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (art. 179-5 du décret du 27 novembre 1991, créé par décret n° 2009-1544 du 11 décembre 2009).

Les décisions du bâtonnier, notifiées par le secrétariat de l'ordre aux parties dans les conditions prévues à l'article 152 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991, sont susceptibles d'appel devant la cour d'appel statuant comme il est dit à l'article 15, alinéa 3, et à l'article 16 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 (l'article 21, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1971 modifié par loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 ; les articles 179-4 et 179-6 du décret du 27 novembre 1991, créés par décret n° 09-1544 du 11 décembre 2009, renvoient à l'article 152 du décret du 27 novembre 1991 modifié par le décret n° 2009-1544 du 11 décembre 2009).

Lorsqu'elles ne sont pas déferées à la cour d'appel, les décisions du bâtonnier peuvent être rendues exécutoires par le président du tribunal de grande instance du ressort (art. 179-7 du décret du 27 novembre 1991, créé par décret n° 2009-1544 du 11 décembre 2009).



Dans tous les cas d'urgence, le bâtonnier peut, sur la demande qui lui est faite par une partie, ordonner toutes mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend. Il peut toujours, même en présence d'une contestation sérieuse, ordonner les mesures conservatoires ou de remise en l'état qui s'imposent pour prévenir un dommage imminent ou faire cesser un trouble manifestement illicite (art. 179-4 du décret du 27 novembre 1991, créé par décret n° 2009-1544 du 11 décembre 2009).

## 10. Suivi de l'accord

Il est créé une commission de suivi du présent accord qui devra, au terme de la première année d'application de l'accord, parfaire la liste des indicateurs et en déterminer les périmètres d'application pertinents.

Cette commission est composée de membres de la commission mixte paritaire, désignés pour 3 ans par les organisations syndicales signataires de la convention collective ou y ayant adhéré.

Elle est coprésidée par un représentant employeur et un représentant salarié.

## 11. Conclusion, durée et dépôt de l'accord

### 11.1. Entrée en vigueur et durée

Le traitement de la thématique objet de l'accord étant par nature évolutif, le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 3 ans et prend effet à la date de publication de l'arrêté d'extension.

Les partenaires sociaux s'engagent à reprendre une négociation au cours de la 3<sup>e</sup> année dans le cadre d'une révision.

### 11.2. Révision

Les conditions de la révision sont régies par l'article 1.3 du titre I<sup>er</sup> de la convention collective nationale des avocats salariés.

Chaque partie signataire du présent accord peut demander la révision de tout ou partie du présent accord, selon les modalités définies ci-après.

Toute demande de révision devra être adressée par lettre recommandée avec avis de réception aux autres parties signataires et comporter l'indication des dispositions dont la révision est demandée.

Le plus rapidement possible et au plus tard dans un délai de 6 mois suivant la notification de la demande de révision répondant aux conditions indiquées ci-dessus, les parties engageront une nouvelle négociation.

L'avenant portant révision du présent accord fera l'objet d'un dépôt légal dans les formes indiquées à l'article 11.3.

Les dispositions de l'avenant portant révision se substitueront de plein droit à celle du présent accord qu'elles modifient et seront opposables aux signataires du présent accord, ainsi qu'aux bénéficiaires de cet accord, à la date de publication de l'arrêté d'extension.

Il est entendu que les dispositions du présent accord demeureront en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions et seront maintenues dans l'hypothèse où les négociations d'un nouveau texte n'aboutiraient pas.

Les dispositions contenues dans le présent accord ont un caractère impératif. Il n'est donc pas possible d'y déroger, par accord d'entreprise ou d'établissement, dans un sens moins favorable.

### 11.3. Publicité. – Dépôt

Le présent accord sera notifié par le secrétariat de la commission mixte paritaire par lettre recommandée avec avis de réception à l'ensemble des organisations syndicales représentatives, signataires ou non.

A l'expiration d'un délai de huit jours suivant la dernière notification de l'accord dans les formes mentionnées ci-dessus, le présent accord, conformément aux dispositions des articles D. 3345-4 et D. 2231-2 du code du travail, sera adressé par le secrétariat de la branche en deux exemplaires au directeur régional des entreprises, du commerce, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Paris (DIRECCTE) : une version papier par lettre recommandée avec avis de réception et une version électronique.

Les parties conviennent d'en demander l'extension ; la partie la plus diligente procède à la demande d'extension.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

ABFP ;  
SAFE ;  
CNAE ;  
CNADA ;  
FNUJA ;  
UPSA ;  
SEACE.

**Syndicats de salariés :**

SPAAC CFE-CGC ;  
CFDT judiciaires ;  
SNECPJJ CFTC.

Brochure n° 3078

**Conventions collectives nationales**

**CABINETS D'AVOCATS**

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

IDCC : 1850. – **Avocats salariés**

ACCORD DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2011

RELATIF À LA PRÉVENTION ET À LA GESTION DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX

NOR : ASET1151174M

IDCC : 1000

**PRÉAMBULE**

La branche a la volonté de s'inscrire dans l'esprit de l'accord interprofessionnel du 2 juillet 2008 sur le stress au travail et de l'accord sur le harcèlement et la violence au travail du 26 mars 2010.

Le présent accord vise à organiser une démarche générale de prévention des risques psychosociaux naissant à l'occasion du travail mais également à prendre en considération les interactions interpersonnelles sources de tensions.

Son objectif est de construire un processus d'amélioration continue en matière de prévention des risques psychosociaux.

S'agissant d'un premier accord sur ce thème, il ne devra être considéré que comme une étape dans le traitement à long terme d'un sujet complexe.

Cet accord concerne les cabinets de toute taille, chaque structure devant adapter les articles qui suivent à ses besoins et ses obligations.

**1. Objet de l'accord**

Le cabinet doit veiller à prévenir, éliminer et à défaut réduire les risques psychosociaux qui peuvent naître en son sein.

Afin que les salariés soient acteurs de leur santé, l'objet de l'accord est :

- d'impliquer l'ensemble des instances consultatives ou opérationnelles du cabinet ;
- d'augmenter la prise de conscience et la compréhension des risques psychosociaux par l'ensemble des parties employeurs et salariés ;
- d'engager une démarche de prévention globale qui impliquera l'ensemble des acteurs internes et externes au cabinet ;
- d'élaborer des outils de détection de facteurs de risques et d'effets sur la santé ;
- d'accompagner les situations de souffrance pour en réduire l'effet.

## 2. Fondements juridiques

Le présent accord se fonde principalement sur :

- les articles L. 4121-1 et L. 4121-2 du code du travail relatifs à l'obligation pour l'employeur d'assurer la sécurité et de protéger la santé physique et mentale des salariés, sur le fondement des principes généraux de prévention ;
- les articles L. 1152-1 et suivants du code du travail relatifs au harcèlement moral ;
- les articles 222-33 et 222-33-2 du code pénal ;
- les articles L. 4121-3 et R. 4121-1 à 4 du code du travail relatifs au document unique d'évaluation des risques.

Le présent accord s'inspire notamment des accords suivants qui ne sont pas applicables à la branche :

- l'accord interprofessionnel du 2 juillet 2008 sur le stress au travail étendu par arrêté du 23 avril 2009 ;
- l'accord interprofessionnel du 26 mars 2010 sur le harcèlement et la violence au travail étendu par arrêté du 23 juillet 2010.

La jurisprudence rappelle de façon constante l'obligation de sécurité de résultat en matière de santé physique et mentale face à un risque connu ou susceptible d'être connu.

## 3. Définitions et descriptions

### 3.1. Santé

Selon le préambule de 1946 à la constitution de l'organisation mondiale de la santé (OMS), « la santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ».

Définition de la santé par Georges Canguilhem (philosophe et médecin) :

« Je me porte bien dans la mesure où je suis capable de porter la responsabilité de mes actes, de porter des choses à l'existence, et de créer entre les choses des rapports qui n'existeraient pas sans moi. »

### 3.2. Bien-être au travail

Ce concept recouvre tout ce qui participe à l'obtention d'un haut niveau de santé au travail.

Si le travail est généralement source d'augmentation du potentiel de santé, il peut être également source de sa dégradation, en fonction des variables que constituent les conditions et l'environnement du travail.

La santé psychique et le bien-être au travail ne sont pas seulement une dynamique individuelle, mais ils se construisent aussi dans la relation aux autres : par la reconnaissance, la possibilité d'échanges et de coopération dans le travail, avec le soutien des collègues et de la hiérarchie.

### 3.3. Risques psychosociaux

Le concept de risque psychosocial recouvre des contextes de travail qui peuvent conduire à des formes variées de manifestations collectives et individuelles de mal-être au travail et/ou de pathologies physiques ou psychiques (stress, souffrance au travail, harcèlement moral, harcèlement sexuel, violence...).

Ce concept a pour origine des situations et des causes variées : surcharge de travail, contraintes excessives de temps, mais aussi perte de repères, difficulté à trouver du sens au travail, conflit de valeurs et d'intérêts...

### 3.4. Stress

Le stress, selon l'accord interprofessionnel du 2 juillet 2008, est décrit comme suit : « Un état survenant lorsqu'il y a déséquilibre entre la perception qu'une personne a des contraintes que lui impose son environnement et la perception qu'elle a de ses propres ressources pour y faire face.

L'individu est capable de gérer la pression à court terme mais il éprouve de grandes difficultés face à une exposition prolongée ou répétée à des pressions intenses.

En outre, différents individus peuvent réagir de manière différente à des situations similaires et un même individu peut, à différents moments de sa vie, réagir différemment à des situations similaires.

Le stress n'est pas une maladie, mais une exposition prolongée au stress peut réduire l'efficacité au travail et peut causer des problèmes de santé...

Le stress lié au travail peut être provoqué par différents facteurs tels que le contenu et l'organisation du travail, l'environnement de travail, une mauvaise communication, etc. ».

### 3.5. Harcèlement moral

Aucun salarié ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptibles de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel (art. L. 1152-1 du code du travail).

Le fait de harceler autrui par des agissements répétés ayant pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende (art. 222-33-2 du code pénal).

### 3.6. Harcèlement sexuel

Les agissements de harcèlement de toute personne dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle à son profit ou au profit d'un tiers sont interdits.

Aucun salarié, aucun candidat à un recrutement, à un stage ou à une période de formation en entreprise ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure de discrimination, directe ou indirecte, notamment en matière de rémunération, de formation, de reclassement, d'affectation, de qualification, de classification, de promotion professionnelle, de mutation ou de renouvellement de contrat pour avoir subi ou refusé de subir les agissements de harcèlement de toute personne dont le but est d'obtenir des faveurs de nature sexuelle à son profit ou au profit d'un tiers (art. L. 1153-1 et suivants du code du travail).

« Le fait de harceler autrui dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende » (art. 222-33 du code pénal).

### 3.7. Violence au travail

« La violence va du manque de respect à la manifestation de la volonté de nuire, de l'incivilité à l'agression physique et peut prendre la forme d'agressions verbales, comportementales, notamment sexistes, d'agressions physiques » (accord national interprofessionnel du 26 mars 2010).

## 4. Identification des situations de risques psychosociaux

Les parties reconnaissent que chaque individu réagit de manière différente à des situations similaires, de même qu'un même individu peut à différents moments de sa vie y réagir différemment.

Malgré ces différences de perception, certaines caractéristiques des situations de travail et de symptômes sont identifiées comme pouvant générer des risques psychosociaux.

Les principaux facteurs de risques :

Sans que cette liste ne soit exhaustive, les parties recensent comme facteurs pouvant générer des situations de risques :

- les facteurs liés à la fonction ou liés au contenu même du travail à effectuer :
  - exigences quantitatives excessives ;
  - difficultés liées à l'exercice de la fonction ;
- les facteurs liés à l'organisation du travail et aux processus de travail :
  - délais de procédure ou de traitement insuffisants ;
  - mise en œuvre des nouvelles technologies ;
  - absence de prise en compte de l'équilibre entre vie professionnelle, vie familiale et personnelle ;
- les facteurs liés aux relations de travail et à la communication :
  - manque de collaboration de la part des collègues et/ou des supérieurs hiérarchiques ;
  - management peu participatif, autoritaire ou déficient ;
  - absence ou faible reconnaissance du travail accompli ;
  - manque de communication interne.

## 5. Acteurs de la prévention

Toute démarche de prévention implique l'ensemble des parties tant en interne qu'en externe.

### 5.1. Employeur

L'employeur met en place la politique et les mesures de prévention.

### 5.2. Encadrement

L'encadrement met en œuvre les mesures décidées par l'employeur.

Le responsable hiérarchique est ainsi le premier relais et doit être l'interlocuteur privilégié des salariés en vue de préserver un environnement de travail de respect mutuel.

### 5.3. Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)

Le CHSCT a pour attributions d'être informé et/ou consulté sur les conditions de travail ainsi que sur tous les changements importants pouvant impacter les conditions de travail et les situations de risques professionnels.

Le CHSCT participe, par ses interventions et propositions, à la protection de la santé physique et mentale des salariés, à l'amélioration de leurs conditions de travail et à l'analyse des risques professionnels sur la base des informations dont il dispose.

Il est à l'écoute du personnel et sert de relais pour orienter et accompagner les salariés qui font état de situations de souffrance.

Conformément aux dispositions législatives, il procède à des enquêtes et des inspections.

### 5.4. Autres représentants du personnel

Les représentants du personnel peuvent signaler à l'employeur dans le cadre de leur mission de représentation des salariés, les situations individuelles qui leur paraissent entrer dans le cadre des dispositions du présent accord.

Les délégués du personnel exercent leur droit d'alerte dans les conditions prévues par les dispositions légales (art. L. 2313-2 du code du travail) notamment dans le cadre de la lutte contre le harcèlement moral et le harcèlement sexuel.

En l'absence de CHSCT, les délégués du personnel exercent les missions attribuées à cette instance conformément à l'article L. 2313-16 du code du travail.

## 5.5. Personnel

Chaque membre du personnel contribue à la qualité du climat de travail et plus généralement, de l'ambiance régnant au sein du cabinet.

Chaque membre du personnel participe à la prévention des RPS notamment en signalant avec discrétion et délicatesse, toute situation dont il aurait connaissance de façon à prévenir toute difficulté potentielle entrant dans le cadre des dispositions du présent accord.

## 5.6. Médecin du travail

Le médecin du travail joue un rôle central dans la prévention des risques psychosociaux selon les dispositions de l'article L. 4624-1 du code du travail.

Par ses contacts auprès de l'ensemble des salariés, il peut détecter des situations facteurs de souffrance et de mal-être au travail.

L'employeur préconise de façon formelle au médecin du travail de procéder au questionnement des salariés à l'occasion des visites obligatoires sur ces thèmes.

Dans le cadre des rapports transmis à l'employeur, le médecin du travail communique ses informations tout en respectant le secret professionnel afin de permettre la mise en place, le cas échéant, de mesures de prévention.

## 5.7. Commission mixte paritaire et la commission paritaire nationale de l'emploi

La formation est un moyen incontournable pour appréhender les risques psychosociaux, apprendre à prévenir et à aider les parties à mieux gérer toute situation de tension et/ou de souffrance au travail.

Les partenaires sociaux au sein de la commission mixte paritaire déterminent cette politique de formation et la commission paritaire nationale de l'emploi en arrête les actions prioritaires.

## 6. Mise en place de démarches d'actions

La prévention des risques psychosociaux peut être traitée sur trois niveaux en reprenant l'organisation de l'accord sur la prévention du stress visant à « prévenir, éliminer et à défaut réduire les problèmes de stress au travail ».

La prévention primaire a pour objectif l'élimination ou le contrôle des facteurs de risques présents dans le milieu du travail en agissant directement sur les facteurs pour réduire leurs impacts négatifs sur l'individu. Il s'agit d'intervenir sur les causes des risques psychosociaux.

Les programmes de prévention secondaire ont pour but d'aider les individus à gérer plus efficacement les exigences et contraintes du travail en améliorant leurs stratégies d'adaptation aux sources de risques psychosociaux et de leur compréhension ou en renforçant leur résistance au stress en soulageant les symptômes associés au stress.

Les interventions au niveau tertiaire ont pour objet le traitement, la réhabilitation, le processus de retour au travail et le suivi des individus qui souffrent ou ont souffert de problèmes de stress, de harcèlement, de violence.

Seront ainsi détaillées les mesures et les procédures envisagées pour chaque niveau d'analyse eu égard aux enjeux juridiques qu'ils sous-tendent.

Toutefois, dans la pratique, certaines démarches interviendront simultanément sur un ou plusieurs niveaux.

## 7. Prévention primaire

Afin de cerner les causes des sources de risques naissant à l'occasion du travail, il est apparu utile de proposer de constituer des groupes de réflexion, d'informer les employeurs et les salariés, d'im-

pliquer les médecins du travail, de sensibiliser l'ensemble des salariés et de les écouter, et enfin de mettre en place des moyens de détection des risques.

#### 7.1. Sensibilisation par la formation des salariés

Des actions de sensibilisation formation seront mises en place par la branche après accord des partenaires sociaux dans le cadre de la commission mixte paritaire et mises en œuvre par la commission paritaire nationale de l'emploi.

Le contenu de ces formations sera orienté :

- d'une part, sur les définitions des notions et les enjeux juridiques de la santé au travail (stress, souffrance au travail, harcèlement moral et sexuel, discriminations).
- d'autre part, sur le rapport au travail du personnel, sur les relations entre salariés, sur l'organisation et les situations de travail ainsi que sur les bonnes pratiques managériales à adopter pour éviter ou à défaut réduire tout risque psychosocial.

#### 7.2. Processus de coopération

##### 7.2.1. Constitution de groupes de réflexion

Pour les cabinets dont la taille le permet et afin d'appréhender la diversité des situations de travail et les symptômes de souffrance, les partenaires sociaux proposent de mettre en place des groupes de réflexion, incluant, s'ils existent des représentants du personnel.

Ces groupes pourront notamment appréhender la question du travail par l'analyse de situations professionnelles rencontrées dans les rapports à l'organisation du travail, à sa qualité et aux compétences requises, ainsi qu'au travail en équipe, et en tenant compte des problématiques inhérentes au genre et à l'âge.

Cela permettra de détecter les bonnes et mauvaises pratiques, les pistes de progrès, les actions à mettre en place, ainsi que les solutions envisageables.

##### 7.2.2. Rencontres annuelles

Eu égard à la diversité des tailles des cabinets et de leurs organisations, il peut aussi être proposé des rencontres annuelles individuelles pour favoriser la libre expression des salariés dans leur rapport au travail et dans les difficultés rencontrées.

Ces rencontres pourront être concomitantes à l'entretien annuel.

##### 7.2.3. Renforcement du droit d'expression des salariés

Pour les cabinets assujettis à l'obligation de mise en place de réunions de droit d'expression des salariés, ces réunions seront l'occasion d'informer l'ensemble des salariés du cabinet sur la question de la santé et du bien-être au travail et d'échanger sur l'organisation du travail.

Une synthèse des conclusions de ces réunions sera présentée au CHSCT.

##### 7.2.4. Politique d'écoute individuelle et de prise en compte des situations particulières

Au cours des différents entretiens prévus par les textes ou pratiqués, l'employeur s'efforce d'appréhender la cohérence entre la mission confiée et la capacité du salarié à y faire face.

##### 7.2.5. Prise en compte des alertes individuelles

Tout salarié constatant une situation qu'il considère comme pouvant être génératrice de risques psychosociaux devra en informer sa hiérarchie.

Le salarié bénéficie de la protection établie par les articles L. 1552-2 et L. 1153-2 du code du travail.



### 7.2.6. Action du médecin du travail

En complément des actions résultant des articles R. 4624-1 et suivants du code du travail le médecin du travail sera invité à développer dans son rapport annuel la partie concernant les risques psychosociaux pour permettre de mieux percevoir les situations, et cela dans le strict respect du secret médical.

A cet effet une demande officielle sera adressée à chaque service de médecine du travail, qui reçoit des salariés du cabinet, afin qu'ils puissent mener une enquête sur les facteurs de risques dans le cadre des consultations médicales.

S'il estime qu'un salarié est en danger, le médecin du travail est tenu par un devoir d'alerte à l'égard de l'employeur.

### 7.2.7. Sources d'informations pour la mise en place de moyens de détection

L'obligation de sécurité de résultat porte sur un risque connu ou susceptible d'être connu.

C'est par un faisceau d'éléments que les risques peuvent être détectés.

Les indicateurs sont pour partie spécifiques à chaque entité ; toutefois il peut être utile d'en donner une liste indicative brève :

- le turn-over avec analyse des causes des départs du cabinet ;
- la variation du nombre de visites médicales à la demande du salarié auprès de la médecine du travail ;
- la variation du nombre de plaintes auprès des instances représentatives du personnel ;
- la fréquence des procédures disciplinaires ;
- l'absence de formation pour s'adapter ou évoluer et pouvoir faire face aux contraintes de son activité et de son évolution ;
- la variation de la charge de travail ;
- les rapports annuels des médecins du travail qui devront permettre de connaître quels facteurs de risques ont été recensés dans le cadre des consultations médicales ;
- les compte rendus des échanges avec les salariés travaillant en forfait annuel jours à l'occasion des entretiens annuels sur le fondement de l'article L. 3121-46 du code du travail ;
- les registres et les procès-verbaux des instances représentatives,
- les divers entretiens pour l'ensemble des salariés ;
- les procès-verbaux des réunions de droit d'expression.

## 8. Prévention secondaire

Les spécificités de l'activité du cabinet ne peuvent échapper à la confrontation à des situations de stress imposées par la clientèle et les contraintes de l'exercice de l'activité juridique et judiciaire.

### Formation de l'ensemble des salariés

Une préoccupation très forte au sein des cabinets est de savoir détecter les difficultés psychologiques et de gérer les relations avec les salariés pouvant en être affectés.

Des actions de formation seront mises en place par la branche après accord des partenaires sociaux dans le cadre de la CMP et mise en œuvre par la CPNE.

Le contenu de ces formations pourra être orienté vers les thèmes suivants :

- comment gérer les relations de travail pour prévenir les situations de crises ;
- repérer les difficultés psychologiques ;
- agir grâce à l'écoute.

## 9. Interventions au niveau tertiaire

La santé au travail ne s'appréhende pas en faisant abstraction des contraintes de la vie privée.

Les responsables des cabinets doivent être conscients de la complexité du sujet, et être vigilants quant à la santé de leurs salariés.

Le rôle du médecin du travail s'avère ici très important, mais l'attention de chaque salarié est également essentielle.

### 9.1. Action du médecin du travail

Dans le cadre du tiers-temps, le médecin du travail recevra tout salarié qui le souhaite, et ce en plus des visites régulièrement organisées par le cabinet.

Les salariés seront informés de ce droit par note de service affichée au sein du cabinet.

Le médecin du travail aide le salarié à retrouver un confort mental et physique par des propositions adaptées.

### 9.2. Devoir de signalement

Le salarié qui signale à la hiérarchie ou aux représentants du personnel une situation de danger soit pour lui-même soit pour les autres est protégé dans les situations visées aux articles L. 1152-2 et L. 1153-2 du code du travail.

### 9.3. Gestion de la plainte d'un salarié

#### 9.3.1. Litiges entre un avocat salarié et une personne non avocat

##### Enquête interne

Le salarié s'estimant victime d'un harcèlement ou toute personne du cabinet informée peut déclencher une procédure interne de vérification des faits allégués afin, le cas échéant, de pouvoir les faire cesser. La mise en œuvre de cette procédure ne doit pas avoir pour but de diffuser de fausses allégations ou de porter atteinte à la réputation d'une personne.

Le salarié peut se faire assister dans toutes ses démarches par un représentant du personnel ou une personne de son choix appartenant obligatoirement au cabinet.

A la suite de l'entretien à l'initiative de l'employeur et compte tenu des éléments fournis par le salarié, l'employeur peut décider de procéder à une enquête.

L'enquête menée dans un délai raisonnable comportera les investigations, y compris auprès du médecin du travail, les auditions et les confrontations utiles.

Le salarié mis en cause sera informé de la procédure mise en place par tout moyen.

Cette enquête sera menée dans la plus grande confidentialité afin de garantir le respect et la dignité de chacun.

Le résultat de l'enquête sera notifié aux parties par l'employeur qui en tirera les conséquences compte tenu de son obligation de sécurité de résultat.

#### 9.3.2. Recours à la médiation

En cas de plainte de harcèlement et comme le prévoit l'article L. 1152-6 du code du travail, il est possible de recourir à la médiation.

##### Présentation de la médiation

De manière générale, la médiation est définie comme une technique procédurale de solution des conflits par laquelle des personnes qu'un différend oppose tentent de parvenir à une solution en utilisant les services d'un tiers, le médiateur.

La médiation est donc un processus de résolution amiable d'un conflit dans lequel une tierce personne intervient auprès des parties pour les aider à parvenir à une solution négociée optimale, et, en tout cas, conforme à leurs intérêts respectifs, et mettant fin au litige.

#### Procédure de recours

L'employeur peut proposer le recours à la médiation, comme chaque partie peut le faire.

Si les parties sont d'accord sur cette démarche, elles doivent conjointement choisir un médiateur.

Le coût du médiateur est à la charge de l'employeur.

#### Résultat de la médiation

En cas de réussite de la médiation, le médiateur en informe les parties et l'employeur. Si des mesures sont à prendre, l'employeur en assurera la mise en œuvre si elles sont compatibles avec les intérêts du cabinet.

En cas d'échec de la médiation, l'employeur restera tenu par les dispositions relatives à son obligation de sécurité de résultat.

### 9.3.3. Procédure externe : commission paritaire d'enquête CPE

#### Création de la commission paritaire d'enquête

Il est créé une commission paritaire d'enquête, composée de membres de la commission mixte paritaire, désignés tous les 3 ans par les organisations syndicales signataires de la convention collective ou y ayant adhéré.

Elle est coprésidée par un représentant employeur et un représentant salarié.

Le siège de la commission est celui de la CREPA, chargée d'assurer le secrétariat et le fonctionnement de la commission.

La commission paritaire d'enquête est saisie au moyen d'une requête adressée en double exemplaire par la partie intéressée à : Madame/Monsieur le secrétaire de la commission paritaire d'enquête, CREPA, 80, rue Saint-Lazare, Paris Cedex 9.

#### Enquête

Les membres de la commission devront obtenir l'accord de l'employeur avant toute mise en œuvre de la procédure.

En cas d'accord, les parties mises en cause seront informées par le secrétariat de la commission de la procédure mise en place, avec information de l'employeur.

En cas de refus, il appartiendra aux parties de décider des suites à donner, éventuellement par la voie judiciaire.

Les membres de la commission mèneront l'enquête dans un délai raisonnable et pourront se déplacer dans le cabinet pour entendre les parties ou toute autre personne qu'une partie souhaite voir entendue et prendre connaissance de tous éléments nécessaires à leur mission.

Cette enquête sera menée dans la plus grande confidentialité afin de garantir le respect et la dignité de chacun.

Le résultat de l'enquête sera notifié aux parties par le secrétariat de la commission, ainsi qu'à l'employeur qui en tirera les conséquences compte tenu de son obligation de sécurité de résultat.

### 9.4. Protection du salarié : rappel des dispositions légales

#### 9.4.1. Harcèlement moral : article L. 1152-2 du code du travail

Aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire, directe ou indirecte, notamment en matière de rémunération, de formation, de reclassement, d'affectation,

de qualification, de classification, de promotion professionnelle, de mutation ou de renouvellement de contrat pour avoir subi ou refusé de subir des agissements répétés de harcèlement moral ou pour avoir témoigné de tels agissements ou les avoir relatés.

#### 9.4.2. Harcèlement sexuel : article L. 1153-3 du code du travail

Aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire pour avoir témoigné des agissements de harcèlement sexuel ou pour les avoir relatés.

### 10. Suivi de l'accord

Il est créé une commission de suivi du présent accord qui devra, au terme de la première année d'application de l'accord, parfaire la liste des indicateurs et en déterminer les périmètres d'application pertinents.

Cette commission est composée de membres de la commission mixte paritaire, désignés pour 3 ans par les organisations syndicales signataires de la convention collective ou y ayant adhéré.

Elle est coprésidée par un représentant employeur et un représentant salarié.

### 11. Conclusion. – Durée. – Dépôt de l'accord

#### 11.1. Entrée en vigueur. – Durée

Le traitement de la thématique objet de l'accord étant par nature évolutif, le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 3 ans et prend effet à la date de publication de l'arrêté d'extension.

Les partenaires sociaux s'engagent à reprendre une négociation au cours de la 3<sup>e</sup> année dans le cadre d'une révision.

#### 11.2. Révision

Chaque partie signataire du présent accord peut demander la révision de tout ou partie du présent accord, selon les modalités définies ci-après.

Toute demande de révision devra être adressée par lettre recommandée avec avis de réception aux autres parties signataires et comporter l'indication des dispositions dont la révision est demandée.

Le plus rapidement possible et au plus tard dans un délai de 6 mois suivant la notification de la demande de révision répondant aux conditions indiquées ci-dessus, les parties engageront une nouvelle négociation.

L'avenant portant révision du présent accord fera l'objet d'un dépôt légal dans les formes indiquées à l'article 11.3.

Les dispositions de l'avenant portant révision se substitueront de plein droit à celles du présent accord qu'elles modifient et seront opposables aux signataires du présent accord, ainsi qu'aux bénéficiaires de cet accord, à la date de publication de l'arrêté d'extension.

Il est entendu que les dispositions du présent accord demeureront en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions et seront maintenues dans l'hypothèse où les négociations d'un nouveau texte n'aboutiraient pas.

Les dispositions contenues dans le présent accord ont un caractère impératif. Il n'est donc pas possible d'y déroger, par accord d'entreprise ou d'établissement, dans un sens moins favorable.

### 11.3. Publicité. – Dépôt

Le présent accord sera notifié par le secrétariat de la commission mixte paritaire par lettre recommandée avec avis de réception à l'ensemble des organisations syndicales représentatives, signataires ou non.

A l'expiration d'un délai de 8 jours suivant la dernière notification de l'accord dans les formes mentionnées ci-dessus, le présent accord, conformément aux dispositions des articles D. 3345-4 et D. 2231-2 du code du travail, sera adressé par le secrétariat de la branche en deux exemplaires au directeur régional des entreprises, du commerce, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Paris (DIRECCTE) : une version papier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et une version électronique.

Les parties conviennent d'en demander l'extension ; la partie la plus diligente procède à la demande d'extension.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

CNAE ;  
CNADA ;  
FNUJA ;  
UPSA ;  
SEACE.

**Syndicats de salariés :**

CFDT judiciaires ;  
SPAAC CFE-CGC ;  
SNECPJJ CFTC.

Brochure n° 3078

**Conventions collectives nationales**

**CABINETS D'AVOCATS**

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

IDCC : 1850. – **Avocats salariés**

AVENANT N° 104 DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2011

RELATIF À L'ANCIENNETÉ

NOR : ASET1151175M

IDCC : 1000

Entre :

Le CNAE ;

La CNADA ;

La FNUJA ;

L'UPSA ;

Le SEACE ;

L'ABFP ;

Le SAFE,

D'une part, et

La CFDT judiciaires ;

La FEC FO ;

La CGT conseil ;

Le SPAAC CFE-CGC ;

Le SNECPJJ CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'article 13 de la convention collective nationale, modifiées par avenants 19 et 46, sont annulées et remplacées par :

« Article 13

*Prime d'ancienneté*

**1. Prime d'ancienneté**

Le personnel des cabinets d'avocats bénéficie d'une prime d'ancienneté dans le cabinet aux taux suivants :

– 3 % pour une ancienneté comprise entre 3 et moins de 6 ans ;

- 6 % pour une ancienneté comprise entre 6 et 7 ans ;
- 7 % pour une ancienneté comprise entre 7 et 8 ans ;
- 8 % pour une ancienneté comprise entre 8 et 9 ans ;
- 9 % pour une ancienneté comprise entre 9 et 10 ans ;
- 10 % pour une ancienneté comprise entre 10 et 11 ans ;
- 11 % pour une ancienneté comprise entre 11 et 12 ans ;
- 12 % pour une ancienneté comprise entre 12 et 13 ans ;
- 13 % pour une ancienneté comprise entre 13 et 14 ans ;
- 14 % pour une ancienneté comprise entre 14 et 15 ans ;
- 15 % pour une ancienneté supérieure à 15 ans.

Ce pourcentage se calcule sur le salaire effectivement payé dans la limite de 1,5 fois celui résultant du salaire minimum mensuel de la catégorie.

La prime d'ancienneté fait l'objet d'une mention distincte sur le bulletin de paie.

## 2. Décompte de l'ancienneté

Pour le décompte de l'ancienneté il est spécifié :

1° Les absences causées par le service national à concurrence de la durée normale de celui-ci, la mobilisation et les périodes militaires entrent en ligne de compte pour la détermination de l'ancienneté, à condition que le salarié ait au moins 1 année de présence dans la même étude ou le même cabinet ; dans le cas contraire, la suspension du contrat de travail ne sera pas prise en compte pour le calcul de la prime d'ancienneté.

2° Il en est de même des absences causées par les congés de longue durée accordés au titre de la formation professionnelle tout au long de la vie.

3° Les absences causées par la maladie ou l'accomplissement d'un mandat syndical entrent en ligne de compte pour la détermination de l'ancienneté si elles n'excèdent pas 6 mois ; toute absence pour même cause excédant 6 mois ne sera pas prise en compte pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Néanmoins, par dérogation à ce qui précède, il sera tenu compte, pour le calcul de l'indemnité de fin de carrière de l'article 14.3, de toutes les périodes de suspension du contrat de travail ayant pour cause la maladie (incapacité totale temporaire de travail), quelle que soit leur durée.

4° Pour les autres périodes de suspension du contrat de travail, il est renvoyé à l'application des dispositions du code du travail. »

## Article 2

L'entrée en vigueur des présentes dispositions est fixée à la date de signature de l'avenant.

## Article 3

Le présent accord est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-5 et L. 2231-6 du code du travail. Les parties donnent délégation à la CREPA pour procéder, en leur nom, aux opérations de dépôt.

Les parties signataires conviennent de demander au ministre chargé du travail l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 2011.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3005-I

**Accords nationaux**  
**TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome I : Accords nationaux)**

Brochure n° 3107

**Accords collectifs nationaux**  
**BÂTIMENT**  
**ET TRAVAUX PUBLICS**

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1596. – BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

Brochure n° 3258

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1597. – BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

**ACCORD DU 22 AVRIL 2011**  
**RELATIF AUX INDEMNITÉS DES REPRÉSENTANTS DE LA CPREF**  
**(PICARDIE)**  
**NOR : ASET1151172M**

Entre :  
L'union régionale CAPEB Picardie ;  
La FFB Picardie ;  
La FNSCOP BTP,  
D'une part, et  
La FRSCB Picardie ;



La SRBTP CFE-CGC Picardie ;  
La FRBTP CGT-FO Picardie ;  
La FR BATIMAT-TP CFTC Picardie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Vu l'accord interprofessionnel du 10 février 1969 prévoyant la possibilité pour les branches professionnelles de s'organiser régionalement en matière d'emploi et de formation et vu l'accord du 13 juillet 2004 relatif à la définition et la mise en œuvre de la politique emploi, formation et qualification des partenaires sociaux du BTP, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités allouées aux représentants des organisations syndicales de salariés pour leur participation aux réunions de la CPREF BTP Picardie au 1<sup>er</sup> avril 2011 :

*(En euros.)*

	MONTANT
Repas	17,10
Indemnité kilométrique	0,561

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup> et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Picardie.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Amiens, le 22 avril 2011.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3002

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 2609. – **ETAM**

---

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome II : Ouvriers)**

---

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome III : ETAM)**

---

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

AVENANT N° 2 DU 17 JUIN 2011  
À L'ACCORD DU 28 NOVEMBRE 2008 RELATIF À LA PARTICIPATION DES SALARIÉS  
AUX RÉSULTATS DES ENTREPRISES

NOR : ASET1151159M

PRÉAMBULE

Les parties signataires ont conclu – en date du 28 novembre 2008 – un accord intitulé « Convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises de BTP » (ci-après dénommé « la convention ») ayant pour objet la mise en place d'un dispositif de participation aux résultats propre au BTP et à cet effet de définir les conditions d'application des articles L. 3321-1 et suivants du code du travail, au personnel des entreprises du bâtiment et des travaux publics visées à l'article 2 ci-dessous.

La convention du 28 novembre 2008 susvisée s'inscrit dans le cadre du renouvellement quinquennal du dispositif et prend à ce titre la suite des conventions conclues les 1<sup>er</sup> juillet 1969, 2 avril 1974, 11 juillet 1978, 30 novembre 1982, 31 juillet 1985, 25 octobre 1989, 9 novembre 1994, 15 décembre 1999 et 9 décembre 2003 ayant le même objet. La convention susvisée a été modifiée par avenant n° 1 du 18 mars 2010.

Les parties signataires, suite à la conclusion – en date du 16 février 2011 – d'un protocole d'accord intitulé « Protocole d'accord du 16 février 2011 relatif à l'organisation de l'épargne salariale dans le BTP » d'une part, et prenant en compte certaines dispositions de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 d'autre part, ont conclu le présent avenant qui annule et remplace la convention du 28 novembre 2008 susvisée dans tous ses termes.

Sauf dispositions particulières, le présent avenant modificateur n° 2 (ci-après dénommé « le présent avenant ») produit ses effets pour l'application de la convention susvisée.

TITRE I<sup>ER</sup>

**RÉGIME PROFESSIONNEL DE PARTICIPATION**

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet de la convention*

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'application aux entreprises visées à l'article 2 ci-dessous des articles L. 3321-1 à L. 3326-2 du code du travail relatifs à la participation des salariés aux résultats des entreprises et de leurs textes d'application.

Elle fait l'objet de :

- l'article XI.7 de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990 ;
- l'article 11.7 de la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992 ;
- l'article 3.2.4 de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006 ;
- l'article 3.2 de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise des travaux publics du 12 juillet 2006.

## Article 2

### *Entreprises visées*

Sont comprises dans le champ d'application du présent accord les entreprises ou organismes, ainsi que leurs filiales, dont l'activité principale, exercée sur le territoire national français, y compris les départements d'outre mer, est visée à l'annexe I au présent accord.

Cette convention n'est toutefois pas applicable aux entreprises constituées en sociétés coopératives ouvrières de production.

## Article 3

### *Modalités d'adhésion au régime professionnel de participation*

Le régime institué par la présente convention est désigné sous le nom de régime professionnel de participation (RPP).

#### 1. Adhésions automatiques

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article et de l'article 4, l'accord professionnel de participation tel que défini au titre II est applicable de plein droit aux entreprises de bâtiment et des travaux publics visées à l'article 2 de ladite convention, employant habituellement un effectif d'au moins 50 salariés au sens de l'article R. 3322-1 du code du travail, ainsi qu'aux entreprises de la profession constituant une unité économique et sociale reconnue par convention ou accord collectif, ou par décision de justice employant habituellement au moins 50 salariés.

Il entre en vigueur dans lesdites entreprises qui adhèrent de fait automatiquement au régime professionnel de participation, au plus tard, à l'expiration d'un délai de 1 an commençant à courir à la clôture du premier exercice au titre duquel une réserve spéciale de participation non nulle aura été calculée suivant les règles de l'article L. 3324-1 du code du travail.

L'entreprise qui adhère :

- transmet au teneur de compte conservateur de parts, REGARDBTP, le bulletin d'adhésion prévu à cet effet ;
- effectue l'information nécessaire en vertu des dispositions législatives et réglementaires et du chapitre IV du présent accord ;
- notifie son adhésion par courrier à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) dont elle dépend en joignant copie du présent accord de participation de branche ; cette notification devra obligatoirement intervenir avant le premier versement.

L'exécution de l'accord professionnel de participation est suspendue de plein droit pour les entreprises dont l'effectif habituel devient, au cours d'un ou plusieurs exercices, inférieur à cinquante salariés au sens de l'article R. 3322-1 du code du travail. Il redevient applicable de plein droit aux exercices au cours desquels l'effectif est à nouveau et de façon habituelle au moins égal à 50 salariés au sens du même article.

#### 2. Adhésions avec accord d'entreprise

Les entreprises qui souhaitent définir les modalités de calcul de la réserve spéciale de participation et/ou les modalités de répartition individuelle des droits, adhèrent au régime professionnel de participation sur la base d'un accord de participation conclu conformément aux dispositions de l'article L. 3322-6 du code du travail. Cet accord de participation mentionne l'adhésion de l'entreprise au Régime professionnel de participation, définit les modalités particulières de calcul de la réserve spéciale de participation, qui doivent être plus favorables que celles de l'accord professionnel de participation défini au titre II de la présente convention et/ou les modalités de répartition individuelle des droits et, pour le surplus, renvoie aux dispositions de l'accord professionnel de participation défini au titre II de la présente convention.

Par ailleurs, les entreprises qui souhaitent que leur réserve spéciale de participation soit affectée à un plan d'épargne d'entreprise autre que le PEI-BTP ou le PERCO-BTP définis à l'article 10, 1°, adhèrent au régime professionnel de participation sur la base d'un accord de participation conclu conformément aux dispositions de l'article L. 3322-6 du code du travail. Cet accord de participation mentionne l'adhésion de l'entreprise au régime professionnel de participation, détermine le plan d'épargne d'entreprise auquel seront affectées les sommes provenant de la réserve spéciale de participation et, pour le reste, renvoie aux dispositions de l'accord professionnel de participation défini au titre II de la présente convention.

L'entreprises qui adhère au régime professionnel mais qui déroge à l'accord professionnel de participation défini au titre II de la présente convention sur l'une ou plusieurs des dispositions mentionnées aux trois alinéas précédents :

- transmet au teneur de compte conservateur de parts, REGARDBTP, le bulletin d'adhésion prévu à cet effet ;
- effectue l'information nécessaire en vertu des dispositions législatives et réglementaires et du chapitre IV du présent accord ;
- dépose son accord de participation par courrier à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) dont elle dépend, en joignant copie du présent accord de participation de branche ; ce dépôt devra obligatoirement intervenir avant le premier versement.

### 3. Autres adhésions

Les entreprises visées à l'article 2, de moins de 50 salariés au sens de l'article R. 3322-1 du code du travail, peuvent adhérer au régime professionnel de participation. A cet effet, elles concluent un accord de participation qui soit leur déclare applicables les dispositions de l'accord professionnel de participation défini au titre II de la présente convention, soit les adapte selon les mêmes modalités qu'au paragraphe 2 du présent article.

Dès lors que ces entreprises remplissent la condition d'effectif pour l'assujettissement obligatoire à la participation, l'exécution du présent accord se poursuit automatiquement au titre d'une adhésion relevant du paragraphe 1.

Les entreprises qui ne sont pas visées à l'article 2 peuvent demander leur adhésion au Régime professionnel de participation, dans les conditions fixées par la commission professionnelle de la participation. A cet effet, elles concluent un accord de participation qui soit leur déclare applicables les dispositions de l'accord professionnel de participation défini au titre II de la présente convention, soit les adapte selon les mêmes modalités qu'au paragraphe 2 du présent article.

L'entreprise de moins de 50 salariés ainsi que celles qui ne sont pas visées à l'article 2 et qui adhèrent au régime professionnel de participation :

- transmet au teneur de compte conservateur de parts, REGARDBTP, le bulletin d'adhésion prévu à cet effet ;
- effectue l'information nécessaire en vertu des dispositions législatives et réglementaires et du chapitre IV du présent accord ;
- dépose son accord de participation par courrier à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) dont elle dépend, en joignant copie du présent accord de participation de branche ; ce dépôt devra obligatoirement intervenir avant le premier versement.

### Article 4

#### *Accords dérogatoires au régime professionnel de participation*

Lorsqu'une entreprise visée au paragraphe 1 de l'article 3 n'adhère pas au régime professionnel de participation ou lorsqu'une entreprise adhérente au régime professionnel de participation souhaite

quitter celui-ci, elle doit conclure un accord de participation propre dont les dispositions sont au moins aussi favorables que celles qui figurent à l'accord professionnel de participation défini au titre II de la présente convention.

## **Article 5**

### *Mise en œuvre du régime professionnel de participation*

PROBTP Finance assure la gestion financière, administrative et comptable des avoirs.

REGARDBTP est chargé :

- de la mise en œuvre du régime professionnel de participation et, à ce titre, de la coordination avec les autres intervenants ;
- d'assurer la tenue des comptes des porteurs de parts, la conservation des parts et l'information qui en résulte ;
- du pilotage de l'activité commerciale et de son développement en matière d'épargne salariale ;
- d'assurer les fonctions support, informatique, comptabilité et juridique ;
- de tenir le registre des comptes administratifs.

BTP GESTION SA gère le compte pour investissements sociaux du régime.

## **TITRE II**

### **ACCORD PROFESSIONNEL DE PARTICIPATION**

#### **CHAPITRE I<sup>ER</sup>**

##### **CALCUL ET RÉPARTITION ENTRE LES SALARIÉS DE LA RÉSERVE SPÉCIALE DE PARTICIPATION**

## **Article 6**

### *Calcul du montant de la réserve spéciale de participation*

Dans chaque entreprise, le montant global des droits des bénéficiaires constituant la réserve spéciale de participation est calculé selon les dispositions des articles L. 3324-1 et D. 3324-1 à D. 3324-9 du code du travail.

Ce montant s'exprime par la formule suivante :

$$\text{RSP} = 1/2 (\text{B} - 5 \% \text{ C}) \times \text{S/VA}$$

dans laquelle :

B représente le bénéfice net de l'entreprise réalisé en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer, tel que défini à l'article L. 3324-1 du code du travail.

C représente les capitaux propres de l'entreprise, tels que définis aux articles D. 3324-4 à D. 3324-6 du code du travail.

S représente les salaires versés au cours de l'exercice déterminé selon les règles prévues pour le calcul des rémunérations au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale.

La masse salariale sera majorée pour tenir compte forfaitairement de l'incidence des congés payés dont le versement est assuré par une caisse professionnelle.

Le taux de cette majoration sera égal au rapport entre le nombre de semaines de congés payés prévu par le régime applicable dans la profession et le nombre annuel de semaines de travail dans l'entreprise, le résultat étant majoré du montant de la prime de vacances correspondante, telle que définie par les accords professionnels.

La disposition ci-dessus ne s'appliquera pas aux salaires versés aux salariés percevant leurs indemnités de congés payés directement de l'entreprise.

VA représente la valeur ajoutée par l'entreprise telle que définie aux l'article D. 3324-2 et D. 3324-3 du code du travail.

## **Article 7**

### *Date de versement. – Majorations de retard*

Les entreprises doivent verser le montant de leur réserve spéciale de participation dans le délai mentionné à l'article D. 3324-5 du code du travail, soit, à la date de signature, avant le premier jour du cinquième mois suivant la clôture de l'exercice au cours duquel sont nés les droits à participation.

Passé ce délai, les entreprises devront augmenter leur versement d'un intérêt de retard selon les dispositions de l'article D. 3324-25 du code du travail, égal, à la date du présent accord, à 1,33 fois le taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publié par le ministre chargé de l'économie.

L'inobservation du délai de versement peut entraîner pour l'entreprise, l'exclusion du Régime professionnel de participation. Toutefois, celle-ci ne peut être prononcée en cas d'action en cours en application de l'article L. 3326-2 du code du travail.

## **Article 8**

### *Bénéficiaires de la participation*

Sont bénéficiaires de la participation dans les entreprises appliquant la présente convention, selon les modalités spécifiques qui s'y rapportent et dans les conditions prévues par les textes en vigueur :

- tous les salariés de ces entreprises ;
- les salariés de groupement d'employeurs n'ayant pas de dispositif de participation, mis à la disposition auprès de ces entreprises ou organismes adhérents audit groupement ;
- dans les entreprises appliquant volontairement la participation, les dirigeants et leurs conjoints, tels que définis à l'alinéa 2 de l'article L. 3323-6 du code du travail.

Dans tous les cas, une condition d'ancienneté de 3 mois dans l'entreprise est exigée pour bénéficier de la participation au sein de celle-ci. Les règles de calcul de l'ancienneté sont celles définies par les textes en vigueur, et notamment l'alinéa 2 de l'article L. 3342-1 du code du travail.

## **Article 9**

### *Règles de répartition de la réserve spéciale de participation entre les salariés bénéficiaires*

La répartition entre les bénéficiaires est effectuée conformément aux dispositions des articles L. 3324-5 alinéa 1<sup>er</sup> et D. 3324-10 à D. 3324-15 du code du travail, soit, à la date du présent accord :

- pour les bénéficiaires liés par un contrat de travail à l'entreprise : proportionnellement au total des rémunérations, au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale, perçues dans l'entreprise au cours de l'exercice considéré ;
- pour tenir compte forfaitairement de l'incidence des congés payés dont le versement est assuré par une caisse professionnelle, une majoration, identique à celle prévue à l'article 6 ci-dessus, sera appliquée aux salaires servant de base à la répartition entre les salariés ;
- pour les salariés de groupements d'employeurs visés à l'article L. 3322-2 du code du travail : proportionnellement au montant de leurs salaires correspondant à leur activité dans l'entreprise utilisatrice ;
- pour les dirigeants ou leurs conjoints visés à l'article L. 3323-6 alinéa 2 du code du travail : proportionnellement à la rémunération annuelle ou au revenu professionnel imposé à l'impôt

sur le revenu au titre de l'année précédente, plafonnés au niveau du salaire le plus élevé versé dans l'entreprise

En tout état de cause le montant servant de base de calcul à la répartition est au maximum égal au plafond prévu à l'article D. 3324-10, soit à la date de conclusion du présent avenant quatre fois le plafond annuel retenu pour la détermination du montant maximum des cotisations de sécurité sociale.

En outre, le montant des droits susceptibles d'être attribués à un même bénéficiaire ne pourra excéder le plafond prévu à l'article D. 3324-12, soit à la date de conclusion du présent avenant une somme égale aux 3/4 du montant de ce même plafond.

Les sommes qui n'auraient pu être attribuées en vertu des règles limitant les droits d'un même bénéficiaire pour un même exercice, seront réparties immédiatement entre les salariés qui n'atteignent pas les limites fixées par ces règles. Si le deuxième calcul faisait apparaître de nouvelles répartitions supérieures à ces limites, la même règle serait appliquée jusqu'à épuisement du solde de répartition.

Les frais de traitement administratif engagés pour les opérations de répartition de la réserve spéciale de participation et de tenue des comptes des salariés sont à la charge des entreprises.

Toutefois, les frais de tenue de compte des anciens salariés partis depuis plus de 1 an, à l'exception des salariés retraités et préretraités, sont mis à la charge des intéressés par prélèvement sur leurs avoirs.

## CHAPITRE II

### AFFECTATION DES SOMMES CONSTITUANT LA RÉSERVE SPÉCIALE DE PARTICIPATION

#### **Article 10**

##### *Collecte et affectation des sommes*

1. Sous réserve des dispositions du 2 du présent article, les quotes-parts de participation que les bénéficiaires n'auront pas choisi de percevoir immédiatement sont affectées à des comptes ouverts au nom des intéressés en application du plan d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics – PEI-BTP, auquel l'entreprise décide d'adhérer.

Le plan d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics – PEI-BTP a été institué par l'accord cadre en date du 17 janvier 2008, complété par l'accord portant règlement du PEI-BTP venant en application de ce dernier (ces accords découlant du renouvellement quinquennal des accords du 20 janvier 2003).

En cas de mise en place dans l'entreprise du plan d'épargne pour la retraite collectif du bâtiment et des travaux publics PERCO-BTP, les quotes-parts de participation que les bénéficiaires n'auront pas choisi de percevoir immédiatement ou d'affecter dans le plan d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics PEI-BTP, sont affectées pour moitié dans le PEI-BTP, et pour moitié dans le PERCO-BTP.

Le plan d'épargne pour la retraite collectif du bâtiment et des travaux publics PERCO-BTP a été institué par l'accord cadre en date du 17 janvier 2008, complété par l'accord portant règlement du PERCO-BTP venant en application de ce dernier (ces accords découlant du renouvellement quinquennal des accords du 20 janvier 2003).

A ce titre, les quotes-parts de participation que les bénéficiaires n'auront pas choisi de percevoir immédiatement sont versées au teneur de compte conservateur de parts REGARDBTP dont le siège social est à Paris 6<sup>e</sup>, 7, rue du Regard.

REGARDBTP a l'obligation d'employer toutes sommes qui lui ont été versées, immédiatement et pour leur intégralité, en parts de fonds communs de placement multi entreprises régis par l'article L. 214-39 du code monétaire et financier.



Leur société de gestion est une société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF – PRO BTP Finance dont le siège social est à Paris 6<sup>e</sup>, 7, rue du Regard.

Conformément à l'article 11 de la décision n° 2002-3 du CMF, pour le cas où Regard BTP ne pourrait pas immédiatement affecter les sommes versées par l'entreprise ou n'aurait pas reçu les instructions d'affectation par fonds commun de placement multi entreprises et par porteur, Regard BTP verserait les sommes dans le fonds commun de placement BTP épargne Monétaire.

Les parts créées en instance d'affectation sont conservées par Regard BTP dans le fonds commun de placement multi entreprises BTP épargne Monétaire pour le compte des salariés dans un compte d'indivision. La répartition individuelle des parts ou liquidités au profit des porteurs ne sera effectuée que lorsque l'entreprise ou son prestataire teneur de registre communiquera à Regard BTP les informations nécessaires à cette répartition.

2. Les entreprises souhaitant que les quotes-parts de participation que les bénéficiaires n'auront pas choisi de percevoir immédiatement soient affectées, selon les modalités réglementaires en vigueur, à des comptes ouverts au nom des intéressés en application d'un plan d'épargne d'entreprise autre que le PEI-BTP, et/ou le PERCO-BTP définis ci-dessus peuvent conclure un accord dans les conditions fixées au deuxième paragraphe de l'article 3 de la présente convention.

3. Les entreprises ayant adhéré au régime professionnel de participation avant le 3 octobre 2007 – date d'entrée en vigueur de l'avenant mettant en conformité l'accord du 9 décembre 2003 avec les mesures découlant de la loi pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié du 30 décembre 2006 – peuvent, historiquement, avoir choisi que les sommes issues de leur réserve spéciale de participation soient affectées au fonds commun de placement des industries du bâtiment et des travaux publics (FIBTP) dont la dénomination est suivie du millésime de l'année au cours de laquelle la réserve de participation doit être versée ou à un des fonds commun de placement multi entreprises suivants : BTP épargne Monétaire, BTP épargne Obligataire, BTP épargne Actions, BTP épargne Prudent, BTP épargne Équilibre et BTP épargne Dynamique.

Ces entreprises ont la possibilité de continuer à affecter les sommes issues de leur réserve spéciale de participation de la sorte, conformément à leur acte d'adhésion.

## **Article 11**

### *Conseil de surveillance des fonds communs de placement multi-entreprises FIBTP millésimés et FIBTP LT*

Un conseil de surveillance commun des fonds communs de placement multi-entreprises FIBTP millésimés et FIBTP LT (*long terme*) comprenant 10 membres est institué. Il est composé pour moitié de salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement multi-entreprises choisis par les fédérations syndicales professionnelles de salariés (CFDT, CFTC, CFE-CGC-BTP, CGT, CGT-FO) signataires de la convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP et pour moitié de représentants des entreprises adhérentes, désignés à raison de 2 représentants chacun par la FFB et la FNTP et de 1/5 appartenant à une entreprise mixte désigné d'un commun accord entre les deux fédérations. Chaque fonds commun a au moins un porteur de parts au sein du conseil de surveillance commun.

Le président du conseil de surveillance est élu pour 2 ans parmi les représentants des salariés porteurs de parts, son mandat arrivant à expiration à l'issue du conseil de surveillance qui approuve le rapport annuel de gestion. Le vice-président est élu pour la même durée parmi les représentants des employeurs. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

Le conseil de surveillance se réunit au moins une fois par an pour examiner le rapport annuel de gestion des fonds communs de placement multi-entreprises et le rapport sur la gestion administrative. Il détermine les conditions dans lesquelles est assurée l'information des salariés. Il exerce les

droits de vote attachés aux titres inscrits à l'actif des fonds communs, et à cet effet, désigne un ou plusieurs mandataires aux assemblées générales des sociétés émettrices.

Il décide de toute modification des règlements des fonds communs, des transformations, fusion, scission et liquidation des fonds communs.

Les délibérations du conseil de surveillance sont prises à la majorité des voix, chaque membre du conseil, présent ou représenté, disposant d'une voix. Toutefois, pour les décisions portant directement sur :

- la définition et le changement d'orientation des fonds ;
- l'action en justice pour défendre et faire valoir les droits ou intérêts des porteurs de parts ;
- le retrait ou l'interdiction d'une valeur mobilière pour raison éthique motivée ;
- la qualité de l'information aux porteurs de parts ;
- la désignation des mandataires représentant le fonds aux assemblées générales des sociétés émettrices ;
- chaque membre représentant des porteurs de parts, présent ou ayant donné pouvoir de le représenter, dispose de 2 voix.

Il suit la gestion des droits des salariés en période de blocage, de maintien volontaire et en situation de déshérence.

## **Article 12**

### *Conseil de surveillance des autres fonds communs de placement multi-entreprises gérés par PRO BTP Finance*

Les fonds communs de placement multi-entreprises prévus au 3° de l'article 10 (BTP épargne Monétaire, BTP épargne Obligataire, BTP épargne Actions, BTP épargne Prudent, BTP épargne Équilibre et BTP épargne Dynamique), disposent d'un conseil de surveillance commun institué par l'accord cadre du 17 janvier 2008 (cet accord découlant du renouvellement quinquennal de l'accord du 20 janvier 2003). Paritaire, il est composé de 20 membres. Il délibère et fonctionne dans les conditions fixées par le dit accord.

## **Article 13**

### *Dépositaire*

Le dépositaire des avoirs des fonds communs de placement multi-entreprises prévus ci-dessus est BNP Paribas securities services dont le siège social est à Paris 9<sup>e</sup>, 66, rue de la Victoire.

## **Article 14**

### *Exigibilité des droits des salariés*

Les règles relatives à la disponibilité des sommes issues de la participation en application du présent accord sont régies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date d'exécution du présent accord par chaque entreprise adhérente.

A la date de conclusion du présent accord, ces règles sont les suivantes :

#### **A. – Indisponibilité quinquennale sauf demande de versement direct**

Les droits constitués au profit des bénéficiaires, en vertu de la présente convention, ne sont négociables ou exigibles qu'à l'expiration d'un délai de 5 ans à compter de l'ouverture de ces droits – soit le premier jour du cinquième mois suivant la clôture de l'exercice au titre duquel ils sont calculés – sauf si le bénéficiaire en demande expressément le versement direct, en tout ou partie, et selon les modalités définies au paragraphe 3 de l'article 19 de la présente convention.

Un mois avant l'expiration du délai de blocage, les porteurs de parts sont informés par REGAR-DBTP de la valeur de leurs avoirs qui vont devenir disponibles. Il leur est indiquées les conditions

dans lesquelles les demandes de remboursement, partielles ou totales, pourront être présentées. Dans le cas où un porteur de parts ne peut être atteint à la dernière adresse indiquée par lui, ces informations sont transmises à la dernière entreprise adhérente au régime dans laquelle il a travaillé.

A l'occasion de cette information, il est proposé à chaque porteur de parts de transférer ses avoirs dans un ou plusieurs fonds communs de placement multi-entreprises gérés par PRO BTP Finance en lui précisant l'orientation de gestion correspondante.

Un an après l'expiration du délai d'indisponibilité, les avoirs investis en parts de FIBTP millésimés des porteurs de parts qui n'en ont pas demandé le remboursement ni le transfert dans un ou plusieurs fonds communs dans les conditions mentionnées ci-dessus, sont transférés dans le FIBTP LT (long terme).

L'entreprise verse directement aux bénéficiaires les sommes leur revenant au titre de la participation, lorsque celles-ci n'atteignent pas le montant fixé à l'article L. 3324-11 du code du travail (80 € à la date de signature de la convention).

#### B. – Cas de déblocage anticipé

A la demande des porteurs de parts, leurs droits peuvent être liquidés ou transférés avant le délai prévu au présent article, dans l'un des cas suivants et selon les conditions prévues à l'article R. 3324-22 du code du travail :

- mariage de l'intéressé ou conclusion d'un pacs par l'intéressé ;
- naissance ou arrivée au foyer de un enfant en vue de son adoption lorsque le foyer comporte déjà au moins deux enfants à sa charge au sens des allocations familiales ;
- divorce, séparation ou dissolution d'un Pacs assortis d'un jugement prévoyant la résidence habituelle (unique ou partagée) d'au moins un enfant au domicile de l'intéressé ;
- invalidité de l'intéressé, de ses enfants, de son conjoint, ou de la personne qui lui est liée par un Pacs (invalidité au sens de la 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie du code de la sécurité sociale [art. L. 341-4], ou reconnue par décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle ;
- décès de l'intéressé, de son conjoint ou de la personne liée au bénéficiaire par un Pacs ;
- cessation du contrat de travail ou du mandat social, perte du statut de conjoint collaborateur ou conjoint associé, cessation d'activité par l'entrepreneur individuel ;
- affectation des sommes épargnées à la création ou reprise, par l'intéressé, ses enfants, son conjoint ou la personne liée au bénéficiaire par un pacs, d'une entreprise industrielle ; commerciale, artisanale ou agricole, soit à titre individuel soit sous la forme d'une société, à condition d'en exercer effectivement le contrôle (au sens de l'article R. 5141-2 du code du travail), à l'installation en vue de l'exercice d'une autre profession non salariée ou à l'acquisition de parts sociales d'une SCOP ;
- affectation des sommes épargnées à l'acquisition ou agrandissement de la résidence principale portant création de surface habitable nouvelle, sous réserve de l'existence d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux ou à la remise en état de la résidence principale à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel ;
- situation de surendettement de l'intéressé sur demande adressée à l'organisme gestionnaire ou à l'employeur soit par le président de la commission de surendettement soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé.

Toute demande de remboursement doit être présentée à REGARDBTP dans les 6 mois du fait générateur (excepté dans les cas de cessation du contrat de travail, décès, invalidité et situation de surendettement). Ce remboursement portera au choix de l'intéressé sur la totalité ou une partie seulement de ses avoirs susceptibles d'être débloqués à ce titre, et ne pourra faire l'objet que d'un seul versement.

En cas de départ en retraite, d'invalidité ou de décès d'un porteur de parts, que ceux-ci soient disponibles ou indisponibles, une fiche récapitulative de ces droits est systématiquement envoyée au bénéficiaire ou à ses ayants droit.

Les demandes de liquidation ou de transfert de droits doivent être adressées à REGARDBTP accompagnées des pièces justificatives.

Dans l'hypothèse où les règles décrites au présent article viendraient à être modifiées par un texte d'ordre public, les dispositions découlant de celui-ci se substitueront de plein droit à celles-ci.

## **Article 15**

### *Déshérence*

Les parts de fonds communs de placement multi entreprises appartenant aux porteurs de parts qui n'ont pas pu être atteints à la dernière adresse indiquée par eux, continuent à être gérées dans le cadre du régime. Les sommes correspondantes sont à la disposition des porteurs de parts concernés ou de leurs ayants droit jusqu'au terme de la prescription trentenaire. En cas de demande de liquidation de retraite ou de rente d'invalidité d'un titulaire de parts de fonds communs de placement multi entreprises ou de sommes versées à la caisse des dépôts et consignations ou en cas de demande de capital décès de ses ayants droit, une fiche de rappel des droits de l'intéressé est envoyée au bénéficiaire ou à ses ayants droit.

## **CHAPITRE III**

### **TENUE DES COMPTES DES SALARIÉS**

## **Article 16**

### *Obligation des entreprises*

Les entreprises sont tenues de faire parvenir à REGARDBTP avant ou en même temps qu'elles versent les sommes issues de leur réserve spéciale de participation à REGARDBTP les renseignements administratifs qui permettront d'effectuer la répartition de cette réserve entre les bénéficiaires.

Les états nominatifs devront être transmis à REGARDBTP 3 mois au plus tard après la clôture de l'exercice.

L'absence de production des états nominatifs dans ce délai peut entraîner pour l'entreprise l'exclusion du régime professionnel de participation. Toutefois, celle-ci ne peut être prononcée en cas d'action en cours en application de l'article L. 3326-2 du code du travail.

## **Article 17**

### *Teneur de compte conservateur de parts*

REGARDBTP reçoit les sommes correspondant aux sommes issues de la participation des entreprises ainsi que les versements faits dans les plans d'épargne d'entreprise par les entreprises et leurs salariés.

Il reçoit les demandes de souscription et de rachats de parts, procède à leur traitement, initie les règlements correspondants et transmet les informations nécessaires aux porteurs de parts. Il ouvre un compte de parts au nom de chaque porteur, sous réserve de l'éventuelle indivision prévue à l'article 10, et le gère pendant toute la période d'indisponibilité, de maintien volontaire dans les fonds communs et/ou de déshérence. Il informe les bénéficiaires et les entreprises dans les conditions définies à l'article 19 de la présente convention.

## **Article 18**

### *Teneur de registre*

REGARDBTP assure la tenue du registre des comptes administratifs ouvert au nom de chaque porteur retraçant les sommes reçues au titre de la participation et/ou affectées aux plans d'épargne.

### **Article 19**

#### *Information des salariés et des entreprises*

1. La présente convention éventuellement complétée par l'accord de participation mentionné aux paragraphes 2 et 3 de l'article 3 de la présente convention, sont portés à la connaissance des bénéficiaires par voie d'affichage sur des emplacements réservés à cet effet et par tout autre moyen d'information que les entreprises jugeraient nécessaire.

2. Le mode et les résultats de calcul de la participation sont affichés chaque année aux emplacements réservés à cet effet et communiqués aux membres du personnel sous forme d'une note d'information. Dans un délai de 6 mois suivant la clôture de l'exercice, l'entreprise présente au comité d'entreprise ou à la commission spécialisée créée à cet effet, un rapport comportant les éléments servant de base au calcul du montant de la réserve spéciale de participation pour l'exercice écoulé et auquel est joint, le cas échéant, le rapport établi par PRO BTP Finance prévu au 6 du présent article.

Dans les entreprises où il n'existerait pas de comité d'entreprise, le rapport visé à l'alinéa précédent doit être présenté aux délégués du personnel, aux délégués syndicaux, et adressé à chaque bénéficiaire présent dans l'entreprise à l'expiration du délai de 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

3. Chaque bénéficiaire reçoit à l'occasion de toute répartition de participation faite en application du présent accord, une fiche individuelle comportant les informations suivantes :

- le montant total de la réserve spéciale de participation pour l'exercice écoulé ;
- le montant des droits attribués à l'intéressé au titre de la participation de l'exercice ;
- le montant des prélèvements effectués au titre de la contribution sociale généralisée et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale ;
- le montant des droits dont l'intéressé peut demander, en tout ou partie, le versement direct ;
- l'affectation de la moitié de la quote-part de ces sommes au plan d'épargne pour la retraite collectif, lorsqu'il a été mis en place dans l'entreprise, en cas d'absence de réponse de sa part ;
- le délai exact dans lequel l'intéressé peut formuler sa demande de versement direct de tout ou partie de sa quote-part de participation ;
- les dates à partir desquelles lesdits droits seront négociables ou exigibles en cas de blocage ;
- les cas dans lesquels ces droits peuvent être exceptionnellement liquidés avant l'expiration de ce délai ;
- l'adresse de REGARDBTP.

Ces fiches individuelles d'information sont transmises aux bénéficiaires, au choix de l'entreprise et en fonction de la situation de chaque bénéficiaire :

- soit directement par courrier simple adressé aux intéressés par REGARDBTP ;
- soit par courrier (interne, postal ou électronique) par l'entreprise employeur à ses salariés ; le cas échéant, concernant d'une part les bénéficiaires ayant quitté l'entreprise à J-22, d'autre part les bénéficiaires dont le contrat de travail est suspendu à J-22 pour une durée restant à courir d'au moins 7 jours calendaires, par courrier simple transmis à la dernière adresse indiquée par eux. Cette transmission de l'information peut être assurée par l'entreprise sur la base des documents d'informations établis par REGARDBTP.

En tout état de cause, les bénéficiaires sont présumés avoir été informés, selon le cas :

- 7 jours calendaires après la date d'envoi de l'information susvisée par courrier simple aux intéressés ;

- 5 jours calendaires après la transmission de l'information susvisée par courrier électronique aux intéressés ;
- 5 jours calendaires après la transmission de l'information susvisée par courrier interne aux intéressés.

A compter de cette date, le délai laissé au bénéficiaire pour faire connaître son choix est de 15 jours calendaires, soit :

J – 22	Date de l'envoi de l'information individuelle par courrier simple aux intéressés
J – 20	Date de l'envoi de l'information individuelle par courrier électronique aux intéressés
J – 20	Date de l'envoi de l'information individuelle par courrier interne aux intéressés
J – 15	Date à laquelle les bénéficiaires sont présumés avoir été informés
J	Date limite à laquelle le bénéficiaire peut faire connaître son choix de perception directe ou d'investissement de sa quote-part de participation

4. Un état récapitulatif des droits de chaque porteur de parts est édité au début de chaque année, mentionnant l'existence des droits inscrits sur son compte au 31 décembre précédent.

Cet état récapitulatif comporte les informations et mentions suivantes :

- l'identification du bénéficiaire ;
- la description de ses avoirs acquis ou transférés dans l'entreprise par accord de participation et plans d'épargne dans lesquels il a effectué des versements, avec mention le cas échéant des dates auxquelles ces avoirs seront disponibles ;
- l'adresse de REGARDBTP.

REGARDBTP envoie ces états récapitulatifs à l'adresse de la dernière entreprise adhérant au Régime professionnel de participation dans laquelle a travaillé le porteur de parts, ou selon le cas directement à l'adresse personnelle de celui-ci. Si la transmission est réalisée par l'entreprise, celle-ci doit remettre cette fiche à l'intéressé dans les plus brefs délais. Si celui-ci a quitté l'entreprise, la fiche doit être transmise à la dernière adresse indiquée par lui. En cas de retour, l'entreprise doit renvoyer le document à REGARDBTP.

5. Lorsqu'un titulaire de droits quitte l'entreprise sans faire valoir son droit à déblocage l'entreprise est tenue de lui remettre l'état récapitulatif de ses droits mentionné au 4 du présent article ainsi que, s'il n'en possède pas encore, un livret d'épargne salariale. Ces documents sont fournis à l'entreprise par REGARDBTP.

Si le départ de l'entreprise a lieu avant que celle-ci ait été en mesure de liquider la totalité de ses droits, l'entreprise doit également lui remettre une attestation indiquant la nature et le montant de ses droits ainsi que la date à laquelle seront répartis ses droits éventuels au titre de l'exercice en cours.

Dans tous les cas, l'entreprise est tenue :

- de lui demander l'adresse à laquelle devront lui être envoyés les documents d'information établis par REGARDBTP ;
- de l'informer de ce qu'il y aura lieu, pour lui, d'aviser REGARDBTP en temps voulu de ses changements d'adresses ultérieurs.

6. Conformément à la réglementation en vigueur, chaque année PRO BTP Finance tient à la disposition des entreprises adhérentes au régime un rapport sur la gestion des fonds communs de placement multi-entreprises.

### TITRE III

## DISPOSITIONS FINALES

### Article 20

#### *Commission professionnelle de la participation*

La commission professionnelle de la participation est chargée :

- de suivre l'application de la présente convention ;
- de fixer les conditions dans lesquelles les entreprises qui ne sont pas visées à l'article 2 de la présente convention peuvent adhérer au régime professionnel de participation ;
- de suivre la situation et l'évolution du compte pour investissements sociaux ;
- de proposer éventuellement aux signataires des modifications à la convention.

Cette commission est composée de 10 membres désignés pour moitié par les fédérations syndicales professionnelles de salariés (CFDT, CFTC, CFE-CGC BTP, CGT, CGT-FO) et pour moitié de représentants des entreprises désignés à raison de 2 représentants chacun par la FFB et la FNTP et d'un représentant désigné d'un commun accord entre les deux fédérations. Le président de la commission appartient à la même organisation que le président du conseil de surveillance visé à l'article 11 de la présente convention et est élu pour deux ans en même temps que celui-ci. Il en est de même pour le vice-président. En cas de partage des voix, le président n'a pas voix prépondérante.

La commission se réunit au moins une fois par an pour examiner les rapports présentés par PRO BTP Finance sur l'application de la présente convention et par REGARDBTP, sur la tenue de comptes. Elle tient des réunions conjointes avec le conseil de surveillance des fonds communs de placement multi entreprises visé à l'article 11 de la présente convention chaque fois que nécessaire, notamment pour suivre la situation et l'évolution du compte pour investissements sociaux.

### Article 21

#### *Compte pour investissements sociaux*

Un compte pour investissements sociaux a été constitué au sein du régime professionnel de participation.

Ce compte a été alimenté par des sommes versées à la caisse des dépôts et consignations, au titre de la gestion des sommes et droits des salariés qui, un an à compter de la date d'expiration du délai d'indisponibilité de leur dernière attribution de participation, au titre des exercices 1969 à 1986, n'ont pas présenté de demande de remboursement ou de maintien en parts de fonds communs.

Il peut également recevoir tous autres produits qui lui seraient affectés, notamment les sommes et droits qui n'auraient pu être liquidés au profit des salariés auxquels ils avaient été attribués ou de leurs ayants droits, dans les conditions fixées par la commission professionnelle de la participation.

Il est débité des sommes ultérieurement réclamées par ces salariés ou leurs ayants droit ainsi que des sommes versées au fonds de réserve pour les retraites à l'issue de la prescription trentenaire dans les conditions arrêtées avec la caisse des dépôts et consignations.

Sur décision du conseil de surveillance des fonds communs de placement multi-entreprises visé à l'article 11 de la présente convention, ce compte contribue au financement d'investissements sociaux réalisés par les institutions sociales paritaires professionnelles et le cas échéant, au financement des investissements en logement des salariés de la profession. Il peut également contribuer, sur décision de la commission professionnelle de la participation, au financement d'autres investissements à caractère social, réalisés au bénéfice des salariés et anciens salariés du BTP.

BTP Gestion SA est chargée de la gestion du compte pour investissements sociaux et du versement à la fondation BTP Plus du reliquat éventuel de la gestion financière du régime.

A ces titres, elle prépare les décisions du conseil de surveillance des fonds communs de placement multi entreprises visé à l'article 11 et présente chaque année à la commission professionnelle de la participation un bilan de ces opérations. Elle prend toutes dispositions pour assurer le respect des engagements pris à l'égard des salariés titulaires de sommes placées en déshérence et coordonne l'action des autres intervenants dans la gestion de ces engagements.

## **Article 22**

### *Clause de sauvegarde*

Les termes du présent avenant ont été arrêtés au regard des dispositions légales et réglementaires applicables à la date de conclusion.

En cas de modification de cet environnement juridique, les règles d'ordre public s'appliqueront à l'avenant, sans que les parties aient à renégocier, dans les conditions qui seront prévues par la loi. Et les parties signataires en seront informées. S'il ne s'agit pas de dispositions d'ordre public, les parties se réuniront pour en tirer les conséquences et rédiger éventuellement un avenant.

## **Article 23**

### *Dépôt*

Le présent avenant est déposé à la direction générale du travail.

## **Article 24**

### *Litiges*

Toutes contestations relatives aux dispositions du présent avenant qui peuvent s'élever sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

## **Article 25**

### *Entrée en vigueur et durée*

Le présent avenant est conclu pour la durée de la convention du 28 novembre 2008. Il entre en vigueur dès sa date de signature.

Fait à Paris, le 17 juin 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

FFB ;  
FFIE ;  
FNTP.

### **Syndicats de salariés :**

FNSCB CFDT ;  
BATIMAT-TP CFTC ;  
BTP CFE-CGC ;  
BTP CGT-FO.



Brochure n° 3005-I

Accord nationaux  
**TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome I : Accords nationaux)**

---

Brochure n° 3107

Accord collectifs nationaux  
**BÂTIMENT**  
**ET TRAVAUX PUBLICS**

---

Brochure n° 3193

Convention collective nationale  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

Brochure n° 3258

Convention collective nationale  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

AVENANT N° 2 DU 17 JUIN 2011  
À L'ACCORD DU 17 JANVIER 2008 RELATIF AU RÈGLEMENT DU PERCO-BTP  
NOR : ASET1151156M

PRÉAMBULE

Les parties signataires ont conclu – en date du 17 janvier 2008 – un accord intitulé « Accord portant règlement du PERCO inter-entreprises (PERCO-BTP) pour l'application de l'accord cadre du 17 janvier 2008 » (ci-après dénommé « l'Accord PERCO-BTP »).

L'accord PERCO-BTP du 17 janvier 2008 constitue un renouvellement de l'accord initialement conclu le 20 janvier 2003. Il a été modifié par avenant n° 1 du 18 mars 2010.

Les parties signataires, suite à la conclusion – en date du 16 février 2011 – d'un protocole d'accord intitulé « Protocole d'accord du 16 février 2011 relatif à l'organisation de l'épargne salariale dans le BTP » d'une part, et en prenant en compte certaines dispositions de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 d'autre part, ont conclu le présent avenant qui annule et remplace l'accord PERCO-BTP du 17 janvier 2008 susvisé dans tous ses termes.

Sauf dispositions particulières, le présent avenant modificateur n° 2 (ci-après dénommé « le présent avenant ») produit ses effets pour l'application de l'accord susvisé.

## I. – DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AU PERCO-BTP

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Cadre juridique. – Dénomination*

Le présent plan, qui a pour dénomination plan d'épargne pour la retraite collectif du bâtiment et des travaux publics (PERCO-BTP), est constitué dans le cadre des articles L. 3331-1 et suivants du code du travail.

Ce PERCO-BTP a pour objet de permettre aux bénéficiaires visés à l'accord cadre du 17 janvier 2008 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics de participer à la constitution d'un portefeuille collectif de valeurs mobilières avec l'aide de leur entreprise selon les règles prévues ci-après.

Le PERCO-BTP est proposé aux bénéficiaires visés ci-dessus en complément du PEI à 5 ans (PEI-BTP) ou de tout autre plan d'épargne d'entreprise à 5 ans dont il pourrait bénéficier.

### Alimentation du PERCO-BTP

Les sommes recueillies telles que décrites aux articles 3 à 8 ci-dessous sont immédiatement versées sur le compte du dépositaire et intégralement investies en parts de FCPE visés à l'accord cadre du 17 janvier 2008 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics, au choix des bénéficiaires.

### Article 2

#### *Alimentation du PERCO-BTP*

Le PERCO-BTP peut être alimenté par des versements de plusieurs natures :

- versements volontaires ;
- versement de l'intéressement ;
- versement de la participation ;
- contribution de l'entreprise (abondement) ;
- versements issus de jours de repos dans les conditions posées par la réglementation en vigueur ;
- transferts depuis un compte épargne-temps ;
- transferts d'un autre plan ou de sommes issues de la participation.

L'ensemble de ces versements et transferts s'effectue conformément aux règles issues du titre III, livre III de la 3<sup>e</sup> partie du code du travail et dans les conditions précisées ci-après.

### Article 3

#### *Versements volontaires*

Les bénéficiaires visés à l'accord cadre peuvent effectuer des versements au PERCO-BTP dans la limite des plafonds légaux, soit à la date du présent avenant 1/4 de la rémunération brute annuelle ou du revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente.

Les sommes issues de la participation que le bénéficiaire choisit d'investir dans le cadre du présent plan d'épargne (en application de l'article 5 ci-après), les versements provenant d'un compte épar-

gne-temps (en application de l'article 7 ci-après) ainsi que les sommes transférées (en application de l'article 8 ci-après) ne sont pas prises en compte dans le calcul du plafond de versement susvisé.

Ces limites sont appréciées par l'intéressé sous sa responsabilité.

En tout état de cause, ces versements, y compris le cas échéant ceux issus de l'intéressement, ne peuvent être inférieurs à 160 € par an.

Dans ces limites, le montant du versement annuel est libre.

En cas d'adhésion de l'entreprise, cette dernière fixe les modalités de ces versements.

En cas d'épargnant individuel, le bénéficiaire remplit un bulletin individuel de souscription indiquant le montant de son versement.

Les anciens bénéficiaires ayant quitté l'entreprise peuvent continuer à effectuer des versements au PERCO-BTP sous réserve qu'ils aient adhéré au PERCO-BTP avant leur départ de l'entreprise et qu'ils y aient conservé des avoirs. Ces versements ne peuvent toutefois donner lieu à l'abondement prévu ci-après.

#### **Article 4**

##### *Versement de l'intéressement*

L'intéressement peut être, sur décision individuelle de chaque bénéficiaire, versé en tout ou partie au PERCO-BTP, pour un montant minimum, y compris les versements volontaires visés à l'article 4 ci-dessus, de 160 € par an.

Le versement de l'intéressement au PERCO-BTP est pris en compte dans les limites mentionnées au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 ci-dessus.

Au reçu de la fiche individuelle d'information de ses droits que lui aura adressée son entreprise, le bénéficiaire fait connaître à celle-ci l'emploi qu'il souhaite donner à son intéressement.

En cas de placement dans le PERCO-BTP, les sommes correspondantes sont transmises, par l'entreprise au teneur de comptes conservateur de parts, dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle elles sont dues.

L'intéressement que les bénéficiaires décident d'affecter au PERCO-BTP est exonéré de l'impôt sur le revenu dans une limite fixée par la réglementation en vigueur (au jour de signature de l'accord : moitié du plafond annuel moyen de la sécurité sociale).

Les anciens salariés ayant quitté l'entreprise peuvent affecter au PERCO-BTP leur intéressement versé postérieurement à leur départ de l'entreprise sans pouvoir prétendre à l'abondement.

#### **Article 5**

##### *Versement de la participation*

Les sommes issues des réserves spéciales de participation des entreprises ayant adhéré au présent règlement PERCO-BTP, peuvent être, sur décision individuelle de chaque salarié, affectées en tout ou partie au PERCO-BTP.

Conformément aux dispositions de l'article L. 3324-12 du code du travail, l'absence de demande de versement direct ou d'affectation au PEI-BTP, ou à un plan d'épargne d'entreprise autre que le PEI-BTP, des quotes-parts perçues par les bénéficiaires au titre de la participation aux résultats de l'entreprise implique que la moitié des quotes-parts de participation seront affectées par défaut au PERCO-BTP, sur le fonds BTP Epargne prudent.

Les anciens salariés ayant quitté l'entreprise peuvent affecter au PERCO-BTP leur participation versée postérieurement à leur départ de l'entreprise sans pouvoir prétendre à l'abondement.

## Article 6

### *Contribution de l'entreprise. – Abondement*

L'entreprise est libre de verser chaque année un abondement.

Au plus tard 1 mois avant chaque période annuelle de versements, l'entreprise prend sa décision d'abonder ou non et en informe l'ensemble de ses salariés ainsi que l'organisme gestionnaire du PERCO-BTP. Elle précise à cette occasion, en cas de décision d'abonder, la ou les origines de versements qu'elle souhaite abonder (intéressement, versements volontaires, participation...) et les taux d'abondement qu'elle retient pour cette période annuelle, conformément aux dispositions suivantes :

- au minimum 50 % sur la partie du versement annuel du bénéficiaire inférieure à 320 €, sans que le montant de l'abondement puisse être inférieur à 160 € ;
- au minimum 25 % sur la partie du versement annuel du bénéficiaire comprise entre 320 € et 770 € ;
- au minimum 10 % sur la partie du versement annuel du bénéficiaire comprise entre 770 € et 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale. Toutefois, le taux retenu pour cette tranche de versement doit être inférieur ou égal à ceux qui ont été fixés pour les deux premières tranches.

L'entreprise peut par ailleurs retenir un plafond d'abondement, par an et par bénéficiaire, pouvant être égal, au choix de l'entreprise, à 2 %, 4 %, 6 %, 8 %, 10 %, 12 % ou 14 % du plafond annuel de la sécurité sociale.

Pour chaque année où elle décide d'abonder, l'entreprise porte à la connaissance de l'ensemble de son personnel les taux et plafonds d'abondement retenus.

En tout état de cause, l'abondement global de l'entreprise est limité, par bénéficiaire et par an, aux plafonds légaux soit à la date du présent accord 300 % des versements du bénéficiaire et 16 % du plafond annuel de la sécurité sociale.

Les sommes versées par l'entreprise au titre de l'abondement ne peuvent se substituer en aucune manière aux éléments de rémunération contractuels ou conventionnels des salariés.

Dans tous les cas, qu'elle ait adhéré ou non au présent PERCO-BTP, l'entreprise prend à sa charge les frais de tenue de comptes individuels des bénéficiaires.

Toutefois, les frais de tenue de compte des anciens salariés partis depuis plus de 1 an, à l'exception des salariés retraités et préretraités, sont mis à la charge des intéressés par prélèvement sur leurs avoirs.

## Article 7

### *Versement des sommes issues de jours de repos non pris*

Conformément à l'article L. 3334-8 du code du travail, dans les entreprises n'ayant pas mis en place de compte épargne-temps, les salariés peuvent affecter des jours de repos non pris au PERCO-BTP dans la limite de cinq par an et par salarié. Les congés payés transférables au PERCO sont uniquement ceux au-delà du 24<sup>e</sup> jour ouvrable.

Compte tenu du régime applicable dans la profession, les caisses de congés payés agréées du BTP constituées conformément à l'article L. 3141-30 du code du travail, seront chargées de traiter les demandes des salariés précités.

Elles devront calculer les jours de repos non pris, et effectuer le versement dans le cadre du PERCO-BTP, si le salarié en donne l'indication.

La valorisation de l'indemnité correspondante aux jours de repos non pris se fera à la date de la demande d'affectation par le salarié, telle qu'indiquée sur le « bulletin individuel de transfert des congés payés non pris vers un PERCO », mis à disposition par les caisses de congés payés du BTP.

Dans le cas où certaines entreprises ayant mis en place le PERCO-BTP, ne sont pas assujetties au régime applicable dans la profession précitée, la valorisation de l'indemnité correspondante aux jours de repos non pris se fera à la date de la demande d'affectation au PERCO-BTP par le salarié.

## **Article 8**

### *Transfert depuis un compte épargne-temps*

Les bénéficiaires disposant de droits affectés sur un compte épargne-temps peuvent les utiliser pour alimenter le PERCO-BTP, dans les conditions déterminées par l'accord de compte épargne-temps et conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

## **Article 9**

### *Transfert d'un autre plan d'épargne salariale ou de sommes issues de la participation*

Les bénéficiaires peuvent effectuer tous transferts prévus par la législation en vigueur de sommes issues de l'épargne salariale vers le PERCO-BTP. Toutefois, les salariés des entreprises coopératives de production « SCOP » ne pourront demander le transfert de leur participation au PERCO-BTP qu'après avoir satisfait à leur obligation statutaire de contribution au capital de l'entreprise.

Ces transferts sont réalisés aux frais des bénéficiaires. La CSG, la CRDS et le prélèvement social dus au titre des produits de placement selon la réglementation en vigueur ne sont pas prélevés lors du transfert mais sont reportés lors de la délivrance ultérieure des avoirs.

L'opération de transfert est effectuée par le teneur de comptes conservateur de parts visé à l'accord cadre du 17 janvier 2008 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics.

## **Régime social et fiscal**

Le régime social et fiscal du PERCO-BTP est déterminé par la réglementation en vigueur. Il est, au jour de la signature du présent accord, le suivant :

## **Article 10**

### *Régime social de l'abondement*

L'abondement au PERCO – BTP versé par l'entreprise, conformément aux dispositions de l'article 6 ci-dessus, est exonéré des cotisations sociales dans la limite des plafonds légaux, soit à la date du présent accord le triple du versement du bénéficiaire, plafonné à 16 % du PASS.

Toutefois, s'il dépasse, par an et par bénéficiaire, la somme mentionnée à l'article L. 137-5 du code de la sécurité sociale, l'excédent est assujetti, selon la réglementation en vigueur, à une contribution sociale spéciale à charge de l'employeur et affectée au fonds de réserve des retraites.

L'abondement au PERCO-BTP est selon la réglementation en vigueur assujetti à la CSG et à la CRDS.

L'abondement au PERCO-BTP est en outre assujetti au forfait social, contribution patronale dont le taux est fixé à l'article L. 137-16 du code de la sécurité sociale.

L'abondement au PERCO-BTP est pris en compte pour l'appréciation du dépassement de la limite d'exclusion de l'assiette des cotisations de sécurité sociale des contributions patronales destinées au financement des prestations complémentaires de retraite visées à l'alinéa 6 de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale.

## Article 11

### *Régime fiscal de l'abondement*

L'abondement au PERCO-BTP est déductible des bénéfices imposables et n'est pas soumis à la taxe sur les salaires. Il est également exonéré de l'impôt sur le revenu établi au nom du bénéficiaire.

## Article 12

### *Régime fiscal et social des revenus et des plus-values du PERCO-BTP*

Les revenus et les plus-values générés par la gestion des sommes placées au PERCO-BTP sont réinvestis dans le PERCO-BTP, et de ce fait, exonérés d'impôt sur le revenu. Ils seront toutefois soumis, selon la réglementation en vigueur, à la CSG et à la CRDS, au prélèvement social ainsi qu'à la contribution additionnelle mentionnée à l'article L. 245-16 du code de la sécurité sociale, lorsque les bénéficiaires demanderont le remboursement de leurs droits.

Les sommes dont le bénéficiaire demande la délivrance sont soumises au régime fiscal et social en vigueur au moment de la demande.

### **Indisponibilité, modalités de délivrance des avoirs lors du départ en retraite et exigibilité des droits**

## Article 13

### *Règles d'indisponibilité*

Les sommes ou valeurs inscrites aux comptes de participants doivent être détenues jusqu'au départ à la retraite.

A l'échéance de la durée d'indisponibilité des avoirs – en l'occurrence lors de la liquidation par le participant de sa position dans un régime obligatoire d'assurance vieillesse – la délivrance des sommes ou valeurs susvisées s'effectue selon l'une des modalités suivantes au choix du bénéficiaire :

- soit sous forme de rente viagère acquise à titre onéreux, dans les conditions fixées par la législation en vigueur au moment de la demande de la délivrance ;

A ce titre, le participant pourra souscrire, 6 mois avant la délivrance des sommes inscrites à son compte, un contrat de rente viagère auprès de l'organisme cité ci-après, avec lequel PRO BTP Finance a conclu un contrat d'assurance de groupe à adhésion facultative pour le service d'une rente dans le cadre de la liquidation des avoirs du PERCO-BTP.

PRO BTP Epargne-Retraite-Prévoyance (PRO BTP ERP) est une société anonyme d'assurance à directoire et conseil de surveillance (paritaire), régie par le code des assurances, immatriculée au RCS en date du 12 mai 2005, et agréée pour pratiquer les opérations d'assurances relevant des branches 1, 2, 20 et 26 de l'article R. 321-1 du code des assurances,

- soit sous forme de capital en un versement unique ou fractionné.

Chaque bénéficiaire exprime son choix entre une sortie en rente et une sortie en capital lors du déblocage des sommes ou valeurs.

Cependant, le déblocage anticipé de l'épargne est possible dans les cas explicitement prévus par la réglementation en vigueur (art. R. 3332-29 du code du travail) :

- décès de l'intéressé, de son conjoint, ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité ;

- expiration des droits à l'assurance chômage de l'intéressé ;
- invalidité de l'intéressé, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité : invalidité au sens de la 2<sup>e</sup> ou de la 3<sup>e</sup> catégorie du code de la sécurité sociale (art. L. 341-4) ou reconnue par décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle ;
- situation de surendettement de l'intéressé définie à l'article L. 331-2 du code de la consommation, sur demande adressée à l'organisme gestionnaire des fonds ou à l'employeur soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé ;
- affectation des sommes épargnées à l'acquisition de la résidence principale ou à la remise en état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel.

## II. – DISPOSITIONS DIVERSES

### **Article 14**

#### *Clause de sauvegarde*

Les termes du présent avenant ont été arrêtés au regard des dispositions légales et réglementaires applicables à la date de conclusion.

En cas de modification de cet environnement juridique, les règles d'ordre public s'appliqueront à l'avenant, sans que les parties aient à renégocier, dans les conditions qui seront prévues par la loi. Les parties signataires en seront informées. S'il ne s'agit pas de dispositions d'ordre public, les parties se réuniront pour en tirer les conséquences et rédiger éventuellement un avenant.

### **Article 15**

#### *Dépôt et extension*

Le présent avenant est déposé à la direction générale du travail.

Les parties signataires demanderont son extension dans les conditions prévues aux articles L. 2261-19 et suivants du code du travail.

### **Article 16**

#### *Litiges*

Toutes contestations relatives aux dispositions du présent avenant qui peuvent s'élever sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

### **Article 17**

#### *Entrée en vigueur et durée*

Le présent avenant est conclu pour la durée de l'accord PERCO-BTP du 17 janvier 2008. Il entre en vigueur dès sa date de signature.

Fait à Paris, le 17 juin 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

CAPEB ;

FNTP ;

FNSCOP ;

FFB ;

FFIE.

**Syndicats de salariés :**

FNSCB CFDT ;

BATIMAT-TP CFTC ;

BTP CFE-CGC.



Brochure n° 3005-I

Accord nationaux  
**TRAVAUX PUBLICS**  
(Tome I : Accords nationaux)

Brochure n° 3107

Accord collectifs nationaux  
**BÂTIMENT  
ET TRAVAUX PUBLICS**

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

Brochure n° 3258

Convention collective nationale  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

AVENANT N° 2 DU 17 JUIN 2011  
À L'ACCORD DU 17 JANVIER 2008 INSTITUANT LES PEI  
NOR : ASET1151154M

## PRÉAMBULE

Les parties signataires ont conclu – en date du 17 janvier 2008 – un accord intitulé « Accord cadre du 17 janvier 2008 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics » (ci-après dénommé « l'accord cadre ») ayant pour objet la mise en place d'un dispositif d'épargne salariale propre au BTP et, à cet effet, de définir les conditions d'application des articles L. 3332-1 et suivants du code du travail, au personnel des entreprises du bâtiment et des travaux publics visées à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessous.

Il est destiné à favoriser la formation d'une épargne nouvelle permettant aux bénéficiaires, visés à l'article 2 ci-dessous, des entreprises du bâtiment et des travaux publics, de participer à la constitution d'un portefeuille collectif de valeurs mobilières avec l'aide de leur entreprise.

Chacun des plans d'épargne, dont le présent accord constitue notamment les dispositions générales, fait l'objet d'un accord distinct précisant ses conditions particulières d'application.

L'accord cadre susvisé du 17 janvier 2008 constitue un renouvellement de l'accord initialement conclu le 20 janvier 2003. Il a été modifié par avenant n° 1 du 18 mars 2010.

Les parties signataires, suite à la conclusion – en date du 16 février 2011 – d'un protocole d'accord intitulé « Protocole d'accord du 16 février 2011 relatif à l'organisation de l'épargne salariale dans le BTP » d'une part et, en prenant en compte certaines dispositions de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 d'autre part, ont conclu le présent avenant qui annule et remplace l'accord cadre susvisé dans tous ses termes.

Sauf dispositions particulières, le présent avenant modificateur n° 2 (ci-après dénommé « le présent avenant ») produit ses effets pour la durée de l'application de l'accord susvisé.

#### CHAMP D'APPLICATION

##### **Article 1<sup>er</sup>**

###### *Entreprises*

Sont comprises dans le champ d'application du présent accord les entreprises ou organismes, ainsi que leurs filiales, dont l'activité principale, exercée sur le territoire national français, y compris les départements d'outre mer, est visée à l'annexe I au présent accord.

##### **Article 2**

###### *Bénéficiaires*

Tous les salariés des entreprises ou organismes visés à l'article 1 ci-dessus, peuvent adhérer aux plans prévus par le présent accord par l'intermédiaire de leur entreprise si celle-ci y a adhéré. Les salariés qui n'ont pas accès à un plan d'épargne d'entreprise, de groupe ou inter-entreprises prévoyant des dispositions spécifiques en matière d'épargne salariale peuvent adhérer directement aux plans prévus par le présent accord.

Peuvent également adhérer le cas échéant aux plans prévus par le présent accord, selon les modalités spécifiques qui s'y rapportent et dans les conditions prévues par les textes en vigueur :

- les anciens bénéficiaires de ces mêmes entreprises ou organismes ;
- dans les entreprises dont l'effectif correspond aux seuils fixés par le code du travail, soit entre 1 et 250 salariés à la date du présent accord, les dirigeants et leurs conjoints, tels que définis à l'article L. 3332-2 du code du travail ;
- les agents commerciaux non salariés liés aux entreprises ou organismes susvisés par un contrat relevant de l'article L. 134-1 du code de commerce ;
- les salariés de groupement d'employeurs n'ayant pas de dispositif de plans d'épargne, mis à la disposition auprès de ces entreprises ou organismes susvisés adhérents audit groupement.

Dans tous les cas, une condition d'ancienneté de 3 mois dans l'entreprise est exigée pour adhérer aux plans d'épargne au sein de celle-ci. Les règles de calcul de l'ancienneté sont celles définies par les textes en vigueur, et notamment les articles L. 3342-1, alinéa 2, et D. 3331-3 du code du travail.

### **Article 3**

#### *Adhésion des entreprises*

L'entreprise qui souhaite adhérer :

- transmet au teneur de compte conservateur de parts, REGARDBTP, un bulletin d'adhésion ;
- informe par courrier la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de son adhésion ;
- informe les représentants du personnel, s'ils existent, et l'ensemble du personnel.

### **Article 4**

#### *Adhésion des bénéficiaires*

L'adhésion du bénéficiaire est réalisée selon les modalités prévues par son entreprise si celle-ci adhère au présent accord.

Dans le cas contraire, l'adhésion du bénéficiaire s'effectue selon les modalités prévues dans le document fourni par la société de gestion.

#### MISE EN ŒUVRE

### **Article 5**

#### *Mise en œuvre*

Le teneur de compte conservateur de parts, REGARDBTP, dont le siège social est à Paris 6<sup>e</sup>, 7, rue du Regard, est chargé de la mise en œuvre du présent accord.

#### GESTION FINANCIÈRE

### **Article 6**

#### *Fonds commun de placement multi-entreprises*

Les sommes recueillies sont immédiatement versées sur le compte du dépositaire et intégralement investies en parts de fonds communs de placement d'entreprise définis ci-après, au choix des bénéficiaires :

- BTP épargne Monétaire : investissement à 100 % en instruments monétaires ;
- BTP épargne Obligataire : investissement à 100 % en instruments de taux ;
- BTP épargne Actions : investissement en actions de 75 % à 100 % des actifs ;
- BTP épargne Prudent : investissement en actions de 0 à 20 % des actifs et en instruments de taux de 80 à 100 % des actifs ;
- BTP épargne Équilibre : investissement en actions de 20 à 50 % des actifs et en instruments de taux de 50 à 80 % des actifs ;
- BTP épargne Dynamique : investissement en actions de 50 à 70 % des actifs et en instruments de taux de 30 à 50 % des actifs ;
- BTP épargne et Solidarité : investissement de 98 % à 100 % en actions de la SICAV « Choix solidaire » et de 0 à 2 % en trésorerie. La société de gestion de la SICAV « Choix solidaire » est ECOFI Investissements, agréée en qualité de société de gestion de portefeuille sous le n° GP 97-04 Société anonyme au capital de 4 445 545 €, située 251, boulevard Pereire, 75017 Paris, le dépositaire Crédit coopératif, société coopérative anonyme de Banque populaire à capital variable située 33, rue des 3-Fontanot, 92000 Nanterre, et le conservateur Crédit agricole titres, société en nom collectif au capital de 15 245 440 €, située 4, avenue d'Alsace, BP12, 41500 Mer ;
- BTP Horizon. Gestion pilotée adaptée à la date envisagée de départ à la retraite de chaque bénéficiaire, avec diminution du risque action l'échéance se rapprochant.

FCPE composé de plusieurs compartiments à allocation d'actif évolutive :

Chaque compartiment correspond à un horizon de placement spécifique : à l'horizon le plus éloigné correspond la part actions la plus importante, qui a vocation à être progressivement réduite, en fonction des conditions de marché et de la durée restant à courir jusqu'à la date d'horizon fixée par le compartiment. Elle sera remplacée par des produits de taux (obligations et monétaire) en vue d'obtenir un actif totalement investi en monétaire à l'horizon fixé par chaque compartiment.

Sous réserve de l'agrément des autorités de tutelle et des conditions de marché, un nouveau compartiment sera régulièrement créé afin de proposer, en permanence, dans cette gamme, un horizon de placement de 18 ans.

Les FCPE BTP épargne Monétaire, BTP épargne Obligataire, BTP épargne Actions, BTP épargne Prudent, BTP épargne Équilibre, BTP épargne Dynamique, BTP épargne et Solidarité et BTP Horizon constituent la gamme « BTP Epargne » ;

- FIBTP millésimé. Gestion pilotée sur 5 ans, avec diminution du risque action l'échéance se rapprochant.

Investissement allant de 25 % maximum en actions la 1<sup>re</sup> année de placement à 10 % maximum la 5<sup>e</sup> année.

Sous réserve de l'agrément des autorités de tutelle et des conditions de marché, un nouveau fonds sera créé chaque année afin de proposer, en permanence, dans cette gamme, un FCPE offrant un horizon de placement de 5 ans ;

- FIBTP long terme. Investissement de 0 à 10 % maximum en actions.

Ce fonds a vocation à recueillir, un an après l'expiration du délai d'indisponibilité de 5 ans, les avoirs investis en parts de FIBTP millésimés des salariés qui n'en ont pas demandé le remboursement ni le transfert dans un ou plusieurs fonds communs.

Les FCPE FIBTP millésimés et FIBTP long terme constituent la gamme « FIBTP ».

La notice d'information des fonds communs de placement d'entreprise susvisés figure en annexe II du présent accord.

Le bulletin individuel de souscription établi à chaque versement au nom du bénéficiaire fait apparaître le nom du ou des fonds choisi(s). A défaut de choix exprimé par le salarié, les fonds seront investis en parts du FCPE BTP Epargne prudent.

Les parts ou fractions de parts acquises de ce fait par chaque adhérent sont portées au crédit d'un compte individuel en parts.

L'investissement est effectué au prix de souscription de la part, dans les conditions prévues dans le règlement du fonds commun de placement d'entreprise.

#### DROITS D'ENTRÉE

Les droits d'entrée perçus à la souscription dans le(s) fonds commun(s) de placement d'entreprise choisi(s) sont pris en charge, au choix de l'entreprise adhérente, par le bénéficiaire ou l'entreprise.

Dans le cas où l'entreprise n'adhère pas à l'accord du 17 janvier 2008, les droits d'entrée perçus à la souscription dans le(s) fonds commun(s) de placement d'entreprise choisi(s) sont pris en charge par le bénéficiaire.

#### RÉINVESTISSEMENT DES REVENUS

Les revenus et produits procurés par les sommes placées dans le cadre des plans institués au titre du présent accord sont réinvestis dans ces mêmes plans, et de ce fait, exonérés d'impôt sur le revenu.

Une fois par an, chaque bénéficiaire peut demander le changement de placement de tout ou partie de son épargne vers un autre des FCPE mentionnés ci-dessus. Cette opération s'effectue à ses frais (tels qu'ils figurent dans la notice d'information en cours de validité du fonds concerné) ; elle est formulée à l'initiative des bénéficiaires à l'aide d'un document d'arbitrage.

STRUCTURES DE PILOTAGE, DE GESTION ET DE CONTRÔLE

**Article 7**

*Conseil de surveillance*

1. Conseil de surveillance des FCPE de la gamme BTP épargne

Un conseil de surveillance commun des fonds communs de placement d'entreprise de la gamme BTP épargne composé de 20 membres est institué. Il est composé à parité de 10 représentants des salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise, désignés par les fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérentes au présent accord, et de 10 représentants des entreprises adhérentes, désignés par les organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au conseil de surveillance.

Le conseil de surveillance paritaire délibère valablement lorsque 6 membres au moins sont présents ou représentés dans chaque collège. Le président du conseil de surveillance est élu pour 2 ans parmi les représentants de salariés. Son mandat arrive à expiration à l'issue du conseil de surveillance qui approuve le rapport annuel de gestion. Il est alors remplacé par un nouveau représentant des salariés. En cas d'absence ou d'empêchement du président, son remplacement est assuré par un représentant du collège des salariés. Le vice-président est élu pour la même durée parmi les représentants des employeurs. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante. Les procès verbaux des réunions, datés et signés par le président, sont adressés à l'ensemble des membres avec indication pour chaque résolution des voix favorables et défavorables.

En cas d'empêchement, un membre peut se faire représenter par un autre membre du même collège.

Un membre ne peut recevoir plus d'une délégation de pouvoir. Cette dernière est consentie pour une seule réunion.

Le conseil se réunit au moins deux fois par an.

Les délibérations du conseil de surveillance sont prises à la majorité des voix, chaque membre du conseil, présent ou représenté, disposant d'une voix. Toutefois, pour les décisions portant directement sur :

- la définition et le changement d'orientation des fonds ;
- l'action en justice pour défendre et faire valoir les droits ou intérêts des porteurs de parts ;
- le retrait ou l'interdiction d'une valeur mobilière pour raison éthique motivée ;
- la qualité de l'information aux porteurs de parts ;
- la désignation des mandataires représentant le fonds aux assemblées générales des sociétés émettrices ;
- chaque représentant des salariés porteurs de parts dispose de deux voix.

Le conseil de surveillance est chargé notamment des orientations en matière de placement, du contrôle et du suivi de la gestion financière, administrative et comptable des FCPE. Il décide des fusions, scissions ou liquidations de ces derniers et peut agir en justice pour défendre ou faire valoir les droits ou intérêts des porteurs. Il veille au respect de l'ensemble des dispositions prévues dans le présent accord.

Le conseil examine le rapport annuel de gestion. Il entend chaque fois qu'il le juge utile l'organisme gestionnaire et la mission expert pour arrêter les grandes orientations en matière de placements. Dans ce cadre, après consultation de la mission expert, le conseil de surveillance examine les éventuelles opportunités de placement permettant un retour vers la profession.

Il peut à tout moment missionner la mission expert prévue à l'article 11.

Il adopte un rapport annuel.

Le conseil exerce les droits de vote attachés aux actions détenues par le fonds. Il désigne un de ses membres pour le représenter, dans les conditions arrêtées en conseil de surveillance. Il se prononce sur les grandes orientations en matière de vote pour les parts de fonds en actions détenues, suite au rapport du gestionnaire de fonds.

En outre, le conseil de surveillance, dans un souci de gestion socialement responsable et tout en prenant en compte l'intérêt des porteurs de parts ainsi que les contraintes de marché et techniques, peut décider le retrait ou l'interdiction d'un investissement sur la base d'un dossier documenté et motivé.

Chaque membre du conseil de surveillance peut bénéficier d'une formation spécifique dans le cadre, en ce qui concerne les représentants des salariés porteurs de parts, du congé de formation économique, sociale et syndicale visé à l'article L. 451-1 du code du travail.

## 2. Conseil de surveillance des FCPE de la gamme FIBTP

Un conseil de surveillance commun des fonds communs de placement multi-entreprises FIBTP millésimés et FIBTP long terme comprenant 10 membres est institué. Il est composé pour moitié de salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement multi-entreprises choisis par les fédérations syndicales professionnelles de salariés (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, CGT-FO) signataires de la convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP et pour moitié de représentants des entreprises adhérentes, désignés à raison de 2 représentants chacun par la FFB et la FNTP et de 1/5 appartenant à une entreprise mixte désigné d'un commun accord entre les deux fédérations. Chaque fonds commun a au moins un porteur de parts au sein du conseil de surveillance commun.

Le président du conseil de surveillance est élu pour 2 ans parmi les représentants des salariés porteurs de parts, son mandat arrivant à expiration à l'issue du conseil de surveillance qui approuve le rapport annuel de gestion. Le vice-président est élu pour la même durée parmi les représentants des employeurs. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

Le conseil de surveillance se réunit au moins une fois par an pour examiner le rapport annuel de gestion des fonds communs de placement multi-entreprises et le rapport sur la gestion administrative. Il détermine les conditions dans lesquelles est assurée l'information des salariés. Il exerce les droits de vote attachés aux titres inscrits à l'actif des fonds communs, et à cet effet, désigne un ou plusieurs mandataires aux assemblées générales des sociétés émettrices. Il décide de toute modification des règlements des fonds communs, des transformations, fusion, scission et liquidation des fonds communs. Il se prononce sur les grandes orientations en matière de vote pour les parts de fonds en actions détenues, suite au rapport du gestionnaire de fonds.

Les délibérations du conseil de surveillance sont prises à la majorité des voix, chaque membre du conseil, présent ou représenté, disposant d'une voix. Toutefois, pour les décisions portant directement sur :

- la définition et le changement d'orientation des fonds ;
- l'action en justice pour défendre et faire valoir les droits ou intérêts des porteurs de parts ;
- le retrait ou l'interdiction d'une valeur mobilière pour raison éthique motivée ;
- la qualité de l'information aux porteurs de parts ;

- la désignation des mandataires représentant le fonds aux assemblées générales des sociétés émettrices, chaque membre représentant des porteurs de parts, présent ou ayant donné pouvoir de le représenter, dispose de deux voix.

Il suit la gestion des droits des salariés en période de blocage, de maintien volontaire et en situation de déshérence.

## **Article 8**

### *Gestion des FCPE*

La gestion financière et comptable des FCPE est confiée, conformément aux règlements des fonds, à la société de gestion de portefeuille, PRO BTP Finance, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

PRO BTP Finance peut déléguer la gestion Financière de ces fonds à SMA gestion, à raison respectivement de 65 % et 35 % des sommes recueillies.

## **Article 9**

### *Teneur de comptes conservateur de parts. – Tenue des registres*

Le teneur de compte conservateur de parts est : REGARDBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Il demandera à BTP Prévoyance, teneur de registre, de mettre à sa disposition les moyens techniques et humains nécessaires pour assurer la tenue des registres.

Les frais correspondants sont à la charge de l'entreprise, sauf cas particulier prévus dans les accords portant règlement des plans institués au titre du présent accord.

## **Article 10**

### *Dépositaire*

Le dépositaire des avoirs des FCPE prévus ci-dessus est BNP Paribas Securities Services, 66, rue de la Victoire, 75009 Paris.

## **Article 11**

### *Pilotage, gestion et contrôle*

Le contrôle et les grandes orientations en matière de placement des FCPE créés au titre de l'accord sont assurés par le conseil de surveillance des FCPE.

La gestion financière, administrative et comptable des FCPE est assurée sous la responsabilité du directoire paritaire de la société de gestion PRO BTP Finance.

De plus, les contrôles contractuels sont exercés complémentirement :

- par le dépositaire des FCPE ;
- par les contrôleurs légaux des comptes des FCPE.

En outre, afin d'aider les partenaires sociaux dans la conduite financière de l'épargne salariale, une mission expert, composée de deux personnalités choisies par les partenaires sociaux sur proposition du Conseil de surveillance, est constituée.

Elle est chargée, à la demande du conseil de surveillance :

- d'apporter un avis sur la gamme des FCPE proposée, son application et son évolution ;
- d'effectuer tout contrôle sur la mise en œuvre de la politique financière ;
- d'analyser les différents rapports de gestion ;
- d'entreprendre toute étude ou enquête auprès de PRO BTP Finance et des gestionnaires des fonds utilisés permettant d'éclairer le conseil de surveillance sur la qualité des prestations apportées par ces entités au dispositif.

Ces avis et études feront l'objet de présentations au conseil de surveillance qui validera et transmettra au directoire de PRO BTP Finance.

## **Article 12**

### *Obligation de l'entreprise*

L'entreprise s'engage à exécuter pour le compte des bénéficiaires toutes les obligations qui lui sont imparties du fait du présent accord et à servir d'intermédiaire entre eux et PRO BTP Finance et le teneur de compte conservateur de parts désigné ci-dessus, notamment en ce qui concerne les souscriptions ou toute information utile sur la situation des bénéficiaires.

## **Article 13**

### *Information collective*

Le personnel est informé de l'établissement du présent accord par voie d'affichage.

L'entreprise reçoit au plus tard le 30 juin de chaque année les rapports annuels de gestion et les inventaires des FCPE arrêtés au 31 décembre de l'exercice précédent, établis par PRO BTP Finance et approuvés par le conseil de surveillance des FCPE.

## **Article 14**

### *Information individuelle*

Après chaque souscription et au minimum une fois par an, les bénéficiaires reçoivent un récapitulatif de leurs avoirs investis dans les plans.

Les règlements des fonds communs de placement d'entreprise, le présent accord ainsi que les accords portant règlement des plans qui s'y rapportent sont disponibles auprès de leur employeur.

Le rapport annuel de gestion complet ainsi que les inventaires des portefeuilles au 31 décembre de l'exercice précédent sont tenus à la disposition des porteurs par leur employeur.

Toutefois, lorsque l'entreprise n'adhère pas aux plans institués par le présent accord, les bénéficiaires peuvent obtenir ce document directement auprès de PRO BTP Finance. Cette possibilité est mentionnée dans la documentation d'information qui leur est remise lors de leur première souscription.

## **Article 15**

### *Cas du départ du bénéficiaire*

L'entreprise informe la société de gestion du départ d'un de ses bénéficiaires. Il lui est remis un état récapitulatif de ses droits ainsi qu'un livret d'épargne salariale s'il n'en a pas déjà un.

L'entreprise s'engage à prendre note de l'adresse à laquelle devront être envoyés les sommes ou avis relatifs à ses droits et la communique à REGARDBTP. En cas de changement d'adresse, le bénéficiaire doit en aviser le teneur de compte.

Lorsque le bénéficiaire ne peut être joint à la dernière adresse indiquée par lui, les avoirs auxquels il peut prétendre sont conservés dans les fonds communs de placement par l'organisme gestionnaire qui procède à leur liquidation à l'expiration du délai de prescription (30 ans), et verse le montant ainsi obtenu au trésor public.

Dès qu'il est informé du décès d'un bénéficiaire, l'organisme gestionnaire contacte et informe le ou les ayants droit désignés par celui-ci lors de la souscription.



**Article 16**

*Suivi de l'accord*

Les parties signataires conviennent de se réunir afin d'examiner les évolutions de comportement des entreprises et des salariés en matière d'épargne salariale. A ce titre, REGARDBTP mettra à leur disposition toutes les données nécessaires à cette analyse.

**Article 16.A**

*Clause de sauvegarde*

Les termes du présent avenant ont été arrêtés au regard des dispositions légales et réglementaires applicables à la date de conclusion.

En cas de modification de cet environnement juridique, les règles d'ordre public s'appliqueront à l'avenant, sans que les parties aient à renégocier, dans les conditions qui seront prévues par la loi. Et les parties signataires en seront informées. S'il ne s'agit pas de dispositions d'ordre public, les parties se réuniront pour en tirer les conséquences et rédiger éventuellement un avenant.

**Article 17**

*Dépôt. – Extension de l'accord*

Le présent avenant est déposé à la direction générale du travail.

Les parties signataires demanderont son extension dans les conditions prévues aux articles L. 2261-19 et suivants du code du travail.

**Article 18**

*Litiges*

Toutes contestations relatives au présent avenant qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

**Article 19**

*Entrée en vigueur et durée*

Le présent avenant est conclu pour la durée de l'accord cadre du 17 janvier 2008 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics. Le présent avenant entre en vigueur dès sa date de signature.

Fait à Paris, le 17 juin 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

CAPEB ;  
FNTP ;  
FNSCOP ;  
FFB ;  
FFIE.

**Syndicats de salariés :**

FNSCB CFDT ;  
BATIMAT CFTC ;  
BTP CFE-CGC ;  
FG BTP FO.

## ANNEXE I

CHAMP D'APPLICATION DE L'ACCORD-CADRE DU 17 JANVIER 2008  
INSTITUANT LES PLANS D'ÉPARGNE INTERENTREPRISES DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

---

### Activités visées

#### A. – BÂTIMENT

(SELON LA NOMENCLATURE INSEE NAP-1973, DÉCRET N° 73-1306 DU 9 NOVEMBRE 1973)

##### 2106 Construction métallique

Sont uniquement visés les ateliers de production et montage d'ossatures métalliques pour le bâtiment (x).

##### 2403 Fabrication et installation de matériel aéraulique thermique et frigorifique.

Sont visées :

- les entreprises de fabrication et d'installation d'appareils de chauffage, ventilation et conditionnement d'air (x).

##### 5510 Travaux d'aménagement de terres et des eaux, voirie, parcs et jardins

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'aménagement des terres et des eaux, de VRD, de voirie et dans les parcs et jardins.

##### 5512 Travaux d'infrastructure générale

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'infrastructure générale.

##### 5520 Entreprises de forages, sondages, fondations spéciales

Sont visées dans cette rubrique :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des forages, sondages ou des fondations spéciales, ainsi que ;
- les entreprises de maçonnerie, de plâtrerie, de travaux en ciment, béton, béton armé pour le bâtiment ;
- les entreprises de terrassement et de démolition pour le bâtiment ;
- les entreprises de terrassement et de maçonnerie pour le bâtiment, fondations par puits et consolidation pour le bâtiment.

##### 5530 Construction d'ossatures autres que métalliques

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de Bâtiment effectuant des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques, demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé utilisé une technicité particulière (par exemple, charpentes d'immeubles de 10 étages et plus).

### 5531 Installation industrielles, montage-levage

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de Bâtiment ; les entreprises de Bâtiment effectuant des travaux d'installations industrielles ou de montage-levage, ainsi que ;
- les entreprises de constructions et d'entretiens de fours industriels et de boulangerie en maçonnerie et en matériaux réfractaires de tous types ;
- les entreprises de construction de cheminées d'usine.

### 5540 Installation électrique

A l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radioélectrique et de l'électronique, sont visées :

- les entreprises spécialisées dans l'équipement électrique des usines et autres établissements industriels (à l'exception de celles qui, à la date de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, appliquaient un autre accord collectif ayant le même objet) ;
- pour partie, les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;
- les entreprises de plomberie, chauffage et électricité ;
- les entreprises d'installations d'électricité dans les locaux d'habitation, magasins, bureaux, bâtiments industriels et autres bâtiments ;
- les entreprises de pose d'enseignes lumineuses.

### 5550 Construction industrialisée

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment réalisant des constructions industrialisées ; les entreprises de fabrication et pose de maisons métalliques (x).

### 5560 Maçonnerie et travaux courants de béton armé

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant de la maçonnerie et des travaux courants de terrassement, de fondation et de démolition.

### 5570 Génie climatique

Sont visées :

- les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;
- les entreprises d'installations de chauffage et d'électricité ;
- les entreprises de fumisterie de bâtiment, ramonage, installations de chauffage et de production d'eau chaude ;
- les entreprises d'installations de chauffage central, de ventilation, de climatisation ou d'isolation thermique, phonique et anti vibratile.

### 5571 Menuiserie. – Serrurerie

A l'exclusion des entreprises de fermetures métalliques dont l'activité se limite à la fabrication, sont notamment visées :

- les entreprises de charpente en bois ;
- les entreprises d'installation de cuisine ;
- les entreprises d'aménagements de placards ;
- les entreprises de fabrication et pose de parquets (à l'exception des parquets mosaïques) ;
- les entreprises de menuiserie du bâtiment (menuiserie bois, métallique intérieure, extérieure, y compris les murs-rideaux) (pose associée ou non à la fabrication) ;

- les entreprises de charpente et de maçonnerie associées ;
- les entreprises de serrurerie intérieure et extérieure du bâtiment (fabrication, pose et réparation) (x) ;
- les entreprises de pose de petite charpente en fer pour le bâtiment ;
- les entreprises de pose de clôtures ;
- les entreprises de ferronnerie pour le bâtiment (fabrication et pose associées) (x) (balcons, rampes d'escalier, grilles...) ;
- les entreprises de fourniture d'armatures métalliques préparées pour le béton armé (x).

#### 5572 Couverture, plomberie, installations sanitaires

Sont visées :

- les entreprises de couverture, plomberie (avec ou sans installation de chauffage) ;
- les entreprises de couverture en tous matériaux ;
- les entreprises de plomberie, installation sanitaire ;
- les entreprises d'étanchéité.

#### 5573 Aménagements. – Finitions

Sont notamment visées :

- les entreprises de construction et d'installation de stands pour les foires et expositions ;
- les entreprises de fabrication de maquettes et plans en relief ;
- les entreprises de plâtrerie, staff, cloisons en plâtre, plafonnage, plafonds en plâtre ;
- les entreprises de fabrication à façon et pose de menuiserie du bâtiment ;
- les entreprises de peinture de bâtiment, décoration ;
- les entreprises d'installations diverses dans les immeubles (notamment pose de linoléums et autres revêtements plastiques...) ; pour les entreprises de pose de vitres, de glaces, de vitrines (x) ;
- les entreprises de peinture, plâtre, vitrerie (associés) ;
- les entreprises d'installations et d'aménagement des locaux commerciaux (magasins, boutiques, devantures, bars, cafés, restaurants, vitrines...) ; cependant pour l'installation et l'aménagement des locaux commerciaux à base métallique (x) ;
- les entreprises de pose de paratonnerre (à l'exception de la fabrication) ;
- les entreprises de travaux d'aménagements spéciaux (installations de laboratoires, revêtements de sols et des murs en tous matériaux, calfeutrements métalliques, couvre-marches), à l'exclusion de la fabrication et de l'installation de matériel de laboratoire.

#### 8708 Services de nettoyage

Sont visées :

- pour partie, les entreprises de ramonage.

#### (x) Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. Le présent accord sera appliqué lorsque le personnel concourant à la pose – y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) – représente au moins 80 % de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.

2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 % et 80 %, les entreprises peuvent opter entre l'application du présent accord et l'application de l'accord correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires du présent accord ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de 3 mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 %, le présent accord n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer l'accord qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension du présent accord.

#### Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics

Pour l'application du présent accord, est considérée comme entreprise mixte bâtiment et travaux publics celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe, et, d'autre part, une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont définies par la nomenclature INSEE NAP – 1973 (décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973).

1. Le présent accord sera appliqué par les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe, représente au moins 60 % de l'ensemble du personnel de l'entreprise.
2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment se situe entre 40 % et 60 % de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes bâtiment et travaux publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, entre l'application du présent accord et l'application de l'accord travaux publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de 3 mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités bâtiment représente moins de 40 % de l'ensemble du personnel, le présent accord n'est pas applicable.
4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer l'accord qu'elles appliquaient à la date du présent accord.

#### Cas des entreprises de menuiserie métallique ou de menuiserie et fermetures métalliques

Est également incluse dans le champ d'application l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :

##### 2107 Menuiserie métallique de bâtiment

Toutefois, l'extension du présent accord ne sera pas demandée pour cette activité.

Il en sera de même pour la fabrication et la pose associées de menuiserie et de fermetures métalliques classées dans le groupe 5571.

#### 55.10 Travaux d'aménagement des terres et des eaux, voirie, parcs et jardins

Sont visées :

Les entreprises qui effectuent des travaux d'aménagement des terres et des eaux, voirie, parcs et jardins notamment :

- exécution de travaux de voirie en zone urbaine ou rurale :
  - voirie urbaine ;
  - petits travaux de voirie :
    - VRD, chaussées pavées, bordures ;
    - signalisation ;
  - aménagements d'espaces verts :
    - plantations ornementales (pelouses, abords de routes...) ;
    - terrains de sports ;
  - aménagement de terrains de culture – remise en état du sol :
    - drainage, irrigation ;
    - captage par puits ou autre ;
    - curage de fossés ;
- exécution d'installations d'hygiène publique :
  - réseaux d'adduction et de distribution d'eau et de fluides divers par canalisations sous pression ;
  - réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales, égouts ;
  - stations de pompage ;
  - stations d'épuration et de traitement des eaux usées ;
  - abattoirs ;
  - stations de traitement des ordures ménagères.

#### 55.11 Construction de lignes de transport d'électricité

Sont visées :

Les entreprises qui effectuent des travaux de construction de lignes de transport d'électricité, y compris les travaux d'installation et montage de postes de transformation, d'armoires de distribution et de groupes électrogènes qui y sont liés (x) :

- construction de lignes de très haute tension ;
- construction de réseaux haute et basse tension ;
- éclairage rural ;
- lignes aériennes de traction électrique et caténaires ;
- canalisations électriques autres qu'aériennes ;
- construction de lignes pour courants faibles (télécommunications et centraux téléphoniques) ;
- lignes de distribution ;
- signalisation, éclairage public, techniques de protection ;

- chauffage de routes ou de pistes ;
- grands postes de transformation ;
- centrales et installations industrielles de haute technicité.

#### 55.12 Travaux d'infrastructure générale

Sont visées :

Les entreprises qui effectuent des travaux d'infrastructure générale demandant le plus souvent une modification importante du sol ou destinés aux grandes communications notamment :

- terrassement en grande masse ;
- démolition ou abattage par procédés mécaniques, par explosif ou par fusion thermique... ;
- construction et entretien de voies ferrées et de leurs structures annexes ;
- travaux en site maritime ou fluvial :
  - dragage et déroctage ;
  - battage de pieux et palplanches ;
  - travaux subaquatiques... ;
- mise en place, au moyen d'engins flottants, d'éléments préfabriqués, en immersion ou en élévation ;
- travaux souterrains ;
- travaux de pose de canalisations à grande distance pour distribution de fluide, liquide, gazeux et de réseaux de canalisations industrielles.

#### 55.13 Construction de chaussées

Sont visées :

- les entreprises effectuant des travaux de construction des chaussées de routes de liaison, de pistes d'aérodromes et de voies de circulation ou de stationnement assimilables à des routes dans les ensembles industriels ou commerciaux, publics ou privés, ainsi que les plate-formes spéciales pour terrains de sports ;
- terrassement sous chaussée ;
- construction des corps de chaussée ;
- couche de surface (en enrobés avec mise en œuvre seule ou fabrication et mise en œuvre, asphaltes coulés, enduits superficiels...) ;
- mise en œuvre de revêtement en béton de ciment ;
- rabotage, rectification et reprofilage ;
- travaux annexes (signalisation horizontale, barrières de sécurité...).

#### 55.20 Entreprises de forages, sondages, fondations spéciales

Sont visées :

Les entreprises effectuant des travaux de :

- fondation et consolidation des sols par ouvrages interposés : pieux, puits, palplanches, caissons... ;
- traitement des sols :
  - injection, congélation, parois moulées ;
  - rabattement de nappe, béton immergé... ;
- reconnaissance des sols : forages et sondages de toute nature et par tout procédé (y compris forages pétroliers).

### 55.30 Construction d'ossatures autres que métalliques

Sont visées :

Les entreprises qui effectuent des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques, notamment en béton armé ou précontraint, demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé une technicité particulière, par exemple :

- barrages ;
- ponts, ouvrages de croisement à plusieurs niveaux ;
- génie civil de centrales de toute nature productrices d'énergie ;
- génie civil d'unités pour la sidérurgie, la chimie... ;
- silos, réfrigérants hyperboliques, cheminées en béton ;
- réservoirs, cuves, châteaux d'eau ;
- coupoles, voiles minces ;
- piscines, bassins divers ;
- étanchéité.

### 55.31 Installations industrielles. – Montage. – Levage

Sont visées :

Pour partie, les entreprises de travaux publics et de génie civil qui effectuent des travaux d'installation, de montage ou de levage d'ouvrages de toute nature, notamment métallique, exécutés en site terrestre, fluvial ou maritime, par exemple :

- ponts fixes ou mobiles ;
- vannes de barrage ;
- portes d'écluses, élévateurs et ascenseurs à bateaux ;
- ossatures de charpentes industrielles, de centrales thermiques ou nucléaires ;
- ossatures de halls industriels ;
- installations pour la sidérurgie ;
- pylônes, téléphériques ;
- éléments d'ouvrages préfabriqués.

### 55.40 Installation électrique

A l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radioélectrique et de l'électronique, sont visées :

- les entreprises qui effectuent des travaux (x) :
- d'éclairage extérieur, de balisage ;
- d'installation et de montage de postes de transformation, d'armoires de distribution et de groupes électrogènes (non liés à la construction de lignes de transport d'électricité) ;
- et pour partie, d'installations industrielles de technique similaire (à l'exception de celles qui, à la date de l'arrêté d'extension, appliquaient une autre convention collective que celles des travaux publics).

### 55.50 Construction industrialisée

Sont visées :

- pour partie, les entreprises de travaux publics et de génie civil réalisant des ouvrages ou partie d'ouvrages par assemblage d'éléments préfabriqués métalliques ou en béton, par exemple :
  - poutres de pont ;
  - voussoirs pour tunnel...



## 55.60 Maçonnerie et travaux courants de béton armé

Sont visées :

- pour partie, les entreprises exerçant des activités de génie civil non classées dans les groupes précédents et les entreprises de travaux publics effectuant de la maçonnerie, de la démolition et des travaux courants de béton armé, de terrassement et de fondation.

## 55.70 Génie climatique

Sont visées :

- pour partie, les entreprises de travaux publics et de génie civil effectuant des travaux d'application thermique et frigorifique de l'électricité (x).

### (x) Clause d'attribution

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présence clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. Le présent accord sera appliqué lorsque le personnel concourant à la pose – y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) – représente au moins 80 % de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.
2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 % et 80 %, les entreprises peuvent opter entre l'application du présent accord et l'application de l'accord correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires du présent accord ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai d'un mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 %, le présent accord n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer l'accord qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension du présent accord.

### Cas des entreprises mixtes de travaux publics

Pour l'application du présent accord, est considérée comme entreprise mixte travaux publics et bâtiment, celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe, et, d'autre part, une ou plusieurs activités bâtiment telles qu'elles sont définies par la nomenclature INSEE NAP – 1973 (décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973).

1. Le présent accord sera appliqué par les entreprises mixtes travaux publics et bâtiment lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités travaux publics, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe représente au moins 60 % de l'ensemble du personnel de l'entreprise.
2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités travaux publics se situe entre 40 et 60 % de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes travaux publics et bâtiment peuvent opter, après accord des représentants du personnel, pour l'application du présent accord.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter, soit, de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées, postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités travaux publics représente moins de 40 % de l'ensemble du personnel, le présent accord n'est pas applicable.
4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date du présent accord.

C. – ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET SYNDICALES DU BTP  
(SELON LA NOMENCLATURE INSEE NAF-1993)

91.1A Organisations patronales et consulaires

91.1C Organisations professionnelles

91.2Z Syndicats de salariés

(Lorsque leur activité s'exerce dans le cadre ou en direction de tout ou partie du champ défini en A et B ci-dessus.)

D. – ADMINISTRATION DES ENTREPRISES  
(SELON LA NOMENCLATURE INSEE NAF-1993)

74-1J Administration des entreprises

Dans cette classe, sont visés :

- les sièges sociaux et autres établissements chargés de l'administration des entreprises visées par le présent accord ;
- les groupements d'employeurs et les GIE composés en majorité d'entreprises visées par le présent accord ;
- les sociétés détenant des participations dans des entreprises visées par le présent accord, pour un montant supérieur à la moitié de la valeur de leur portefeuille, tels qu'ils figurent au poste « immobilisations » du bilan arrêté à la fin du dernier exercice clos (sociétés mères et holdings).

E. – SERVICES INTERENTREPRISES DE SANTÉ AU TRAVAIL DU BTP  
(SELON LA NOMENCLATURE INSEE NAF-1993 : 85.1C)

F. – AUTRES ENTREPRISES VISÉES PAR L'ACCORD

Bureau de normalisation des techniques et équipements de la construction du bâtiment (BNTEC association), 9 rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16.

Institut technique de la fédération française du bâtiment (IT-FFB), 9, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16.

Sociétés d'édition du bâtiment et des travaux publics (SEBTP), 6-14 rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16.

Société européenne de communication et de gestion (SECOGEST), 9, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16.

Société immobilière du domaine de Saint-Paul, 9 rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16.

OPCA bâtiment, 6-14, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16.

GFC-BTP, 6, rue de Beaubourg, 75194 Paris Cedex 04, et les associations régionales paritaires de formation continue (AREF-BTP).

CCCA-BTP, 19, rue du Père-Corentin, 75680 Paris Cedex 14, et les associations gestionnaires paritaires des CFA du BTP.

A2 C, 6-14, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16.

Association foncière logement, 3, rue de l'Armée, 75014 Paris.

SAS Foncière logement, 3, rue de l'Armée, 75014 Paris.

Centre de gestion national du bâtiment et des travaux publics agréé et habilité (CGA-BTP), 33, avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16.

Fédération française des artisans coopérateurs du bâtiment (FFACB), 11, rue Vaudétard, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Association paritaire nationale pour le développement de la politique contractuelle dans les entreprises artisanales du bâtiment (APNAB), 46, avenue d'Ivry, BP 353, 75625 Paris Cedex 13.

Association nationale de formation pour l'artisanat du bâtiment (ANFAB), 46, avenue d'Ivry, BP 353, 75625 Paris Cedex 13.

Fonds d'assurance de formation des salariés de l'artisanat du bâtiment et des travaux publics (FAFSAB), 8, rue du Regard, 75280 Paris Cedex 06.

Centre de l'industrie française des travaux publics (CIFTP), 3 rue de Berri, 75008 Paris.

L'immobilière des travaux publics, 3, rue de Berri, 75008 Paris.

Organisme paritaire collecteur agréé travaux publics (OPCA TP), 10, rue Washington, 75008 Paris.

Syndicat des entrepreneurs français internationaux (SEFI), 10 rue Washington, 75008 Paris.

Association gestionnaire des écoles d'application aux métiers des travaux publics (AGEATP), 3, rue de Berri, 75008 Paris.

Association gestionnaire des centres de formation continue de la fédération nationale des travaux publics (AGCFTP), 3, rue de Berri, 75008 Paris.

BTP gestion, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Société de développement et de gestion de l'épargne salariale dans les industries du bâtiment et des travaux publics Gestion BTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

REGARDBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Fondation BTP Gestion, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

BTP Services, 9, rue La Pérouse, 75784 Paris Cedex 16.

## ANNEXE II

NOTICE D'INFORMATION DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT D'ENTREPRISE RELATIVE À L'ACCORD  
CADRE DU 17 JANVIER 2008 INSTITUANT LES PLANS D'ÉPARGNE INTERENTREPRISES DU BÂTIMENT ET DES  
TRAVAUX PUBLICS

---

*(Voir notice pages suivantes.)*

## NOTICE D'INFORMATION

---

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE :  
**BTP Epargne Monétaire**

**Code AMF : FCE20030032**

Compartiment :            oui        ☐            non        ☒  
Nourricier            :            oui        ☐            non        ☒

*Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.*

*La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE dans les cas prévus par ce dernier. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.*

***L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement. Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.***

***Le FCPE BTP Epargne Monétaire est : un Fonds multi entreprises***

---

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

### ***Créé pour l'application :***

---

- de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.
- des accords mis en place en application des articles L. 441-1 à L. 444-7 du Code du travail

Il est réservé aux bénéficiaires de l'Accord ci-dessus mentionné et des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

### ***Le Conseil de Surveillance du fonds :***

---

Un Conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'Accord cadre mentionné ci-dessus, composé de vingt membres, est institué. Il est composé à parité de dix membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les Organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au Conseil de Surveillance.

**Le fonds « BTP Epargne Monétaire » est classé dans la catégorie « FCPE Monétaire Euro »**

Ces FCPE sont gérés à l'intérieur d'une fourchette de sensibilité de 0 à 0,5.  
L'exposition au risque action est interdite.

- **Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion consiste à obtenir une performance comparable à celle de l'EONIA (Euro Overnight Index Average) minorée des frais de gestion et d'assurer ainsi une progression très régulière de la valeur liquidative.

**Indice de référence :**

L'EONIA (Euro Overnight Index Average) : taux moyen des opérations au jour le jour sur le marché interbancaire en euro. Il correspond à la moyenne pondérée des transactions effectuées entre les principales banques de la zone euro. Il est calculé par la Banque Centrale Européenne et publié par la Fédération Bancaire Européenne.

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion repose sur la sélection d'OPCVM monétaire de la zone Euro choisies pour la qualité des Etablissements gestionnaires, la régularité et la qualité de leur performance.  
Ces parts ou actions d'OPCVM seront conformes à la directive, français ou européens.

- **Profil de risque :**

Votre portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.  
L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué.

**Risque de taux :**

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

**Risque de crédit :**

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

**Risque de perte en capital :**

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

- **Durée de placement recommandée :** moins de 3 mois

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

- **Composition du fonds :**

100% d'instruments monétaires

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêt à court terme pour exposer le portefeuille. Ces contrats peuvent également servir à diminuer l'exposition au risque de taux dans un contexte d'anticipation de hausse des taux.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution : Monétaire  
Obligataire zone européenne

- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) :**  
vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme.
- **Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM :**

Ce fonds pourra être investi à plus de 50% en OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le FCPE est investi.

Les fonds sous jacents dans lesquels le FCPE pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF, pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif)

- FCPE REGARD MONETAIRE

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE ; leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut.

- **Zone géographique prépondérante :** Zone Europe
- **Indicateurs du marché monétaire :** EONIA

#### **Fonctionnement du fonds :**

---

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Les valeurs liquidatives sont publiées :

Sur Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique épargne salariale)

- **La composition de l'actif du fonds est publiée chaque semestre :**

Tout porteur de parts qui en fait la demande, peut recevoir le rapport annuel.

- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**

Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

**Modalités de souscription et de rachat :**

*La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise*

<b>Apports et retraits :</b>	en numéraire
<b>Mode d'exécution :</b>	prochaine valeur liquidative
<b>Commission de souscription à l'entrée :</b>	0,75% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise
<b>Commission de rachat à la sortie :</b>	néant
<b>Commission d'arbitrage</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion à la charge de l'entreprise (en % de l'actif net) :</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion à la charge du fonds (en % de l'actif net) :</b>	0,60% l'an TTC
<b>Commission de surperformance :</b>	néant
<b>Commission de mouvement :</b>	néant
<b>Frais de gestion indirects :</b>	
<b>Commission de gestion indirecte :</b>	0,24 % maximum l'an TTC à la charge du fonds
<b>Commission de souscription indirecte :</b>	néant
<b>Commission de rachat indirecte :</b>	néant
<b>Affectation des revenus du fonds</b>	Capitalisation dans le fonds
<b>Frais de tenue de compte conservation :</b>	- à la charge de l'entreprise par principe - à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite.
<b>Délai d'indisponibilité :</b>	5 ans pour les Plans d'épargne et accords de participation, date de départ en retraite pour le PERCO-BTP.
<b>Disponibilité des parts :</b>	Les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'Accord national instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.
<b>Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :</b>	Adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP PREVOYANCE. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
<b>Valeur de la part à la constitution du compartiment</b>	10,00 €



**Nom et adresse des intervenants :**

---

<b>Société de gestion</b>	PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
<b>Dépositaire</b>	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l'Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - CABINET SELLAM, 49-53 Champs Elysées – 75008 PARIS
<b>Teneur de compte – conservateur des parts</b>	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

**Ce FCPE a été agréé par la Commission des Opérations de Bourse, le 11 avril 2003**

Dernière mise à jour de la notice de ce fonds et agrément par l'AMF : 19/05/2011

Dernière mise à jour de la notice non soumise à agrément : 18 mai 2009.

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de l'entreprise un exemplaire du rapport de gestion. Le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

**Pour s'informer sur ce fonds**

---

Site Internet: [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale)

## NOTICE D'INFORMATION

---

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE :  
**BTP Epargne Obligataire**

**Code AMF : FCE20030061**

Compartiment :            oui    ☐            non    ☒

Nourricier            :            oui    ☐            non    ☒

*Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.*

*La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE dans les cas prévus par ce dernier. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.*

***L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement. Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.***

***Le FCPE BTP Epargne Obligataire est : un Fonds multi entreprises***

---

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

### ***Créé pour l'application :***

---

- de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.
- des accords mis en place en application des articles L. 441-1 à L. 444-7 du Code du travail

Il est réservé aux bénéficiaires de l'Accord ci-dessus mentionné et des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

### ***Le Conseil de Surveillance du fonds :***

---

Un Conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'Accord cadre mentionné ci-dessus, composé de vingt membres, est institué. Il est composé à parité de dix membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les Organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au Conseil de Surveillance.

## **Orientation de gestion du fonds :**

---

**Le fonds « BTP Epargne Obligataire » est classé dans la catégorie « FCPE obligations et autres titres de créances libellés en euro »**

Le FCPE est en permanence exposé sur un ou plusieurs marchés de taux de pays de la zone euro. L'exposition au risque action, ne doit pas excéder 10% de l'actif net. L'exposition au risque de change ou de marchés autres que ceux de la zone euro doit rester accessoire.

- **Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion consiste à obtenir une performance comparable à celle de l'indice de référence, l'EuroMTS 5-7 ans, minorée des frais de gestion est d'assurer ainsi à moyen terme une progression de la valeur liquidative supérieure à celle du marché monétaire.

- **Indice de référence :**

L'indice de référence est l'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS. Cet indice reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 7 et 10 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce FCPE est une gestion active. La stratégie d'investissement est la combinaison de choix en matière de duration du portefeuille, de positionnement sur la courbe des rendements obligataire, et dans une moindre mesure dans la sélection d'obligations émises par des émetteurs privés dont la notation fera partie de la catégorie titres d'investissement, ainsi que par la sélection d'obligations convertibles.

- **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué puisque le FCPE n'intègre pas de garantie en capital.

- **Risque taux d'intérêts :**

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

- **Risque de crédit :**

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

- **Risque de perte en capital :**

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

- **Durée de placement recommandée : 1 an**

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

- **Composition du fonds :**

Les obligations privées représenteront au maximum 1/3 de l'encours obligataire du FCPE.

Les obligations convertibles représenteront au maximum 10% de l'encours.

Ces parts ou actions d'OPCVM seront conformes à la directive, français ou européens.

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution : Obligataire zone euro

- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) :**  
vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme.
- **Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM :**

Investissement au moins à 50% en OPCVM

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le FCPE est investi.

Les fonds sous jacents dans lesquels le FCPE pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF, pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif)

- FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME
- FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME
- FCP REGARD OBLIGATIONS
- FCPE REGARD MONETAIRE

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE ; leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut.

- **Zone géographique prépondérante :** Zone Europe

#### ***Fonctionnement du fonds :***

---

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Les valeurs liquidatives sont publiées :

Sur Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique épargne salariale)

- **La composition de l'actif du fonds est publiée chaque semestre :**

Tout porteur de parts qui en fait la demande, peut recevoir le rapport annuel.

- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**

Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

**Modalités de souscription et de rachat :**

*La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise*

<b>Apports et retraits :</b>	en numéraire
<b>Mode d'exécution :</b>	prochaine valeur liquidative
<b>Commission de souscription à l'entrée :</b>	1% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise
<b>Commission de rachat à la sortie :</b>	néant
<b>Commission d'arbitrage</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion à la charge de l'entreprise (en % de l'actif net) :</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion à la charge du fonds (en % de l'actif net) :</b>	1,20% l'an TTC
<b>Commission de surperformance :</b>	néant
<b>Commission de mouvement :</b>	néant
<b>Frais de gestion indirects :</b>	
<b>Commission de gestion indirecte :</b>	0,24 % maximum l'an TTC à la charge du fonds
<b>Commission de souscription indirecte :</b>	néant
<b>Commission de rachat indirecte :</b>	néant
<b>Affectation des revenus du fonds</b>	Capitalisation dans le fonds
<b>Frais de tenue de compte conservation :</b>	- à la charge de l'entreprise par principe - à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite.
<b>Délai d'indisponibilité :</b>	5 ans pour les Plans d'épargne et accords de participation, date de départ en retraite pour le PERCO-BTP.
<b>Disponibilité des parts :</b>	Les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'Accord national instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.
<b>Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :</b>	Adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP PREVOYANCE. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
<b>Valeur de la part à la constitution du compartiment</b>	10,00 €

**Nom et adresse des intervenants :**

---

<b>Société de gestion</b>	PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
<b>Dépositaire</b>	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l'Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - CABINET SELLAM, 49-53 Champs Elysées – 75008 PARIS
<b>Teneur de compte – conservateur des parts</b>	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

**Ce FCPE a été agréé par la Commission des Opérations de Bourse, le 11 avril 2003 par la COB**

Dernière mise à jour de la notice de ce fonds et agrément par l'AMF : 19/05/2011

Dernière mise à jour de la notice non soumise à agrément : 18 mai 2009.

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de l'entreprise un exemplaire du rapport de gestion. Le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

**Pour s'informer sur ce fonds**

---

Site Internet: [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale)

## NOTICE D'INFORMATION

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE :

### **BTP Epargne Actions**

**Code AMF : FCE20030057**

Compartiment :                      oui      ☐      non      ☒  
Nourricier :                      oui      ☐      non      ☒

*Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.*

*La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE dans les cas prévus par ce dernier. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.*

***L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement. Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.***

**Le FCPE BTP Epargne Actions est :** un Fonds multi entreprises

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

#### **Créé pour l'application :**

- de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.
- des accords mis en place en application des articles L. 441-1 à L. 444-7 du Code du travail

Il est réservé aux bénéficiaires de l'Accord ci-dessus mentionné et des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

#### **Le Conseil de Surveillance du fonds :**

Un Conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'Accord cadre mentionné ci-dessus, composé de vingt membres, est institué. Il est composé à parité de dix membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les Organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au Conseil de Surveillance.

**Le fonds « BTP Epargne Actions » est classé dans la catégorie « FCPE actions de pays de la Communauté Européenne »**

A ce titre, le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 60% au moins sur un ou plusieurs marchés des actions émises dans un ou plusieurs pays de la communauté européenne, dont éventuellement, les marchés de la zone euro.

L'exposition au risque de change, pour des devises autres que celles de la zone euro ou de la communauté européenne, doit rester accessoire.

L'exposition au risque de marché, autres que ceux de la communauté européenne doit rester accessoire.

- **Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle de l'indice de référence, le Dow Jones Stoxx50.

**Indice de référence :**

L'indice de référence est le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis. Publié par la société Stoxx Ltd. Cet indice reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce FCPE est une gestion de type actif qui combine deux approches : une première utilisant les fondamentaux macroéconomiques par zone ou par pays (taux de chômage, niveau d'inflation, croissance du PIB, taux d'intérêts), et une seconde se focalisant sur les qualités intrinsèques d'une société et de sa valorisation. De plus le portefeuille sera essentiellement investi sur des valeurs appartenant à l'univers du DJStoxx200 répondant à des critères socialement responsables et ce sur l'ensemble des marchés européens au delà de la zone euro, définis au sein de la Société de Gestion

- **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le FCPE n'intègre pas de garantie en capital.

**Risque actions :**

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 100% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la hausse comme à la baisse de ces actifs.

**Risque de change :**

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro, notamment de par ses investissements en Europe hors zone Euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Les valeurs cotées au Royaume-Uni et en Suisse en monnaie locale sont assujetties à leur parité contre l'Euro et donc susceptibles d'influer sur le comportement de la valeur liquidative du FCPE.

**Risque taux d'intérêts :**

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

**Risque de crédit :**

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.



**Risque de perte en capital :**

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

- **Durée de placement recommandée :** 5 ans

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

- **Composition du fonds :**

L'exposition minimale au risque actions est de 75% de l'actif, 25% pouvant être consacré à des investissements en produits de taux.

Les obligations convertibles pourront représenter au maximum 10% de l'encours du FCPE à titre de diversification.

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution : Obligataire zone euro  
Actions européennes

- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) :** vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme.
- **Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM :**

Investissement au moins à 50% en OPCVM (*Classification : actions européennes et actions internationales*)  
La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le FCPE est investi.

Les fonds sous jacents dans lesquels le FCPE pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF, pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif) :

- FCP REGARD ACTIONS DEVELOPPEMENT DURABLE

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE ; leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut.

- **Zone géographique prépondérante :** Zone Europe

**Fonctionnement du fonds :**

---

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Les valeurs liquidatives sont publiées :

Sur Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique épargne salariale)

- **La composition de l'actif du fonds est publiée chaque semestre :**

Tout porteur de parts qui en fait la demande, peut recevoir le rapport annuel.

- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**

Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

**Modalités de souscription et de rachat :**

*La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise*

<b>Apports et retraits :</b>	en numéraire
<b>Mode d'exécution :</b>	prochaine valeur liquidative
<b>Commission de souscription à l'entrée :</b>	2% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise
<b>Commission de rachat à la sortie :</b>	néant
<b>Commission d'arbitrage</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion à la charge de l'entreprise (en % de l'actif net) :</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion à la charge du fonds (en % de l'actif net) :</b>	1,79% l'an TTC
<b>Commission de surperformance :</b>	néant
<b>Commission de mouvement :</b>	néant
<b>Frais de gestion indirects :</b>	
<b>Commission de gestion indirecte :</b>	0,24 % maximum l'an TTC à la charge du fonds
<b>Commission de souscription indirecte :</b>	néant
<b>Commission de rachat indirecte :</b>	néant
<b>Affectation des revenus du fonds</b>	Capitalisation dans le fonds
<b>Frais de tenue de compte conservation :</b>	- à la charge de l'entreprise par principe - à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite.
<b>Délai d'indisponibilité :</b>	5 ans pour les Plans d'épargne et accords de participation, date de départ en retraite pour le PERCO-BTP.
<b>Disponibilité des parts :</b>	Les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'Accord national instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.
<b>Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :</b>	Adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP PREVOYANCE. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
<b>Valeur de la part à la constitution du compartiment</b>	10,00 €

**Nom et adresse des intervenants :**

---

<b>Société de gestion</b>	PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
<b>Dépositaire</b>	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l'Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - CABINET SELLAM, 49-53 Champs Elysées – 75008 PARIS
<b>Teneur de compte – conservateur des parts</b>	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

**Ce FCPE a été agréé par la Commission des Opérations de Bourse, le 11 avril 2003 par la COB**

Dernière mise à jour de la notice de ce fonds et agrément par l'AMF : 19/05/2011

Dernière mise à jour de la notice non soumise à agrément : 18 mai 2009.

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de l'entreprise un exemplaire du rapport de gestion. Le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

**Pour s'informer sur ce fonds**

---

Site Internet: [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale)

## NOTICE D'INFORMATION

---

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE :  
**BTP Epargne Prudent**

**Code AMF : FCE20030056**

Compartiment :            oui    ☐            non    ☒  
Nourricier                :            oui    ☐            non    ☒

*Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.*

*La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE dans les cas prévus par ce dernier. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.*

***L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement. Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.***

**Le FCPE BTP Epargne Prudent est : un Fonds multi entreprises**

---

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

### **Créé pour l'application :**

---

- de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.
- des accords mis en place en application des articles L. 441-1 à L. 444-7 du Code du travail

Il est réservé aux bénéficiaires de l'Accord ci-dessus mentionné et des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

### **Le Conseil de Surveillance du fonds :**

---

Un Conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'Accord cadre mentionné ci-dessus, composé de vingt membres, est institué. Il est composé à parité de dix membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les Organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au Conseil de Surveillance.

### **Orientation de gestion du fonds :**

---

**Le fonds « BTP Epargne Prudent » est classé dans la catégorie « FCPE diversifié »**

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

- **Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 10% de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 90% de l'indice EuroMTS 5-7 ans.

- **Indicateurs de références :**

Le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société Stoxx Ltd. reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

L'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 7 et 10 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliard d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce FCPE est une gestion active à très forte dominante obligations. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre obligations et actions du FCPE.

- **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

**Risque lié à la gestion discrétionnaire :**

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le FCPE n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque dominant est celui résultant de l'investissement sur les marchés obligataires, mais l'exposition au risque actions sera également un des composantes du profil.

**Risque actions :**

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 20% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la hausse comme à la baisse de ces actifs.

**Risque taux d'intérêts :**

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

**Risque de crédit :**

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

**Risque de perte en capital :**

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le

FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

- **Durée de placement minimum conseillée 2 ans**

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

- **Composition de l'OPCVM**

La part des produits de taux peut évoluer entre 80% minimum et 100% maximum

La part consacrée aux actions peut être au maximum de 20% sans minimum.

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investi sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution : Obligataire zone euro  
Actions européennes

- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) :**  
vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme.

- **Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM :**

Investissement au moins à 50% en OPCVM.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le FCPE est investi.

Les fonds sous jacents dans lesquels le FCPE pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF, pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif)

- FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME
- FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME
- FCP REGARD OBLIGATIONS
- FCPE REGARD MONETAIRE

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE ; leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut.

- **Zone géographique prépondérante :** Zone Europe

### **Fonctionnement du fonds :**

---

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Les valeurs liquidatives sont publiées :

Sur Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique épargne salariale)

- **La composition de l'actif du fonds est publiée chaque semestre :**

Tout porteur de parts qui en fait la demande, peut recevoir le rapport annuel.

- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**

Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

**Modalités de souscription et de rachat :**

<i>La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise</i>
--

<b>Apports et retraits :</b>	en numéraire
<b>Mode d'exécution :</b>	prochaine valeur liquidative
<b>Commission de souscription à l'entrée :</b>	1% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise
<b>Commission de rachat à la sortie :</b>	néant
<b>Commission d'arbitrage</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion à la charge de l'entreprise (en % de l'actif net) :</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion à la charge du fonds (en % de l'actif net) :</b>	1,20% l'an TTC
<b>Commission de surperformance :</b>	néant
<b>Commission de mouvement :</b>	néant
<b>Frais de gestion indirects :</b>	
<b>Commission de gestion indirecte :</b>	0,24 % maximum l'an TTC à la charge du fonds
<b>Commission de souscription indirecte :</b>	néant
<b>Commission de rachat indirecte :</b>	néant
<b>Affectation des revenus du fonds</b>	Capitalisation dans le fonds
<b>Frais de tenue de compte conservation :</b>	- à la charge de l'entreprise par principe - à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite.
<b>Délai d'indisponibilité :</b>	5 ans pour les Plans d'épargne et accords de participation, date de départ en retraite pour le PERCO-BTP.
<b>Disponibilité des parts :</b>	Les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'Accord national instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.
<b>Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :</b>	Adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP PREVOYANCE. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
<b>Valeur de la part à la constitution du compartiment</b>	10,00 €

**Nom et adresse des intervenants :**

---

<b>Société de gestion</b>	PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
<b>Dépositaire</b>	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l'Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - CABINET SELLAM, 49-53 Champs Elysées – 75008 PARIS
<b>Teneur de compte – conservateur des parts</b>	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

**Ce FCPE a été agréé par la Commission des Opérations de Bourse, le 11 avril 2003 par la COB**

Dernière mise à jour de la notice de ce fonds et agrément par l'AMF : 19/05/2011

Dernière mise à jour de la notice non soumise à agrément : 18 mai 2009.

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de l'entreprise un exemplaire du rapport de gestion. Le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

**Pour s'informer sur ce fonds**

---

Site Internet: [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale)



## NOTICE D'INFORMATION

---

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE :

### **BTP Epargne équilibre**

**Code AMF : FCE20030058**

Compartiment :            oui    ☐            non    ☒

Nourricier :            oui    ☐            non    ☒

*Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.*

*La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE dans les cas prévus par ce dernier. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.*

***L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.***

***Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.***

***Le FCPE BTP Epargne Equilibre est : un Fonds multi entreprises***

---

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

#### ***Créé pour l'application :***

---

- de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.
- des accords mis en place en application des articles L. 441-1 à L. 444-7 du Code du travail

Il est réservé aux bénéficiaires de l'Accord ci-dessus mentionné et des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

#### ***Le Conseil de Surveillance du fonds :***

---

Un Conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'Accord cadre mentionné ci-dessus, composé de vingt membres, est institué. Il est composé à parité de dix membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les Organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au Conseil de Surveillance.

**Le fonds « BTP Epargne Equilibre » est classé dans la catégorie « FCPE diversifié »**

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

- **Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 35% de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 65% de l'indice EuroMTS 5-7 ans.

**Indice de référence :**

Le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société Stoxx Ltd. reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

L'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 7 et 10 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliard d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce FCPE est une gestion active à dominante obligations. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre obligations et actions du FCPE.

- **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

**Risque lié à la gestion discrétionnaire :**

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le FCPE n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque est relativement équilibré entre la partie actions et obligations, mais l'exposition sera principalement centrée sur les marchés de taux d'intérêts.

**Risque actions :**

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 50% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la hausse comme à la baisse de ces actifs.

**Risque taux d'intérêts :**

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

- **Durée de placement recommandée : 5 ans**

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

- **Composition du fonds :**

La part des produits de taux peut évoluer entre 50% minimum et 80% maximum

La part consacrée aux actions peut évoluer entre 20% minimum et 50% maximum.

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investi sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution : Obligataire zone euro  
Actions européennes

- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) :** vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme.

- **Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM :**

Investissement au moins à 50% en OPCVM

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le FCPE est investi.

Les fonds sous jacents dans lesquels le FCPE pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF, pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif)

- FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME
- FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME
- FCP REGARD OBLIGATIONS
- FCPE REGARD MONETAIRE

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE ; leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut.

- **Zone géographique prépondérante :** Zone Europe

### **Fonctionnement du fonds :**

---

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Les valeurs liquidatives sont publiées :

Sur Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique épargne salariale)

- **La composition de l'actif du fonds est publiée chaque semestre :**

Tout porteur de parts qui en fait la demande, peut recevoir le rapport annuel.

- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**

Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

**Modalités de souscription et de rachat :**

<i>La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise</i>
--

<b>Apports et retraits :</b>	en numéraire
<b>Mode d'exécution :</b>	prochaine valeur liquidative
<b>Commission de souscription à l'entrée :</b>	1,50% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise
<b>Commission de rachat à la sortie :</b>	néant
<b>Commission d'arbitrage</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion à la charge de l'entreprise (en % de l'actif net) :</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion à la charge du fonds (en % de l'actif net) :</b>	1,50% l'an TTC
<b>Commission de surperformance :</b>	néant
<b>Commission de mouvement :</b>	néant
<b>Frais de gestion indirects :</b>	
<b>Commission de gestion indirecte :</b>	0,24 % maximum l'an TTC à la charge du fonds
<b>Commission de souscription indirecte :</b>	néant
<b>Commission de rachat indirecte :</b>	néant
<b>Affectation des revenus du fonds</b>	Capitalisation dans le fonds
<b>Frais de tenue de compte conservation :</b>	- à la charge de l'entreprise par principe - à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite.
<b>Délai d'indisponibilité :</b>	5 ans pour les Plans d'épargne et accords de participation, date de départ en retraite pour le PERCO-BTP.
<b>Disponibilité des parts :</b>	Les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'Accord national instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.
<b>Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :</b>	Adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP PREVOYANCE. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
<b>Valeur de la part à la constitution du compartiment</b>	10,00 €

**Nom et adresse des intervenants :**

---

<b>Société de gestion</b>	PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
<b>Dépositaire</b>	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l'Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - CABINET SELLAM, 49-53 Champs Elysées – 75008 PARIS
<b>Teneur de compte – conservateur des parts</b>	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

**Ce FCPE a été agréé par la Commission des Opérations de Bourse, le 11 avril 2003**

Dernière mise à jour de la notice de ce fonds et agrément par l'AMF : 19 mai 2011

Dernière mise à jour de la notice non soumise à agrément : 18 mai 2009.

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de l'entreprise un exemplaire du rapport de gestion. Le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

**Pour s'informer sur ce fonds**

---

Site Internet: [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale)

## NOTICE D'INFORMATION

---

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE :  
**BTP Epargne dynamique**

**Code AMF : FCE20030059**

Compartiment :        oui        ☐        non        ☒  
Nourricier :        oui        ☐        non        ☒

*Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.*

*La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE dans les cas prévus par ce dernier. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.*

***L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.***

***Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.***

***Le FCPE BTP Epargne Dynamique est : un Fonds multi entreprises***

---

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

***Créé pour l'application :***

---

- de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.
- des accords mis en place en application des articles L. 441-1 à L. 444-7 du Code du travail

Il est réservé aux bénéficiaires de l'Accord ci-dessus mentionné et des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

***Le Conseil de Surveillance du fonds :***

---

Un Conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'Accord cadre mentionné ci-dessus, composé de vingt membres, est institué. Il est composé à parité de dix membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de

dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les Organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au Conseil de Surveillance.

#### ***Orientation de gestion du fonds :***

---

#### **Le fonds « BTP Epargne Dynamique » est classé dans la catégorie « FCPE diversifié »**

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

- **Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 60% de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 40% de l'indice EuroMTS 5-7 ans.

- **Indice de référence :**

Le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société Stoxx Ltd. Reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

L'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 7 et 10 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliard d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce FCPE est une gestion active à dominante actions. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre actions et obligations du FCPE.

- **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

#### ***Risque lié à la gestion discrétionnaire :***

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants
---

L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le FCPE n'intègre pas de garantie en capital.

#### **Risque actions :**

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 70% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la hausse comme à la baisse de ces actifs.

#### **Risque taux d'intérêts :**

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

#### **Risque de crédit :**

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

**Risque de perte en capital :**

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

- **Durée de placement recommandée :** 5 ans

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

- **Composition du fonds :**

Ce fonds est majoritairement investi sur des actions européennes.

La part actions peut évoluer entre 50% minimum et 70% maximum de l'encours du FCPE.

La part des produits de taux peut évoluer entre 30% minimum et 50% maximum.

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investi sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution : Obligataire zone euro  
Actions européennes

- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) :**  
vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme.
- **Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM :**

Investissement au moins à 50% en OPCVM

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le FCPE est investi.

Les fonds sous jacents dans lesquels le FCPE pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF, pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif)

- FCP REGARD ACTIONS DEVELOPPEMENT DURABLE

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE ; leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut.

- **Zone géographique prépondérante :** Zone Europe

**Fonctionnement du fonds :**

---

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Les valeurs liquidatives sont publiées :

Sur Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique épargne salariale)



- **La composition de l'actif du fonds est publiée chaque semestre :**  
Tout porteur de parts qui en fait la demande, peut recevoir le rapport annuel.

- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**  
Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

**Modalités de souscription et de rachat :**

<i>La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise</i>
--

<b>Apports et retraits :</b>	en numéraire
<b>Mode d'exécution :</b>	prochaine valeur liquidative
<b>Commission de souscription à l'entrée :</b>	2% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise
<b>Commission de rachat à la sortie :</b>	néant
<b>Commission d'arbitrage</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion à la charge de l'entreprise (en % de l'actif net) :</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion à la charge du fonds (en % de l'actif net) :</b>	1,79% l'an TTC
<b>Commission de surperformance :</b>	néant
<b>Commission de mouvement :</b>	néant
<b>Frais de gestion indirects :</b>	
<b>Commission de gestion indirecte :</b>	0,24 % maximum l'an TTC à la charge du fonds
<b>Commission de souscription indirecte :</b>	comprise entre 0% et 0,25% l'an TTC maximum des montants souscrits, selon l'OPCVM à vocation générale sous jacent
<b>Commission de rachat indirecte :</b>	comprise entre 0% et 0,25% l'an TTC maximum des montants rachetés, selon l'OPCVM à vocation générale sous jacent
<b>Affectation des revenus du fonds</b>	Capitalisation dans le fonds
<b>Frais de tenue de compte conservation :</b>	- à la charge de l'entreprise par principe - à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite.
<b>Délai d'indisponibilité :</b>	5 ans pour les Plans d'épargne et accords de participation, date de départ en retraite pour le PERCO-BTP.

<b>Disponibilité des parts :</b>	PERCO-BTP. Les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'Accord national instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.
<b>Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :</b>	Adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP PREVOYANCE. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
<b>Valeur de la part à la constitution du compartiment</b>	10,00 €

**Nom et adresse des intervenants :**

---

<b>Société de gestion</b>	PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
<b>Dépositaire</b>	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l'Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - CABINET SELLAM, 49-53 Champs Elysées – 75008 PARIS
<b>Teneur de compte – conservateur des parts</b>	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

**Ce FCPE a été agréé par la Commission des Opérations de Bourse, le 11 avril 2003 par la COB**

Dernière mise à jour de la notice de ce fonds et agrément par l'AMF : 19/05/2011

Dernière mise à jour de la notice non soumise à agrément : 18 mai 2009.

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de l'entreprise un exemplaire du rapport de gestion. Le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

**Pour s'informer sur ce fonds**

---

Site Internet: [www.probtbp.com](http://www.probtbp.com) (rubrique Epargne Salariale)

## NOTICE D'INFORMATION

---

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE :  
**BTP Epargne et solidarité**

**Code AMF : FCE20030172**

Compartiment :            oui    ☒            non    ☐  
Nourricier            :            oui    ☐            non    ☒

*Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.*

*La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE dans les cas prévus par ce dernier. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.*

***L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement. Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.***

***Le FCPE BTP Epargne et Solidarité est : un Fonds multi entreprises***

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

### ***Créé pour l'application :***

---

- de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.
- des accords mis en place en application des articles L. 3311-1 à L. 3335-2 du Code du travail

Il est réservé aux bénéficiaires de l'Accord ci-dessus mentionné et des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

### ***Le Conseil de Surveillance du fonds :***

---

Un Conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'Accord cadre mentionné ci-dessus, composé de vingt membres, est institué. Il est composé à parité de dix membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les Organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au Conseil de Surveillance.

### ***Orientation de gestion du fonds :***

---

**Le fonds « BTP Epargne et Solidarité » est classé dans la catégorie « FCPE diversifié »**

- **Objectif de gestion du fonds « BTP Epargne et Solidarité » :**

Le FCPE BTP Epargne et solidarité est un fonds nourricier de la SICAV « CHOIX SOLIDAIRE », également classée dans la catégorie « diversifié ».

A ce titre, le FCPE investit en permanence 98 à 100% de son actif en actions de la SICAV maître « Choix solidaire ». Le solde de 2%, au maximum, sera investi en liquidités.

L'objectif de gestion de ce fonds consiste à offrir une performance aussi proche que possible de celle de la SICAV maître « Choix solidaire », le fonds détenant de 98 à 100% d'actions de cette dernière. La performance du fonds pourra être différente de celle de la SICAV maître, en raison notamment des frais de gestion propres au nourricier.

Le FCPE aura pour vocation de contribuer au financement d'entreprises solidaires agréées en application de l'article L. 3332-16 du Code du Travail, au travers de la SICAV maître « Choix solidaire ».

***Orientation de gestion de l'OPCVM maître***

La SICAV maître « Choix solidaire », classé dans la catégorie « OPCVM diversifié ».

***Orientation des placements de l'OPCVM maître :***

La SICAV a pour objectif de battre son indicateur de référence (75% Eonia + 25% DJ Eurostoxx 50) par une allocation diversifiée en actions et produits de taux sélectionnés en considération de critères éthiques.

***Indicateur de référence***

L'indicateur de référence attaché à la gestion de la SICAV est un indice composite constitué de :

- 75% EONIA OIS
- 25 % DJ Eurostoxx 50

Etant précisé que :

L'indice EONIA correspond à la moyenne des taux au jour le jour de la zone euro. Il est calculé par la Banque Centrale Européenne et représente le taux sans risque de la zone euro.

L'indice DJ Euro Stoxx (dividendes réinvestis) est représentatif du marché relatif aux plus grandes capitalisations de la zone euro. Il est calculé par la société de droit suisse STOXX.

***Stratégie d'investissement de l'OPCVM maître***

La SICAV est investie de manière très diversifiée en actions et obligations internationales (y compris françaises) négociées sur les principales places boursières des pays membres de l'OCDE et situés en Europe continentale. Les produits de taux, investis en direct ou via des parts ou actions d'OPCVM, représentent au minimum 65 % du portefeuille. Les titres éligibles peuvent indifféremment être représentatifs de dettes publiques (Etats et collectivités locales) comme de dettes privées. Dans ce cas, les émissions non notées ou ayant une note inférieure à « BBB - » ne sont pas éligibles à l'actif de la SICAV. Les investissements en actions ne peuvent représenter plus de 35 % du portefeuille. Ils portent soit sur des actions cotées (grandes et moyennes capitalisations boursières), soit sur des actions non cotées d'émetteurs solidaires.

Tous les investissements en portefeuille résultent d'un processus de sélection des émetteurs privés dénommé « filtre éthique », qui s'appuie sur l'approche développée par l'agence de notation extra-financière française VIGEO. Au-delà du filtre, la gestion du portefeuille est réalisée de manière discrétionnaire.

Au sein de la SICAV CHOIX SOLIDAIRE, la priorité est donnée aux émetteurs particulièrement respectueux de la gestion des ressources humaines, de l'environnement et des relations clients/fournisseurs.

La SICAV a pour particularité de contribuer à la dotation en moyens financiers de personnes morales françaises ou européennes non cotées ayant la qualité d'acteur solidaire. Il peut s'agir notamment d'organismes distribuant du micro-crédit, d'entreprises qui privilégient la réinsertion de personnes handicapées ou en situation de grande exclusion, ou encore de maisons de retraites à but non lucratif. Ces investissements solidaires représentent en permanence entre 5 % et 10 % du portefeuille ; la part des émetteurs français représente quant à elle au moins 5 % de l'encours de la SICAV.

L'OPCVM peut également intervenir sur des instruments financiers à terme (notamment opérations d'échange de devises). Le gérant peut prendre des positions en couverture dans la limite de 100 % de l'actif au maximum. Ces interventions sont destinées à faire face au risque de taux en couverture, au risque actions dans les zones géographiques où le portefeuille est exposé et au risque de change en couverture.

Pour la gestion de sa trésorerie, la SICAV aura recours à des dépôts, des emprunts d'espèces, des opérations

d'acquisition et de cession temporaire de titres, et des parts et actions d'OPCVM français, coordonnés ou non, classés dans les catégories « Monétaires euro » et « Obligations et autres TCN libellés en euro », gérés ou promus par ECOFI INVESTISSEMENTS.

**Profil de risque de l'OPCVM maître**

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

**Risques significatifs :**

**Risque de taux**

Risque d'une baisse de la valeur des obligations, et donc du portefeuille, provoquée par une augmentation des taux d'intérêt.

**Risque actions**

Risque d'une baisse de la valeur du portefeuille en raison de la détérioration des marchés actions.

**Risque de perte de capital**

L'OPCVM ne bénéficie d'aucune garantie, ni protection. Il se peut donc que le capital investi ne soit pas intégralement recouvré lors du rachat.

**Risques accessoires :**

**Risque de liquidité :**

Risque de ne pouvoir obtenir à brefs délais le rachat des instruments figurant en portefeuille, soit parce que ces instruments sont négociés sur un marché peu actif, soit parce qu'ils ne sont pas cotés. Les titres émis par les acteurs du monde solidaire se caractérisent généralement par leur faible liquidité.

**Risque de change :**

Impact des variations des taux de change entre l'euro (devise dans laquelle l'OPCVM valorise ses actifs) et les monnaies étrangères utilisées.

Pour plus de détails sur les risques, il convient de se reporter aux mentions contenues dans la note détaillée de l'OPCVM.

- **Durée de placement recommandée** : supérieure à deux ans

Cette durée minimale de placement recommandée ne tient pas compte de la durée de blocage de votre épargne

Marchés d'évolution : Obligataire zone euro  
Actions européennes  
Monétaire euro

- **Zone géographique prépondérante** : Zone Europe

## **Fonctionnement du fonds :**

---

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Les valeurs liquidatives sont publiées :

Sur Internet : [www.probtbp.com](http://www.probtbp.com) (rubrique épargne salariale)

- **La composition de l'actif du fonds est publiée chaque semestre :**

Tout porteur de parts qui en fait la demande, peut recevoir le rapport annuel.

- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**

Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

**Modalités de souscription et de rachat :**

*La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise*

<b>Apports et retraits :</b>	en numéraire
<b>Mode d'exécution :</b>	prochaine valeur liquidative
<b>Commission de souscription à l'entrée :</b>	2% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise
<b>Commission de rachat à la sortie :</b>	néant
<b>Commission d'arbitrage</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion à la charge de l'entreprise (en % de l'actif net) :</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion à la charge du fonds (en % de l'actif net) :</b>	0,24% l'an TTC
<b>Commission de surperformance :</b>	néant
<b>Commission de mouvement :</b>	néant
<b>Frais de gestion indirects :</b>	
<b>Commission de gestion indirecte :</b>	0,90 % maximum l'an TTC à la charge du fonds
<b>Commission de souscription indirecte :</b>	1% maximum l'an TTC à la charge du fonds
<b>Commission de rachat indirecte :</b>	néant
<b>Affectation des revenus du fonds</b>	Capitalisation dans le fonds
<b>Frais de tenue de compte conservation :</b>	- à la charge de l'entreprise par principe - à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite.
<b>Délai d'indisponibilité :</b>	5 ans pour les Plans d'épargne et accords de participation, date de départ en retraite pour le PERCO-BTP.
<b>Disponibilité des parts :</b>	Les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'Accord national instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.
<b>Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :</b>	Adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP PREVOYANCE. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
<b>Valeur de la part à la constitution du compartiment</b>	10,00 €

**Nom et adresse des intervenants :**

---

<b>Société de gestion</b>	PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
<b>Dépositaire</b>	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l'Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - CABINET SELLAM, 49-53 Champs Elysées – 75008 PARIS
<b>Teneur de compte – conservateur des parts</b>	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Ce FCPE a été agréé par la Commission des Opérations de Bourse, le 22 août 2003  
Dernière mise à jour de la notice non soumise à agrément : 1<sup>er</sup> janvier 2010  
Dernière mise à jour de la notice de ce fonds et agrément par l'AMF : 19 mai 2011

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de l'entreprise un exemplaire du rapport de gestion. Le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

**Pour s'informer sur ce fonds**

---

Site Internet: [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale)



## NOTICE D'INFORMATION

---

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE :  
**BTP EPARGNE HORIZON**

**Code AMF : FCE20080065**

Compartiment :            oui    ☒            non    ☐

Nourricier :            oui    ☐            non    ☒

**Constitué de 6 compartiments** (les « Compartiments » ou le « Compartiment ») :

- a. **Compartiment « Horizon 2009-2011 »**
- b. **Compartiment « Horizon 2012-2014 »**
- c. **Compartiment « Horizon 2015-2017 »**
- d. **Compartiment « Horizon 2018-2020 »**
- e. **Compartiment « Horizon 2021-2023 »**
- f. **Compartiment « Horizon 2024-2026 »**

*Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.*

*La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des salariés et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.*

***L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.***

***Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.***

**Le FCPE BTP Epargne Horizon est : un Fonds multi entreprises**

---

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

**Créé pour l'application :**

---

- de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.
- des accords mis en place en application des articles L. 441-1 à L. 444-7 du Code du travail.

**Objet du fonds :**

---

Ce FCPE offre une gestion adaptée à la date présumée de départ à la retraite de chaque bénéficiaire. A ce titre, il est composé de 6 compartiments de 3 ans couvrant de une à 18 années d'horizon de placement. Chaque compartiment correspond ainsi à une échéance spécifique. Le souscripteur investit donc dans le Compartiment dont l'horizon est le plus proche de la date envisagée de son départ en retraite.

Tous les trois ans, le Compartiment dont l'échéance la plus proche sera arrivée à son terme sera fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire après accord du conseil de surveillance et agrément de l'AMF. Un nouveau Compartiment à horizon 16-18 ans sera parallèlement créé.

La part actions de chaque Compartiment a vocation à être progressivement réduite, en fonction des conditions de marché et de la durée restant à courir jusqu'à la date d'horizon fixée. Elle sera remplacée par des produits de taux (obligations et monétaire) en vue d'obtenir un actif investi entre 95% et 100% en produits de taux à l'horizon fixé par chaque Compartiment.

A ce titre, l'orientation de gestion, la stratégie d'investissement, le ou les indice(s) de référence, le profil rendement/risque de chaque Compartiment auront vocation à être modifiés dans le cadre de la désensibilisation envisagée ci-dessus, et ce par période triennale jusqu'à l'arrivée à échéance du Compartiment.

### **Stratégie globale de gestion du fonds**

---

La stratégie globale de gestion du fonds sera basée sur une technique de désensibilisation des avoirs des investisseurs, la part actions de chaque Compartiment ayant vocation à être progressivement réduite, en fonction des conditions de marché et de la durée restant à courir jusqu'à la date d'horizon fixée. Elle sera remplacée par des produits de taux (obligations et monétaire) en vue d'obtenir un actif investi entre 95% et 100% en produits de taux à l'horizon fixé par chaque Compartiment.

### **Le Conseil de Surveillance du fonds :**

---

Un Conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'Accord cadre mentionné ci-dessus est composé de vingt membres. Il est composé à parité de dix membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les Organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds et, le cas échéant, chaque Compartiment, dispose d'au moins un porteur de parts au Conseil de Surveillance.

### **Fonctionnement du fonds :**

---

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent. Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Site Internet : [www.gestionbtp.com](http://www.gestionbtp.com) ou [www.probtcp.com](http://www.probtcp.com) (rubrique épargne salariale)

- **La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre :**

Elle est tenue à la disposition des porteurs de parts par la société de gestion.

Un rapport annuel est par ailleurs tenu à la disposition de chaque porteur de parts sur le site Internet de la société de gestion jusqu'à la mise en ligne du rapport suivant.

- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**

Les souscriptions et rachats s'effectuent auprès de REGARDBTP par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

**Nom et adresse des intervenants :**

---

<b>Société de gestion</b>	PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
<b>Dépositaire</b>	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d’Antin - 75002 PARIS
<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l’Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 63 rue de Villiers - 92208 NEUILLY SUR SEINE CEDEX
<b>Teneur de compte – conservateur des parts</b>	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Ce FCPE a été agréé par l'Autorité des Marchés Financiers, le 4 mars 2008.

Dernière mise à jour de la notice et agrément par l'AMF : le 19 mai 2011.

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE. Il est à la disposition de chaque porteur de parts sur le site Internet de la société de gestion jusqu'à la mise en ligne du rapport suivant. Il est tenu à la disposition des porteurs de parts par l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

**Pour s'informer sur ce FCPE**

---

Site Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale)

## NOTICE D'INFORMATION

COMPARTIMENT :  
**HORIZON 2009-2011**

**Compartiment du FCPE BTP Epargne Horizon**  
**Code AMF : FCE20080066**

### **Objet du Compartiment :**

Ce Compartiment correspond à un horizon de placement spécifique allant de 1 à 3 ans.  
A ce titre, il offre une gestion adaptée aux bénéficiaires dont la date présumée de départ à la retraite se situe entre 2009 et 2011. Il aura vocation à être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2012 après accord du conseil de surveillance et agrément de l'AMF.

### **Nature du Compartiment :**

Le Compartiment est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

### **Orientation de gestion du Compartiment :**

**Le Compartiment « Horizon 2009-2011 » est classé dans la catégorie « Obligations et autres titres de créance libellés en euro »**

A ce titre, le Compartiment gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

#### **• Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion consiste à obtenir une performance comparable à celle de l'indice de référence, l'EuroMTS 1-3 ans annualisé, minorée des frais de gestion, et d'assurer à moyen terme une progression de la valeur liquidative supérieure à celle du marché monétaire.

L'indice de référence est l'EuroMTS 1-3 ans publié par la société EuroMTS. Cet indice reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 1 et 3 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

La fourchette de sensibilité aux taux d'intérêts à l'intérieur de laquelle le Compartiment est géré se situe entre 0,5 et 3.

Année	Allocation d'actif	
	Actions	Produits de taux
2009	10%	90%
2010	5%	95%
2011	0%	100%

Ce tableau illustre la technique de désensibilisation appliquée dans le cadre de la gestion de tous les compartiments du FCPE BTP EPARGNE HORIZON. Le gérant conserve une marge de souplesse par rapport aux pourcentages d'investissement qu'il présente dans les divers types d'actifs, dans le respect des limites pré définies dans rubrique « Composition » de chaque compartiment.

### **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce Compartiment est une gestion active. La stratégie d'investissement est la combinaison de choix en matière de duration du portefeuille, de positionnement sur la courbe des rendements obligataires, et dans une moindre mesure dans la sélection d'obligations émises par des émetteurs privés dont la notation fera partie de la catégorie titres d'investissement, ainsi que par la sélection d'obligations convertibles.

### **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

**Les facteurs de risque exposés ci-dessus ne sont pas limitatifs.**

*Avant de choisir la gestion pilotée proposée dans le cadre du fonds BTP EPARGNE HORIZON, nous attirons l'attention sur le fait qu'il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à un tel investissement et de forger sa propre opinion de manière indépendante en s'entourant, au besoin, de l'avis de tous les conseils spécialisés dans ces questions afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière.*

### **Risque de perte en capital :**

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le Compartiment. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

### **Risque lié à la gestion discrétionnaire :**

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligataires). Il existe un risque pour que le Compartiment ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

L'investisseur est averti que la performance du compartiment peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le Compartiment n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque dominant est celui résultant de l'investissement sur les marchés obligataires, mais l'exposition au risque actions sera également une des composantes du profil.

### **Risque de taux:**

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du Compartiment dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 100 % de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

### **Risque action :**

Le Compartiment peut être exposé au risque actions à hauteur de 10 % maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du Compartiment baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

**Risque de crédit :**

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le Compartiment et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du Compartiment.

- **Durée de placement recommandée :**

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs : soit notamment jusqu'à la date de départ à la retraite en ce qui concerne le placement dans le cadre du PERCO.

- **Composition du Compartiment :**

Le Compartiment sera investi :

- ▀ pour 90 % minimum et 100% maximum de l'actif net du Compartiment en produits de taux obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), monétaires et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs).
- ▀ pour 10 % maximum de l'actif net du Compartiment et sans minimum, en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital)

Les obligations privées représenteront au maximum 1/3 de l'encours obligataire du Compartiment.

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investi sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le Compartiment pourra être investi à plus de 50% et jusqu'à 100 % de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions des pays de la communauté européenne et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le Compartiment est investi.

Les fonds sous jacents pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif) et leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut :

- FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME (Obligations et autres TC libellés en euro / obligations Euro CT)
- FCP REGARD MONETAIRE

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE, ils correspondent aux fonds dans lesquels le compartiment pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF.

**Marché d'évolution :**

- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille : OUI**

Le Compartiment peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risque actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).

- **Zone géographique prépondérante : zone Euro**

**Fonctionnement du Compartiment :**

---

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent. Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Site Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique épargne salariale)

- **La composition de l'actif du Compartiment est publiée chaque semestre :**

Elle est tenue à la disposition des porteurs de parts par la société de gestion.

Un rapport annuel est par ailleurs tenu à la disposition de chaque porteur de parts sur le site Internet de la société de gestion jusqu'à la mise en ligne du rapport suivant.

- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**

Les souscriptions et rachats s'effectuent auprès de REGARDBTP par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

## **Modalités de souscription et de rachat :**

---

<b>Apports et retraits :</b>	en numéraire
<b>Mode d'exécution :</b>	prochaine valeur liquidative
<b>Commission de souscription à l'entrée :</b>	2 % maximum TTC à la charge du compartiment ou de l'entreprise
<b>Commission de rachat à la sortie :</b>	néant
<b>Commission d'arbitrage:</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion (en % de l'actif net) :</b>	1,69 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
<b>Commission de surperformance :</b>	néant
<b>Commission de mouvement :</b>	néant
<b>Frais de gestion indirects :</b>	
<b>Commission de gestion indirecte :</b>	0,25 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
<b>Commission de souscription indirecte :</b>	néant
<b>Commission de rachat indirecte :</b>	néant
<b>Affectation des revenus du compartiment</b>	capitalisation dans le fonds
<b>Frais de tenue de compte conservation :</b>	à la charge de l'entreprise par principe à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise pour une cause autre que le départ en retraite ou préretraite, et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité
<b>Délai d'indisponibilité :</b>	5 ans (PEE, PEI) date de départ en retraite (PERCO, PERCOI)
<b>Disponibilité des parts :</b>	selon accord
<b>Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :</b>	adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à REGARDBTP. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
<b>Valeur de la part à la constitution du compartiment</b>	10,00 €



**Nom et adresse des intervenants :**

---

<b>Société de gestion</b>	PRO BTP FIANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
<b>Dépositaire</b>	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d’Antin - 75002 PARIS
<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l’Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 63 rue de Villiers - 92208 NEUILLY SUR SEINE CEDEX
<b>Teneur de compte – conservateur des parts</b>	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Ce Compartiment a été agréé par l'Autorité des Marchés Financiers, le 4 mars 2008.  
Dernière mise à jour de la notice de ce Compartiment et agrément par l'AMF : le 19 mai 2011

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.
--

**Pour s’informer sur ce Compartiment**

---

Site Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale)

## NOTICE D'INFORMATION

COMPARTIMENT :  
**HORIZON 2012-2014**

**Compartiment du FCPE BTP Epargne Horizon**  
**Code AMF : FCE20080067**

### **Objet du Compartiment :**

Ce Compartiment correspond à un horizon de placement spécifique allant de 4 à 6 ans.  
A ce titre, il offre une gestion adaptée aux bénéficiaires dont la date présumée de départ à la retraite se situe entre 2012 et 2014. Il aura vocation à être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2015, après accord du conseil de surveillance et agrément de l'AMF.

### **Nature du Compartiment :**

Le Compartiment est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

### **Orientation de gestion du Compartiment :**

**Le Compartiment « Horizon 2012-2014 » est classé dans la catégorie « Diversifié »**

A ce titre, le Compartiment gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

### **Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 20 % de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 80 % de l'indice EuroMTS 3-5 ans annualisés, et minorée des frais de gestion.

Le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société Stoxx Ltd. reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

L'EuroMTS 3-5 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 3 et 5 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Ce Compartiment devra être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2015.

Année	Allocation d'actif	
	Actions	Produits de taux
2009	30%	70%
2010	20%	80%
2011	10%	90%
(...)	(...)	(...)
2013	5%	95%
2014	0%	100%

***Ce tableau illustre la technique de désensibilisation appliquée dans le cadre de la gestion de tous les compartiments du FCPE BTP EPARGNE HORIZON. Le gérant conserve une marge de souplesse par rapport aux pourcentages d'investissement qu'il présente dans les divers types d'actifs, dans le respect des limites pré définies dans la rubrique « Composition » de chaque compartiment.***

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce compartiment est une gestion active à forte dominante obligations. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre obligations et actions du Compartiment.

- **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Le profil de risque du fonds BTP EPARGNE HORIZON évolue chaque année en fonction de son horizon d'investissement résiduel :

Profil de risque dynamique sur les longues échéances (marchés actions, européens et internationaux) et de moins en moins risqué au fur et à mesure que le fonds se rapproche de son échéance (obligations européennes principalement, puis investissement en monétaire).

Un porteur investissant dans les années précédant la fin de la période de forte exposition au risque action pourrait, en cas de baisse des marchés actions, subir une baisse de la valeur de sa part qui pourrait ne pas être compensée à l'échéance par une progression ultérieure de ces mêmes marchés, compte tenu de la dégressivité de l'exposition de l'OPCVM au risque actions.

**Les facteurs de risque exposés ci-dessus ne sont pas limitatifs.**

<i>Avant de choisir la gestion pilotée proposée dans le cadre du fonds BTP EPARGNE HORIZON, nous attirons l'attention sur le fait qu'il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à un tel investissement et de forger sa propre opinion de manière indépendante en s'entourant, au besoin, de l'avis de tous les conseils spécialisés dans ces questions afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière.</i>
---

**Risque de perte en capital :**

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le Compartiment. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

**Risque lié à la gestion discrétionnaire :**

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le Compartiment ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

L'investisseur est averti que la performance du Compartiment peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le Compartiment n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque dominant est celui résultant de l'investissement sur les marchés obligataires, mais l'exposition au risque actions sera également une des composantes du profil.

**Risque de taux:**

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du Compartiment dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 90% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

**Risque action :**

Le Compartiment peut être exposé au risque actions à hauteur de 30 % maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du Compartiment baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

**Risque de crédit :**

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le Compartiment et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du Compartiment.

**Durée de placement recommandée :**

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs, soit notamment jusqu'à la date de départ à la retraite en ce qui concerne le placement dans le cadre du PERCO.

**• Composition du Compartiment :**

Le Compartiment sera investi :

- pour 70% minimum et 90 % maximum de l'actif net du Compartiment en produits de taux obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), monétaires et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs).
- pour 10 % minimum et 30 % maximum de l'actif net du Compartiment, en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital)

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investie sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le Compartiment pourra être investi à plus de 50% et jusqu'à 100 % de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions des pays de la communauté européenne et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le Compartiment est investi.

Les fonds sous jacents pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif) et leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut :

- FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro CT)
- FCP REGARD MONETAIRE
- FCP REGARD OBLIGATIONS PRIVEES ISR
- FCP REGARD OBLIGATIONS (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE, ils correspondent aux fonds dans lesquels le compartiment pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF.

**Marchés d'évolution :**

- ▬ Obligataire zone euro
- ▬ Actions des pays de la communauté européenne

• **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille : OUI**

Le Compartiment peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risque actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).

• **Zone géographique prépondérante : Europe**

**Fonctionnement du Compartiment :**

---

• **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent. Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

• **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Site Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique épargne salariale)

• **La composition de l'actif du Compartiment est publiée chaque semestre :**

Elle est tenue à la disposition des porteurs de parts par la société de gestion.

Un rapport annuel est par ailleurs tenu à la disposition de chaque porteur de parts sur le site Internet de la société de gestion jusqu'à la mise en ligne du rapport suivant.

• **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**

Les souscriptions et rachats s'effectuent auprès de REGARDBTP par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

**Modalités de souscription et de rachat :**

---

<b>Apports et retraits :</b>	en numéraire
<b>Mode d'exécution :</b>	prochaine valeur liquidative
<b>Commission de souscription à l'entrée :</b>	2 % maximum TTC à la charge du compartiment ou de l'entreprise
<b>Commission de rachat à la sortie :</b>	néant
<b>Commission d'arbitrage</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion (en % de l'actif net) :</b>	1,69 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
<b>Commission de surperformance :</b>	néant
<b>Commission de mouvement :</b>	néant
<b>Frais de gestion indirects :</b>	
<b>Commission de gestion indirecte :</b>	0,25 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
<b>Commission de souscription indirecte :</b>	néant
<b>Commission de rachat indirecte :</b>	néant
<b>Affectation des revenus du compartiment</b>	capitalisation dans le fonds
<b>Frais de tenue de compte conservation :</b>	à la charge de l'entreprise par principe à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise pour une cause autre que le départ en retraite ou préretraite, et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité
<b>Délai d'indisponibilité :</b>	5 ans (PEE, PEI) date de départ en retraite (PERCO, PERCOI)
<b>Disponibilité des parts :</b>	selon accord
<b>Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :</b>	adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à REGARDBTP. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
<b>Valeur de la part à la constitution du compartiment</b>	10,00 €

**Nom et adresse des intervenants :**

---

<b>Société de gestion</b>	PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
<b>Dépositaire</b>	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d’Antin - 75002 PARIS
<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l’Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 63 rue de Villiers - 92208 NEUILLY SUR SEINE CEDEX
<b>Teneur de compte – conservateur des parts</b>	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Ce Compartiment a été agréé par l'Autorité des Marchés Financiers, le 4 mars 2008.  
Dernière mise à jour de la notice de ce Compartiment et agrément par l'AMF : le 19 mai 2011

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.
--

***Pour s'informer sur ce Compartiment***

---

Site Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (Rubrique Epargne Salariale).

## NOTICE D'INFORMATION

COMPARTIMENT :  
**HORIZON 2015-2017**

**Compartiment du FCPE BTP Epargne Horizon**  
**Code AMF : FCE20080068**

### **Objet du Compartiment :**

Ce Compartiment correspond à un horizon de placement spécifique allant de 7 à 9 ans.  
A ce titre, il offre une gestion adaptée aux bénéficiaires dont la date présumée de départ à la retraite se situe entre 2015 et 2017. Il aura vocation à être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2018 après accord du conseil de surveillance et agrément de l'AMF.

### **Nature du Compartiment :**

Le Compartiment est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

### **Orientation de gestion du Compartiment :**

**Le Compartiment « Horizon 2015-2017 » est classé dans la catégorie « Diversifié »**

A ce titre, le Compartiment gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

- **Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 40% de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 60% de l'indice EuroMTS 5-7 ans annualisés, et minorée des frais de gestion.

Le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société Stoxx Ltd. reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

L'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 5 et 7 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Ce compartiment devra être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2018.

Année	Allocation d'actif	
	Actions	Produits de taux
2009	50%	50%
2010	40%	60%
2011	30%	70%
(...)	(...)	(...)
2016	5%	95%
2017	0%	100%



***Ce tableau illustre la technique de désensibilisation appliquée dans le cadre de la gestion de tous les compartiments du FCPE BTP EPARGNE HORIZON. Le gérant conserve une marge de souplesse par rapport aux pourcentages d'investissement qu'il présente dans les divers types d'actifs, dans le respect des limites pré définies dans la rubrique « Composition » de chaque compartiment.***

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce Compartiment est une gestion active à dominante obligations. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre obligations et actions du Compartiment.

- **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Le profil de risque du fonds BTP EPARGNE HORIZON évolue chaque année en fonction de son horizon d'investissement résiduel :

Profil de risque dynamique sur les longues échéances (marchés actions, européens et internationaux) et de moins en moins risqué au fur et à mesure que le fonds se rapproche de son échéance (obligations européennes principalement, puis investissement en monétaire).

Un porteur investissant dans les années précédant la fin de la période de forte exposition au risque action pourrait, en cas de baisse des marchés actions, subir une baisse de la valeur de sa part qui pourrait ne pas être compensée à l'échéance par une progression ultérieure de ces mêmes marchés, compte tenu de la dégressivité de l'exposition de l'OPCVM au risque actions.

**Les facteurs de risque exposés ci-dessus ne sont pas limitatifs.**

*Avant de choisir la gestion pilotée proposée dans le cadre du fonds BTP EPARGNE HORIZON, nous attirons l'attention sur le fait qu'il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à un tel investissement et de forger sa propre opinion de manière indépendante en s'entourant, au besoin, de l'avis de tous les conseils spécialisés dans ces questions afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière.*

**Risque de perte en capital :**

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le Compartiment. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

**Risque lié à la gestion discrétionnaire :**

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le Compartiment ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

L'investisseur est averti que la performance du Compartiment peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le Compartiment n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque dominant est celui résultant de l'investissement sur les marchés obligataires, mais l'exposition au risque actions sera également une des composantes du profil.

**Risque action :**

Le Compartiment peut être exposé au risque actions à hauteur de 50% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du Compartiment baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

**Risque de taux:**

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du Compartiment dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 70% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

**Risque de crédit :**

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le Compartiment et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du Compartiment.

**Durée de placement recommandée :**

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs : soit notamment jusqu'à la date de départ à la retraite en ce qui concerne le placement dans le cadre du PERCO.

• **Composition du Compartiment :**

Le Compartiment sera investi :

- pour 50% minimum et 70 % maximum de l'actif net du Compartiment en produits de taux obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), monétaires et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs).
- pour 30 % minimum et 50 % maximum de l'actif net du Compartiment, en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital)

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investi sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le Compartiment pourra être investi à plus de 50% et jusqu'à 100 % de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions des pays de la communauté européenne et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le Compartiment est investi.

Les fonds sous jacents pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif) et leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut :

- FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro CT)
- FCP REGARD MONETAIRE
- FCP REGARD OBLIGATIONS PRIVEES ISR
- FCP REGARD OBLIGATIONS (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro LT)

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE, ils correspondent aux fonds dans lesquels le compartiment pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF.

## Marchés d'évolution :

- ▣ Obligataire zone euro
- ▣ Actions des pays de la communauté européenne

- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille : OUI**

Le Compartiment peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action.

L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risque actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).

- **Zone géographique prépondérante : Europe**

## Fonctionnement du Compartiment :

---

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent. Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Site Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale)

- **La composition de l'actif du Compartiment est publiée chaque semestre :**

Elle est tenue à la disposition des porteurs de parts par la société de gestion.  
Un rapport annuel est par ailleurs tenu à la disposition de chaque porteur de parts sur le site Internet de la société de gestion jusqu'à la mise en ligne du rapport suivant.

- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**

Les souscriptions et rachats s'effectuent auprès de REGARDBTP par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

**Modalités de souscription et de rachat :**

---

<b>Apports et retraits :</b>	en numéraire
<b>Mode d'exécution :</b>	prochaine valeur liquidative
<b>Commission de souscription à l'entrée :</b>	2 % maximum TTC à la charge du Compartiment ou de l'entreprise
<b>Commission de rachat à la sortie :</b>	néant
<b>Commission d'arbitrage</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion (en % de l'actif net) :</b>	1,69 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
<b>Commission de surperformance :</b>	néant
<b>Commission de mouvement :</b>	néant
<b>Frais de gestion indirects :</b>	
<b>Commission de gestion indirecte :</b>	0,25 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
<b>Commission de souscription indirecte :</b>	néant
<b>Commission de rachat indirecte :</b>	néant
<b>Affectation des revenus du compartiment</b>	capitalisation dans le fonds
<b>Frais de tenue de compte conservation :</b>	à la charge de l'entreprise par principe à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise pour une cause autre que le départ en retraite ou préretraite, et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité
<b>Délai d'indisponibilité :</b>	5 ans (PEE, PEI) Date de départ en retraite (PERCO, PERCOI)
<b>Disponibilité des parts :</b>	selon accord
<b>Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :</b>	adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à REGARDBTP. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
<b>Valeur de la part à la constitution du compartiment</b>	10,00 €

**Nom et adresse des intervenants :**

---

<b>Société de gestion</b>	PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
<b>Dépositaire</b>	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d’Antin - 75002 PARIS
<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l’Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 63 rue de Villiers - 92208 NEUILLY SUR SEINE CEDEX
<b>Teneur de compte – conservateur des parts</b>	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

**Ce Compartiment a été agréé par l'Autorité des Marchés Financiers, le 4 mars 2008.**

Dernière mise à jour de la notice de ce Compartiment et agrément par l'AMF : le 19 mai 2011

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.
--

***Pour s'informer sur ce Compartiment***

---

Site Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale).

## NOTICE D'INFORMATION

COMPARTIMENT :  
**HORIZON 2018-2020**

**Compartiment du FCPE BTP Epargne Horizon**  
**Code AMF : FCE20080069**

### **Objet du Compartiment :**

Ce Compartiment correspond à un horizon de placement spécifique allant de 10 à 12 ans.  
A ce titre, il offre une gestion adaptée aux bénéficiaires dont la date présumée de départ à la retraite se situe entre 2018 et 2020. Il aura vocation à être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2021 après accord du conseil de surveillance et agrément de l'AMF.

### **Nature du Compartiment :**

Le Compartiment est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

### **Orientation de gestion du Compartiment :**

**Le Compartiment « Horizon 2018-2020 » est classé dans la catégorie « Diversifié »**

A ce titre, le Compartiment gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

### **Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 55 % de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 45% de l'indice EuroMTS 5-7 ans annualisés, et minorée des frais de gestion.

Le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société Stoxx Ltd. reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

L'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 5 et 7 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Ce compartiment devra être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2021.

Année	Allocation d'actif	
	Actions	Produits de taux
2009	65%	35%
2010	58%	42%
2011	50%	50%
(...)	(...)	(...)
2019	5%	95%
2020	0%	100%

***Ce tableau illustre la technique de désensibilisation appliquée dans le cadre de la gestion de tous les compartiments du FCPE BTP EPARGNE HORIZON. Le gérant conserve une marge de souplesse par rapport aux pourcentages d'investissement qu'il présente dans les divers types d'actifs, dans le respect des limites pré définies dans la rubrique « Composition » de chaque compartiment.***

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce Compartiment est une gestion active. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre obligations et actions du Compartiment.

- **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Le profil de risque du fonds BTP EPARGNE HORIZON évolue chaque année en fonction de son horizon d'investissement résiduel :

Profil de risque dynamique sur les longues échéances (marchés actions, européens et internationaux) et de moins en moins risqué au fur et à mesure que le fonds se rapproche de son échéance (obligations européennes principalement, puis investissement en monétaire).

Un porteur investissant dans les années précédant la fin de la période de forte exposition au risque action pourrait, en cas de baisse des marchés actions, subir une baisse de la valeur de sa part qui pourrait ne pas être compensée à l'échéance par une progression ultérieure de ces mêmes marchés, compte tenu de la dégressivité de l'exposition de l'OPCVM au risque actions.

**Les facteurs de risque exposés ci-dessus ne sont pas limitatifs.**

*Avant de choisir la gestion pilotée proposée dans le cadre du fonds BTP EPARGNE HORIZON, nous attirons l'attention sur le fait qu'il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à un tel investissement et de forger sa propre opinion de manière indépendante en s'entourant, au besoin, de l'avis de tous les conseils spécialisés dans ces questions afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière.*

**Risque de perte en capital :**

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le Compartiment. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

**Risque lié à la gestion discrétionnaire :**

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le Compartiment ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

L'investisseur est averti que la performance du Compartiment peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le Compartiment n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque dominant est celui résultant de l'investissement sur les marchés obligataires, mais l'exposition au risque actions sera également une des composantes du profil.

**Risque action :**

Le Compartiment peut être exposé au risque actions à hauteur de 65% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du Compartiment baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

**Risque de taux:**

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du Compartiment dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 50% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

**Risque de crédit :**

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le Compartiment et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du Compartiment.

**Durée de placement recommandée :**

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs : soit notamment jusqu'à la date de départ à la retraite en ce qui concerne le placement dans le cadre du PERCO.

• **Composition du Compartiment :**

Le Compartiment sera investi :

- pour 50 % minimum et 65 % maximum de l'actif net du Compartiment, en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital)
- pour 35% minimum et 50 % maximum de l'actif net du Compartiment en produits de taux obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), monétaires et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs).

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investi sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le Compartiment pourra être investi à plus de 50% et jusqu'à 100 % de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions des pays de la communauté européenne et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le Compartiment est investi.

Les fonds sous jacents pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif) et leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut :

- FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro CT)
- FCP REGARD MONETAIRE
- FCP REGARD OBLIGATIONS PRIVEES ISR
- FCP REGARD OBLIGATIONS (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro LT)
- FCPE REGARD ACTIONS DEVELOPPEMENT DURABLE

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE, ils correspondent aux fonds dans lesquels le compartiment pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF.



## Marchés d'évolution :

- ▣ Actions des pays de la communauté européenne
- ▣ Obligataire zone euro

- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille : OUI**

Le Compartiment peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risque actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).

- **Zone géographique prépondérante : Europe**

## Fonctionnement du Compartiment :

---

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent. Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Site Internet : [www.probtcp.com](http://www.probtcp.com) (rubrique épargne salariale)

- **La composition de l'actif du Compartiment est publiée chaque semestre :**

Elle est tenue à la disposition des porteurs de parts par la société de gestion.  
Un rapport annuel est par ailleurs tenu à la disposition de chaque porteur de parts sur le site Internet de la société de gestion jusqu'à la mise en ligne du rapport suivant.

- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**

Les souscriptions et rachats s'effectuent auprès de REGARDBTP par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

## **Modalités de souscription et de rachat :**

---

<b>Apports et retraits :</b>	en numéraire
<b>Mode d'exécution :</b>	prochaine valeur liquidative
<b>Commission de souscription à l'entrée :</b>	2 % maximum TTC à la charge du compartiment ou de l'entreprise
<b>Commission de rachat à la sortie :</b>	néant
<b>Commission d'arbitrage</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion (en % de l'actif net) :</b>	1,69 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
<b>Commission de surperformance :</b>	néant
<b>Commission de mouvement :</b>	néant
<b>Frais de gestion indirects :</b>	
<b>Commission de gestion indirecte :</b>	0,25 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
<b>Commission de souscription indirecte :</b>	néant
<b>Commission de rachat indirecte :</b>	néant
<b>Affectation des revenus du compartiment</b>	capitalisation dans le fonds
<b>Frais de tenue de compte conservation :</b>	à la charge de l'entreprise par principe à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise pour une cause autre que le départ en retraite ou préretraite, et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité
<b>Délai d'indisponibilité :</b>	5 ans (PEE, PEI) date de départ en retraite (PERCO, PERCOI)
<b>Disponibilité des parts :</b>	selon accord
<b>Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :</b>	adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à REGARDBTP. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
<b>Valeur de la part à la constitution du compartiment</b>	10,00 €

**Nom et adresse des intervenants :**

---

<b>Société de gestion</b>	PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
<b>Dépositaire</b>	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d’Antin - 75002 PARIS
<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l’Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 63 rue de Villiers - 92208 NEUILLY SUR SEINE CEDEX
<b>Teneur de compte – conservateur des parts</b>	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Ce Compartiment a été agréé par l'Autorité des Marchés Financiers, le 4 mars 2008.  
Dernière mise à jour de la notice de ce Compartiment et agrément par l'AMF : le 19 mai 2011

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.
--

***Pour s’informer sur ce Compartiment***

---

Site Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale).

## NOTICE D'INFORMATION

COMPARTIMENT :  
**HORIZON 2021-2023**

**Compartiment du FCPE BTP Epargne Horizon**  
**Code AMF : FCE20080070**

### **Objet du Compartiment :**

Ce Compartiment correspond à un horizon de placement spécifique allant de 13 à 15 ans.  
A ce titre, il offre une gestion adaptée aux bénéficiaires dont la date présumée de départ à la retraite se situe entre 2021 et 2023. Il aura vocation à être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2024 après accord du conseil de surveillance et agrément de l'AMF.

### **Nature du Compartiment :**

Le Compartiment est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

### **Orientation de gestion du Compartiment :**

**Le Compartiment « Horizon 2021-2023 » est classé dans la catégorie « Diversifié »**

A ce titre, le Compartiment gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

### **Objectif de gestion:**

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 70% de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 30% de l'indice EuroMTS 5-7 ans annualisés, et diminuée des frais de gestion.

Le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société Stoxx Ltd. Reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

L'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 5 et 7 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Ce compartiment devra être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2024.

Année	Allocation d'actif	
	Actions	Produits de taux
2009	80%	20%
2010	70%	30%
2011	60%	40%
(...)	(...)	(...)
2022	5%	95%
2023	0%	100%

**Ce tableau illustre la technique de désensibilisation appliquée dans le cadre de la gestion de tous les compartiments du FCPE BTPEPARGNE HORIZON. Le gérant conserve une marge de souplesse par rapport aux pourcentages d'investissement qu'il présente dans les divers types d'actifs, dans le respect des limites pré définies dans la rubrique « Composition » de chaque compartiment.**

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce Compartiment est une gestion active à dominante actions. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre actions et obligations du Compartiment.

- **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Le profil de risque du fonds BTP EPARGNE HORIZON évolue chaque année en fonction de son horizon d'investissement résiduel :

Profil de risque dynamique sur les longues échéances (marchés actions, européens et internationaux) et de moins en moins risqué au fur et à mesure que le fonds se rapproche de son échéance (obligations européennes principalement, puis investissement en monétaire).

Un porteur investissant dans les années précédant la fin de la période de forte exposition au risque action pourrait, en cas de baisse des marchés actions, subir une baisse de la valeur de sa part qui pourrait ne pas être compensée à l'échéance par une progression ultérieure de ces mêmes marchés, compte tenu de la dégressivité de l'exposition de l'OPCVM au risque actions.

**Les facteurs de risque exposés ci-dessus ne sont pas limitatifs.**

*Avant de choisir la gestion pilotée proposée dans le cadre du fonds BTP EPARGNE HORIZON, nous attirons l'attention sur le fait qu'il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à un tel investissement et de forger sa propre opinion de manière indépendante en s'entourant, au besoin, de l'avis de tous les conseils spécialisés dans ces questions afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière.*

**Risque de perte en capital :**

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le Compartiment. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

**Risque lié à la gestion discrétionnaire :**

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

L'investisseur est averti que la performance du Compartiment peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le Compartiment n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque dominant est celui résultant de l'investissement sur les marchés obligataires, mais l'exposition au risque actions sera également une des composantes du profil.

**Risque action :**

Le Compartiment peut être exposé au risque actions à hauteur de 80% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du Compartiment baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

**Risque de taux:**

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du Compartiment dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 40 % de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

**Risque de crédit :**

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le Compartiment et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du Compartiment.

**Durée de placement recommandée :**

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs ;, soit notamment jusqu'à la date de départ à la retraite en ce qui concerne le placement dans le cadre du PERCO.

• **Composition du Compartiment :**

Le Compartiment sera investi :

- pour 60 % minimum et 80 % maximum de l'actif net du Compartiment, en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital)
- pour 20% minimum et 40 % maximum de l'actif net du Compartiment en produits de taux obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), monétaires et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs).

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investi sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le Compartiment pourra être investi à plus de 50% et jusqu'à 100 % de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions des pays de la communauté européenne et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le Compartiment est investi.

Les fonds sous jacents pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif) et leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut :

- FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro CT)
- FCP REGARD MONETAIRE
- FCP REGARD OBLIGATIONS PRIVEES ISR
- FCP REGARD OBLIGATIONS (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro LT)
- FCPE REGARD ACTIONS DEVELOPPEMENT DURABLE

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE, ils correspondent aux fonds dans lesquels le compartiment pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF.

## Marchés d'évolution :

- ▣ Actions des pays de la communauté européenne
- ▣ Obligataire zone euro

- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille : OUI**

Le Compartiment peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques action et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).

- **Zone géographique prépondérante : Europe**

Les pays prépondérants seront ceux représentés dans l'indice de référence.

## Fonctionnement du Compartiment :

---

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent. Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Site Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique épargne salariale)

- **La composition de l'actif du Compartiment est publiée chaque semestre :**

Elle est tenue à la disposition des porteurs de parts par la société de gestion.

Un rapport annuel est par ailleurs tenu à la disposition de chaque porteur de parts sur le site Internet de la société de gestion jusqu'à la mise en ligne du rapport suivant.

- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**

Les souscriptions et rachats s'effectuent auprès de REGARDBTP par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

**Modalités de souscription et de rachat :**

---

<b>Apports et retraits :</b>	en numéraire
<b>Mode d'exécution :</b>	prochaine valeur liquidative
<b>Commission de souscription à l'entrée :</b>	2 % maximum TTC à la charge du compartiment ou de l'entreprise
<b>Commission de rachat à la sortie :</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion (en % de l'actif net) :</b>	1,69 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
<b>Commission de surperformance :</b>	néant
<b>Commission de mouvement :</b>	néant
<b>Commission d'arbitrage</b>	néant
<b>Frais de gestion indirects :</b>	
<b>Commission de gestion indirecte :</b>	0,25 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
<b>Commission de souscription indirecte :</b>	néant
<b>Commission de rachat indirecte :</b>	néant
<b>Affectation des revenus du compartiment</b>	capitalisation dans le fonds
<b>Frais de tenue de compte conservation :</b>	à la charge de l'entreprise par principe à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise pour une cause autre que le départ en retraite ou préretraite, et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité
<b>Délai d'indisponibilité :</b>	5 ans (PEE, PEI) date de départ en retraite (PERCO, PERCOI)
<b>Disponibilité des parts :</b>	selon accord
<b>Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :</b>	adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à REGARDBTP. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
<b>Valeur de la part à la constitution du compartiment</b>	10,00 €



**Nom et adresse des intervenants :**

---

<b>Société de gestion</b>	PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
<b>Dépositaire</b>	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- MAZARS &amp; GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l'Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex</li><li>- PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 63 rue de Villiers - 92208 NEUILLY SUR SEINE CEDEX</li></ul>
<b>Teneur de compte – conservateur des parts</b>	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Ce Compartiment a été agréé par l'Autorité des Marchés Financiers, le 4 mars 2008.  
Dernière mise à jour de la notice de ce Compartiment et agrément par l'AMF : le 19 mai 2011

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.
--

***Pour s'informer sur ce Compartiment***

---

Site Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale)

## NOTICE D'INFORMATION

COMPARTIMENT :  
**HORIZON 2024-2026**

**Compartiment du FCPE BTP Epargne Horizon**  
**Code AMF : FCE20080071**

### **Objet du Compartiment :**

Ce Compartiment correspond à un horizon de placement spécifique allant de 16 à 18 ans.  
A ce titre, il offre une gestion adaptée aux bénéficiaires dont la date présumée de départ à la retraite se situe entre 2024 et 2026. Il aura vocation à être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2027 après accord du conseil de surveillance et agrément de l'AMF.

### **Nature du Compartiment :**

Le Compartiment est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

### **Orientation de gestion du Compartiment :**

**Le Compartiment « Horizon 2024-2026 » est classé dans la catégorie « Diversifié »**

A ce titre, le Compartiment gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

- **Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 85% de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 15% de l'indice EuroMTS 5-7 ans, annualisés, et diminuée des frais de gestion.

Le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société Stoxx Ltd. Reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

L'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 5 et 7 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Ce Compartiment devra être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2027.

Année	Allocation d'actif	
	Actions	Produits de taux
2009	95%	5%
2010	85%	15%
2011	75%	25%
(...)	(...)	(...)
2025	5%	95%
2026	0%	100%

***Ce tableau illustre la technique de désensibilisation appliquée dans le cadre de la gestion de tous les compartiments du FCPE BTPEPARGNE HORIZON. Le gérant conserve une marge de souplesse par rapport aux pourcentages d'investissement qu'il présente dans les divers types d'actifs, dans le respect des limites pré définies dans la rubrique « Composition » de chaque compartiment.***

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce Compartiment est une gestion active à forte dominante actions. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre actions et obligations du Compartiment.

- **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Le profil de risque du fonds BTP EPARGNE HORIZON évolue chaque année en fonction de son horizon d'investissement résiduel :

Profil de risque dynamique sur les longues échéances (marchés actions, européens et internationaux) et de moins en moins risqué au fur et à mesure que le fonds se rapproche de son échéance (obligations européennes principalement, puis investissement en monétaire).

Un porteur investissant dans les années précédant la fin de la période de forte exposition au risque action pourrait, en cas de baisse des marchés actions, subir une baisse de la valeur de sa part qui pourrait ne pas être compensée à l'échéance par une progression ultérieure de ces mêmes marchés, compte tenu de la dégressivité de l'exposition de l'OPCVM au risque actions.

**Les facteurs de risque exposés ci-dessus ne sont pas limitatifs.**

*Avant de choisir la gestion pilotée proposée dans le cadre du fonds BTP EPARGNE HORIZON, nous attirons l'attention sur le fait qu'il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à un tel investissement et de forger sa propre opinion de manière indépendante en s'entourant, au besoin, de l'avis de tous les conseils spécialisés dans ces questions afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière.*

**Risque de perte en capital :**

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le Compartiment. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

**Risque lié à la gestion discrétionnaire :**

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le Compartiment ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

L'investisseur est averti que la performance du Compartiment peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le Compartiment n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque dominant est celui résultant de l'investissement sur les marchés obligataires, mais l'exposition au risque actions sera également une des composantes du profil.

**Risque action :**

Le Compartiment peut être exposé au risque actions à hauteur de 95 % maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du Compartiment baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

**Risque de taux:**

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du Compartiment dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes. Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 25 % de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

**Risque de crédit :**

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le Compartiment et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du Compartiment.

**Durée de placement recommandée :**

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs : soit notamment jusqu'à la date de départ à la retraite en ce qui concerne le placement dans le cadre du PERCO.

• **Composition du Compartiment :**

Le Compartiment sera investi :

- pour 75 % minimum et 95 % maximum de l'actif net du Compartiment, en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital)
- pour 5% minimum et 25 % maximum de l'actif net du Compartiment en produits de taux obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), monétaires et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs).

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investi sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le Compartiment pourra être investi à plus de 50% et jusqu'à 100 % de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions des pays de la communauté européenne et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le Compartiment est investi.

Les fonds sous jacents pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif) et leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut :

- FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro CT)
- FCP REGARD MONETAIRE
- FCP REGARD OBLIGATIONS PRIVEES ISR
- FCP REGARD OBLIGATIONS (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro LT)
- FCPE REGARD ACTIONS DEVELOPPEMENT DURABLE

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE, ils correspondent aux fonds dans lesquels le compartiment pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF.

## Marchés d'évolution :

- ▀ Actions des pays de la communauté européenne
- ▀ Obligataire zone euro

- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille : OUI**

Le Compartiment peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques action et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).

- **Zone géographique prépondérante : Europe**

Les pays prépondérants seront ceux représentés dans l'indice de référence.

## Fonctionnement du Compartiment :

---

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent. Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Site Internet : [www.probtbp.com](http://www.probtbp.com) (rubrique épargne salariale)

- **La composition de l'actif du Compartiment est publiée chaque semestre :**

Elle est tenue à la disposition des porteurs de parts par la société de gestion.

Un rapport annuel est par ailleurs tenu à la disposition de chaque porteur de parts sur le site Internet de la société de gestion jusqu'à la mise en ligne du rapport suivant.

- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**

Les souscriptions et rachats s'effectuent auprès de REGARDBTP par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

**Modalités de souscription et de rachat :**

---

<b>Apports et retraits :</b>	en numéraire
<b>Mode d'exécution :</b>	prochaine valeur liquidative
<b>Commission de souscription à l'entrée :</b>	2 % maximum TTC à la charge du compartiment ou de l'entreprise
<b>Commission de rachat à la sortie :</b>	néant
<b>Commission d'arbitrage</b>	néant
<b>Frais de fonctionnement et de gestion (en % de l'actif net) :</b>	1,69 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
<b>Commission de surperformance :</b>	néant
<b>Commission de mouvement :</b>	néant
<b>Frais de gestion indirects :</b>	
<b>Commission de gestion indirecte :</b>	0,25 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
<b>Commission de souscription indirecte :</b>	néant
<b>Commission de rachat indirecte :</b>	néant
<b>Affectation des revenus du compartiment</b>	capitalisation dans le fonds
<b>Frais de tenue de compte conservation :</b>	à la charge de l'entreprise par principe à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise pour une cause autre que le départ en retraite ou préretraite, et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité 5 ans (PEE, PEI) date de départ en retraite (PERCO, PERCOI) selon accord
<b>Délai d'indisponibilité :</b>	
<b>Disponibilité des parts :</b>	
<b>Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :</b>	adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à REGARDBTP. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
<b>Valeur de la part à la constitution du compartiment</b>	10,00 €

**Nom et adresse des intervenants :**

---

<b>Société de gestion</b>	PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
<b>Dépositaire</b>	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- MAZARS &amp; GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l'Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex</li><li>- PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 63 rue de Villiers - 92208 NEUILLY SUR SEINE CEDEX</li></ul>
<b>Teneur de compte – conservateur des parts</b>	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Ce Compartiment a été agréé par l'Autorité des Marchés Financiers, le 4 mars 2008.  
Dernière mise à jour de la notice de ce Compartiment et agrément par l'AMF : le 19 mai 2011

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.
--

***Pour s'informer sur ce Compartiment***

---

Site Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale).

## NOTICE D'INFORMATION

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE :  
**FIBTP 2006**

**Code AMF : FCE20060074**

Compartiment :      oui      ☐      non      ☒  
Nourricier :      oui      ☐      non      ☒

*Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.*

*La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.*

**L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.  
Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE «FIBTP 2006» sur simple demande auprès de son entreprise.**

Le FCPE "FIBTP 2006" est un Fonds multi entreprises, réservé aux entreprises du BTP et des secteurs connexes.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier et à ce titre est investi à moins d'un tiers de son actif en titres de l'entreprise, ou d'une entreprise liée au sens du second alinéa de l'article L. 3344-1 du Code du Travail.

### **Créé pour l'application :**

1. de l'avenant portant Convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP signé le 9 décembre 2003 entre :

**La Fédération Française du Bâtiment**

**La Fédération Nationale des Travaux Publics,**  
et

**La Fédération Nationale des salariés de la Construction et du Bois, Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.),**

**La Fédération BATI - MAT - TP (C.F.T.C.)**

**Le Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (CFE/C.G.C.),**



**La Fédération Nationale des Salariés de la Construction (C.G.T.),  
La Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment, Bois, Travaux Publics et  
Matériaux de Construction (C.G.T/F.O),**

2. de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics et des accords portant règlement du PEI-BTP et PERCO-BTP ;
3. des divers accords de participation passés entre les sociétés adhérentes et leur personnel ;
4. des divers plans d'épargne salariale établis entre les sociétés adhérentes et leur personnel.

### **Le Conseil de Surveillance**

Commun à l'ensemble des Fonds Communs de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et FIBTP LT, il est institué en application de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier et comprend dix membres.

- cinq membres salariés porteurs de parts d'au moins un Fonds Commun de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et/ou FIBTP LT représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés (C.F.D.T., C.F.T.C., C.F.E./C.G.C., C.G.T., C.G.T./F.O.) signataires de la convention de branche,
- et de cinq membres représentant les entreprises adhérentes, à raison de deux représentants par chacune des Fédérations, F.F.B. et F.N.T.P. et un cinquième appartenant à une entreprise mixte désignée d'un commun accord entre les deux Fédérations.

### **Orientation de gestion du fonds**

Le fonds est classé dans la catégorie suivante : "FCPE diversifié".

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

### **Objectif de gestion et stratégie d'investissement :**

L'objectif de gestion consiste d'une part à gérer le portefeuille en optimisant l'allocation de l'actif entre les produits de taux et d'actions en rapport avec l'horizon de placement et d'autre part à assurer le plus possible une croissance régulière de la valeur de la part, pendant la durée normale de blocage de participation, soit 5 ans.

Les indices composites de référence s'établiront comme suit :

Les 2 premières années : 85% EuroMts 5/7 ans-15% DJ Stoxx50

Les 2 années suivantes : 90% EuroMts 3/5 ans-10% DJ Stoxx50

Jusqu'à la fin de période de blocage : 95% EuroMts 1/3 ans-5% DJ Stoxx 50.

La diminution progressive de la part actions au sein de l'OPCVM vise, dans la durée normale de blocage de 5 ans, à baisser progressivement la part du risque actions plafonné à 25% les deux premières années, en augmentant la partie des investissements consacrés aux obligations.

### **Profil de risque :**

#### **Risque lié à la gestion discrétionnaire :**

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

#### **Risque action :**

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 25% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du FCPE baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

**Risque de perte en capital :**

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

**Risque de taux:**

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 95% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

**Risque de crédit :**

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

**Risque de change :**

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro, notamment de par ses investissements en Europe hors zone Euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Le fonds supporte un risque de change accessoire.

**Durée de placement minimum conseillée : 5 ans**

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

**Composition de l'OPCVM :**

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 75% au moins de son actif net en produits de taux monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro) et assimilés, ainsi qu'à 25% en actions de la zone Europe et assimilées. Le FCPE pourra être investi à plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans les quels le FCPE est investi.

Les fonds sous jacents pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif) et leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut :

- FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro LT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro CT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD RENDEMENT (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD EUROCREDIT (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE, ils correspondent aux fonds dans lesquels le FCPE pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF.

## Allocation d'actifs :

Création	Horizon de gestion	Allocation d'actif	
		Actions ( <i>maxi</i> )	Obligations ( <i>durée moyenne</i> )
Année N+5	< 1an	10%	90% (1/3 ans)
Année N+4	1 an	10%	90% (3/5 ans)
Année N+3	2 ans	20%	80%(3/5 ans)
Année N+2	3 ans	20%	80% (5/7 ans)
Année N+1	4 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)
Année N	5 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)

Plus on se rapproche de l'échéance, plus le risque action devient accessoire.

## Marchés d'évolution

Obligataire zone euro  
Actions européennes

- Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : Ce fonds pourra investir plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), et diversifiés.
- Zone géographique prépondérante : Europe

## Fonctionnement du fonds

- La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.
- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :
  - Les valeurs liquidatives sont publiées sur Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique épargne salariale)
  - Les valeurs liquidatives sont disponibles auprès de PRO BTP FINANCE. La valeur liquidative de fin de mois est affichée dans les locaux des entreprises.
- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout salarié qui en fait la demande auprès de PRO BTP FINANCE, peut recevoir le rapport annuel.
- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises.

## Modalités de souscription et de rachat :

*La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise*

- apports et retraits ..... en numéraire
- mode d'exécution ..... prochaine valeur liquidative
- ..... commission de souscription .....  
1% maximum à la charge des porteurs de parts ou  
de l'entreprise, selon la convention de l'entreprise
- commission de rachat ..... néant
- commission d'arbitrage : ..... néant
- frais de fonctionnement et de gestion ..... 1,08% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge  
du fonds
- commission de surperformance : ..... néant
- Commission de mouvement : ..... néant
- ..... frais de gestion indirects : ..... les  
commissions de gestion indirectes- à la charge  
du fonds - s'élèvent à 0,24% l'an TTC maximum  
de l'actif net des fonds sous-jacents.
- commission de souscription indirecte : ..... néant
- commission de rachat indirecte : ..... néant
- affectation des revenus du fonds : ..... capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation : ..... à la charge de l'entreprise.
- délai d'indisponibilité : ..... 5 ans
- disponibilité des parts : ..... premier jour du 4ème mois  
(pour les droits issus de la participation seule)
- Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance : Adresser la demande,  
accompagnée s'il y a lieu des pièces justificatives, à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en  
numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part  
qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 € (dix euros)

**Nom et adresse des intervenants :**

---

**société de gestion** : PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS

**dépositaire** BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES siège social : 3 rue d'Antin - 75002 PARIS

**contrôleurs légaux des comptes** :

- AUDIT ET COMMUNICATION, 118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
- PricewaterhouseCoopers Audit SA, 63, rue de Villiers - 92200 Neuilly-Sur-Seine

**Teneur de Compte Conservateur de Parts** : REGARDBTP - 7, rue du Regard – 75006 PARIS

Agréé en date du 31 mars 2006 par l'AMF  
Dernière mise à jour de la notice 19 mai 2011

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.
--

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.
--

**Pour s'informer sur ce fonds**

---

Site Internet: [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale)

## NOTICE D'INFORMATION

---

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE :  
**FIBTP 2007**

**Code AMF : FCE20060219**

Compartiment :            oui    ☐            non    ☒  
Nourricier            :            oui    ☐            non    ☒

*Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.*

*La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.*

**L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.**

**Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE «FIBTP 2007» sur simple demande auprès de son entreprise.**

Le FCPE "FIBTP 2007" est un Fonds multi entreprises, réservé aux entreprises du BTP et des secteurs connexes.

---

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier et à ce titre est investi à moins d'un tiers de son actif en titres de l'entreprise, ou d'une entreprise liée au sens du second alinéa de l'article L. 3344-1 du Code du Travail.

### **Créé pour l'application :**

1. de l'avenant portant Convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP signé le 9 décembre 2003 entre :

La Fédération Française du Bâtiment  
La Fédération Nationale des Travaux Publics,  
et

La Fédération Nationale des salariés de la Construction et du Bois, Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.),  
La Fédération BATI - MAT - TP (C.F.T.C.)  
Le Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (CFE/C.G.C.),

**La Fédération Nationale des Salariés de la Construction (C.G.T.),  
La Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment, Bois, Travaux Publics et  
Matériaux de Construction (C.G.T./F.O),**

2. de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics et des accords portant règlement du PEI-BTP et PERCO-BTP ;
3. des divers accords de participation passés entre les sociétés adhérentes et leur personnel ;
4. des divers plans d'épargne salariale établis entre les sociétés adhérentes et leur personnel.

### **Le Conseil de Surveillance**

Commun à l'ensemble des Fonds Communs de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et FIBTP LT, il est institué en application de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier et comprend dix membres.

- cinq membres salariés porteurs de parts d'au moins un Fonds Commun de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et/ou FIBTP LT représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés (C.F.D.T., C.F.T.C., C.F.E./C.G.C., C.G.T., C.G.T./F.O.) signataires de la convention de branche,
- et de cinq membres représentant les entreprises adhérentes, à raison de deux représentants par chacune des Fédérations, F.F.B. et F.N.T.P, et un cinquième appartenant à une entreprise mixte désignée d'un commun accord entre les deux Fédérations.

### **Orientation de gestion du fonds**

Le fonds est classé dans la catégorie suivante : "FCPE diversifié".

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).
---

### **Objectif de gestion et stratégie d'investissement :**

L'objectif de gestion consiste d'une part à gérer le portefeuille en optimisant l'allocation de l'actif entre les produits de taux et d'actions en rapport avec l'horizon de placement et d'autre part à assurer le plus possible une croissance régulière de la valeur de la part, pendant la durée normale de blocage de participation, soit 5 ans.

Les indices composites de référence s'établiront comme suit :

Les 2 premières années : 85% EuroMts 5/7 ans\*\*\*\*-15% DJ Stoxx50\*

Les 2 années suivantes : 90% EuroMts 3/5 ans\*\*\*-10% DJ Stoxx50\*

Jusqu'à la fin de période de blocage : 95% EuroMts 1/3 ans\*\*-5% DJ Stoxx 50\*.

La diminution progressive de la part actions au sein de l'OPCVM vise, dans la durée normale de blocage de 5 ans, à baisser progressivement la part du risque actions plafonné à 25% les deux premières années, en augmentant la partie des investissements consacrés aux obligations.

\* **DJ STOXX 50** : Indice des valeurs vedettes européennes englobant les 50 premières capitalisations au sein de 17 pays d'Europe occidentale, à savoir l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, l'Irlande, le Luxembourg, la Norvège, les Pays Bas, le Portugal, et le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Les titres qui entrent dans la composition de l'indice sont sélectionnés à partir de l'indice Dow Jones STOXX 600, qui comprend les 600 valeurs les plus importantes négociées sur les principales places boursières européennes.

**\*\* EuroMTS 1/3 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous-indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et +. L'EuroMTS 1/3 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 1 à 3 ans.

**\*\*\* EuroMTS 3/5 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous-indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et +. L'EuroMTS 3/5 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 3 à 5 ans.

**\*\*\*\* EuroMTS 5/7 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous-indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et plus.

L'EuroMTS 5/7 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 5 à 7 ans.

**Profil de risque :**

***Risque lié à la gestion discrétionnaire :***

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

***Risque action :***

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 25% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la hausse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du FCPE baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

***Risque de perte en capital :***

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

***Risque de taux:***

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 95% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.



**Risque de crédit :**

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

**Risque de change :**

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro, notamment de par ses investissements en Europe hors zone Euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Le fonds supporte un risque de change accessoire.

**Durée de placement minimum conseillée : 5 ans**

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

**Composition de l'OPCVM :**

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 75% au moins de son actif net en produits de taux monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro) et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs), ainsi qu'à 25% en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital). Le FCPE pourra être investi à plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans les quels le FCPE est investi.

Les fonds sous jacents pourront être les suivants et leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut :

-FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro LT)

-FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro CT)

-FCP REGARD OBLIGATIONS (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)

-FCP REGARD RENDEMENT (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)

-FCP REGARD EURO CREDIT (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE, ils correspondent aux fonds dans lesquels le FCPE pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF.

## Allocation d'actifs :

Création	Horizon de gestion	Allocation d'actif	
		Actions (maxi)	Obligations (durée moyenne)
Année N+5	< 1an	10%	90% (1/3 ans)
Année N+4	1 an	10%	90% (3/5 ans)
Année N+3	2 ans	20%	80%(3/5 ans)
Année N+2	3 ans	20%	80% (5/7 ans)
Année N+1	4 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)
Année N	5 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)

Plus on se rapproche de l'échéance, plus le risque action devient accessoire.

## Marchés d'évolution

---

Obligataire zone euro

Actions européennes

- Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : Ce fonds pourra investir plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), et diversifiés.
- Zone géographique prépondérante : Europe

## Fonctionnement du fonds

- La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.
- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :
  - Les valeurs liquidatives sont publiées sur Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique épargne salariale)
  - Les valeurs liquidatives sont disponibles auprès de PRO BTP FINANCE. La valeur liquidative de fin de mois est affichée dans les locaux des entreprises.
- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout salarié qui en fait la demande auprès de PRO BTP FINANCE, peut recevoir le rapport annuel.
- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises.

## Modalités de souscription et de rachat :

*La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise*

- apports et retraits ..... en numéraire
- mode d'exécution ..... prochaine valeur liquidative
- commission de souscription ..... 1% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge  
..... des porteurs de parts ou de l'entreprise, selon la  
..... convention de l'entreprise
- commission de rachat ..... néant
- commission d'arbitrage : ..... néant
- frais de fonctionnement et de gestion ..... 1,08% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge  
..... du fonds
- commission de surperformance : ..... néant
- Commission de mouvement : ..... néant
- frais de gestion indirects : ..... les commissions de gestion indirectes- à la charge  
..... du fonds - s'élèvent à 0,24% l'an TTC maximum  
..... de l'actif net des fonds sous-jacents.
- commission de souscription indirecte : ..... néant
- commission de rachat indirecte : ..... néant
- affectation des revenus du fonds : ..... capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation : ..... à la charge de l'entreprise.
- délai d'indisponibilité : ..... 5 ans
- disponibilité des parts : ..... premier jour du 4ème mois  
..... (pour les droits issus de la participation seule)
- Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance : Adresser la demande,  
accompagnée s'il y a lieu des pièces justificatives, à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en  
numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part  
qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 € (dix euros)

**Nom et adresse des intervenants :**

---

- **Société de Gestion** : PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **Dépositaire** BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES siège social : 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
- **Contrôleurs légaux des comptes** :
  - AUDIT ET COMMUNICATION, 118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
  - PricewaterhouseCoopers Audit SA, 63, Rue de Villiers - 92200 Neuilly sur Seine
- **Teneur de Compte Conservateur de Parts** : REGARDBTP - 7, rue du Regard – 75006 PARIS

Agréé en date du 20 octobre 2006 par l'AMF  
Dernière mise à jour de la notice 19 mai 2011

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

**Pour s'informer sur ce fonds**

---

Site Internet: [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale)

## NOTICE D'INFORMATION

---

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE :  
**FIBTP 2008**

**Code AMF : FCE20070227**

Compartiment :        oui    ☐        non    ☒  
Nourricier        :        oui    ☐        non    ☒

*Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.*

*La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.*

**L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.**

**Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE «FIBTP 2008» sur simple demande auprès de son entreprise.**

Le FCPE "FIBTP 2008" est un Fonds multi entreprises, réservé aux entreprises du BTP et des secteurs connexes.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier et à ce titre est investi à moins d'un tiers de son actif en titres de l'entreprise, ou d'une entreprise liée au sens du second alinéa de l'article L. 3344-1 du Code du Travail.

### **Créé pour l'application :**

1. de l'avenant portant Convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP signé le 9 décembre 2003 entre :

La **Fédération Française du Bâtiment**  
La **Fédération Nationale des Travaux Publics**,  
et  
La **Fédération Nationale des salariés de la Construction et du Bois**, **Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)**,  
La **Fédération BATI - MAT - TP (C.F.T.C.)**  
Le **Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (CFE/C.G.C.)**,

**La Fédération Nationale des Salariés de la Construction (C.G.T.),  
La Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment, Bois, Travaux Publics et  
Matériaux de Construction (C.G.T./F.O.),**

2. de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics et des accords portant règlement du PEI-BTP et PERCO-BTP ;
3. des divers accords de participation passés entre les sociétés adhérentes et leur personnel ;
4. des divers plans d'épargne salariale établis entre les sociétés adhérentes et leur personnel.

### **Le Conseil de Surveillance**

Commun à l'ensemble des Fonds Communs de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et FIBTP LT, il est institué en application de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier et comprend dix membres.

→ cinq membres salariés porteurs de parts d'au moins un Fonds Commun de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et/ou FIBTP LT représentant les porteurs de parts salariés et anciens

salariés, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés (C.F.D.T., C.F.T.C., C.F.E./C.G.C., C.G.T., C.G.T./F.O.) signataires de la convention de branche,

→ et de cinq membres représentant les entreprises adhérentes, à raison de deux représentants par chacune des Fédérations, F.F.B. et F.N.T.P, et un cinquième appartenant à une entreprise mixte désignée d'un commun accord entre les deux Fédérations.

### **Orientation de gestion du fonds**

Le fonds est classé dans la catégorie suivante : "FCPE diversifié".

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

### **Objectif de gestion et stratégie d'investissement :**

L'objectif de gestion consiste à optimiser l'allocation de l'actif entre les produits de taux et d'actions en rapport avec l'horizon de placement pour assurer le plus possible une croissance régulière de la valeur de la part, pendant la durée de vie du fonds,

Les indices composites de référence s'établiront comme suit :

Les 3 premières années : 85% EuroMts 5/7 ans\*\*\*\*-15% DJ Stoxx50\*

Ces 2 années suivantes : 90% EuroMts 3/5 ans\*\*\*-10% DJ Stoxx50\*

Jusqu'à la fin de vie du fonds : 95% EuroMts 1/3 ans\*\*-5% DJ Stoxx 50\*.

La diminution progressive de la part actions au sein de l'OPCVM vise, dans la durée normale de vie du fonds, à baisser progressivement la part du risque actions plafonné à 25% les trois premières années, en augmentant la partie des investissements consacrés aux obligations.

\* **DJ STOXX 50** : Indice des valeurs vedettes européennes englobant les 50 premières capitalisations au sein de 17 pays d'Europe occidentale, à savoir l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, l'Irlande, le Luxembourg, la Norvège, les Pays Bas, le Portugal, et le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Les titres qui entrent dans la composition de l'indice sont sélectionnés à partir de l'indice Dow Jones STOXX 600, qui comprend les 600 valeurs les plus importantes négociées sur les principales places boursières européennes.

#### **\*\* EuroMTS 1/3 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro.

Ces indices comprennent un indice global et 6 sous-indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et +.

L'EuroMTS 1/3 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 1 à 3 ans.

**\*\*\* EuroMTS 3/5 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous-indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et +. L'EuroMTS 3/5 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 3 à 5 ans.

**\*\*\*\* EuroMTS 5/7 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous-indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et plus

L'EuroMTS 5/7 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 5 à 7 ans.

**Profil de risque :**

***Risque de perte en capital :***

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

***Risque lié à la gestion discrétionnaire :***

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

***Risque de taux:***

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 95% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

***Risque de crédit :***

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

***Risque action :***

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 25% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du FCPE baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

***Risque de change :***

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro, notamment de par ses investissements en Europe hors zone Euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Le fonds supporte un risque de change accessoire.

**Durée de placement minimum conseillée : 5 ans**

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

### **Composition de l'OPCVM :**

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 75% au moins de son actif net en produits de taux monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro) et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs), ainsi qu'à 25% en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital). Le FCPE pourra être investi à plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans les quels le FCPE est investi.

Les fonds sous jacents pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif) et leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut :

- FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro LT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro CT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD RENDEMENT (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD EUROCREDIT (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE, ils correspondent aux fonds dans lesquels le FCPE pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF.

### **Allocation d'actifs :**

Création	Horizon de gestion	Allocation d'actif	
		Actions ( <i>maxi</i> )	Produits de taux ( <i>minimum</i> )
Année N+6	< 1an	10%	90% (1/3 ans)
Année N+5	1an	10%	90% (1/3 ans)
Année N+4	2 ans	20%	80% (3/5 ans)
Année N+3	3 ans	20%	80%(3/5 ans)
Année N+2	4 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)
Année N+1	5 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)
Année N	6 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)

Plus on se rapproche de l'échéance, plus le risque action devient accessoire.

### **Marchés d'évolution**

Obligataire zone euro  
Actions européennes

- Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).



- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : Ce fonds pourra investir plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), et diversifiés.
- Zone géographique prépondérante : Europe

### **Fonctionnement du fonds**

---

- La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.
- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :
  - Les valeurs liquidatives sont publiées sur Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique épargne salariale)
  - Les valeurs liquidatives sont disponibles auprès de PRO BTP FINANCE. La valeur liquidative de fin de mois est affichée dans les locaux des entreprises.
- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout salarié qui en fait la demande auprès de PRO BTP FINANCE, peut recevoir le rapport annuel.
- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises.

## Modalités de souscription et de rachat :

<i>La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise</i>
--

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécution .....prochaine valeur liquidative
- commission de souscription .....1% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge  
.....des porteurs de parts ou de l'entreprise, selon la  
.....convention de l'entreprise
- commission de rachat.....néant
- commission d'arbitrage :.....néant
- frais de fonctionnement et de gestion.....1,08% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge  
.....du fonds
- commission de surperformance : .....néant
- Commission de mouvement : .....néant
- frais de gestion indirects : .....les commissions de gestion indirectes- à la charge  
du fonds - s'élèvent à 0,24% l'an TTC maximum  
de l'actif net des fonds sous-jacents.
- commission de souscription indirecte :.....néant
- commission de rachat indirecte : .....néant
- affectation des revenus du fonds :.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation :.....à la charge de l'entreprise.
- délai d'indisponibilité :.....5 ans
- disponibilité des parts : .....premier jour du 4ème mois  
(pour les droits issus de la participation seule)
- Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance : Adresser la demande,  
accompagnée s'il y a lieu des pièces justificatives, à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en  
numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part  
qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 € (dix euros)

**Nom et adresse des intervenants :**

---

- **Société de Gestion** : PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **Dépositaire** BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES siège social : 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
- **Contrôleurs légaux des comptes** :
  - AUDIT ET COMMUNICATION, 118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
  - PricewaterhouseCoopers Audit SA, 63, Rue de Villiers - 92200 Neuilly sur Seine
- **Teneur de Compte Conservateur de Parts** : REGARDBTP - 7, rue du Regard – 75006 PARIS

Agréé en date du 26 octobre 2007 par l'AMF  
Dernière mise à jour de la notice : le 19/05/2011

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

**Pour s'informer sur ce fonds**

---

Site Internet: [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale)

## NOTICE D'INFORMATION

---

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE :  
**FIBTP 2009**

**Code AMF : FCE20080195**

Compartiment :           oui   ☐           non   ☒  
Nourricier       :           oui   ☐           non   ☒

*Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.*

*La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.*

**L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.**

**Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE «FIBTP 2009» sur simple demande auprès de son entreprise.**

Le FCPE "FIBTP 2009" est un Fonds multi entreprises, réservé aux entreprises du BTP et des secteurs connexes.

---

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier et à ce titre est investi à moins d'un tiers de son actif en titres de l'entreprise, ou d'une entreprise liée au sens du second alinéa de l'article L. 3344-1 du Code du Travail.

### **Créé pour l'application :**

1. de l'avenant portant Convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP signé le 9 décembre 2003 entre :

La **Fédération Française du Bâtiment**  
La **Fédération Nationale des Travaux Publics**,  
et  
La **Fédération Nationale des salariés de la Construction et du Bois, Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)**,  
La **Fédération BATI - MAT - TP (C.F.T.C.)**

**Le Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (CFE/C.G.C.),  
La Fédération Nationale des Salariés de la Construction (C.G.T.),  
La Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment, Bois, Travaux Publics et Matériaux de Construction (C.G.T./F.O),**

2. de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics et des accords portant règlement du PEI-BTP et PERCO-BTP ;
3. des divers accords de participation passés entre les sociétés adhérentes et leur personnel ;
4. des divers plans d'épargne salariale établis entre les sociétés adhérentes et leur personnel.

### **Le Conseil de Surveillance**

Commun à l'ensemble des Fonds Communs de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et FIBTP LT, il est institué en application de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier et comprend dix membres.

→ cinq membres salariés porteurs de parts d'au moins un Fonds Commun de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et/ou FIBTP LT représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés (C.F.D.T., C.F.T.C., C.F.E./C.G.C., C.G.T., C.G.T./F.O.) signataires de la convention de branche,  
→ et de cinq membres représentant les entreprises adhérentes, à raison de deux représentants par chacune des Fédérations, F.F.B. et F.N.T.P, et un cinquième appartenant à une entreprise mixte désignée d'un commun accord entre les deux Fédérations.

### **Orientation de gestion du fonds**

Le fonds est classé dans la catégorie suivante : "FCPE diversifié".

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

### **Objectif de gestion et stratégie d'investissement :**

L'objectif de gestion consiste à optimiser l'allocation de l'actif entre les produits de taux et d'actions en rapport avec l'horizon de placement pour assurer le plus possible une croissance régulière de la valeur de la part, pendant la durée de vie du fonds,

Les indices composites de référence s'établiront comme suit :

Les 3 premières années : 85% EuroMts 5/7 ans\*\*\*\*-15% DJ Stoxx50\*

Les 2 années suivantes : 90% EuroMts 3/5 ans\*\*\*-10% DJ Stoxx50\*

Jusqu'à la fin de vie du fonds : 95% EuroMts 1/3 ans\*\*-5% DJ Stoxx 50\*.

La diminution progressive de la part actions au sein de l'OPCVM vise, dans la durée normale de vie du fonds, à baisser progressivement la part du risque actions plafonné à 25% les trois premières années, en augmentant la partie des investissements consacrés aux obligations.

\* **DJ STOXX 50** : Indice des valeurs vedettes européennes englobant les 50 premières capitalisations au sein de 17 pays d'Europe occidentale, à savoir l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, l'Irlande, le Luxembourg, la Norvège, les Pays Bas, le Portugal, et le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Les titres qui entrent dans la composition de l'indice sont sélectionnés à partir de l'indice Dow Jones STOXX 600, qui comprend les 600 valeurs les plus importantes négociées sur les principales places boursières européennes. Cet indice est calculé dividende non réinvesti.

**\*\* EuroMTS 1/3 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et +.

L'EuroMTS 1/3 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 1 à 3 ans.

Cet indice est calculé coupon réinvesti.

**\*\*\* EuroMTS 3/5 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro.

Ces indices comprennent un indice global et 6 sous indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et +.

L'EuroMTS 3/5 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 3 à 5 ans.

Cet indice est calculé coupon réinvesti.

**\*\*\*\* EuroMTS 5/7 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro.

Ces indices comprennent un indice global et 6 sous indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et plus

L'EuroMTS 5/7 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 5 à 7 ans.

Cet indice est calculé coupon réinvesti.

**Profil de risque :**

***Risque de perte en capital :***

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

***Risque lié à la gestion discrétionnaire :***

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

***Risque de taux:***

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 95% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

***Risque de crédit :***

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

***Risque action :***

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 25% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du FCPE baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

**Risque de change :**

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro, notamment de par ses investissements en Europe hors zone Euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Le fonds supporte un risque de change accessoire.

**Durée de placement minimum conseillée : 5 ans**

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

**Composition de l'OPCVM :**

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 75% au moins de son actif net en produits de taux monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro) et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs), ainsi qu'à 25% en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital). Le FCPE pourra être investi à plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans les quels le FCPE est investi.

Les fonds sous jacents pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif) et leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut :

- FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro LT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro CT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD RENDEMENT (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD EURO CREDIT (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE, ils correspondent aux fonds dans lesquels le FCPE pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF.

**Allocation d'actifs :**

Création	Horizon de gestion	Allocation d'actif	
		Actions ( <i>maxi</i> )	Produits de taux ( <i>minimum</i> )
Année N+6	< 1an	10%	90% (1/3 ans)
Année N+5	1an	10%	90% (1/3 ans)
Année N+4	2 ans	20%	80% (3/5 ans)
Année N+3	3 ans	20%	80%(3/5 ans)
Année N+2	4 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)
Année N+1	5 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)
Année N	6 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)

Plus on se rapproche de l'échéance, plus le risque action devient accessoire.

**Marchés d'évolution**

Obligataire zone euro  
Actions européennes

- Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : Ce fonds pourra investir plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), et diversifiés.
- Zone géographique prépondérante : Europe

### **Fonctionnement du fonds**

---

- La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.
- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :
  - Les valeurs liquidatives sont publiées sur Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique épargne salariale)
  - Les valeurs liquidatives sont disponibles auprès de PRO BTP FINANCE. La valeur liquidative de fin de mois est affichée dans les locaux des entreprises.
- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout salarié qui en fait la demande auprès de PRO BTP FINANCE, peut recevoir le rapport annuel.
- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises.



## Modalités de souscription et de rachat :

*La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise*

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécution .....prochaine valeur liquidative
- commission de souscription .....1% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge  
.....des porteurs de parts ou de l'entreprise, selon la  
.....convention de l'entreprise
- commission de rachat.....néant
- commission d'arbitrage :.....néant
- frais de fonctionnement et de gestion.....1,08% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge  
.....du fonds
- commission de surperformance : .....néant
- Commission de mouvement : .....néant
- frais de gestion indirects : .....les commissions de gestion indirectes- à la charge  
du fonds - s'élèvent à 0,24% l'an TTC maximum  
de l'actif net des fonds sous-jacents.
- commission de souscription indirecte :.....néant
- commission de rachat indirecte : .....néant
- affectation des revenus du fonds :.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation :.....à la charge de l'entreprise.
- délai d'indisponibilité :.....5 ans
- disponibilité des parts : .....premier jour du 4ème mois  
(pour les droits issus de la participation seule)
- Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance : Adresser la demande,  
accompagnée s'il y a lieu des pièces justificatives, à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en  
numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part  
qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 € (dix euros)

**Nom et adresse des intervenants :**

---

- **Société de Gestion** : PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **Dépositaire** BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES siège social : 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
- **Contrôleurs légaux des comptes** :
  - AUDIT ET COMMUNICATION, 118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
  - PricewaterhouseCoopers Audit SA, 63, Rue de Villiers - 92200 Neuilly sur Seine
- **Teneur de Compte Conservateur de Parts** : REGARDBTP - 7, rue du Regard – 75006 PARIS

Ce FCPE a été agréé par l'AMF le 28 10 2008  
Dernière mise à jour de la notice : 19/05/2011

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.
--

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.
--

**Pour s'informer sur ce fonds**

---

Site Internet: [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale)

## NOTICE D'INFORMATION

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE :  
**FIBTP 2010**

**Code AMF : FCE20090122**

Compartiment :           oui   ☐           non   ☒  
Nourricier       :           oui   ☐           non   ☒

*Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.*

*La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.*

**L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.**

**Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE «FIBTP 2010» sur simple demande auprès de son entreprise.**

Le FCPE "FIBTP 2010" est un Fonds multi entreprises, réservé aux entreprises du BTP et des secteurs connexes.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier et à ce titre est investi à moins d'un tiers de son actif en titres de l'entreprise, ou d'une entreprise liée au sens du second alinéa de l'article L. 3344-1 du Code du Travail.

### **Créé pour l'application :**

1. de l'avenant portant Convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP signé le 9 décembre 2003 entre :

La Fédération Française du Bâtiment  
La Fédération Nationale des Travaux Publics,  
et

La Fédération Nationale des salariés de la Construction et du Bois, Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.),

La Fédération BATI - MAT - TP (C.F.T.C.)

Le Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (CFE/C.G.C.),

La Fédération Nationale des Salariés de la Construction (C.G.T.),

La Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment, Bois, Travaux Publics et Matériaux de Construction (C.G.T/F.O),

2. de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics et des accords portant règlement du PEI-BTP et PERCO-BTP ;
3. des divers accords de participation passés entre les sociétés adhérentes et leur personnel ;
4. des divers plans d'épargne salariale établis entre les sociétés adhérentes et leur personnel.

## Le Conseil de Surveillance

Commun à l'ensemble des Fonds Communs de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et FIBTP LT, il est institué en application de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier et comprend dix membres.

→ cinq membres salariés porteurs de parts d'au moins un Fonds Commun de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et/ou FIBTP LT représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés (C.F.D.T., C.F.T.C., C.F.E./C.G.C., C.G.T., C.G.T./F.O.) signataires de la convention de branche,  
→ et de cinq membres représentant les entreprises adhérentes, à raison de deux représentants par chacune des Fédérations, F.F.B. et F.N.T.P., et un cinquième appartenant à une entreprise mixte désignée d'un commun accord entre les deux Fédérations.

## Orientation de gestion du fonds

Le fonds est classé dans la catégorie suivante : "FCPE diversifié".

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

## Objectif de gestion et stratégie d'investissement :

L'objectif de gestion consiste à optimiser l'allocation de l'actif entre les produits de taux et d'actions en rapport avec l'horizon de placement pour assurer le plus possible une croissance régulière de la valeur de la part, pendant la durée de vie du fonds,

Les indices composites de référence s'établiront comme suit :

Les 3 premières années : 85% EuroMts 5/7 ans\*\*\*\*-15% DJ Stoxx50\*

Les 2 années suivantes : 90% EuroMts 3/5 ans\*\*\*-10% DJ Stoxx50\*

Jusqu'à la fin de vie du fonds : 95% EuroMts 1/3 ans\*\*-5% DJ Stoxx 50\*.

La diminution progressive de la part actions au sein de l'OPCVM vise, dans la durée normale de vie du fonds, à baisser progressivement la part du risque actions plafonné à 25% les trois premières années, en augmentant la partie des investissements consacrés aux obligations.

\* **DJ STOXX 50** : Indice des valeurs vedettes européennes englobant les 50 premières capitalisations au sein de 17 pays d'Europe occidentale, à savoir l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, l'Irlande, le Luxembourg, la Norvège, les Pays Bas, le Portugal, et le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Les titres qui entrent dans la composition de l'indice sont sélectionnés à partir de l'indice Dow Jones STOXX 600, qui comprend les 600 valeurs les plus importantes négociées sur les principales places boursières européennes. Cet indice est calculé dividende non réinvesti.

### \*\* EuroMTS 1/3 ans :

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et +.

L'EuroMTS 1/3 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 1 à 3 ans.

Cet indice est calculé coupon réinvesti.

### \*\*\* EuroMTS 3/5 ans :

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et +.

L'EuroMTS 3/5 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 3 à 5 ans.

Cet indice est calculé coupon réinvesti.

### \*\*\*\* EuroMTS 5/7 ans :

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et plus

L'EuroMTS 5/7 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 5 à 7 ans.

Cet indice est calculé coupon réinvesti.

**Profil de risque :*****Risque de perte en capital :***

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

***Risque lié à la gestion discrétionnaire :***

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

***Risque de taux:***

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 95% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

***Risque de crédit :***

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

***Risque action :***

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 25% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du FCPE baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

***Risque de change :***

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro, notamment de par ses investissements en Europe hors zone Euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Le fonds supporte un risque de change accessoire.

**Durée de placement minimum conseillée : 5 ans**

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

**Composition de l'OPCVM :**

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 75% au moins de son actif net en produits de taux monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro) et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs), ainsi qu'à 25% en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital). Le FCPE pourra être investi à plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans les quels le FCPE est investi.

Les fonds sous jacents pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif) et leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut :

- FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro LT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro CT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD RENDEMENT (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD EURO CREDIT (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE, ils correspondent aux fonds dans lesquels le FCPE pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF.

#### Allocation d'actifs :

Création	Horizon de gestion	Allocation d'actif	
		Actions (maxi)	Produits de taux (minimum)
Année N+6	< 1an	10%	90% (1/3 ans)
Année N+5	1an	10%	90% (1/3 ans)
Année N+4	2 ans	20%	80% (3/5 ans)
Année N+3	3 ans	20%	80% (3/5 ans)
Année N+2	4 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)
Année N+1	5 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)
Année N	6 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)

Plus on se rapproche de l'échéance, plus le risque action devient accessoire.

#### Marchés d'évolution

Obligataire zone euro  
Actions européennes

- Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages *(au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché)*.
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : Ce fonds pourra investir plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), et diversifiés.
- Zone géographique prépondérante : Europe

#### Fonctionnement du fonds

- La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.
- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :
  - Les valeurs liquidatives sont publiées sur Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique épargne salariale)
  - Les valeurs liquidatives sont disponibles auprès de PRO BTP FINANCE. La valeur liquidative de fin de mois est affichée dans les locaux des entreprises.

- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout salarié qui en fait la demande auprès de PRO BTP FINANCE, peut recevoir le rapport annuel.
- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises.

## Modalités de souscription et de rachat :

*La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise*

- apports et retraits ..... en numéraire
- mode d'exécution ..... prochaine valeur liquidative
- commission de souscription ..... 1% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge  
..... des porteurs de parts ou de l'entreprise, selon la  
..... convention de l'entreprise
- commission de rachat ..... néant
- commission d'arbitrage : ..... néant
- frais de fonctionnement et de gestion ..... 1,08% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge  
..... du fonds
- commission de surperformance : ..... néant
- Commission de mouvement : ..... néant
- frais de gestion indirects : ..... les commissions de gestion indirectes- à la charge  
..... du fonds - s'élèvent à 0,24% l'an TTC maximum de l'actif  
..... net des fonds sous-jacents.
- commission de souscription indirecte : ..... néant
- commission de rachat indirecte : ..... néant
- affectation des revenus du fonds : ..... capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation : ..... à la charge de l'entreprise, ou à la charge du  
..... souscripteur ayant quitté l'entreprise, dans les  
..... conditions de la réglementation en vigueur et selon les  
..... modalités prévues par l'accord d'épargne salariale de  
..... l'entreprise
- délai d'indisponibilité : ..... 5 ans
- disponibilité des parts : ..... premier jour du 5ème mois  
..... (pour les droits issus de la participation seule)
- Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance : Adresser la demande,  
accompagnée s'il y a lieu des pièces justificatives, à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en  
numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part  
qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 € (dix euros)

## Nom et adresse des intervenants :

- **Société de Gestion** : PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **Dépositaire** BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES siège social : 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
- **Contrôleurs légaux des comptes** :
  - AUDIT ET COMMUNICATION, 118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
  - PricewaterhouseCoopers Audit SA, 63, Rue de Villiers - 92200 Neuilly sur Seine
- **Teneur de Compte Conservateur de Parts** : REGARDBTP - 7, rue du Regard – 75006 PARIS

Ce FCPE a été agréé par l'AMF le 22 10 2009

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.



## NOTICE D'INFORMATION

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE :  
**FIBTP 2011**

**Code AMF : FCE20100144**

Compartiment :	oui	<input type="checkbox"/>	non	<input checked="" type="checkbox"/>
Nourricier :	oui	<input type="checkbox"/>	non	<input checked="" type="checkbox"/>

*Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.*

*La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.*

**L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.**

**Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE «FIBTP 2011» sur simple demande auprès de son entreprise.**

Le FCPE "FIBTP 2011" est un Fonds multi entreprises, réservé aux entreprises du BTP et des secteurs connexes.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier et à ce titre est investi à moins d'un tiers de son actif en titres de l'entreprise, ou d'une entreprise liée au sens du second alinéa de l'article L. 3344-1 du Code du Travail.

### **Créé pour l'application :**

1. de l'avenant portant Convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP signé le 9 décembre 2003 entre :

La **Fédération Française du Bâtiment**  
La **Fédération Nationale des Travaux Publics**,  
et

La **Fédération Nationale des salariés de la Construction et du Bois, Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)**,

La **Fédération BATI - MAT - TP (C.F.T.C.)**

Le **Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (CFE/C.G.C.)**,

La **Fédération Nationale des Salariés de la Construction (C.G.T.)**,

La **Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment, Bois, Travaux Publics et Matériaux de Construction (C.G.T/F.O.)**,

2. de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics et des accords portant règlement du PEI-BTP et PERCO-BTP ;
3. des divers accords de participation passés entre les sociétés adhérentes et leur personnel ;
4. des divers plans d'épargne salariale établis entre les sociétés adhérentes et leur personnel.

## Le Conseil de Surveillance

Commun à l'ensemble des Fonds Communs de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et FIBTP LT, il est institué en application de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier et comprend dix membres.

→ cinq membres salariés porteurs de parts d'au moins un Fonds Commun de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et/ou FIBTP LT représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés (C.F.D.T., C.F.T.C., C.F.E./C.G.C., C.G.T., C.G.T./F.O.) signataires de la convention de branche,

→ et de cinq membres représentant les entreprises adhérentes, à raison de deux représentants par chacune des Fédérations, F.F.B. et F.N.T.P., et un cinquième appartenant à une entreprise mixte désignée d'un commun accord entre les deux Fédérations.

## Orientation de gestion du fonds

Le fonds est classé dans la catégorie suivante : "FCPE diversifié".

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

### Objectif de gestion et stratégie d'investissement :

L'objectif de gestion consiste à optimiser l'allocation de l'actif entre les produits de taux et d'actions en rapport avec l'horizon de placement pour assurer le plus possible une croissance régulière de la valeur de la part, pendant la durée de vie du fonds,

Les indices composites de référence s'établiront comme suit :

Les 3 premières années : 85% EuroMts 5/7 ans\*\*\*\*-15% DJ Stoxx50\*

Les 2 années suivantes : 90% EuroMts 3/5 ans\*\*\*-10% DJ Stoxx50\*

Jusqu'à la fin de vie du fonds : 95% EuroMts 1/3 ans\*\*-5% DJ Stoxx 50\*.

La diminution progressive de la part actions au sein de l'OPCVM vise, dans la durée normale de vie du fonds, à baisser progressivement la part du risque actions plafonné à 25% les trois premières années, en augmentant la partie des investissements consacrés aux obligations.

\* **DJ STOXX 50** : Indice des valeurs vedettes européennes englobant les 50 premières capitalisations au sein de 17 pays d'Europe occidentale, à savoir l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, l'Irlande, le Luxembourg, la Norvège, les Pays Bas, le Portugal, et le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Les titres qui entrent dans la composition de l'indice sont sélectionnés à partir de l'indice Dow Jones STOXX 600, qui comprend les 600 valeurs les plus importantes négociées sur les principales places boursières européennes. Cet indice est calculé dividende non réinvesti.

#### **\*\* EuroMTS 1/3 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et +.

L'EuroMTS 1/3 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 1 à 3 ans.

Cet indice est calculé coupon réinvesti.

#### **\*\*\* EuroMTS 3/5 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et +.

L'EuroMTS 3/5 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 3 à 5 ans.

Cet indice est calculé coupon réinvesti.

#### **\*\*\*\* EuroMTS 5/7 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et plus

L'EuroMTS 5/7 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 5 à 7 ans.

Cet indice est calculé coupon réinvesti.

**Profil de risque :*****Risque de perte en capital :***

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

***Risque lié à la gestion discrétionnaire :***

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

***Risque de taux:***

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 95% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

***Risque de crédit :***

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

***Risque action :***

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 25% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du FCPE baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

***Risque de change :***

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro, notamment de par ses investissements en Europe hors zone Euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Le fonds supporte un risque de change accessoire.

**Durée de placement minimum conseillée : 5 ans**

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

**Composition de l'OPCVM :**

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 75% au moins de son actif net en produits de taux monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro) et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs), ainsi qu'à 25% en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital). Le FCPE pourra être investi à plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans les quels le FCPE est investi.

Les fonds sous jacents pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif) et leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut :

- FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro LT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro CT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD RENDEMENT (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD EUROCREDIT (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE, ils correspondent aux fonds dans lesquels le FCPE pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF.

#### Allocation d'actifs :

Création	Horizon de gestion	Allocation d'actif	
		Actions ( <i>maxi</i> )	Produits de taux ( <i>minimum</i> )
Année N+6	< 1an	10%	90% (1/3 ans)
Année N+5	1an	10%	90% (1/3 ans)
Année N+4	2 ans	20%	80% (3/5 ans)
Année N+3	3 ans	20%	80%(3/5 ans)
Année N+2	4 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)
Année N+1	5 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)
Année N	6 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)

Plus on se rapproche de l'échéance, plus le risque action devient accessoire.

#### Marchés d'évolution

Obligataire zone euro  
Actions européennes

- Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : Ce fonds pourra investir plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), et diversifiés.
- Zone géographique prépondérante : Europe

#### Fonctionnement du fonds

- La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.
- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :
  - Les valeurs liquidatives sont publiées sur Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique épargne salariale)
  - Les valeurs liquidatives sont disponibles auprès de PRO BTP FINANCE. La valeur liquidative de fin de mois est affichée dans les locaux des entreprises.

- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout salarié qui en fait la demande auprès de PRO BTP FINANCE, peut recevoir le rapport annuel.
- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises.

## Modalités de souscription et de rachat :

*La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise*

- apports et retraits ..... en numéraire
- mode d'exécution ..... prochaine valeur liquidative
- commission de souscription ..... 1% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise, selon la convention de l'entreprise
- commission de rachat ..... néant
- commission d'arbitrage : ..... néant
- frais de fonctionnement et de gestion ..... 1,08% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge du fonds
- commission de surperformance : ..... néant
- Commission de mouvement : ..... néant
- frais de gestion indirects : ..... les commissions de gestion indirectes- à la charge du fonds - s'élèvent à 0,24% l'an TTC maximum de l'actif net des fonds sous-jacents.
- commission de souscription indirecte : compris entre 0% et 0,25% l'an TTC maximum des montants souscrits, selon l'OPCVM à vocation générale sous jacent
- commission de rachat indirecte : compris entre 0% et 0,25% l'an TTC maximum des montants rachetés, selon l'OPCVM à vocation générale sous jacent
- affectation des revenus du fonds : ..... capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation : ..... à la charge de l'entreprise, ou à la charge du souscripteur ayant quitté l'entreprise, dans les conditions de la réglementation en vigueur et selon les modalités prévues par l'accord d'épargne salariale de l'entreprise
- délai d'indisponibilité : ..... 5 ans
- disponibilité des parts : ..... premier jour du 5ème mois  
(pour les droits issus de la participation seule)
- Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance : Adresser la demande, accompagnée s'il y a lieu des pièces justificatives, à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 € (dix euros)

## Nom et adresse des intervenants :

- **Société de Gestion** : PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **Dépositaire** BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES siège social : 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
- **Contrôleurs légaux des comptes** :
  - AUDIT ET COMMUNICATION, 118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
  - PricewaterhouseCoopers Audit SA, 63, Rue de Villiers - 92200 Neuilly sur Seine
- **Teneur de Compte Conservateur de Parts** : REGARDBTP - 7, rue du Regard – 75006 PARIS

Ce FCPE a été agréé par l'AMF le 8 novembre 2010

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

## NOTICE D'INFORMATION

---

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE :  
**FIBTP LT**

**Code AMF : FCE19810065**

Compartiment :            oui    ☐            non    ☒  
Nourricier            :            oui    ☐            non    ☒

*Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.*

*La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.*

**L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.**

**Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE «FIBTP LT» sur simple demande auprès de son entreprise.**

Le FCPE "FIBTP LT" est un Fonds multi entreprises, réservé aux entreprises du BTP et des secteurs connexes.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier et à ce titre est investi à moins d'un tiers de son actif en titres de l'entreprise.

### **Créé pour l'application :**

1. de l'avenant portant Convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP signé le 9 décembre 2003 entre :

La **Fédération Française du Bâtiment**  
La **Fédération Nationale des Travaux Publics**,  
et  
La **Fédération Nationale des salariés de la Construction et du Bois, Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)**,  
La **Fédération BATI - MAT - TP (C.F.T.C.)**  
Le **Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (CFE/C.G.C.)**,  
La **Fédération Nationale des Salariés de la Construction (C.G.T.)**,

**La Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment, Bois, Travaux Publics et Matériaux de Construction (C.G.T/F.O.),**

2. de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics et des accords portant règlement du PEI-BTP et PERCO-BTP ;
3. des divers accords de participation passés entre les sociétés adhérentes et leur personnel ;
4. des divers plans d'épargne salariale établis entre les sociétés adhérentes et leur personnel.

**Le Conseil de Surveillance**

Commun à l'ensemble des Fonds Communs de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et FIBTP LT, institué en application de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier comprend dix membres.

→ cinq membres salariés porteurs de parts d'au moins un Fonds Commun de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et/ou FIBTP LT représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés (C.F.D.T., C.F.T.C., C.F.E./C.G.C., C.G.T., C.G.T./F.O.) signataires de la convention de branche,

→ et de cinq membres représentant les entreprises adhérentes, à raison de deux représentants par chacune des Fédérations, F.F.B. et F.N.T.P. et un cinquième appartenant à une entreprise mixte désignée d'un commun accord entre les deux Fédérations.

**Orientation de gestion du fonds**

Le FCPE "FIBTP LT" est classé dans la catégorie "FCPE obligations et autres titres de créance libellés en euro".

Le FCPE est en permanence exposé sur un ou plusieurs marchés de taux de pays de la zone euro.

L'exposition au risque action ne doit pas excéder 10% de l'actif net.

L'exposition au risque de change doit rester accessoire.

La fourchette de sensibilité aux taux d'intérêt à l'intérieur de laquelle le FCPE est géré est de 1 à 7

**Objectif de gestion**

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 5% de l'indice Dow Jones Stoxx50 (hors dividende) et à 95% de l'indice EuroMTS 5-7 ans.

La gestion de ce FCPE est une gestion active à très forte dominante obligations.

**Stratégie d'investissement :**

Le gérant, en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés, pourra faire évoluer la répartition entre obligations et actions du FCPE dans les fourchettes prévues dans le paragraphe « Composition de l'OPCVM ».



**Profil de risque :**

Le profil de risque sera identique quelque soit la durée de détention et sera très majoritairement issu des risques prévalant sur les marchés de taux d'intérêt.

***Risque de perte en capital :***

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

**Risque de taux:**

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 100% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

**Risque de crédit :**

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

**Durée de placement minimum conseillée : 2 ans**

Cette durée de placement ne tient pas compte de la durée de blocage de votre épargne.

**Composition de l'OPCVM :**

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 90% au moins de son actif net en produits de taux (obligataires et monétaires) et assimilés (TCN et OPCVM), et à 10% en actions et assimilées (titres vifs et OPCVM classifiés actions).

Le niveau de qualité et les critères de sélection des titres éligibles au fonds sont les suivants :

Pour les produits de taux, il s'agit principalement de choisir des OPCVM ayant pour Benchmark les indices EuroMTS (1/3 ans, 3/5 ans ou 5/7 ans), et investissant leur actif en dettes souveraines de la Zone Euro.

Pour les actions, il s'agit principalement de choisir des OPCVM investissant leur actif dans des grandes capitalisations de la CE, répondant à des critères ISR contrôlés par l'analyse interne de la société de gestion de portefeuille.

Ces fonds sont gérés avec un filtre ISR et suivi en interne par un analyste ISR de PRO BTP FINANCE. Ils doivent avoir un quotient durable interne supérieur à 100%.

Le FCPE pourra être investi à plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans les quels le FCPE est investi.

Les fonds sous jacents pourront être les suivants et leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut :

-FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro LT)

-FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro CT)

-FCP REGARD OBLIGATIONS (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE, ils correspondant aux fonds dans lesquels le FCPE pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF.

Le fonds est exposé à la Zone Euro pour sa partie obligataire et à l'Europe pour sa partie actions.

- Intervention sur les marchés à terme ferme et optionnels dans un but de protection du portefeuille : utilisation des instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers (vente de call, achat de put et vente de contrats d'instruments à terme) options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques actions et risque de taux.
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : Ce fonds pourra investir plus de 50% en OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations, actions et diversifiés.
- Zone géographique prépondérante : Europe

### **Fonctionnement du fonds**

---

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :
  - Les valeurs liquidatives sont publiées :
    - sur Internet : [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique épargne salariale)
  - Les valeurs liquidatives sont disponibles auprès de PRO BTP FINANCE. La valeur liquidative défin de mois est affichée dans les locaux des entreprises.
- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout salarié qui en fait la demande auprès de PRO BTP FINANCE, peut recevoir le rapport annuel.
- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises.

## Modalités de souscription et de rachat :

<i>La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise</i>
--

## Modalités de souscription et de rachat :

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécution .....prochaine valeur liquidative
- commission de souscription .....1% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise, selon la convention de l'entreprise
- commission de rachat.....néant
- commission d'arbitrage : .....néant
- Frais de fonctionnement et de gestion .....1,08% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge du fonds
- Commission de surperformance : .....néant
- Commission de mouvement : .....néant
- les frais de gestion indirects à la charge du fonds s'élèvent à 0,24% l'an TTC maximum de l'actif net
- commission de souscription indirecte.....néant
- commission de rachat indirecte .....néant
- affectation des revenus du fonds.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation.....à la charge de l'entreprise.
- délai d'indisponibilité .....5 ans
- disponibilité des parts .....premier jour du 4ème mois  
(pour les droits issus de la participation seule)
- Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance : Adresser la demande, accompagnée s'il y a lieu des pièces justificatives, à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 1,52 euro.

**Nom et adresse des intervenants :**

---

- **société de gestion** : PRO BTP FINANCE, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **dépositaire** : BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES siège social : 9 rue du Debarcadère - 93500 PANTIN
- **contrôleurs légaux des comptes**
  - :
  - AUDIT ET COMMUNICATION, 118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
  - PricewaterhouseCoopers Audit SA, 63, Rue de Villiers - 92208 Neuilly sur Seine Cedex
- **Teneur de Compte Conservateur de Parts** : REGARDBTP - 7, rue du Regard – 75006 PARIS

Agrée en date du 3 mai 1990 par la COB  
Agrément de l'AMF le 13 06 2008  
Dernière mise à jour de la notice 22/06/2011

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.
--

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.
--

**Pour s'informer sur ce fonds**

---

Site Internet: [www.probtp.com](http://www.probtp.com) (rubrique Epargne Salariale)

Brochure n° 3005-I

Accord nationaux  
**TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome I : Accords nationaux)**

---

Brochure n°3107

Accord collectifs nationaux  
**BÂTIMENT**  
**ET TRAVAUX PUBLICS**

---

Brochure n° 3193

Convention collective nationale  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

Brochure n° 3258

Convention collective nationale  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

AVENANT N° 2 DU 17 JUIN 2011  
À L'ACCORD DU 17 JANVIER 2008 RELATIF AUX RÈGLEMENTS PEI-BTP À 5 ANS  
NOR : ASET1151155M

PRÉAMBULE

Les parties signataires ont conclu – en date du 17 janvier 2008 – un accord intitulé « Accord portant règlement du plan d'épargne interentreprises à 5 ans (PEI-BTP) pour l'application de l'accord cadre du 17 janvier 2008 » (ci-après dénommé « l'accord PEI-BTP »).

L'accord PEI-BTP du 17 janvier 2008 constitue un renouvellement de l'accord initialement conclu le 20 janvier 2003. Il a été modifié par avenant n° 1 du 18 mars 2010.

Les parties signataires, suite à la conclusion – en date du 16 février 2011 – d'un protocole d'accord intitulé « Protocole d'accord du 16 février 2011 relatif à l'organisation de l'épargne salariale dans le BTP » d'une part et en prenant en compte certaines dispositions de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 d'autre part, ont conclu le présent avenant qui annule et remplace l'accord PEI-BTP du 17 janvier 2008 susvisé dans tous ses termes.

Sauf dispositions particulières, le présent avenant modificateur n° 2 (ci-après dénommé « le présent avenant ») produit ses effets pour l'application de l'accord susvisé.

## I. – DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AU PEI-BTP

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Cadre juridique. – Dénomination*

Le présent plan, qui a pour dénomination plan d'épargne Inter-entreprises du bâtiment et des travaux publics (PEI-BTP), est constitué dans le cadre des articles L. 3331-1 et suivants du code du travail.

Ce PEI-BTP a pour objet de permettre aux bénéficiaires visés à l'accord cadre du 17 janvier 2008 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics de participer à la constitution d'un portefeuille collectif de valeurs mobilières avec l'aide de leur entreprise selon les règles prévues ci-après.

Au regard des règles d'indisponibilité visées à l'article 11 ci-dessous, le PEI-BTP est conclu avec un terme glissant : les sommes y sont bloquées, sauf conditions particulières décrites ci-après, jusqu'à expiration d'un délai de 5 ans à compter de chaque versement.

### **Alimentation du plan d'épargne à 5 ans (PEI-BTP)**

Les sommes recueillies telles que décrites aux articles 2 à 8 ci-dessous sont immédiatement versées sur le compte du dépositaire et intégralement investies en parts de FCPE visés à l'accord cadre du 17 janvier 2008 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics modifié par avenant du 18 mars 2010, au choix des bénéficiaires.

### **Article 2**

#### *Alimentation du PEI-BTP*

Le PEI-BTP peut être alimenté par des versements de plusieurs natures :

- versements volontaires ;
- versement de l'intéressement ;
- versement de la participation ;
- contribution de l'entreprise (abondement) ;
- transferts depuis un compte épargne-temps ;
- transferts d'un autre plan ou de sommes issues de la participation.

L'ensemble de ces versements et transferts s'effectue conformément aux règles issues du titre III, livre III de la 3<sup>e</sup> partie du code du travail et dans les conditions précisées ci-après.

### **Article 3**

#### *Versements volontaires*

Les bénéficiaires visés à l'accord cadre, peuvent effectuer des versements au PEI-BTP dans la limite des plafonds légaux, soit à la date du présent avenant le quart de la rémunération brute annuelle ou du revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente.

Les sommes issues de la participation que le bénéficiaire choisit d'investir dans le cadre du présent plan d'épargne (en application de l'article 5 ci-après) ainsi que les sommes transférées (en application de l'article 8 ci-après) ne sont pas prises en compte dans le calcul du plafond de versement susvisé.

Ces limites sont appréciées par l'intéressé sous sa responsabilité.

En tout état de cause, ces versements, y compris le cas échéant ceux issus de l'intéressement, ne peuvent être inférieurs à 160 € par an.

Dans ces limites, le montant du versement annuel est libre.

En cas d'adhésion de l'entreprise, cette dernière fixe les modalités de ces versements.

En cas d'épargnant individuel, le bénéficiaire remplit un bulletin individuel de souscription indiquant le montant de son versement.

Les anciens bénéficiaires ayant quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite peuvent continuer à effectuer des versements au PEI-BTP sous réserve qu'ils aient adhéré au PEI-BTP avant leur départ de l'entreprise et qu'ils y aient conservé des avoirs. Ces versements ne peuvent toutefois donner lieu à l'abondement prévu ci-après.

#### **Article 4**

##### *Versement de l'intéressement*

L'intéressement peut être, sur décision individuelle de chaque bénéficiaire, versé en tout ou partie au PEI-BTP, pour un montant minimum, y compris les versements volontaires visés à l'article 3 ci-dessus, de 160 € par an.

Le versement de l'intéressement au PEI-BTP est pris en compte dans les limites mentionnées au premier alinéa de l'article 3 ci-dessus.

Au reçu de la fiche individuelle d'information de ses droits que lui aura adressée son entreprise, le bénéficiaire fait connaître à celle-ci l'emploi qu'il souhaite donner à son intéressement.

En cas de placement dans le PEI-BTP, les sommes correspondantes sont transmises, par l'entreprise au teneur de comptes conservateur de parts, dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle elles sont dues.

L'intéressement que les bénéficiaires décident d'affecter au PEI-BTP est exonéré de l'impôt sur le revenu dans une limite fixée par la réglementation en vigueur (au jour de signature de l'accord : moitié du plafond annuel moyen de la sécurité sociale).

Les anciens salariés ayant quitté l'entreprise peuvent affecter au PEI-BTP leur intéressement versé postérieurement à leur départ de l'entreprise sans pouvoir prétendre à l'abondement.

#### **Article 5**

##### *Versement de la participation*

###### **1. Versement de la participation obligatoire**

Les sommes issues des réserves spéciales de participation des entreprises assujetties à la participation et ayant adhéré au présent règlement PEI-BTP, peuvent être, sur décision individuelle de chaque salarié, affectées en tout ou partie au PEI-BTP.

###### **2. Versement de la participation volontaire**

Les entreprises qui ne sont pas assujetties obligatoirement à la participation et qui entrent dans le champ d'application du PEI-BTP peuvent décider unilatéralement de mettre en œuvre la participation. Dans un tel cas, ce règlement fait office d'accord de participation. Il appartient au chef d'entreprise d'informer par tous moyens appropriés le personnel de l'existence d'un droit à partici-

pation. La formule de calcul de la participation et les modes de répartition de la réserve spéciale de participation à appliquer figurent à la section 2 du présent accord.

Les sommes issues de ces réserves spéciales de participation peuvent être, sur décision individuelle de chaque salarié, affectées en tout ou partie au PEI-BTP.

Les anciens salariés ayant quitté l'entreprise peuvent affecter au PEI-BTP leur participation versée postérieurement à leur départ de l'entreprise sans pouvoir prétendre à l'abondement.

## **Article 6**

### *Contribution de l'entreprise. – Abondement*

L'entreprise est libre de verser chaque année un abondement.

Au plus tard 1 mois avant chaque période annuelle de versements, l'entreprise prend sa décision d'abonder ou non et en informe l'ensemble de ses salariés ainsi que l'organisme gestionnaire du PEI-BTP. Elle précise à cette occasion, en cas de décision d'abonder, la ou les origines de versements qu'elle souhaite abonder (intéressement, versements volontaires, participation...), et les taux d'abondement qu'elle retient pour cette période annuelle, conformément aux dispositions suivantes :

- au minimum 50 % sur la partie du versement annuel du bénéficiaire inférieure à 320 €, sans que le montant de l'abondement puisse être inférieur à 160 € ;
- au minimum 25 % sur la partie du versement annuel du bénéficiaire comprise entre 320 € et 770 € ;
- au minimum 10 % sur la partie du versement annuel du bénéficiaire comprise entre 770 € et 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale. Toutefois, le taux retenu pour cette tranche de versement doit être inférieur ou égal à ceux qui ont été fixés pour les deux premières tranches.

L'entreprise peut par ailleurs retenir un plafond d'abondement, par an et par bénéficiaire, pouvant être égal, au choix de l'entreprise, à 2 %, 3 %, 4 %, 5 %, 6 % ou 7 % du plafond annuel de la sécurité sociale.

Pour chaque année où elle décide d'abonder, l'entreprise porte à la connaissance de l'ensemble de son personnel les taux et plafonds d'abondement retenus.

En tout état de cause, l'abondement global de l'entreprise est limité, par bénéficiaire et par an, aux plafonds légaux soit à la date du présent accord 300 % des versements du bénéficiaire et 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale.

Les sommes versées par l'entreprise au titre de l'abondement ne peuvent se substituer en aucune manière aux éléments de rémunération contractuels ou conventionnels des salariés.

Dans tous les cas, qu'elle ait adhéré ou non au présent PEI-BTP, l'entreprise prend à sa charge les frais de tenue de comptes individuels des bénéficiaires.

Toutefois, les frais de tenue de compte des anciens salariés partis depuis plus d'un an, à l'exception des salariés retraités et préretraités, sont mis à la charge des intéressés par prélèvement sur leurs avoirs.

## **Article 7**

### *Transfert depuis un compte épargne-temps*

Les bénéficiaires disposant de droits affectés sur un compte épargne-temps peuvent les utiliser pour alimenter le PEI-BTP, dans les conditions déterminées par l'accord du compte épargne-temps et conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.



## **Article 8**

### *Transfert d'un autre plan d'épargne salariale ou de sommes issues de la participation*

Les bénéficiaires peuvent effectuer tous transferts prévus par la législation en vigueur de sommes issues de l'épargne salariale vers le PEI-BTP. Toutefois, les salariés des entreprises coopératives de production « SCOP » ne pourront demander le transfert de leur participation au PEI-BTP qu'après avoir satisfait à leur obligation statutaire de contribution au capital de l'entreprise.

Ces transferts sont réalisés aux frais des bénéficiaires. La CSG, la CRDS et le prélèvement social dus au titre des produits de placement ne sont pas prélevés lors du transfert mais sont reportés lors de la délivrance ultérieure des avoirs.

L'opération de transfert est effectuée par le teneur de comptes conservateur de parts visé à l'accord cadre du 17 janvier 2008 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics.

## **Régime social et fiscal**

Le régime social et fiscal du PEI-BTP est déterminé par la réglementation en vigueur. Il est, au jour de la signature du présent accord, le suivant :

## **Article 9**

### *Régime social de l'abondement*

L'abondement au PEI-BTP versé par l'entreprise, conformément aux dispositions de l'article 6 ci-dessus, est exonéré des cotisations sociales dans la limite des plafonds légaux, soit à la date du présent accord le triple du versement du bénéficiaire plafonné à 8 % du PASS.

L'abondement au PEI-BTP est selon la réglementation en vigueur assujetti à la CSG et à la CRDS.

L'abondement au PEI-BTP est en outre assujetti au forfait social, contribution patronale dont le taux est fixé à l'article L. 137-16 du code de la sécurité sociale.

## **Article 10**

### *Régime fiscal de l'abondement*

L'abondement au PEI-BTP est déductible des bénéfices imposables et n'est pas soumis à la taxe sur les salaires. Il est également exonéré de l'impôt sur le revenu établi au nom du bénéficiaire.

## **Article 11**

### *Régime fiscal et social des revenus et des plus-values du PEI-BTP*

Les revenus et les plus-values générés par la gestion des sommes placées au PEI-BTP sont réinvestis dans le PEI-BTP, et de ce fait, exonérés d'impôt sur le revenu. Ils seront toutefois soumis à la CSG et à la CRDS, au prélèvement social ainsi qu'à la contribution additionnelle mentionnée à l'article L. 245-16 du code de la sécurité sociale, lorsque les bénéficiaires demanderont le remboursement de leurs droits.

Les sommes dont le bénéficiaire demande la délivrance sont soumises au régime fiscal et social en vigueur au moment de la demande.

## **Règles d'indisponibilité**

## **Article 12**

### *Règles d'indisponibilité*

Les sommes versées au PEI-BTP ne peuvent être retirées que 5 ans après la date de chaque versement.

Dans la pratique, les sommes versées au PEI-BTP seront disponibles à l'expiration d'un délai de 5 ans courant à compter du 1<sup>er</sup> jour du 7<sup>e</sup> mois de l'année au cours de laquelle les versements ont été faits. Toutefois, les sommes provenant du versement de la participation seront exigibles à l'expiration d'un délai de 5 ans courant à compter du 1<sup>er</sup> jour du 5<sup>e</sup> mois suivant la clôture de l'exercice au titre duquel sont nés les droits.

Si dans une entreprise adhérente au PEI-BTP les salariés acquièrent des droits à la fois aux titres de versements au PEI-BTP et de la participation, l'ensemble de ces droits peut, si l'entreprise le demande, bénéficier d'une date unique de mise en disponibilité alignée sur la date de disponibilité quinquennale de la participation au 1<sup>er</sup> jour du 5<sup>e</sup> mois.

Passé ce délai, les bénéficiaires peuvent demander le remboursement de leurs avoirs ou les conserver sur le PEI-BTP où ils continuent de fructifier.

Cependant, le déblocage anticipé de l'épargne est possible dans les cas explicitement prévus par la réglementation en vigueur (art. R. 3324-22 du code du travail), soit à la date du présent avenant :

- mariage ou conclusion d'un pacs par l'intéressé ;
- naissance ou arrivée au foyer d'un enfant en vue de son adoption lorsque le foyer comporte déjà au moins deux enfants à charge ;
- divorce, séparation ou dissolution d'un pacs assortis d'un jugement prévoyant la résidence habituelle (unique ou partagée) d'au moins un enfant au domicile de l'intéressé ;
- invalidité de l'intéressé, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacs : invalidité au sens de la 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie du code de la sécurité sociale (art. L. 341-4) ou reconnue par décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées, à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle ;
- décès de l'intéressé, de son conjoint ou de la personne liée au bénéficiaire par un pacs ;
- cessation du contrat de travail, ou du mandat social, perte du statut de conjoint collaborateur ou conjoint associé, cessation d'activité par l'entrepreneur individuel ;
- affectation des sommes épargnées à la création ou reprise, par l'intéressé, ses enfants, son conjoint ou la personne liée au bénéficiaire par un Pacs, d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, soit à titre individuel soit sous la forme d'une société, à condition d'en exercer effectivement le contrôle (art. R. 5141-2), à l'installation en vue de l'exercice d'une autre profession non salariée ou à l'acquisition de parts sociales d'une SCOP ;
- affectation des sommes épargnées à l'acquisition ou agrandissement de la résidence principale portant création de surface habitable nouvelle, sous réserve de l'existence d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux ou à la remise en état de la résidence principale à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel ;
- situation de surendettement de l'intéressé définie à l'article L. 331-2 du code de la consommation sur demande adressée à l'organisme gestionnaire des fonds ou à l'employeur soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge lorsque le déblocage des droits paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé.

Toute demande de remboursement doit être présentée dans les 6 mois du fait générateur (excepté dans les cas de cessation du contrat de travail, décès, invalidité et situation de surendettement). Ce remboursement porte au choix du bénéficiaire sur la totalité ou une partie seulement de ses avoirs susceptibles d'être débloqués à ce titre, et ne peut faire l'objet que d'un seul versement.

Dès qu'il est informé du décès d'un bénéficiaire, l'organisme gestionnaire contacte et informe le ou les ayants droit désignés par celui-ci lors de la souscription.

## II. – ACCORD DE PARTICIPATION VOLONTAIRE

L'accord de participation volontaire se situe dans le cadre du PEI-BTP. Les conditions de la section 1 et les dispositions diverses de la section 3 s'appliquent de plein droit à l'accord de participation volontaire.

### **Article 13**

#### *Bénéficiaires*

Cet article prévaut sur les dispositions de l'article 2 de l'accord cadre du 17 janvier 2008, modifié par avenant du 18 mars 2010 et du 17 juin 2011.

Sont bénéficiaires de la participation dans les entreprises appliquant le présent accord de participation volontaire, selon les modalités spécifiques qui s'y rapportent et dans les conditions prévues par les textes en vigueur :

- tous les salariés de ces entreprises ;
- les salariés de groupement d'employeurs n'ayant pas de dispositif de participation, mis à la disposition auprès de ces entreprises ou organismes adhérents audit groupement ;
- les dirigeants et leurs conjoints, tels que définis à l'alinéa 2 de l'article L. 3323-6 du code du travail.

Dans tous les cas, une condition d'ancienneté de 3 mois dans l'entreprise est exigée pour bénéficier de la participation au sein de celle-ci. Les règles de calcul de l'ancienneté sont celles définies par les textes en vigueur, et notamment l'alinéa 2 de l'article L. 3342-1 du code du travail.

### **Article 14**

#### *Calcul du montant de la réserve spéciale de participation*

Dans chaque entreprise, le montant global des droits des bénéficiaires constituant la réserve spéciale de participation est calculé selon les dispositions des articles L. 3324-1 et D. 3324-1 à D. 3324-9 du code du travail.

Ce montant s'exprime par la formule suivante :

$$\text{RSP} = 1/2 (B - 5 \% C) \times S/VA$$

dans laquelle :

B représente le bénéfice de l'entreprise réalisé en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer, tel que défini au 1° de l'article L. 3324-1 du code du travail.

C représente les capitaux propres de l'entreprise, tels que définis aux articles D. 3324-4 à D. 3324-6 du code du travail.

S représente les salaires versés au cours de l'exercice déterminés selon les règles prévues pour le calcul des rémunérations au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale.

La masse salariale sera majorée pour tenir compte forfaitairement de l'incidence des congés payés dont le versement est assuré par une caisse professionnelle.

Le taux de cette majoration sera égal au rapport entre le nombre de semaines de congés payés prévu par le régime applicable dans la profession et le nombre annuel de semaines de travail dans l'entreprise, le résultat étant majoré du montant de la prime de vacances correspondante, telle que définie par les accords professionnels.

La disposition ci-dessus ne s'appliquera pas aux salaires versés aux salariés percevant leurs indemnités de congés payés directement de l'entreprise.

VA représente la valeur ajoutée par l'entreprise telle que définie aux articles D. 3324-2 et D. 3324-3 du code du travail.

## Article 15

### *Date de versement. – Majorations de retard*

Les entreprises doivent verser le montant de leur réserve spéciale de participation dans le délai mentionné à l'article D. 3324-25 du code du travail, soit à la date du présent avenant, avant le premier jour du 5<sup>e</sup> mois suivant la clôture de l'exercice au cours duquel sont nés les droits à participation.

Passé ce délai, les entreprises devront augmenter leur versement d'un intérêt de retard selon les dispositions de l'article D. 3324-25 du code du travail, égal à la date du présent avenant à 1,33 fois le taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publié par le ministre chargé de l'économie.

## Article 16

### *Règles de répartition de la réserve spéciale de participation entre les salariés bénéficiaires*

La répartition entre les bénéficiaires est effectuée conformément aux dispositions des articles L. 3324-5 alinéa 1<sup>er</sup> et D. 3324-10 à D. 3324-15 du code du travail, soit, à la date du présent accord :

- pour les bénéficiaires liés par un contrat de travail à l'entreprise : proportionnellement au total des rémunérations, au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale, perçues dans l'entreprise au cours de l'exercice considéré ;
- pour tenir compte forfaitairement de l'incidence des congés payés dont le versement est assuré par une caisse professionnelle, une majoration, identique à celle prévue à l'article 13 ci-dessus, sera appliquée aux salaires servant de base à la répartition entre les salariés.
- pour les salariés de groupements d'employeurs visés à l'article L. 3322-2 du code du travail : proportionnellement au montant de leurs salaires correspondant à leur activité dans l'entreprise utilisatrice ;
- pour les dirigeants ou leurs conjoints visés à l'article L. 3323-6 alinéa 2 du code du travail : proportionnellement à la rémunération annuelle ou au revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente, plafonnés au niveau du salaire le plus élevé versé dans l'entreprise.

En tout état de cause le montant servant de base de calcul à la répartition est au maximum égal au plafond prévu à l'article D. 3324-10, soit à la date de conclusion du présent avenant quatre fois le plafond annuel retenu pour la détermination du montant maximum des cotisations de sécurité sociale.

En outre, le montant des droits susceptibles d'être attribués à un même bénéficiaire ne pourra excéder le plafond prévu à l'article D. 3324-12, soit à la date de conclusion du présent avenant une somme égale aux trois quarts du montant de ce même plafond.

Les sommes qui n'auraient pu être attribuées en vertu des règles limitant les droits d'un même bénéficiaire pour un même exercice, seront réparties immédiatement entre les salariés qui n'atteignent pas les limites fixées par ces règles. Si le deuxième calcul faisait apparaître de nouvelles répartitions supérieures à ces limites, la même règle serait appliquée jusqu'à épuisement du solde de répartition.

## Article 17

### *Exigibilité des droits des salariés*

Les règles relatives à la disponibilité des sommes issues de la participation en application du présent accord sont régies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date d'exécution du présent accord par chaque entreprise l'appliquant.

A la date de conclusion du présent avenant, ces règles sont les suivantes :

Les droits constitués au profit des bénéficiaires, en vertu de la présente convention, ne sont négociables ou exigibles qu'à l'expiration d'un délai de 5 ans à compter de l'ouverture de ces droits – soit le 1<sup>er</sup> jour du 5<sup>e</sup> mois suivant la clôture de l'exercice au titre duquel ils sont calculés – sauf si le bénéficiaire en demande expressément le versement direct, en tout ou partie, et selon les modalités définies à l'article intitulé « Information des salariés » ci-après.

L'entreprise verse directement aux salariés bénéficiaires les sommes leur revenant au titre de la participation, lorsque celles-ci n'atteignent pas le montant fixé à l'article L. 3324-11 du code du travail (80 € à la date de signature du présent avenant).

A la demande des porteurs de parts, leurs droits peuvent être liquidés ou transférés avant le délai prévu au présent article, dans l'un des cas et selon les conditions prévus à l'article R. 3324-22 du code du travail.

## **Article 18**

### *Collecte et affectation des sommes*

La partie des quote-parts de participation que les bénéficiaires n'auront pas choisi de percevoir immédiatement sont transmises au teneur de comptes conservateur de parts, visé à l'accord cadre du 17 janvier 2008 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics, qui informe PRO BTP Finance.

Les sommes issues de la réserve spéciale de participation, et pour lesquelles le bénéficiaire n'aura pas manifesté de choix d'affectation, seront affectées en totalité à des comptes ouverts au nom des intéressés en application du plan d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics, PEI-BTP ou, le cas échéant, pour moitié dans le PEI-BTP et pour moitié, conformément à la législation, dans le plan d'épargne pour la retraite collectif si ce dernier a été mis en place dans l'entreprise.

Le teneur de comptes conservateur de parts a l'obligation d'employer toutes sommes qui lui ont été transmises, immédiatement et pour leur intégralité, en parts de fonds communs de placement d'entreprise créés pour recevoir les sommes issues de la participation. Ces fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) sont régis par l'article L. 214-39 du code monétaire et financier.

Les revenus et produits des fonds communs ci-dessus mentionnés sont de plein droit capitalisés. En conséquence, les dividendes et intérêts afférents aux valeurs mobilières constituant le portefeuille du fonds, ainsi que tous autres produits, sont réinvestis dans le fonds.

Les sommes issues de la réserve spéciale de participation et dirigées vers le PEI-BTP sont investies dans l'un des fonds communs de placement d'entreprise visés à l'accord cadre du 17 janvier 2008 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics et, à défaut de choix de la part du salarié, sur le fonds BTP épargne prudent.

Les sommes issues de la réserve spéciale de participation et dirigées vers le PERCO-BTP sont investies dans l'un des fonds communs de placement d'entreprise visés à l'accord cadre du 17 janvier 2008 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics et, à défaut de choix de la part du salarié, sur le fonds BTP Epargne prudent.

## **Article 19**

### *Information des salariés sur leurs droits à participation*

Cet article complète les dispositions de l'article 14 de l'accord cadre du 17 janvier 2008, modifié par avenant du 18 mars 2010 et du 17 juin 2011.

Chaque bénéficiaire reçoit à l'occasion de toute répartition de participation faite en application du présent accord, une fiche individuelle comportant les informations suivantes :

- le montant total de la réserve spéciale de participation pour l'exercice écoulé ;
- le montant des droits attribués à l'intéressé au titre de la participation de l'exercice ;

- le montant des prélèvements effectués au titre de la contribution sociale généralisée et de la contribution pour le remboursement de la dette sociale ;
- le montant des droits dont l'intéressé peut demander, en tout ou partie, le versement direct ;
- l'affectation, en cas d'absence de réponse de sa part, de la moitié de la quote-part de ces sommes au plan d'épargne pour la retraite collectif, lorsqu'il a été mis en place dans l'entreprise ;
- le délai exact dans lequel l'intéressé peut formuler sa demande de versement direct de tout ou partie de sa quote-part de participation ;
- les dates à partir desquelles lesdits droits seront négociables ou exigibles en cas de blocage ;
- les cas dans lesquels ces droits peuvent être exceptionnellement liquidés avant l'expiration de ce délai ;
- l'adresse de REGARDBTP.

Ces fiches individuelles d'information sont transmises aux bénéficiaires, au choix de l'entreprise et en fonction de la situation de chaque bénéficiaire :

- soit directement par courrier simple adressé aux intéressés par REGARDBTP ;
- soit par courrier (interne, postal ou électronique) par l'entreprise employeur à ses salariés ; le cas échéant, concernant les bénéficiaires ayant quitté l'entreprise à J - 22 pour une durée restant à courir d'au moins 7 jours calendaires, par courrier simple transmis à la dernière adresse indiquée par eux. Cette transmission de l'information peut être assurée par l'entreprise sur la base des documents d'informations établis par REGARDBTP.

En tout état de cause, les bénéficiaires sont présumés avoir été informés, selon le cas :

- 7 jours calendaires après la date d'envoi de l'information susvisée par courrier simple aux intéressés ;
- 5 jours calendaires après la transmission de l'information susvisée par courrier électronique aux intéressés ;
- 5 jours calendaires après la transmission de l'information susvisée par courrier interne aux intéressés.

A compter de cette date, le délai laissé au bénéficiaire pour faire connaître son choix est de 15 jours calendaires, soit :

J - 22	Date de l'envoi de l'information individuelle par courrier simple aux intéressés
J - 20	Date de l'envoi de l'information individuelle par courrier électronique aux intéressés
J - 20	Date de l'envoi de l'information individuelle par courrier interne aux intéressés
J - 15	Date à laquelle les bénéficiaires sont présumés avoir été informés
J	Date limite à laquelle le bénéficiaire peut faire connaître son choix de perception directe ou d'investissement de sa quote-part de participation

### III. – DISPOSITIONS DIVERSES

#### **Article 20**

##### *Clause de sauvegarde*

Les termes du présent avenant ont été arrêtés au regard des dispositions légales et réglementaires applicables à la date de conclusion.

En cas de modification de cet environnement juridique, les règles d'ordre public s'appliqueront à l'avenant, sans que les parties aient à renégocier, dans les conditions qui seront prévues par la loi. Les parties signataires en seront informées. S'il ne s'agit pas de dispositions d'ordre public, les parties se réuniront pour en tirer les conséquences et rédiger éventuellement un avenant.

## **Article 21**

### *Dépôt et extension*

Le présent avenant est déposé à la direction générale du travail.

Les parties signataires demanderont son extension dans les conditions prévues aux articles L. 2261-19 et suivants du code du travail.

## **Article 22**

### *Litiges*

Toutes contestations relatives aux dispositions du présent avenant qui peuvent s'élever sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

## **Article 23**

### *Entrée en vigueur et durée*

Le présent avenant est conclu pour la durée de l'accord PEI-BTP du 17 janvier 2008. Il entre en vigueur dès sa date de signature.

Fait à Paris, le 17 juin 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

CAPEB ;  
FNTP ;  
FNSCOP ;  
FFB ;  
FFIE.

### **Syndicats de salariés :**

FNSCB CFDT ;  
BATIMAT CFTC ;  
BTP CFE-CGC ;  
FG BTP FO.

Brochure n° 3117

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 843. – BOULANGERIE-PÂTISSERIE**  
**(Entreprises artisanales)**

AVENANT N° 9 DU 27 MAI 2011  
À L'AVENANT N° 83 RELATIF AUX FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1151151M  
IDCC : 843

**PRÉAMBULE**

Le présent avenant a pour objet de préciser, conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 (dite « loi Evin »), les conditions de maintien des garanties aux anciens salariés ne bénéficiant plus du régime conventionnel.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification de l'article 10 « Cessation des garanties »*

L'article 10 « Cessation des garanties » est modifié comme suit :

« Article 10

*Cessation des garanties*

Pour le salarié, la garantie cesse d'être accordée à l'expiration du mois au cours duquel prend fin le contrat de travail qui lie le salarié à l'entreprise ou, en cas de maintien des droits au titre de l'article 4 *bis* du présent régime, le dernier jour du mois au cours duquel le bénéficiaire cesse d'être garanti.

A titre exceptionnel et à condition que la totalité des cotisations mensuelles afférentes à la période de couverture aient été acquittées, la garantie peut être maintenue jusqu'à la fin du trimestre au cours duquel prend fin le contrat de travail.

Dans le respect de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 (dite « loi Evin ») et de son décret d'application n° 90-769 du 30 août 1990, l'organisme assureur désigné maintient, à titre individuel, la couverture frais de santé, sans condition de période probatoire ni d'examens ou questionnaires médicaux au profit des anciens salariés bénéficiaires d'une rente d'incapacité ou d'invalidité, d'une pension de retraite ou, s'ils sont privés d'emploi, d'un revenu de remplacement, sans condition de durée, sous réserve qu'ils en fassent la demande dans les 6 mois qui suivent la rupture de leur contrat de travail.

Les anciens salariés visés par l'article 4 *bis* du présent régime disposent d'un délai de 6 mois à compter de la fin de la période de portabilité pour demander à bénéficier des dispositions de l'article 4 de la loi Evin. La garantie prendra effet au plus tôt à l'issue de la période prise en charge au titre du dispositif de portabilité.



Les anciens salariés qui feront valoir ce droit devront justifier régulièrement de leur situation auprès de l'organisme assureur désigné.

La nouvelle adhésion prendra effet, au plus tard, au lendemain de la demande.

La cotisation retenue est égale à 125 % de la cotisation des actifs prévue à l'article 5 du présent régime. »

## **Article 2**

### *Date d'effet*

Le présent avenant prend effet au 1<sup>er</sup> septembre 2010.

## **Article 3**

### *Modalités de dénonciation*

Le présent avenant pourra être dénoncé par lettre recommandée avec avis de réception, par l'une ou l'autre des parties signataires en respectant un délai de préavis de 6 mois.

En cas de dénonciation, l'avenant continuera à produire ses effets jusqu'à l'entrée en vigueur de l'avenant qui lui sera substitué ou, à défaut, pendant une durée de 1 an conformément à l'article L. 2261-10 du code du travail.

## **Article 4**

### *Dépôt. – Extension*

Le présent avenant est établi en vertu des dispositions du code du travail relatives à « la négociation collective – les conventions et accords collectifs du travail » (livre II de la partie 2). Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi et de la santé, l'extension du présent avenant en application des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 27 mai 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

CNBF.

### **Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FNAA CFE-CGC ;

FGA CFDT ;

FNAF CGT.

Brochure n° 3117

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 843. – BOULANGERIE-PÂTISSERIE**  
**(Entreprises artisanales)**

AVENANT N° 10 DU 27 MAI 2011  
À L'AVENANT N° 83 RELATIF AUX FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1151152M  
IDCC : 843

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux de la branche se sont réunis en commission paritaire et ont décidé à l'unanimité, compte tenu des résultats du régime, d'améliorer les prestations du régime « remboursement complémentaire de frais de soins de santé » des salariés sans modification corrélative des cotisations.

Le présent avenant a pour effet de modifier le tableau des prestations garanties figurant en annexe à l'avenant n° 83 de la convention collective nationale des entreprises artisanales de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie artisanale.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification du tableau des prestations garanties par le régime de remboursement  
complémentaire de frais de soins de santé (annexe à l'avenant n° 83)*

Sont couverts selon les conditions du régime conventionnel, tous les actes et frais de soins, ayant fait l'objet d'un remboursement et d'un décompte individuel sécurité sociale, relevant des postes de garantie détaillées ci-dessous.

Les exclusions et les limitations de garanties ne s'appliquent pas lorsqu'elles ont pour effet d'empêcher les prises en charge minimales prévues à l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale.

*(Voir tableau pages suivantes.)*

POSTE	PRESTATIONS (y compris les prestations versées par la sécurité sociale)
	Conventionné
<b>Hospitalisation médicale et chirurgicale</b>	
Frais de séjour, salle d'opération	250 % de la base de remboursement
Honoraires : – actes de chirurgie (ADC) – actes d'anesthésie (ADA) – autres honoraires	250 % de la base de remboursement
Chambre particulière* (y compris maternité) (**)	90 € par jour
Forfait hospitalier engagé*	100 % des frais réels dans la limite de la législation en vigueur
Frais d'accompagnement (enfant à charge < 16 ans sur présentation d'un justificatif) *	30 € par jour
Transport (accepté par la sécurité sociale)	100 % de la base de remboursement
Fécondation in vitro	Crédit annuel de 450 €
<b>Actes médicaux</b>	
Généralistes	225 % de la base de remboursement
Spécialistes	225 % de la base de remboursement
Actes de chirurgie (ADC) Actes techniques (ATM)	225 % de la base de remboursement
Actes d'imagerie médicale (ADI) Actes d'échographie (ADE)	150 % de la base de remboursement
Auxiliaires médicaux	110 % de la base de remboursement
Analyses	110 % de la base de remboursement
<b>Pharmacie (acceptée par la sécurité sociale)</b>	
Vignette blanche Vignette bleue Vignette orange	100 % de la base de remboursement
<b>Dentaire</b>	
Soins dentaires (à l'exception des inlay et onlay)	100 % de la base de remboursement
Inlay, onlay	425 % de la base de remboursement
Prothèses dentaires remboursées par la sécurité sociale	425 % de la base de remboursement
Inlay core et inlay à clavettes	330 % de la base de remboursement
Prothèses dentaires non remboursées par la sécu- rité sociale *	355 % de la base de remboursement
Implant	Forfait de 800 € par implant (limité à 3 implants/an) (maximum 2 400 € par an)
Orthodontie acceptée par la sécurité sociale	150 % de la base de remboursement
Orthodontie refusée par la sécurité sociale *	250 % de la base de remboursement
Parodontologie	Crédit annuel de 300 €

POSTE	PRESTATIONS (y compris les prestations versées par la sécurité sociale)
	Conventionné
<b>Prothèses non dentaires (acceptées par la sécurité sociale)</b>	
Prothèses auditives	Crédit annuel de 1 200 € par bénéficiaire
Orthopédie & autres prothèses	Crédit annuel de 600 € par bénéficiaire
<b>Optique ***</b>	
Monture + verres	Limité à un équipement par an et par bénéficiaire
Monture	Remboursement sécurité sociale + 115 €
Verres unifocaux simples (1)	Remboursement sécurité sociale + 80 € par verre
Verres unifocaux complexes (2)	Remboursement sécurité sociale + 140 € par verre
Verres multifocaux ou progressifs simples (3)	Remboursement sécurité sociale + 180 € par verre
Verres multifocaux ou progressifs complexes (4)	Remboursement sécurité sociale + 240 € par verre
Lentilles acceptées par la sécurité sociale	Remboursement sécurité sociale + crédit annuel de 180 € par paire par bénéficiaire
Lentilles refusées par la sécurité sociale (y compris lentilles jetables) *	Crédit annuel de 180 € par paire par bénéficiaire
Chirurgie réfractive	Crédit annuel de 600 € par œil
<b>Cure thermique (acceptée sécurité sociale)</b>	
Frais de traitement et honoraires	100 % de la base de remboursement
Frais de voyage et hébergement *	Forfait de 350 €
<b>Maternité</b>	
Forfait par enfant déclaré (dans la limite des frais réels restants à charge)	Forfait de 500 €
<b>Prévention (décret 2005-1226 du 29 septembre 2005 et de ses arrêtés subséquents)</b>	
Voir détails *	100 % de la base de remboursement
<b>Actes hors nomenclature</b>	
Pack bien-être : Ostéopathie *, chiropractie *, dié- tétique *, psychologie *, acupuncture *, sevrage tabagique prescrit, vaccin contre la grippe, vaccins prescrits non remboursés, moyens contraceptifs prescrits * Intervention de praticiens inscrits auprès d'une as- sociation agréée	Crédit annuel de 150 €
<b>Assistance « frais de santé » hospitalisation et ambulatoire</b>	
Garanties détaillées dans la notice d'information spécifique prise en application du protocole existant entre AG2R Prévoyance et l'assiste	
En secteur non conventionné, les tarifs sont reconstitués sur la base du tarif de convention ou prix unitaire selon la nomenclature sécurité sociale des actes.  L'annualité est appréciée par année civile. La part non consommée une année n'est pas reportée l'année suivante. (*) Remboursé selon conditions définies nonobstant toutes interventions de la sécurité sociale. (**) Limités à 60 jours en hospitalisation médicale et chirurgicale (et maternité) et à 90 jours par année civile en maison de repos, de convalescence ou d'accueil spécialisé pour handicapés en secteur psychiatrique.	

POSTE	PRESTATIONS (y compris les prestations versées par la sécurité sociale)
	Conventionné
<p>(***) Détail poste optique :</p> <p>(1) Verres unifocaux simples : LPP 22 61874, 22 42457, 22 00393, 22 70413, 22 03240, 22 87916, 22 59966, 22 26412.</p> <p>(2) Verres unifocaux complexes : LPP 22 43540, 22 97441, 22 43304, 22 91088, 22 73854, 22 48320, 22 83953, 22 19381, 22 38941, 22 68385, 22 45036, 22 06800, 22 82793, 22 63459, 22 80660, 22 65330, 22 35776, 22 95896, 22 84527, 22 54868, 22 12976, 22 52668, 22 88519, 22 99523.</p> <p>(3) Verres multifocaux simples : 22 59245, 22 64045, 22 40671, 22 82221, 22 90396, 22 91183, 22 27038, 22 99180.</p> <p>(4) Verres multifocaux complexes : 22 38792, 22 02452, 22 34239, 22 59660, 22 45384, 22 95198, 22 02239, 22 52042.</p> <p>(****) Détail des actes de prévention suite au décret 2005-1226 du 29 septembre 2005 et de ses arrêtés subséquents) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– scellement prophylactique des puits, sillons et fissures (SC8), sous réserve que l'acte soit effectué sur les première et deuxième molaires permanentes, qu'il n'intervienne qu'une fois par dent et qu'il soit réalisé en cas de risque carieux et avant le 14<sup>e</sup> anniversaire ;</li> <li>– un détartrage annuel complet sus et sous-gingival effectué en deux séances maximum (SC12) ;</li> <li>– bilan du langage oral et/ou bilan d'aptitudes à l'acquisition du langage écrit (AMO24), à condition qu'il s'agisse d'un premier bilan réalisé chez un enfant de moins de 14 ans ;</li> <li>– dépistage de l'hépatite B (codes NABM 4713, 4714, 0323, 0351) ;</li> <li>– dépistage 1 fois tous les 5 ans des troubles de l'audition chez les personnes âgées de plus de 50 ans pour un des actes suivants : audiométrie tonale ou vocale (CDQP010), audiométrie tonale avec tympanométrie (CDQP015), audiométrie vocale dans le bruit (CDQP011), audiométrie tonale et vocale (CDQP012), audiométrie tonale et vocale tympanométrie (CDQP002) ;</li> <li>– l'acte d'ostéodensitométrie remboursable par l'assurance maladie obligatoire ; sans préjudice des conditions d'inscription de l'acte sur la liste mentionnée à l'article L. 162-1-7, la prise en charge au titre du présent arrêté est limitée aux femmes de plus de 50 ans, une fois tous les 6 ans ;</li> <li>– les vaccinations suivantes, seules ou combinées : de la diphtérie, du tétanos et de la poliomyélite et ce quel que soit l'âge, de la coqueluche avant 14 ans, de l'hépatite B avant 14 ans, du BCG avant 6 ans, de la rubéole pour les adolescentes qui n'ont pas été vaccinées et pour les femmes non immunisées désirant un enfant, de l'Haemophilus influenzae B, vaccination contre les infections invasives à pneumocoques pour les enfants de moins de 18 mois.</li> </ul>	

## Article 2

### *Date d'effet*

Le présent avenant prend effet le 1<sup>er</sup> septembre 2011.

## Article 3

### *Dépôt et extension*

Le présent avenant est établi en vertu des dispositions du code du travail relatives à « la négociation collective – les conventions et accords collectifs du travail » (livre II de la partie II). Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi et de la santé l'extension du présent avenant en application des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 27 mai 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

CNBF.

### **Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FNAA CFE-CGC ;

FGA CFDT ;

FNAF CGT.

Brochure n° 3117

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 843. – BOULANGERIE-PÂTISSERIE**  
**(Entreprises artisanales)**

AVENANT N° 99 DU 27 MAI 2011

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1151149M

IDCC : 843

Vu les articles 37, 37 *bis*, 37 *ter*, 37 *quater* et 37 *quinquies* de la convention collective nationale ;  
Vu le rapport établi par ISICA Prévoyance sur les comptes du régime de prévoyance, y compris la garantie rente éducation, pour les années 2008, 2009 et 2010 ;  
Vu le rapport établi par ISICA sur le fonds de péréquation et le FAPS,  
il a été convenu ce qui suit :

Les dispositions suivantes constituent l'avenant n° 99 à la convention collective nationale du 19 mars 1976, ci-après désignée « convention collective. »

**Article 1<sup>er</sup>**

Les partenaires sociaux ont décidé de renouveler pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2011 la désignation d'ISICA Prévoyance et de l'OCIRP pour gérer les garanties conventionnelles de prévoyance instituées par les articles 37, 37 *ter* et 37 *quater* de la convention collective nationale.

**Article 2**

Les partenaires sociaux ont décidé de confier à ISICA prévoyance la gestion du fonds de péréquation et du FAPS pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2011.

**Article 3**

Le présent avenant entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**Article 4**

Le présent accord est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-5 et L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de demander au ministre du travail l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 27 mai 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

CNBF.

**Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FNAA CFE-CGC ;

FGA CFDT ;

FNAF CGT.

Brochure n° 3117

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 843. – BOULANGERIE-PÂTISSERIE**  
**(Entreprises artisanales)**

---

AVENANT N° 100 DU 27 MAI 2011  
RELATIF À LA DÉSIGNATION DES ORGANISMES ASSUREURS  
NOR : ASET1151150M  
IDCC : 843

---

Vu les articles 34, 37, 37 *bis*, 37 *ter*, 37 *quater*, 37 *quinquies* et 37 *sexies* de la convention collective ;

Vu l'avenant n° 83 à la convention collective ;

Vu le rapport établi par ISICA Prévoyance sur les comptes du régime de prévoyance ainsi que le rapport établi par l'OCIRP en ce qui concerne la garantie rente éducation pour les années 2008, 2009 et 2010 conformément au protocole d'accord du 20 mai 2011 ;

Vu le rapport établi par ISICA Prévoyance sur le fonds de péréquation et le FAPS ;

Vu le rapport établi par ISICA Prévoyance sur le fonds de mutualisation de la garantie « indemnité de départ à la retraite » conformément au protocole d'accord du 20 mai 2011 ;

Vu le rapport établi par AG2R Prévoyance sur les comptes du régime de « remboursement complémentaire de frais de soins de santé », pour les années 2007, 2008, 2009 et 2010 conformément au protocole d'accord du 20 mai 2011,

il a été convenu ce qui suit :

Les dispositions suivantes constituent l'avenant n° 100 à la convention collective nationale du 19 mars 1976, ci-après désignée « convention collective. »

Après examen des rapports établis par ISICA Prévoyance portant notamment sur la situation financière et la gestion des régimes de prévoyance et du fonds de péréquation, par l'OCIRP portant notamment sur la situation financière et la gestion de la garantie rente éducation et par AG2R Prévoyance portant notamment sur la situation financière et la gestion du régime de « remboursement complémentaire de frais de soins de santé », les partenaires sociaux ont décidé les modifications ci-dessous. Il est bien entendu que si la situation financière des régimes l'exigeait, les modifications nécessaires seraient apportées par les partenaires sociaux.

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions du 5 « Taux de cotisation » de l'article 34 « Départ à la retraite » de la convention collective sont annulées et remplacées par :

« Le taux de cotisation de la garantie "indemnité de départ à la retraite" est fixé à 0,80 % du salaire brut limité au plafond de la sécurité sociale et est à la charge exclusive de l'employeur. »



## Article 2

Les dispositions du 6 « Organisme » désigné de l'article 34 « Départ à la retraite » de la convention collective sont annulées et remplacées par :

« Les partenaires sociaux ont désigné ISICA Prévoyance, Institution de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale, 26, rue de Montholon, 75305 Paris Cedex 09, comme organisme assureur et gestionnaire de cette garantie.

Le compte de résultats de la garantie « indemnité de départ à la retraite » sera examiné chaque année. Le taux indiqué au point 5 pourra être éventuellement modifié compte tenu de la situation financière du régime.

Le choix de l'organisme assureur gestionnaire sera réexaminé dans un délai de cinq ans à compter de la date d'effet du présent avenant. »

## Article 3

Les dispositions de l'article 37 *quinquies* « Organismes assureurs » désignés de la convention collective sont annulées et remplacées par :

### « Désignation

Dans un objectif de solidarité entre l'ensemble des salariés et des entreprises de la branche, les partenaires sociaux ont organisé une mutualisation des risques au niveau professionnel. Cette mutualisation permet notamment de pallier les difficultés rencontrées par certaines entreprises de la profession généralement de petite taille, lors de la mise en place d'une protection sociale complémentaire et de garantir l'accès aux garanties collectives, sans considération notamment, d'âge ou d'état de santé.

C'est pourquoi les partenaires sociaux ont désigné ISICA Prévoyance, institution de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale, 26, rue de Montholon, 75305 Paris Cedex 09, comme organisme assureur des garanties de prévoyance susvisées : incapacité de travail, décès et invalidité permanente et totale.

Pour la garantie rente éducation, les partenaires sociaux ont désigné l'OCIRP (organisme commun des institutions de rente et de prévoyance) union d'institutions de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale, 10, rue Cambacérès, 75008 Paris, comme organisme assureur. ISICA Prévoyance reçoit délégation de la part de l'OCIRP pour appeler les cotisations et régler les prestations.

Les modalités d'organisation de la mutualisation de ces risques seront réexaminées par la commission nationale paritaire dans les 6 mois qui précèdent l'expiration d'un délai de 5 années à compter de la date d'effet du présent avenant, conformément aux dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

### Changement d'organisme assureur

Conformément à la législation en vigueur, dans l'hypothèse du changement d'organisme assureur au sein de l'entreprise résultant de l'adhésion à l'organisme assureur désigné par le présent avenant ou en cas de changement d'organisme assureur décidé par les partenaires sociaux, les rentes et indemnités en cours de service seront maintenues à leur niveau atteint à la date de résiliation.

La revalorisation des rentes et indemnités sera assurée par le nouvel organisme dans des conditions au moins identiques à celles définies aux articles 37, 37 *ter* et 37 *quater* de la convention collective.

Les salariés bénéficiant d'indemnités journalières complémentaires à celles versées par la sécurité sociale se verront maintenir la couverture du risque décès. Le changement d'organisme assureur sera sans effet sur les prestations à naître au titre du maintien de garantie en cas de survenance du décès avant le terme de la période d'incapacité de travail. En revanche, le nouvel organisme assureur devra assurer la couverture du risque décès au profit des salariés qui bénéficieraient ultérieurement,

et après le changement d'organisme assureur, d'indemnités journalières complémentaires à celles versées par la sécurité sociale. »

#### **Article 4**

Les dispositions des points 4 et 6 de l'article 37 *bis* « Fonds de péréquation » sont annulées et remplacées par :

« 4. Les partenaires sociaux ont décidé de confier la gestion du fonds de péréquation et du FAPS à ISICA Prévoyance.

6. Les modalités de fonctionnement du fonds de péréquation et du FAPS seront réexaminées dans un délai maximum de 5 ans à compter de la date d'effet du présent avenant, de même que le choix de l'organisme gestionnaire des deux fonds. »

#### **Article 5**

Les dispositions du point 5 de l'article 37 *bis* « Fonds de péréquation » sont annulées et remplacées par :

« 5. Le taux de cotisation du fonds de péréquation est fixé à 0,31 % du salaire brut limité au plafond de la sécurité sociale. Le taux de cotisation du FAPS est fixé à 0,06 % du salaire brut limité au plafond de la sécurité sociale.

Les cotisations du fonds de péréquation et du FAPS sont à la charge exclusive de l'employeur. »

#### **Article 6**

Les partenaires sociaux ont décidé de désigner AG2R Prévoyance comme organisme assureur du régime de « remboursement complémentaire de frais de soins de santé ».

Cette désignation sera réexaminée au plus tard dans un délai de 5 ans à compter de la date d'effet du présent avenant conformément aux dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

En conséquence, les dispositions de l'article 13 de l'avenant n° 83 à la convention collective nationale du 19 mars 1976 sont annulées et remplacées par :

#### **« Article 13**

##### *Désignation de l'organisme assureur*

AG2R Prévoyance, institution de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale, membre du GIE AG2R, 35 boulevard Brune, 75680 Paris Cedex 14, est désignée comme organisme assureur du présent régime « remboursement complémentaire de frais de soins de santé ».

Les modalités d'organisation de la mutualisation du régime seront réexaminées par la commission nationale paritaire dans les 6 mois qui précèdent l'expiration d'un délai de 5 années à compter de la date d'effet du présent avenant, conformément aux dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

Les partenaires sociaux de la branche demandent à AG2R Prévoyance en sa qualité d'organisme assureur désigné, de poursuivre le contrat de réassurance existant avec ISICA Prévoyance et la mutuelle les risques civils de la boulangerie et de la boulangerie pâtisserie française. Cette demande repose sur une volonté des partenaires sociaux de créer une solidarité financière forte dans la gestion du régime « remboursement complémentaire de frais de soins de santé ».

#### **Article 7**

L'article 17 « Modalités de dénonciation » de l'avenant n° 83 à la convention collective nationale du 19 mars 1976 est supprimé.

## Article 8

Il est inséré un article 37 *septies* à la convention collective rédigé comme suit :

« Article 37 *septies*

### *Autonomie des dispositions relatives aux garanties collectives*

Les dispositions relatives aux garanties collectives de prévoyance, en ce compris le régime de remboursement complémentaire de frais de soins de santé, constituent un tout indivisible et détachable du reste de la convention collective.

Par conséquent, en application de l'article 4 de la convention collective, ces dispositions peuvent faire l'objet d'une dénonciation partielle. Par ailleurs, la procédure de révision prévue à l'article 2 de la convention collective est déclinée de la manière suivante en ce qui concerne l'ensemble relatif aux garanties conventionnelles de prévoyance :

- les dispositions de la convention collective relatives à la prévoyance, objet des articles 34-3, 37, 37 *ter*, 37 *quater*, 37 *quinquies* et 37 *sexies*, les dispositions de l'article 37 *bis* de ladite convention collective relative au fonds de péréquation, ainsi que les dispositions de l'avenant n° 83 à la convention collective pourront à tout moment faire l'objet d'une révision en tout ou partie. La négociation à cet effet a lieu à la demande de l'une des parties signataires ou adhérentes conformément aux dispositions des articles L. 2222-5 et L. 2261-8 du code du travail ;
- toute demande de révision devra être adressée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des autres parties signataires et adhérentes et comporter l'indication des dispositions dont la révision est demandée ainsi qu'un projet de nouvelle rédaction ;
- le plus rapidement possible et au plus tard dans un délai de 2 mois suivant la réception de cette lettre, la commission nationale paritaire sera réunie à l'initiative de la partie la plus diligente en vue d'une négociation ;
- les dispositions dont la révision est demandée resteront en vigueur jusqu'à la conclusion d'un avenant ou à défaut seront maintenues ;
- sous réserve des règles de validité des accords collectifs, les dispositions de l'avenant portant révision se substitueront de plein droit à celles de l'accord qu'elles modifient à compter du lendemain du dépôt de l'accord dans les conditions légales ;
- l'avenant de révision fera l'objet des formalités de publicité légale. Les parties solliciteront l'extension de l'avenant auprès des services compétents ;
- la négociation de révision doit être engagée dans les 3 mois suivant le constat, sur la base du rapport annuel présenté par les organismes assureurs désignés, d'un déséquilibre entre masse des cotisations et des prestations. »

## Article 9

Les dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 5 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2011.

Les dispositions des articles 2, 3, 4, 6, 7, 8 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

## Article 10

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-5 et L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi et de la santé l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 27 mai 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

CNBF.

**Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FNAA CFE-CGC ;

FGA CFDT ;

FNAF CGT.

Brochure n° 3117

**Convention collective nationale**

IDCC : 843. – **BOULANGERIE-PÂTISSERIE**  
**(Entreprises artisanales)**

ACCORD DU 5 JUILLET 2011  
RELATIF À LA DÉSIGNATION D'UN OPCA

NOR : ASET1151177M

IDCC : 843

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux soulignent l'intérêt qu'ils portent au développement de l'accès des salariés à des actions de formation professionnelle tout au long de la vie et à la sécurisation de leurs parcours professionnels.

Ils prennent acte des impératifs liés aux conséquences de la réforme de la formation professionnelle à la suite de l'ANI du 9 janvier 2009 et de la loi du 24 novembre 2009.

Par le présent accord, ils saisissent l'opportunité de s'inscrire dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle qui tend vers une logique de proximité professionnelle dans les OPCA. Les partenaires sociaux confirment leur attachement à la logique de filière et de métiers dans le choix de l'OPCA pour permettre le développement des politiques de formation des entreprises. Ils souhaitent ainsi que l'alimentation en détail et de proximité soit prise en compte dans l'OPCA « OPCALIM » en cours de signature.

Les parties sont convenues de ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord est applicable aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boulangerie et la boulangerie pâtisserie.

**Article 2**

*Désignation de l'OPCA dans la branche professionnelle*

Les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale susvisée sont tenues de verser, dans le respect des règles en vigueur, leur contribution à la formation professionnelle à l'OPCA « OPCALIM » (en cours de signature).

## Article 3

### *Dispositions diverses*

#### 3.1. Substitution de dispositions antérieures

Les dispositions du présent accord se substituent aux dispositions ayant le même objet contenues dans les accords antérieurs, notamment celles prévues par l'accord de branche du 1<sup>er</sup> juillet 1995 relatif aux statuts de l'association « Fonds d'assistance formation en boulangerie pâtisserie » et par l'avenant n° 76 du 14 février 2005 et plus particulièrement les dispositions financières visées au point n° 11 de l'article 39 de la convention collective nationale.

#### 3.2. Date d'effet

Le présent accord prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2012 sous réserve de l'agrément de l'OPCA par le ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès de la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi et de la santé. Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 5 juillet 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

CNBF.

#### **Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FNAAC CFE-CGC ;

FGA CFDT ;

FNAF CGT.

Brochure n° 3348

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2666. – CONSEILS D'ARCHITECTURE,**  
**D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT**

---

AVENANT N° 8 DU 17 MAI 2011  
RELATIF À LA PRÉVOYANCE SANTÉ

NOR : ASET1151166M  
IDCC : 2666

**PRÉAMBULE**

La branche n'entrant pas dans le champ d'application de l'article 14 de l'ANI du 11 janvier 2008, les partenaires sociaux de la convention collective nationale des CAUE conviennent de mettre en place, dans le cadre du régime conventionnel, un dispositif de portabilité des droits de prévoyance santé complémentaire.

A cette fin, il est ajouté au chapitre VIII de la convention collective nationale des CAUE relatif au régime de prévoyance complémentaire obligatoire, un article 6 *bis*.

Une amélioration des prestations de la prévoyance santé doit modifier l'article 5.6 « Tableaux des garanties » (hors Alsace-Moselle), l'article 5.7 « Dispositions spécifiques » pour les bénéficiaires relevant du régime de base Alsace-Moselle du titre VIII de la convention collective du 24 mai 2007, étendue le 6 mars 2008, ainsi que l'avenant n° 1 du 24 mai 2007 relatif aux frais de santé (Alsace-Moselle).

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant s'applique aux entreprises visées par le champ d'application de la convention collective nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) du 24 mai 2007.

**Article 2**

*Création dans le chapitre VII de la convention collective nationale des CAUE d'un article 6 bis*  
*« Portabilité des droits de prévoyance complémentaire »*

*« 6 bis.1. Bénéficiaires de la portabilité*

Les dispositions qui suivent s'appliquent pour les ruptures de contrat de travail prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2011.

Les salariés dont le contrat de travail est rompu (sauf en cas de faute lourde) et ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, bénéficient du maintien des garanties de prévoyance et frais de santé.

Le bénéfice du maintien est subordonné à la condition que les droits à couverture complémentaire aient été ouverts chez le dernier employeur, ainsi qu'à la justification par le salarié à son ancien employeur de la prise en charge par l'assurance chômage.

#### 6 bis.2. Garanties maintenues

Ils bénéficient de l'ensemble des garanties du régime, sans dissociation possible, au titre duquel ils étaient affiliés lors de la rupture de leur contrat de travail, à l'exception de la garantie incapacité temporaire de travail dite « Maintien de salaire » qui ne constitue pas une garantie de prévoyance complémentaire.

Les évolutions des garanties du régime sont opposables aux anciens salariés.

#### 6 bis.3. Durée de la portabilité

Le maintien des garanties prend effet dès le lendemain de la date de cessation du contrat de travail. Il appartient à l'entreprise de le déclarer à l'organisme assureur désigné.

La durée du maintien des garanties est égale à la durée du dernier contrat de travail, appréciée en mois entiers, dans la limite de 9 mois de couverture (le contrat doit donc avoir eu une durée minimale de 30 jours).

En tout état de cause, le maintien des garanties cesse :

- à la reprise d'une nouvelle activité rémunérée de l'ancien salarié, que celle-ci donne droit ou non à des garanties de prévoyance complémentaire, dès lors qu'elle met fin au droit à indemnisation du régime d'assurance chômage ;
- en cas de cessation de paiement des allocations du régime d'assurance chômage pour tout autre motif (notamment en cas de retraite, de radiation des listes du Pôle emploi, de décès) ;
- en cas de manquement par l'ancien salarié à son obligation de fourniture des justificatifs de prise en charge par le régime d'assurance chômage auprès de APRIONIS Prévoyance ou Malakoff Médéric Prévoyance (ex. URRPIMMEC) ;
- à la date d'effet de la résiliation de l'adhésion de l'entreprise.

#### 6 bis.4. Financement de la portabilité des droits de prévoyance et santé

Le maintien du bénéfice des garanties de prévoyance et santé complémentaire aux salariés dont le contrat de travail est rompu ou a cessé, tel que prévu au présent article, est assuré dans le cadre de la mutualisation des risques de la branche.

#### 6 bis.5. Information du salarié

L'employeur doit informer le salarié par courrier recommandé, ou remis en main propre contre récépissé, dans un délai minimum de 15 jours ouvrables avant le terme du contrat, de son droit à la portabilité en matière de prévoyance et de santé.

Le salarié peut renoncer au maintien des garanties, en le notifiant expressément par écrit à son ancien employeur, dans les 10 jours suivant la date de cessation du contrat de travail.

#### 6 bis.6. Salaire de référence pour la portabilité des droits prévoyance et santé

Le salaire de référence servant de base au calcul des différentes prestations de prévoyance est le même salaire que celui défini aux articles 3.1.1 « Garanties décès », 3.2.2 « Garanties incapacité temporaire » et 3.3.2 « Garanties invalidité/incapacité permanente », à l'exclusion des sommes devenues exigibles du fait de la rupture du contrat de travail. La période de référence étant celle précédant la cessation du contrat de travail.

S'agissant des indemnités journalières versées en cas d'incapacité temporaire, elles seront limitées au montant des allocations nettes du régime d'assurance chômage que l'ancien salarié aurait perçues au titre de la même période. »



### Article 3

#### *Améliorations des garanties prévoyance santé*

Les articles 5.6 « Tableau des garanties » (hors Alsace-Moselle) et 5.7 « Dispositions spécifiques » pour les bénéficiaires relevant du régime de base Alsace-Moselle de la convention collective nationale CAUE et l'avenant n° 1 du 24 mai 2007 relatif aux frais de santé (Alsace-Moselle) sont modifiés avec l'ajout des garanties suivantes :

- « – médecine douce : 25 € par séance limité à 5 séances par an et par bénéficiaire ;
- vaccins non remboursés par la sécurité sociale : 100 % des frais réels ;
- implantologie dentaire : forfait de 538 € limité à 1 fois par an par bénéficiaire,

Forfait annuel et par bénéficiaire égal à 538 € ou 538 € par implant limité à un implant par an et par bénéficiaire ;

- optique : opération au laser de la myopie : 10 % PMSS par œil,

Ou traitements chirurgicaux des troubles visuels (myopie, hypermétropie, astigmatisme et presbytie). »

### Article 4

#### *Hierarchie des normes*

Les parties conviennent qu'il ne peut être dérogé aux dispositions du présent avenant par une convention ou un accord de groupe, d'entreprise ou d'établissement. Une convention ou accord de groupe, d'entreprise ou établissement ne peut que compléter le présent avenant par des dispositions plus favorables aux salariés.

### Article 5

#### *Date d'effet. – Dépôt. – Extension*

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1<sup>er</sup> juillet 2011 concernant l'article 3 améliorations des garanties prévoyance santé et le 1<sup>er</sup> septembre 2011 concernant l'article 2 : création dans le chapitre VII de la convention collective nationale des CAUE d'un article 6 *bis* portabilité des droits de prévoyance complémentaire.

Il sera établi un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et effectuer les formalités de dépôt.

Sous réserve, en application des dispositions transitoires de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008, de l'absence d'opposition de la majorité en nombre des organisations syndicales de salariés représentatives dans la branche, le présent avenant fera l'objet de la procédure d'extension conformément aux dispositions de l'article L. 2261-15 du code du travail et de l'article L. 911-3 du code la sécurité sociale.

Le présent accord est ouvert à la signature jusqu'au 08 juin 2011 et sera transmis pour extension après expiration du délai de 15 jours suivant la notification de cet accord, ouvrant le délai d'opposition, par la présidence de la CPNCC.

Fait à Paris, le 17 mai 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

FNCAUE.

#### **Syndicats de salariés :**

BATIMAT-TP CFTC ;

BTP CFE-CGC ;

FNCB SYNATPAU CFDT.

Brochure n° 3348

**Convention collective nationale**

IDCC : 2666. – **CONSEILS D'ARCHITECTURE,  
D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT**

---

AVENANT N° 9 DU 6 JUIN 2011  
RELATIF À LA DÉSIGNATION D'UN OPCA

NOR : ASET1151176M

IDCC : 2666

**PRÉAMBULE**

La loi du 25 novembre 2009 sur la formation professionnelle organise un regroupement des organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA). Dans ce cadre les partenaires sociaux de la branche des CAUE conviennent de désigner un nouvel opérateur après un accord avec les adhérents de l'OPCA de rattachement d'origine, habitat formation et le nouvel opérateur désigné « Uniformation ». Les articles du titre III « Formation professionnelle tout au long de la vie » de la convention collective où est mentionné habitat formation est modifié en conséquence.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant s'applique aux entreprises visées par le champ d'application de la convention collective nationale des Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) du 24 mai 2007.

**Article 2**

*Désignation d'uniformation à la place d'habitat formation*

L'article 3.2. « Adhésion à un organisme paritaire collecteur agréé » est remplacé par :

« Les CAUE adhèrent à uniformation, organisme paritaire collecteur agréé au titre du plan de formation, de la professionnalisation et du congé individuel de formation, dont le siège est à Paris au 43, boulevard Diderot, 75012 Paris, pour la collecte des contributions stipulées par la présente convention au titre de la participation des employeurs au financement de la formation à compter de la date d'expiration de l'agrément d'habitat formation. »

Dans les articles 3.3 « Versement des contributions à la formation », 3.4 « Professionnalisation », 3.6 « Tutorat », 3.8 « Plan de formation », 3.9 « Droit individuel à la formation », 3.11 « Observatoire des métiers et des qualifications » et 3.14 « Bilan de compétences et validation des acquis de l'expérience », « Habitat formation » est remplacé par « Uniformation ».

### Article 3

#### *Date d'effet. – Dépôt. – Extension*

Les dispositions du présent avenant prendront effet à la date d'expiration de l'agrément d'habitat formation.

Il sera établi un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et effectuer les formalités de dépôt.

Sous réserve, en application des dispositions transitoires de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008, de l'absence d'opposition de la majorité en nombre des organisations syndicales de salariés représentatives dans la branche, le présent avenant fera l'objet de la procédure d'extension conformément aux dispositions de l'article L. 2261-15 du code du travail et de l'article L. 911-3 du code la sécurité sociale.

Le présent accord est ouvert à la signature jusqu'au 15 juin 2011 et sera transmis pour extension après expiration du délai de 15 jours suivant la notification de cet accord, ouvrant le délai d'opposition, par la présidence de la CPNCC.

Fait à Paris, le 6 juin 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

FNCAUE.

**Syndicats de salariés :**

BATIMAT-TP CFTC ;

BTP CGC ;

FNCB SYNATPAU CFDT.

**Accord interprofessionnel**  
**FORMATION PROFESSIONNELLE**  
**TOUT AU LONG DE LA VIE DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE**  
**(22 septembre 2006)**  
(Étendu par arrêté du 26 avril 2010,  
*Journal officiel* du 5 mai 2010)

---

ACCORD DU 8 AVRIL 2011  
RELATIF À LA FORMATION DES DIRIGEANTS BÉNÉVOLES  
NOR : ASET1151145M

---

**Article 1<sup>er</sup>**

*Préambule et principes de l'accord*

Les parties signataires de l'accord sur la formation professionnelle tout au long de la vie dans l'économie sociale du 22 septembre 2006, se sont engagées à développer la formation professionnelle continue des salariés et des dirigeants bénévoles dans le champ de l'économie sociale.

C'est ainsi qu'une concertation sur le thème de la formation des dirigeants bénévoles a été menée sur la période de décembre 2006 à février 2008, afin de fixer les modalités de mise en œuvre de cette formation.

Le présent accord représente le deuxième accord d'application de l'accord du 22 septembre 2006 et concrétise la volonté des parties signataires d'articuler, au mieux, sur ce sujet la négociation professionnelle et interbranches, dans le respect de deux principes d'égale importance :

- le principe de valeur ajoutée : les dispositions élaborées au niveau interbranches ont pour finalité de répondre aux spécificités des entreprises et des salariés de l'économie sociale ;
- le principe de respect de la subsidiarité à l'égard des branches et secteurs professionnels.

Les parties signataires entendent par dirigeant bénévole : l'administrateur élu ou désigné par les statuts de l'association, la coopérative ou la mutuelle. De ce fait, le dirigeant bénévole peut être le président, le vice-président, le trésorier, le secrétaire général et toutes personnes élues assumant des fonctions de direction « dûment établies » ou titulaires d'une délégation liée à la fonction d'employeur. Le dirigeant bénévole est un dirigeant en droit, le mandataire social de l'organisation et peut exercer la fonction d'employeur au sein des entreprises de l'économie sociale, telles que les associations, les coopératives ou les mutuelles. A ce titre, sa responsabilité civile, professionnelle, financière et pénale est engagée en cas de dommages.

Au cours de ces dernières années, les entreprises de l'économie sociale ont été confrontées à de profondes mutations tant sur le plan politique que sur les plans législatif et réglementaire. Ces évolutions ont conduit à un renforcement du périmètre des responsabilités des dirigeants bénévoles et ont modifié les contours de leur rôle.

Face à ces évolutions, la formation des dirigeants bénévoles apparaît comme un moyen pour accompagner les changements qui s'opèrent dans les entreprises de l'économie sociale, renforcer les compétences des dirigeants bénévoles et promouvoir la qualité de l'emploi.

C'est dans ce contexte que les parties signataires du présent accord entendent donner une forte impulsion à la formation des dirigeants bénévoles comme levier du développement durable des entreprises de l'économie sociale couvertes par le champ du présent accord.

A cet effet, ils affirment les principaux objectifs de cet accord :

- donner les moyens aux dirigeants bénévoles de gérer au mieux et anticiper les changements ;
- permettre aux dirigeants bénévoles de contribuer et accompagner la structuration des politiques et pratiques de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) visant, notamment, à encourager les promotions sociales et les parcours d'évolution professionnelle des salariés ;
- permettre aux dirigeants bénévoles de développer un dialogue social constructif avec les salariés et les instances représentatives du personnel (IRP) dans les entreprises de l'économie sociale ;
- sensibiliser les dirigeants bénévoles à la responsabilité sociale des employeurs ;
- accompagner au mieux les dirigeants bénévoles dans l'exercice de leurs responsabilités.

Considérant :

- les dispositions de l'article L. 6331-20 <sup>(1)</sup> du code du travail ;
- les dispositions de la loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social ;
- les dispositions de l'accord sur la formation professionnelle tout au long de la vie dans l'économie sociale du 22 septembre 2006 qui prévoit la signature d'accords d'application ;
- les dispositions des accords de branches et secteurs professionnels relatifs à la formation professionnelle tout au long de la vie conclus dans le champ de l'économie sociale, en application de l'article L. 2241-6 du code du travail ;
- les dispositions de l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009 sur le développement de la formation tout au long de la vie professionnelle, la professionnalisation et la sécurisation des parcours professionnels fusionnant l'ANI du 5 décembre 2003 et l'ANI du 7 janvier 2009 ;
- la loi sur l'orientation et la formation professionnelle continue tout au long de la vie du 24 novembre 2009,

les parties signataires conviennent des dispositions suivantes :

## **Article 2**

### *Champ d'application de l'accord*

Le champ d'application de l'accord est le champ composé des activités des branches et secteurs professionnels fédérées par l'USGERES. Ainsi, les dispositions du présent accord s'appliquent aux syndicats et groupements d'employeurs adhérents de l'USGERES.

Les annexes du présent accord donnent la liste des branches et secteurs professionnels, des syndicats, des entreprises et des organismes entrant dans le champ d'application de l'accord.

---

(1) Article L. 6331-20 du code du travail : « Les formations destinées à permettre aux bénévoles du mouvement coopératif, associatif ou mutualiste d'acquérir les compétences nécessaires à l'exercice de leurs responsabilités sont regardées comme des actions de formation au sens des 1° et 3° de l'article L. 6331-19 et peuvent également faire l'objet d'un financement par les fonds d'assurance-formation. »

### **Article 3**

#### *Objectifs généraux et axes de la formation des dirigeants bénévoles*

#### **Article 3.1**

##### *Objectifs généraux de la formation des dirigeants bénévoles*

Les parties signataires décident de mettre en place un dispositif de formation pour les dirigeants bénévoles sur les spécificités, les contraintes et les enjeux des entreprises relevant du champ du présent accord. Les objectifs de ce dispositif de formation sont les suivants :

- permettre aux dirigeants bénévoles d’être en mesure d’exercer leur mandat dans des conditions satisfaisantes et d’avoir les moyens de prendre les décisions sur les questions de gouvernance des entreprises de l’économie sociale ;
- accompagner les dirigeants bénévoles dans leur fonction d’employeur et favoriser l’acquisition de compétences transversales nécessaires à la qualité de la gestion des ressources humaines ;
- donner aux acteurs concernés, par la formation des dirigeants bénévoles, un cadre de connaissances et de pratiques communes.

#### **Article 3.2**

##### *Mise en œuvre de la formation des dirigeants bénévoles*

Les organisations employeurs, signataires du présent accord, sont chargées de la mise en œuvre du dispositif de formation des dirigeants bénévoles.

A cet effet, elles assurent :

- la réalisation d’un état des lieux de l’offre existante ;
- la sensibilisation, l’information et le conseil auprès des entreprises, et plus particulièrement des très petites entreprises (TPE) sur la formation des dirigeants bénévoles ;
- l’accompagnement et l’appui aux entreprises, en matière de montage de projets de formation sur le thème de la formation des dirigeants bénévoles ;
- la préconisation à titre indicatif des programmes « types » de formation pour les dirigeants bénévoles ;
- la définition du profil requis des organismes de formation pouvant mettre en place les formations au sein des réseaux.

Dans le respect de ces préconisations, le comité de suivi paritaire de l’accord du 22 septembre 2006 sera régulièrement tenu informé de la mise en œuvre des actions de formation.

#### **Article 3.3**

##### *Axes de la formation des dirigeants bénévoles*

La formation des dirigeants bénévoles doit aborder les dimensions stratégiques, organisationnelles et managériales de la fonction « employeur » ainsi que celle du dialogue social.

Pour ce faire, les signataires du présent accord priorisent en particulier les axes de formation suivants :

- la gouvernance des entreprises de l’économie sociale ;
- l’animation et le développement du projet d’entreprise ;
- la gestion de l’entreprise (aspects comptables et financiers et GRH) ;
- le cadre légal et réglementaire ;
- l’animation du dialogue social.

Les parties signataires s’engagent à définir les actions de formation destinées aux dirigeants bénévoles dans l’économie sociale, compte tenu des orientations préalablement définies.

## **Article 4**

### *Dispositions relatives au financement de la formation des dirigeants bénévoles*

#### **Article 4.1**

##### *Financement de la formation des dirigeants bénévoles*

Certain(e)s branches et secteurs professionnels, notamment dans le cadre des commissions paritaires nationales emploi, formation (CPNEF)<sup>(1)</sup>, disposent de financements spécifiques pour la formation des dirigeants bénévoles. Pour ces dernier(e)s, les dispositions du présent article ne sont pas applicables.

Dans les branches et secteurs professionnels, au sein desquels il n'existe pas de financements spécifiques pour la formation des dirigeants bénévoles à la date de signature du présent accord, les organisations d'employeurs et les organisations syndicales de salariés signataires du présent accord veillent à ce que leurs organisations professionnelles adhérentes de branche ou de secteur définissent par accord les conditions de financement des actions mentionnées à l'article 3.3.

Pour les branches et secteurs professionnels concernés par le présent article, ce financement ne pourra excéder un pourcentage plafond de 3 % des contributions collectées par l'OPCA au titre du « plan de formation ».

#### **Article 4.2**

##### *Modalités de prise en charge de la formation des dirigeants bénévoles*

Les organisations d'employeurs et les organisations syndicales de salariés des branches et secteurs professionnels devront :

- déterminer les critères d'éligibilité et les modalités de financement en tenant compte des responsabilités exercées par le dirigeant bénévole et des besoins identifiés dans les branches et secteurs professionnels, dans le respect du principe de subsidiarité ;
- rechercher d'autres modes de financements :
  - publics (conseils régionaux, conseils généraux, institutions européennes...) ;
  - privés (entreprises, institutions paritaires...) ;
  - dans le cadre des commissions paritaires nationales emploi, formation des branches et secteurs professionnels.

Un rapport annuel sera présenté par les branches et secteurs professionnels susvisés au comité de suivi paritaire de l'accord du 22 septembre 2006.

## **Article 5**

### *Suivi des dispositions*

Les parties signataires demandent au comité de suivi paritaire de l'accord sur la formation tout au long de la vie dans l'économie sociale du 22 septembre 2006, de veiller annuellement à la bonne exécution du présent accord.

Dans ce cadre, il a pour mission :

- de définir les modalités de contrôle de l'imputabilité des dépenses de formation ;
- contribuer à la définition des axes de développement prioritaires de la formation des dirigeants bénévoles ;
- de garantir la bonne utilisation des fonds mutualisés ;
- de demander aux branches et secteurs professionnels le bilan des actions mises en œuvre dans le cadre de la formation des dirigeants bénévoles.

---

(1) Par exemple, les employeurs mutualistes contributeurs du Fond de formation des administrateurs et militants mutualistes (FOFAM) ou les CPNEF des branches de l'animation, du sport et des acteurs du lien social et familial et des Pact'Arim.

De plus, les organisations d'employeurs et les organisations syndicales de salariés signataires du présent accord conviennent de se réunir dans les deux ans qui suivent l'arrêté d'extension du présent accord, pour procéder à une évaluation des effets des différentes mesures décidées par le présent accord.

## **Article 6**

### *Entrée en vigueur*

L'ensemble des dispositions que contient le présent accord entrera en vigueur au premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Pour la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile, il est expressément convenu que l'entrée en vigueur du présent accord est suspendue à l'obtention de son agrément ministériel conformément aux dispositions prévues par l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles. Les parties signataires considèrent, par souci de cohérence et d'unicité, que cette condition suspensive s'appliquera à toutes les entreprises et établissements de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile indépendamment du secteur d'activités concerné.

Il n'apparaît, en effet, pas envisageable aux parties signataires de permettre que le présent accord puisse s'appliquer dans les différentes entreprises et établissements relevant de la même branche de manière différée ou décalée dans le temps, voire ne s'appliquer que dans certaines entreprises ou dans certains établissements en cas de refus définitif d'agrément.

La validité de l'accord est subordonnée aux dispositions législatives et réglementaires indispensables à son application.

## **Article 7**

### *Adhésion à l'accord*

#### **Article 7.1**

##### *Adhésion d'un syndicat ou d'une organisation d'employeurs*

Peut adhérer au présent accord tout syndicat ou organisation. La demande d'adhésion devra être notifiée au comité paritaire de suivi de l'accord du 22 septembre 2006. Conformément à l'article L. 2261-5<sup>(1)</sup> du code du travail, l'adhésion prendra la forme d'un accord collectif entre, d'une part, les parties intéressées par l'adhésion, d'autre part, les organisations d'employeurs et syndicales de salariés signataires du présent accord.

#### **Article 7.2**

##### *Adhésion d'une organisation syndicale de salariés*

Conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail, peut adhérer au présent accord toute organisation syndicale représentative de salariés dans le champ de l'accord. L'adhésion est notifiée aux signataires de l'accord et fait l'objet d'un dépôt dans des conditions prévues par voie réglementaire.

## **Article 8**

### *Révision et dénonciation de l'accord*

Conformément aux dispositions légales, chaque signataire peut demander la révision de tout ou partie de l'accord. La demande de révision, transmise par écrit à chacun des signataires, expose les lignes directrices et les points sur lesquels la révision est souhaitée.

---

(1) Article L. 2261-5 du code du travail : « Si l'adhésion a pour objet de rendre la convention de branche ou l'accord professionnel ou interprofessionnel applicable dans un secteur territorial ou professionnel non compris dans son champ d'application, elle doit prendre la forme d'un accord collectif entre les parties intéressées conformément aux dispositions de l'article L. 2231-1 et les parties signataires de cette convention ou de cet accord. Le champ d'application en est modifié en conséquence. »



L'accord peut également faire l'objet d'une dénonciation à l'initiative d'un ou plusieurs signataires.

La dénonciation du présent accord peut intervenir conformément aux articles L. 2222-6, L. 2261-9-10-11-13-14 du code du travail. Cette dénonciation se fait par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à l'ensemble des parties signataires. Elle est précédée d'un préavis de 3 mois.

## **Article 9**

### *Dépôt légal et demande d'extension*

Le présent accord fera l'objet des procédures de dépôt légal auprès des services centraux du ministre chargé du travail, à la direction générale du travail, telles que prévues par le code du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord dans les conditions fixées par les articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 8 avril 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

USGERES.

#### **Syndicat de salariés :**

CFDT.

## 1. Composantes de l'USGERES

SECTEURS d'activité	NOMBRE d'entreprises	NOMBRE de salariés	ORGANISATIONS membres de l'USGERES	CONVENTION collective	ACTIVITÉ gérée
Aide à domicile	5 000	220 000	UNADMR ADESSA UNA FNAAFP-CSF	Convention collective nationale unique de l'aide à domicile, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile du 21 mai 2010 (non étendue)	85.3J Aide à domicile 85.3K Autres formes d'action sociale 85.1G Activités des auxiliaires médicaux Soins à domicile
Animation	13 000	150 000	CNEA	Convention collective nationale animation du 28 juin 1988, étendue le 10 janvier 1989 (brochure n° 3246)	55.2A Auberges de jeunesse et refuges 55.2E Autres hébergements touristiques 80.4D Autres enseignements 85.3G Crèches et garderie d'enfants 85.3K Autres formes d'activités sociales 91.3E Organisations associatives (nca)(1) 92.3D Gestion de salle de spectacles 92.3K Activités d'intérêt social dans le domaine culturel 92.5A Gestion des bibliothèques 92.5C Gestion du patrimoine culturel 92.5E Gestion du patrimoine naturel 92.6A Gestion d'installations sportives 92.6C Autres activités sportives 92.7C Autres activités récréatives

SECTEURS d'activité	NOMBRE d'entreprises	NOMBRE de salariés	ORGANISATIONS membres de l'USGERES	CONVENTION collective	ACTIVITÉ gérée
Centres sociaux et associations d'accueil de jeu- nes enfants	5 000	80 000	SNAECOS	Convention collective nationale des ac- teurs du lien social et familial (ALISFA) du 4 juin 1983, étendue le 22 juin 1987 (brochure n° 3218)	79.90Z Autres services de réservation et ac- tivités connexes 85.3G Crèches et garderie d'enfants 88.99A Autre accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants et d'adole- scents 88.99B Action sociale sans hébergement nca 88.91A Accueil de jeunes enfants 90.04Z Gestion de salles de spectacles 91.3E Organisations associatives (nca) 92.3D Gestion de salle de spectacles 94.99Z Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire 93.29Z Autres activités récréatives et de loi- sirs 94.12Z Activités des organisations profes- sionnelles
Organismes ges- tionnaires de foyers de jeunes et des organisa- tions assurant des services aux FJT	330	8 000	SNEFOS	Convention collective nationale des organis- mes gestionnaires de foyers et services pour jeunes travailleurs du 16 juillet 2003, éten- due le 9 janvier 2004 (brochure n° 3014)	55.2F Hébergement collectif non touristique
Logement social	145	3 000	Fédération PACT	Convention collective nationale des person- nels PACT et ARIM du 21 octobre 1983, étendue le 13 décembre 1998 (brochure n° 3221)	85.3K Autres formes d'action sociale

SECTEURS d'activité	NOMBRE d'entreprises	NOMBRE de salariés	ORGANISATIONS membres de l'USGERES	CONVENTION collective	ACTIVITÉ gérée
Missions locales PAIO	500	12 000	UNML – PAIO	Convention collective nationale des missions locales et PAIO du 21 février 2001 étendue le 27 décembre 2001 (brochure n° 3304)	85.3K Autres formes d'action sociale 91.3E Organisations associatives (nca)(1)
Mutualité	4 321	73 895	UGEM	Convention collective nationale de la mutualité du 31 janvier 2000 étendue le 17 août 2001 (brochure n° 3300)	66.0G Assurance relevant du code de la mutualité 85.1C Pratique médicale 85.1E Pratique dentaire 85.1G Activités des auxiliaires médicaux
Radio diffusion	700	2 850	SNRL	Convention collective nationale de la radio diffusion du 11 avril 1996, étendue le 22 octobre 1996 (brochure n° 3285)	92.2A Activités de radio
Régies de quartier	140	2 500	SNPERQ	Accord collectif du 22 mars 1999 Accord national du 15 septembre 2004 relatif à la mise en œuvre de la formation professionnelle tout au long de la vie dans les régies de quartier	
Sociétés coopératives et participatives adhérentes de la CG-SCOP	1 900	41 000	CG-SCOP		
Sport	18 000	100 000	COSMOS CNEA	Convention collective nationale du 7 juillet 2005 étendue le 25 novembre 2006.	92.6A Gestion d'installations sportives 92.6C Autres activités sportives
			U2C2F	Accord du 17 juin 2005 sur le statut des entraîneurs et éducateurs du football Protocole d'adhésion du 31 mai 2006 à la convention collective nationale des administratifs et assimilés du football.	

SECTEURS d'activité	NOMBRE d'entreprises	NOMBRE de salariés	ORGANISATIONS membres de l'USGERES	CONVENTION collective	ACTIVITÉ gérée
Golf dont 166 golfs associatifs	552	7 000	GFGA	Convention collective nationale golf du 13 juillet 1998 étendue le 2 avril 1999 (bro- chure n° 3283)	92.6A Gestion d'installations sportives 92.6C Autres activités sportives
Atelier et Chan- tier d'Insertion (ACI)	140	7 000	SYNESI	Accord du 27 avril 2007 relatif au champ d'application des accords collectifs des ACI	853K 913E
Tourisme social et familial	650	40 000	SATPS UNODESC-CNEA GSOTF	Convention collective nationale du tourisme social et familial du 28 juin 1979, étendue le 2 juillet 1980 (brochure n° 3151)	55.2C Exploitations de terrains de camping 55.2E Autres hébergements touristiques 63.3Z Agences de voyages 74.1J Administrations d'entreprises 91.3E Organisations associatives (nca)(1)

## 2. Composition de l'USGERES

*26 syndicats et groupements d'employeurs (au 1<sup>er</sup> janvier 2011)*

Pour les associations du secteur sanitaire et social :

- ADESSADOMICILE (fédération nationale) ;
- FNAAFP/CSF (fédération nationale des associations de l'aide familiale populaire – membre de la confédération syndicale des familles) ;
- Fédération des PACT (fédération nationale des centres pour la protection, l'amélioration et la conservation de l'habitat et associations pour la restauration immobilière) ;
- SNALESS (syndicat national des associations laïques employeurs du secteur sanitaire, social, médico-éducatif et médico-social) ;
- UNA (union nationale des associations de soins et services à domicile) ;
- UNADMR (union nationale des associations du service à domicile) ;
- UNIOPSS (union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux).

Pour les associations de l'animation, de l'éducation permanente, du développement social, culturel et sportif :

- COSMOS (conseil social du mouvement sportif) ;
- GFGA (groupement français des golfs associatifs) ;
- GSOTF (groupement syndical des organismes de tourisme familial) ;
- SADCS (syndicat des associations de développement culturel et social, membre du CNEA) ;
- SATPS (syndicat d'associations de tourisme, de promotion sociale, de vacances et de loisirs) ;
- SNAECISO (syndicat national d'associations employeurs de personnels au service des centres sociaux et socioculturels) ;
- SNEFA (syndicat national des employeurs de la formation et de l'animation, membre du CNEA) ;
- SNEFOS (syndicat national employeur des foyers, résidences sociales et services pour jeunes) ;
- SNOGAEC (syndicat national des organisations gestionnaires d'activités éducatives et culturelles, membre du CNEA) ;
- SNRL (syndicat national des radios libres) ;
- SNPERQ (syndicat national professionnel des employeurs des régies de quartier) ;
- SYNESI (syndicat national des employeurs spécifiques d'insertion) ;
- SYNOFDES (syndicat national des organismes de formation de l'économie sociale) ;
- UNML (union nationale des missions locales PAIO, et organismes d'insertion sociale et professionnelle) ;
- U2C2F (union des clubs des championnats français de football) ;
- UNODESC (union nationale des organismes de développement social, sportif et culturel - membre du CNEA Conseil national des employeurs associatifs).

Pour la coopération :

- CC (Crédit coopératif) ;
- CGSCOP (confédération générale des SCOP).

Pour la mutualité :

- UGEM (union des groupements d'employeurs mutualistes).

**Accord professionnel**  
**HÔTELLERIE, RESTAURATION**  
**ET ACTIVITÉS CONNEXES**

ACCORD DU 20 JUILLET 2011  
RELATIF À L'OPCA  
NOR : ASET1151178M

Vu l'accord national interprofessionnel du 5 octobre 2009 sur le développement de la formation tout au long de la vie professionnelle, la professionnalisation et la sécurisation des parcours professionnels ;

Vu la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie, en son article 43,

**PRÉAMBULE**

Conscients que le développement de l'accès à la formation est un enjeu majeur pour une économie dynamique, les partenaires sociaux de l'Hôtellerie, de la restauration et des activités de loisirs, réunis au sein du FAFIH, se sont mobilisés très tôt afin de préparer et d'accompagner les mutations sociologiques, économiques et technologiques du secteur.

Depuis la création du FAFIH en 1974, leurs choix politiques fondamentaux résultent du caractère indissociable de l'emploi et de la formation, la formation professionnelle étant la clé de l'employabilité dès lors qu'elle est adaptée à la réalité du marché du travail.

L'activité des entreprises du secteur n'est, par nature, pas délocalisable. Celles-ci offrent des emplois permettant aux salariés de développer des compétences transférables d'une branche à une autre branche, voire en dehors du secteur. Ainsi, elles favorisent la mobilité des salariés et la sécurisation des parcours professionnels. Elles développent des compétences transférables, tant dans les métiers du secteur, qu'au dehors du secteur.

A partir de la connaissance de l'activité des branches et des bassins d'emploi, les partenaires sociaux définissent une politique générale de formation avec pour objectif de favoriser l'accès à l'emploi, d'optimiser le maintien dans l'emploi par la qualification et de permettre la mise en place de parcours professionnels. Cette politique est inscrite dans les différents accords sur la formation professionnelle conclus dans le secteur.

Les partenaires sociaux soulignent que, depuis la création du FAFIH il y a plus de 35 ans, leurs actions sur la formation ont contribué à établir un creuset d'échanges constructifs.

Ils sont convaincus que l'amélioration de l'emploi passe par une mobilisation forte et organisée sur la formation au sein d'un organisme paritaire collecteur fédérateur.

Ils rappellent le rôle des CPNE des branches représentées au FAFIH qui disposent d'une attribution générale de promotion de la formation professionnelle en liaison avec l'évolution de l'emploi.

Enfin, ils confirment leur volonté d'engager le FAFIH dans la conduite d'une politique soutenue en faveur du développement de l'apprentissage en sa qualité d'organisme collecteur de la taxe d'apprentissage.

## CHAPITRE I<sup>ER</sup>

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### **Article 1<sup>er</sup>**

##### *Objet de l'accord*

Le présent accord national collectif professionnel a pour objet la mise en œuvre de l'article L. 6332-1 du code du travail fixant les conditions d'octroi de l'agrément habilitant l'organisme paritaire collecteur FAFIH à recevoir les contributions visées à l'article 4.1 du présent accord.

Il se substitue à l'accord du 20 décembre 1994 « portant acte constitutif de l'organisme paritaire collecteur de l'industrie hôtelière et des activités connexes -FAFIH » à l'appui duquel l'actuel agrément du FAFIH, a été délivré par arrêté ministériel du 22 mars 1995.

#### **Article 2**

##### *Organisme paritaire collecteur*

Le FAFIH, situé au 3, rue de la Ville-L'évêque, Paris 8<sup>e</sup>, est l'organisme paritaire collecteur de l'hôtellerie, de la restauration et des activités de loisirs. Il regroupe les activités de restauration, d'hébergement mais aussi de détente ou de divertissement dans un cadre de loisir ou professionnel, en déplacement touristique ou d'affaires.

En qualité d'organisme paritaire collecteur, le FAFIH est doté de la personnalité morale. Créé en 1974, il est constitué sous la forme d'une association sans but lucratif régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

#### **Article 3**

##### *Champ d'application de l'accord*

Les dispositions du présent accord concernent les entreprises de la métropole, ainsi que celles des départements d'outre-mer, exerçant une ou plusieurs activités figurant en annexe I.

Le champ d'application de cet accord pourra être étendu par avenant à d'autres branches qui représentent un champ professionnel cohérent avec celui visé à l'annexe I et qui demanderont à se rattacher au FAFIH.

#### **Article 4**

##### *Missions du FAFIH*

Le FAFIH a une mission générale de promotion, de gestion et de développement de la formation professionnelle continue en faveur des salariés et des demandeurs d'emploi dans le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et des activités de loisirs.

Il met en œuvre, tant au niveau national que régional, la politique de formation du secteur, en application des accords paritaires professionnels et conformément aux orientations et priorités définies par les commissions paritaires nationales de l'emploi du secteur.

1. Collecte des contributions FPC et gestion administrative et financière des fonds et des dispositifs de formation

##### **1.1. Collecte des contributions FPC**

Le FAFIH assure la collecte des contributions des entreprises au titre du développement de la formation professionnelle dans les conditions prévues au chapitre III, article 6, et conformément



aux dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur pour les dispositifs de formation suivants :

- plan de formation des entreprises de moins de 10 salariés ;
- plan de formation des entreprises de 10 salariés à moins de 50 salariés ;
- plan de formation des entreprises de 50 salariés et plus ;
- contrats de professionnalisation, périodes de professionnalisation et droit individuel à la formation.

## 1.2. Gestion administrative et financière des fonds et des dispositifs de formation

La gestion paritaire est assurée directement par le FAFIH. Elle relève de la responsabilité du conseil d'administration de l'association qui décide, met en œuvre ses décisions et en organise le contrôle.

L'organisation paritaire du FAFIH et la gestion des dispositifs de formation figurent aux chapitres II et III ci-après.

Dans les conditions fixées par la réglementation et selon décision de son conseil d'administration, le FAFIH assure les financements des actions de formation en faveur :

- des salariés des entreprises relevant de son champ d'application ;
- des demandeurs d'emploi.

Il finance les actions de bilan de compétences, de validation des acquis de l'expérience (VAE), de préparation à la fonction tutorale ainsi que l'exercice de la fonction tutorale.

Il prend en charge, en tout ou partie, les dépenses :

- de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications ;
- d'études et recherches intéressant la formation ;
- de diagnostics ;
- de certification ;
- de participation à des jurys professionnels dans le cadre des CQP.

Il participe au financement des dépenses de fonctionnement des CFA.

## 2. Information et conseil aux entreprises

La loi assigne de nouvelles missions à l'OPCA. Celui-ci « concourt à l'information, à la sensibilisation et à l'accompagnement des entreprises dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle.

Il participe à l'identification des compétences et des qualifications mobilisables au sein de l'entreprise et à la définition des besoins collectifs et individuels au regard de la stratégie de l'entreprise, en prenant en compte les objectifs définis par les accords de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ».

L'accueil, l'information et l'orientation forment un tout qui doit être conjugué avec proximité de service et rassemblement de moyens. En effet, la multiplication des sources d'information et la multiplicité des dispositifs de formation rendent difficile l'identification des besoins en formation et freine l'appétence pour se former, notamment chez les très petites entreprises.

Ce constat prend un relief particulier dans l'hôtellerie et la restauration où, le secteur, créateur d'emploi connaît, traditionnellement, une forte mobilité interne et externe des salariés et est composé, en large majorité, de PME (plus de 7 000 entreprises de 10 à 50 salariés) et de TPE (près de 90 000 entreprises de moins de 10 salariés).

C'est pourquoi, le FAFIH a mis en place depuis de nombreuses années une politique de proximité territoriale que ses nouvelles missions lui permettent de renforcer.

## 2.1. Diagnostics des très petites, petites et moyennes entreprises

L'identification des compétences et des qualifications ainsi que l'appréciation des besoins collectifs et individuels contribuent à apporter des réponses adaptées en termes de formation.

C'est pourquoi, au-delà de l'accompagnement de l'entreprise dans l'élaboration de son plan de formation ou l'assistance dans l'achat d'une prestation de formation, le FAFIH s'engage dans une démarche de conseil et de diagnostic auprès des très petites et petites entreprises.

Pour ce faire, le FAFIH mobilise ses services de proximité (ci-après chapitre IV article 13 de l'accord). Ceux-ci, après avoir été formés, sont chargés d'établir une première appréciation sur l'employabilité au poste de travail dans l'entreprise. En tant que de besoin, un référent « expert » salarié du FAFIH pourra établir un diagnostic incitant l'entreprise à rencontrer un organisme de conseil qu'elle n'aurait pas contacté sans cette étape préalable.

Cette externalisation de service est mise en place par le FAFIH dans le respect des dispositions du décret n° 2005-1742 du 30 décembre 2005 pris en application de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 « relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics ».

La prestation de l'organisme de conseil est prise en charge par le FAFIH dans le cadre d'un budget spécifique, arrêté par le conseil d'administration en fonction de ses disponibilités financières et dans le cadre d'un encadrement du coût.

## 2.2. Ingénierie de certification

Les partenaires sociaux développent une politique incitative favorisant l'accès à la qualification professionnelle.

Ainsi, la participation des salariés à la création et à l'élaboration des CQP est valorisée. Un budget spécifique, décidé par le conseil d'administration du FAFIH en fonction de ses disponibilités financières, est consacré au financement des dépenses de transport, d'hébergement et de restauration des professionnels d'un métier, non titulaires d'un mandat syndical qui seraient appelés à participer à la création d'un CQP, notamment à l'élaboration du référentiel d'emploi et de certification.

## 2.3. Qualification et requalification des salariés et des demandeurs d'emploi

Les salariés concernés sont ceux qui, en premier lieu, présentent un déficit de formation qui fragilise leur maintien ou leur évolution dans l'emploi. Il s'agit de développer les périodes de professionnalisation à finalité certifiante, d'encourager l'accès à la VAE et de favoriser la mise en place des parcours professionnels.

La qualification et requalification des demandeurs d'emploi, qui apparaît comme un axe majeur de la formation tout au long de la vie, s'articule autour de partenariats conclus au niveau national et régional.

Dans le secteur, la mise en œuvre de la préparation opérationnelle à l'emploi – POE – se concrétise par la conclusion d'une convention nationale conclue entre Pôle emploi et le FAFIH.

Les actions de formation (400 heures), certifiantes, sont réalisées après un positionnement individuel sur la base d'un référentiel de compétences clés. Elles font l'objet d'un cofinancement du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP), de Pôle emploi et du FAFIH dans le cadre d'une stratégie commune d'objectifs et de moyens.

Sont privilégiés, le positionnement, la formation en alternance, le suivi en entreprise et le financement de la totalité des parcours professionnels et la certification. De plus, au-delà des besoins individuels, des stages collectifs sont mis en place en faveur des demandeurs d'emploi désireux d'intégrer le secteur.

Le FAFIH et les CPNEFP entretiennent des échanges permanents. Dans ce cadre, le FAFIH établit un bilan annuel des actions menées.

## Article 5

### *Ressources de l'organisme collecteur paritaire*

Les ressources du FAFIH sont constituées par :

- les versements des entreprises et/ou établissements assujettis ou volontaires au titre des différentes participations obligatoires au financement de la formation professionnelle continue selon les modalités visée au chapitre III du présent accord ;
- les concours financiers apportés par les collectivités publiques ;
- les produits financiers réalisés dans le cadre de placements de fonds à court terme ;
- le produit de dons et legs ;
- toutes autres ressources autorisées par la loi.

## CHAPITRE II

### GOUVERNANCE DE L'ORGANISME PARITAIRE COLLECTEUR FAFIH

Le FAFIH est un organisme paritaire à compétence nationale et professionnelle. Son champ d'intervention couvre onze activités (jointes en annexe), relevant de quatre conventions collectives nationales (« Hôtels, cafés, restaurants », « Personnel des entreprises de restauration de collectivités », « Chaînes de cafétérias et assimilées », « Casinos »), soit, en 2010, 110 000 entreprises et 705 000 salariés.

Les partenaires sociaux sont engagés dans un paritarisme actif et lucide qui se caractérise par une gestion directe de l'OPCA (il n'existe pas de délégation de gestion).

La responsabilité de gestion du FAFIH relève de son conseil d'administration.

Lui seul a la compétence de prendre toute décision portant sur l'organisation administrative, le fonctionnement et la gestion financière.

En outre, le conseil d'administration du FAFIH est souverain pour la mise en œuvre financière de la politique générale de formation décidée par les partenaires sociaux du secteur dans les accords collectifs sur la formation professionnelle qu'ils ont conclus, notamment, depuis la réforme de la formation professionnelle de 2004.

Les CRPF, visées au chapitre III article XII de l'accord, sont l'émanation régionale du FAFIH. Elles ne sont pas dotées de la personnalité morale et, partant, ne disposent pas d'un pouvoir décisionnaire en matière d'engagement financier.

L'organisation paritaire et le mode de gestion du FAFIH ainsi que les pouvoirs du conseil d'administration sont décrits dans les statuts de l'association FAFIH. Pour faciliter la lisibilité de l'accord sur ce point, les parties signataires choisissent d'intégrer les statuts du FAFIH en annexe.

La composition du conseil d'administration du FAFIH et l'étendue de ses pouvoirs figurent aux articles 8 et 11 des statuts tels que modifiés le 20 juillet 2011.

## CHAPITRE III

### GESTION DES COLLECTES ET DES DISPOSITIFS DE FORMATION

## Article 6

### *Principes de versement*

Les entreprises ont l'obligation de participer au développement de la formation professionnelle continue. Les contributions correspondent à un pourcentage de la masse salariale brute servie par l'entreprise dans les conditions définies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Elles varient selon la taille de l'entreprise et en fonction de l'accroissement de son effectif.

Le versement de l'entreprise est fiscalement libératoire et est couvert par les garanties du FAFIH sur les plans administratif, juridique et fiscal.

A l'exception des dispositions visées à l'article R. 6332-47 du code du travail, dans le cas où une entreprise verserait ses contributions à un organisme collecteur autre que le FAFIH, ce dernier est habilité à en exiger le reversement, dans le respect des dispositions légales et conventionnelles, soit par l'entreprise soit par l'organisme ayant reçu indument la contribution.

#### 1. Entreprises employant moins de 10 salariés

A la date de la signature de l'accord, elles consacrent au financement des actions de formation professionnelle une part minimale de 0,55 % du montant des rémunérations brutes de l'année de référence, ainsi répartie :

1.1. Au titre des contrats de professionnalisation, des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation, une contribution de 0,15 % des rémunérations de l'année de référence.

1.2. Au titre du plan de formation, une contribution de 0,40 % des rémunérations de l'année de référence, sans possibilité d'imputation directe.

Le versement d'une contribution volontaire peut être effectué par l'entreprise. Il correspond au pourcentage visé au *a* du 2.2 ci après, sans être inférieur à un montant décidé par le conseil d'administration.

Par ailleurs, en application de l'accord professionnel du 19 juin 1996, étendu par arrêté ministériel du 10 février 1997, le montant de la participation des entreprises de moins de dix salariés ne peut être inférieur à 0,15 % du montant annuel du plafond de la sécurité sociale.

Ces contributions sont à verser au FAFIH avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivant celle au titre de laquelle la participation est due.

#### 2. Entreprises employant de 10 à moins de 20 salariés

A la date de la signature de l'accord, elles consacrent au financement des actions de formation professionnelle continue une part minimale de 1,05 % du montant des rémunérations brutes de l'année de référence, ainsi répartie :

2.1. Au titre des contrats de professionnalisation, des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation, une contribution de 0,15 % des rémunérations de l'année de référence à verser au FAFIH, avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivant celle au titre de laquelle la participation est due.

2.2. Le solde au titre du plan de formation, à verser au FAFIH selon l'une des deux options suivantes et selon les échéances correspondantes.

Soit :

a) Option I : avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivant celle au titre de laquelle la participation est due, versement d'une contribution égale à 0,9 % de la masse salariale.

b) Option II : avant le 15 septembre de l'année en cours, versement d'une contribution minimale contractuelle égale à 5 % du 0,9 % calculée sur les rémunérations de l'année précédente.

Ce taux minimal peut être révisé par l'assemblée générale extraordinaire statuant à la majorité qualifiée. Le versement en option II sert, notamment, à financer des actions à caractère social ou des projets collectifs prioritaires, innovants ou expérimentaux auxquels les entreprises et leurs salariés peuvent avoir accès dans les conditions définies par le conseil d'administration.

### 3. Entreprises employant 20 salariés et plus

A la date de la signature de l'accord, elles consacrent au financement des actions de formation professionnelle continue une part minimale de 1,40 % du montant des rémunérations brutes de l'année de référence, ainsi répartie :

3.1. Au titre des contrats de professionnalisation, des périodes de professionnalisation et du droit individuel à la formation, une contribution de 0,50 % des rémunérations de l'année de référence à verser au FAFIH avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivant celle au titre de laquelle la participation est due.

3.2. Le solde au titre du plan de formation, à verser au FAFIH selon l'une des deux options suivantes et selon les échéances correspondantes.

Soit :

a) Option I : avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivant celle au titre de laquelle la participation est due, versement d'une contribution égale à 0,9 % de la masse salariale.

b) Option II : avant le 15 septembre de l'année en cours, versement d'une contribution minimale contractuelle égale à 5 % du 0,9 % calculée sur les rémunérations de l'année précédente.

Ce taux minimal peut être révisé par l'assemblée générale extraordinaire statuant à la majorité qualifiée. Le versement en option II sert, notamment, à financer des actions à caractère social ou des projets prioritaires, collectifs innovants ou expérimentaux auxquels les entreprises et leurs salariés peuvent avoir accès dans les conditions définies par le conseil d'administration.

### 4. Changement d'option de versement

Les entreprises visées aux 2 et 3 du présent article peuvent changer d'option de versement au titre du plan de formation dans les conditions suivantes :

- lorsque la demande de changement d'option concerne le passage de l'option II à l'option I visée au *a* des points 2.2 et 3.2 du présent article, la demande peut être formulée à tout moment par l'entreprise ;
- lorsque la demande de changement d'option concerne le passage de l'option I à l'option II visée au *b* des points 2.2 et 3.2 du présent article, la demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception avant le 31 janvier de l'exercice servant de référence à la participation. Le changement prend effet à l'issue de cet exercice.

Le choix de l'entreprise est arrêté après information et consultation du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel.

### 5. Accroissement d'effectif

En cas de franchissement des seuils de 10 ou 20 salariés, les dispositions légales et réglementaires s'appliquent.

## Article 7

### *Mutualisation des fonds collectés*

Les sommes collectées par le FAFIH sont mutualisées dès leur réception et sont affectées par dispositif dans des sections comptables distinctes.

#### 1. Principes de mutualisation

La mutualisation s'opère dans les conditions ci-après :

##### 1.1. Plan de formation

Sont gérées paritairement au sein de trois sections comptables distinctes :

- les sommes versées au titre du plan de formation par les employeurs de moins de 10 salariés. En tant que de besoin, dans le cadre d'une fongibilité descendante et sur décision du conseil d'ad-

ministration, le FAFIH peut affecter les versements des employeurs de 10 à moins de 50 salariés et les versements des employeurs de 50 salariés et plus au financement des plans de formation présentés par les employeurs de moins de 10 salariés ;

- les sommes versées au titre du plan de formation par les employeurs occupant de 10 à moins de 50 salariés. En tant que de besoin, dans le cadre d’une fongibilité descendante et sur décision du conseil d’administration, le FAFIH peut affecter les versements des employeurs de 50 salariés et plus au financement des plans de formation présentés par les employeurs de 10 à moins de 50 salariés. ;
- les sommes versées au titre du plan de formation par les employeurs occupant 50 salariés et plus.

### 1.2. Professionnalisation

Les sommes versées au titre de la professionnalisation par les employeurs sont, quel que soit l’effectif de l’entreprise, gérées paritairement au sein d’une section comptable distincte.

### 2. Accès à la mutualisation et publicité

Les conditions d’accès aux fonds mutualisés et les règles de prise en charge sont décidées par le conseil d’administration du FAFIH. Il en est de même pour la liste des priorités.

Elles font l’objet d’une large publicité et d’une communication, notamment sur le site internet du FAFIH.

### 3. Facilitation de l’accès à la mutualisation

Un service dématérialisé des demandes de prise en charge est mis à disposition par le FAFIH sur un site « extranet » dédié aux entreprises adhérentes.

Par ailleurs, une gestion interne électronique des documents complète ce dispositif.

## **Article 8**

### *Financement du paritarisme et du FPSPP*

#### 1. Missions accomplies par les organisations professionnelles et syndicales

Le FAFIH rémunère les missions et services accomplis par les organisations professionnelles et syndicales signataires du présent accord en vue d’assurer la gestion paritaire des fonds de la formation professionnelle continue dans les conditions fixées par la réglementation et selon les critères établis pour chaque collège en application de l’accord du 18 juin 1997 « relatif à la gestion paritaire de la FPC de l’Industrie hôtelière ».

Le FAFIH verse une contribution au fonds national de gestion paritaire de la formation professionnelle continue – FONGEFOR – prélevée sur sa collecte annuelle conformément à l’article R. 6332-97 du code du travail.

#### 2. FPSPP

Le FAFIH verse au FPSPP un pourcentage de la collecte annuelle fixé dans les conditions visées à l’article L. 6332-19 du code du travail, au titre de la qualification et de la requalification des salariés et des demandeurs d’emploi.

A la signature du présent accord, la répartition du versement à imputer sur les dispositifs plan de formation et professionnalisation est décidée annuellement par accord national paritaire entre les organisations professionnelles et syndicales membres du FAFIH.

## Article 9

### *Optimisation des financements*

Les partenaires sociaux rappellent qu'une des priorités de la politique du FAFIH est la construction de partenariats, tant au niveau national que régional. Ces partenariats établissent les conditions d'une simplification de l'accès à la formation et concourent à apporter une réponse pertinente aux besoins des personnes et des entreprises.

Mutualiser les sources et rassembler des partenaires dans un objectif commun, c'est créer une offre de service claire et adaptée à tous les publics, développer une dynamique de formation à un niveau global, favoriser une interaction systématique avec les représentants du service public de l'emploi ou les instances élues des régions et organiser un abondement des budgets.

A la signature du présent accord, de nombreux contrats et conventions sont conclus, en cours de négociation ou de renouvellement. De plus, dans la perspective de l'obtention d'un nouvel agrément et en application des dispositions de l'article L. 6332-1-1 du code du travail, le FAFIH a, d'ores et déjà, manifesté son intention de conclure une convention triennale d'objectifs et de moyens avec l'Etat.

## Article 10

### *Affectation des ressources*

Les ressources du FAFIH sont affectées, selon décision du conseil d'administration conformément aux dispositions légales et réglementaires et, pour partie, en application de la convention triennale d'objectifs et de moyens conclue entre le FAFIH et l'Etat :

1. Au financement des dépenses liées aux plans de formation et à la professionnalisation/DIF telles que précisées aux articles R. 6332-50 et R. 6332-78 du code du travail.
2. Aux dépenses des frais de gestion, d'information et de missions de l'OPCA telles que précisées aux articles R. 6332-36, R. 6332-37-1 et R. 6332-37-2 du code du travail.

## Article 11

### *Comptabilité du FAFIH*

Le FAFIH établit des comptes annuels selon les principes et méthodes comptables définis par la réglementation. Un bilan financier, quantitatif et qualitatif, comportant des informations sur son activité au niveau national et régional est diffusé auprès de l'administration du travail et du FPSPP après approbation du conseil d'administration.

Dès l'origine, le FAFIH a mis en place une comptabilité analytique au titre des contributions qu'il a été habilité à collecter. Il en sera de même pour les dispositifs pour lesquels une nouvelle demande d'agrément va être déposée en 2011 à l'appui du présent accord paritaire.

Les ressources du FAFIH sont soit conservées en numéraire, soit déposées à vue, soit placées à court terme.

Deux commissaires aux comptes, experts comptables agréés, désignés par chacun des deux collèges – employeur et salarié – sont chargés de vérifier la régularité des opérations comptables du FAFIH et de lui faire, au moins une fois par an et obligatoirement en fin d'exercice, un compte rendu de leurs observations. La durée de leur mandat est de six années renouvelables.

## CHAPITRE IV

### RÉGIONALISATION

Un secteur professionnel, agissant paritairement, est particulièrement bien placé pour appréhender sur le terrain les besoins des entreprises et des salariés en matière de formation et d'emploi. C'est pourquoi, dès 1976, les partenaires sociaux du secteur se sont donné les moyens d'une gestion opérationnelle et territoriale de la formation.

Le FAFIH assume directement la responsabilité de son organisation régionale.

Deux types de structures régionales coexistent : les commissions régionales paritaires de la formation – CRPF – qui sont en relation avec les acteurs de la formation professionnelle (conseils régionaux, DIRECCTE, directions régionales de Pôle emploi...) et les délégations régionales du FAFIH qui entretiennent un lien permanent et de proximité avec les entreprises et les salariés.

## **Article 12**

### *Paritarisme en région : les commissions régionales paritaire formation CRPF-IH*

A la date de signature du présent accord, 22 CRPF IH, composées paritairement de 20 membres, sont réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain ainsi que dans les DOM.

Elles sont dotées d'un pouvoir consultatif et de proposition et ont pour mission de mettre en œuvre la politique générale du secteur en l'adaptant aux particularités régionales. Elles sont des interlocuteurs reconnus auprès des instances régionales compétentes dans le champ de la formation professionnelle.

En particulier, elles participent activement à l'élaboration et au déroulement des contrats d'objectifs territoriaux – COT – ainsi qu'aux contrats de plans régionaux de développement des formations professionnelles – CPRDFP.

Les CRPF interviennent dans la définition de priorités concernant les dispositifs mis en place par la profession (promotion professionnelle et sociale [PPS]).

Elles participent aux conseils de perfectionnement des CFA membres du réseau mis en place par le FAFIH.

Elles donnent un avis régional sur l'accréditation des organismes de formation lorsque la CPNE leur confie cette mission.

Elles disposent de moyens pour étudier et analyser la relation emploi/formation du secteur, notamment, en utilisant les services de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications de l'hôtellerie, de la restauration et des activités de loisirs.

Les professionnels, membres des CRPF se mobilisent pour exercer leur mission et se forment régulièrement au fonctionnement du FAFIH et à ses évolutions, ainsi qu'aux rouages et dispositifs de la formation professionnelle.

Une assemblée des présidents et vice présidents des CRPF est organisée annuellement afin de dresser un bilan des actions conduites, de partager les expériences et de formuler des propositions.

## **Article 13**

### *Maillage des services de proximité*

A la date de signature de l'accord, 14 délégations régionales en métropole, dont deux délégations en outre mer qui agissent dans le cadre d'un guichet unique au titre d'un partenariat avec OPCA-LIA, forment les services opérationnels de proximité sous l'autorité de la direction générale du FAFIH.

Ces délégations régionales nouent des contacts directs avec les entreprises et les salariés. Leur fonction première est la présence auprès des entreprises et des salariés du secteur par des visites régulières en entreprises, un service d'information, de conseil, de diagnostics, d'orientation et de sensibilisation sur les dispositifs de formations professionnelle et les moyens d'accès à la formation.

Elles procèdent à l'instruction des dossiers de formation afin d'offrir une réactivité immédiate aux demandes de financement des entreprises.

Les techniciens disposent, en région, d'une bonne connaissance du tissu économique régional et du marché de la formation.



Ils sont, localement, les interlocuteurs des partenaires sociaux et les accompagnent dans leurs relations et travaux avec les instances régionales de la formation professionnelle.

Ils sont chargés de développer, à titre technique, les partenariats régionaux issus de conventions nationales et d'administrer les dispositifs à l'initiative des partenaires sociaux (PPS, actions collectives).

## CHAPITRE V

### DISPOSITIONS DIVERSES

#### **Article 14**

##### *Demande d'extension et d'agrément*

Les parties signataires déposent, une demande d'extension de l'accord auprès de l'administration du travail.

Par ailleurs, considérant les dispositions de la loi du 24 novembre 2009 qui rendent caduque l'actuel agrément du FAFIH en qualité d'OPCA à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, elles s'engagent à déposer une nouvelle demande d'agrément dans les délais réglementaires impartis.

#### **Article 15**

##### *Applicabilité de l'accord*

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, entre en vigueur un jour franc après la publication au Journal officiel de l'arrêté ministériel d'extension, et s'applique à partir de cette date, sous réserve de l'obtention de l'agrément visé à l'article 14 du présent chapitre.

#### **Article 16**

##### *Modification. – Dénonciation de l'accord*

Le présent accord ne pourra être modifié que par un avenant négocié entre les parties signataires. Seules les organisations signataires sont habilitées à signer l'avenant modifiant l'accord.

La dénonciation par l'une des parties signataires doit être notifiée par lettre recommandée à chacune des parties avec un préavis d'un an minimum. Toute dénonciation entraîne obligatoirement la modification des statuts afin de rétablir la parité.

#### **Article 17**

##### *Dissolution du FAFIH*

La dissolution du FAFIH est constatée dans le cas de décisions législatives, réglementaires ou administratives.

Elle est prononcée par décision des partenaires sociaux signataires du présent accord, réunis en assemblée générale ordinaire.

Les biens du FAFIH seront dévolus à un autre organisme agréé proposé par le conseil d'administration conformément à la réglementation en vigueur, sous réserve de respecter les privilèges et garanties de la créance des salaires des salariés du FAFIH en application des articles l'article L. 3253-22 du code du travail et des dispositions stipulées dans le statut social du FAFIH.

#### **Article 18**

##### *Dépôt de l'accord*

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt dans les conditions stipulées à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Paris, le 20 juillet 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

CF ;  
SNRC ;  
FAGIHT ;  
SNRPO ;  
CPIH ;  
SNT ;  
GNC ;  
UMIH ;  
SYNHORCAT ;  
SNERS ;  
SNRTC.

**Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;  
CSFV CFTC ;  
FS CFDT ;  
CGT commerce ;  
INOVA CFE-CGC.

## ANNEXE

### Champ d'application

Hôtels avec ou sans restaurant	NAF 55.10Z
Restaurants et cafés restaurants de type traditionnel restauration ferroviaire, maritime et aérienne, catering	NAF 56.10A
Cafétérias et activités du même type	NAF 56.10B
Cantines, restaurants d'entreprises, cuisines centrales assurant la préparation de repas destinés à un ensemble fermé de cantines	NAF 56.29B
Restauration collective sous contrat, préparation de repas dans les cuisines centrales pour le compte de tiers assurant la fourniture de ces repas	NAF 56.29A
Traiteurs-organisateurs de réceptions	NAF 56.21Z
Cafés, débits de boissons associés ou non à une autre activité, cafés-tabacs	NAF 56.30Z
Centres de bowling	NAF 93.11Z
Voitures-lits et couchettes	NAF 55.90Z
Etablissements de thalassothérapie	NAF 96.04Z
Casinos jeux	NAF 92.00Z

## ANNEXE

---

### **Statuts du FAFIH**

*(Voir statuts pages suivantes.)*

# **STATUTS du Fafih**

## **-OPCA de l'Industrie Hôtelière et des activités connexes-**

*du 24 septembre 2008 modifiés le 23 juin 2010*

### **ARTICLE 1 – FORME ET DENOMINATION**

Le Fonds national d'Assurance Formation de l'Industrie Hôtelière, dénommé **Fafih**, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et ses textes d'application, fondée par la « convention créatrice » de novembre 1974, modifiée le 28 septembre 1979, est, en vertu de l'accord paritaire professionnel du 20 décembre 1994, l'Organisme Paritaire Collecteur Agréé (OPCA) de l'Hôtellerie, de la Restauration et des activités connexes.

### **ARTICLE 2 – SIEGE DE L'ASSOCIATION**

Le siège du Fafih est situé au 3 de la rue de la Ville l'Evêque, à Paris (75008).

Il peut être transféré, dans la limite de la région Ile de France, par décision du Conseil d'Administration selon les modalités visées à l'article 11 des présents statuts.

### **ARTICLE 3 – OBJET**

Le Fafih a pour objet :

- de promouvoir et développer la formation professionnelle continue dans le cadre de la formation professionnelle tout au long de la vie en faveur des salariés et des entreprises dans le secteur de l'Hôtellerie, de la Restauration et des activités connexes.
- de mettre en œuvre, tant au niveau national que régional, la politique de formation du secteur, en application des accords paritaires professionnels et conformément aux orientations et priorités définies par les Commissions Paritaires Nationales de l'Emploi (CPNE) des branches représentées au Fafih.
- d'organiser et renforcer, afin de couvrir l'ensemble du territoire, la régionalisation par la mise en place :
  - de structures paritaires régionales : les Commissions Régionales Paritaires de Formation de l'Industrie Hôtelière (CRPF-IH)
  - de services de proximité : les délégations régionales et interrégionales du Fafih.
- de mener une politique soutenue en faveur du développement de l'apprentissage en qualité d'OCTA( Organisme Collecteur de la Taxe d'Apprentissage)

Dans ce cadre, le Fafih :

- collecte et mutualise les contributions relatives à la participation au développement de la formation professionnelle des entreprises entrant dans son champ de compétence et pour lesquelles il reçoit un agrément de l'Etat,  
Les sommes versées au Fafih par les entreprises constituent un versement libératoire à l'égard de leur obligation de participation au financement de la Formation Professionnelle Continue.  
Elles ne sont plus la propriété juridique de l'entreprise mais celle de l'OPCA.
- gère les fonds reçus en affectant un budget à chaque dispositif de formation, chacun de ces budgets étant administré par une commission nationale paritaire de la formation spécifique,
- finance toutes les actions compatibles avec les objectifs de la formation professionnelle continue et la législation en vigueur,
- recueille et diffuse les informations sur les moyens de formation existants,
- informe, sensibilise et accompagne les entreprises dans l'analyse de la définition de leur besoins en matière de formation professionnelle,
- participe à l'identification des compétences et des qualifications mobilisables au sein de l'entreprise et à la définition des besoins collectifs et individuels au regard de la stratégie de l'entreprise,
- peut contribuer au financement de l'ingénierie de certification et prendre en charge les coûts des diagnostics des très petites, petites et moyennes entreprises au titre des services de proximité,
- collecte et répartit la taxe d'apprentissage.

Pour ce faire, le Fafih se dote des moyens humains et techniques ainsi que des équipements nécessaires à l'exercice de l'ensemble de ses missions.

Par ailleurs, par délégation de la CPNE-IH et de la CPNE Casinos, le Fafih est chargé de l'administration et de la certification des CQP relevant de sa compétence. Il confie cette mission à l'Adefih, rattachée à l'Observatoire Prospectif des Métiers et des Qualifications de l'Industrie Hôtelière.

#### **ARTICLE 4 – MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

*L'historique des membres de l'Association depuis sa création figure en annexe 2 des présents statuts.*

A la date d'adoption des présents statuts, la composition des membres de l'Association est la suivante :

##### ***• pour les organisations professionnelles d'employeurs***

- l'UMIH , Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie
- le GNC, Groupement National des Chaînes Hôtelières
- le SYNHORCAT, Syndicat National des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs
- la CPIH, Confédération des Professionnels Indépendants de l'Hôtellerie
- le SNRC, Syndicat National de la Restauration Collective
- le SNRPO, Syndicat National de la Restauration Publique Organisée
- la FAGIHT, Fédération Autonome Générale de l'Industrie Hôtelière Touristique
- le SNERS, Syndicat National des Entreprises de Restauration et Services
- la FNB, Fédération Nationale des Bowlings Français
- le Syndicat National de la Thalassothérapie

- Casinos de France
- le Syndicat des Casinos Modernes de France

***•pour les organisations syndicales de salariés***

- la Fédération CFDT des Services
- la Fédération CFTC des Syndicats du Commerce, des Services et Forces de Vente
- INOVA -Fédération Nationale de l'Hôtellerie, Restauration, Sport, Loisirs et Casino / CFE-CGC
- la Fédération Générale des Travailleurs de l'Agriculture, de l'Alimentation, des Tabacs et des activités annexes Force Ouvrière (FGTA/FO)
- la Fédération CGT du Commerce, de la Distribution et des Services

**ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ADMISSION DES NOUVEAUX MEMBRES**

Peuvent être «nouveaux membres» les organisations professionnelles d'employeurs et syndicales de salariés réputées représentatives sur le plan national de l'Hôtellerie, de la Restauration ou de toute autre activité connexe.

La représentativité d'une organisation d'employeurs ou syndicale de salariés s'apprécie au regard des critères, selon les méthodes et dans les limites définies à l'article 7 des présents statuts.

L'organisation professionnelle d'employeurs ou syndicale de salariés candidate est informée que l'adhésion entraîne l'application et le respect des accords professionnels conclus antérieurement qui régissent le fonctionnement du Fafih et encore en vigueur.

L'admission est approuvée, dans le collège concerné par la nouvelle candidature, à la majorité des 3/4 au moins des voix des représentants, selon le cas, des organisations professionnelles d'employeurs ou syndicales de salariés présentes ou représentées dans le collège considéré au Conseil d'Administration.

Elle est ratifiée par le Conseil d'Administration, par un vote et selon les dispositions de l'article 12 des présents statuts.

**ARTICLE 6 - RADIATION**

La qualité de membre de l'Association, tel que défini à l'article 4 des présents statuts, se perd par :

1. démission formulée par lettre recommandée ou remise en mains propres contre décharge, auprès du Président du Fafih,
2. radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour motif grave à la majorité des 3/4 au moins des voix des représentants des organisations professionnelles d'employeurs et syndicales de salariés présents ou représentés au Conseil d'Administration au Fafih.

Préalablement à toute décision, le Conseil d'Administration invite, par lettre recommandée, l'organisation professionnelle d'employeurs ou syndicale de salariés en cause afin de l'entendre sur les faits qui lui sont reprochés.

Toutefois, lorsque le fait reproché revêt un caractère d'une gravité certaine, le Bureau national peut décider de la suspension de la participation de l'organisation professionnelle d'employeurs ou syndicale de salariés jusqu'à sa comparution devant le Conseil d'Administration.

3. disparition de l'organisation professionnelle d'employeurs ou syndicale de salariés.

## ARTICLE 7 - CRITERES DE REPRESENTATIVITE

1. Les critères de représentativité des organisations professionnelles d'employeurs, ci-après définis, ont pour seul objet la répartition des sièges et des voix au Conseil d'Administration en application de l'article VI B (répartition des sièges et des voix) de l'accord du 20 décembre 1994 et ne sauraient ni être utilisés en référence, ni reconnus pour toute autre application directe ou indirecte dans la profession.

Cette représentativité a pour base celle qui a été définie dans le tableau intégré à l'article VI de l'accord du 20 décembre 1994 et qui exprime le rapport reconnu entre, d'une part la représentativité et, d'autre part le nombre de sièges et de voix au moment de l'accord ci-dessus mentionné.

La méthodologie de référence retenue dans ce cadre est la suivante :

- Sur l'ensemble des organisations professionnelles d'employeurs qui composent le Fafih, sont comptabilisées celles dont le nombre d'entreprises et les contributions sont connues, identifiées, rassemblées et chiffrées.
- Le solde des entreprises est ensuite
  - . affecté en fonction de la présence dominante reconnue et effective d'une organisation professionnelle d'employeurs dans un département,
  - . ou attribué, en cas de répartition dans un même département, aux organisations professionnelles d'employeurs présentes.

Les variations s'expriment en plus et en moins en tenant compte notamment :

- du poids que chaque organisation professionnelle d'employeurs représente au Fafih apprécié selon :
  - . les contributions aux financements des formations
  - . l'importance du nombre d'entreprises et d'établissements ressortissants,
- de l'expérience et de l'ancienneté, notamment au Fafih.

Les contributions aux financements des formations s'entendent comme les évaluations et les reconnaissances de la totalité des contributions aux financements des formations gérées directement, indirectement ou sous le régime du mandat par le Fafih.

2. La représentativité d'une organisation syndicale de salariés s'apprécie selon les critères définis à l'article L.2121-1 du code du travail

## ARTICLE 8 - CONSEIL D'ADMINISTRATION ET BUREAU NATIONAL

### I - Principes de répartition des sièges et des voix :

#### *a) Répartition des sièges*

Le Conseil d'Administration est composé de quarante membres désignés par les organisations professionnelles d'employeurs et syndicales de salariés signataires des présents statuts.



Il comporte un nombre égal :

- . de représentants désignés par les organisations professionnelles d'employeurs ("collège employeurs"),
- . de représentants désignés par les organisations syndicales de salariés ("collège salariés"),

Au sein du collège employeurs, la répartition des sièges est établie en fonction des critères prévus à l'article 7-1 des présents statuts.

Au sein du collège salariés, chaque organisation syndicale dispose du même nombre de sièges.

En même temps qu'elles désignent leurs représentants titulaires au Conseil d'Administration, les organisations professionnelles d'employeurs et syndicales de salariés désignent nommément pour chacun des titulaires un représentant suppléant qui remplace le titulaire lorsque celui-ci est absent ou empêché.

Un représentant siégeant au Bureau national (article 13) n'a pas de suppléant.

A titre ponctuel et exceptionnel, seul un représentant de la même organisation, désigné pour siéger au Conseil d'administration, peut le remplacer en cas d'empêchement.

### ***b) Répartition des voix***

Au sein du collège employeurs, la répartition des voix entre les membres est effectuée en fonction des critères prévus à l'article 7-1 des présents statuts.

Au sein du collège salariés, chaque organisation syndicale signataire dispose du même nombre de voix.

En application de ces règles, chaque organisation professionnelle d'employeurs et syndicale de salariés dispose du nombre de sièges et de voix comme indiqué au II du présent article.

Au sein du Conseil d'Administration, le collège employeurs examine tous les trois ans la répartition des sièges et des voix de ce collège en fonction des critères retenus à l'article 7-1 des statuts.

L'adhésion d'un nouveau membre, telle que stipulée à l'article 5 des présents statuts, nécessite un examen de la répartition des sièges et des voix dans le(s) collège(s) concerné(s).

Les modifications dans la répartition des sièges et des voix ne pourront en aucun cas porter atteinte à la structure paritaire du Conseil d'Administration. Le nombre de voix exprimables de chaque collège est nécessairement en rapport avec un multiple du nombre d'organisations syndicales siégeant au sein du collège salariés.

Toute nouvelle répartition des sièges et des voix fait obligatoirement l'objet d'une modification statutaire fondée sur la représentativité telle que définie à l'article 7 et selon la procédure prévue à l'article 24 des présents statuts.

## **II - Composition**

En application de l'accord du 20 décembre 1994 transformant le Fafih en OPCA de l'Industrie Hôtelière et prenant en compte les évolutions depuis cette date (modifications intervenues dans les

organisations professionnelles d'employeurs et intégration d'activités nouvelles au sein de l'OPCA Fafih),

● *la répartition des sièges et des voix au Conseil d'Administration du Fafih est la suivante :*

	Nombre de sièges	Nombre de voix
<b>COLLEGE EMPLOYEURS</b>		
UMIH	3	31
GNC	2	15
SYNHORCAT	3	14
CPIH	3	10
SNRC	3	13
SNRPO	1	4
FAGIHT	2	6
SNERS	1	2
Casinos de France et Syndicat des Casinos Modernes de France	1	4
Syndicat de la Thalassothérapie	1	1
<i>Total</i>	<i>20</i>	<i>100</i>
<b>COLLEGE SALARIES</b>		
CFDT – Fédération des Services	4	20
CFTC – Fédération CSFV	4	20
FGTA/FO	4	20
INOVA - CFE/CGC	4	20
CGT – Fédération du Commerce, de la Distribution et des Services	4	20
<i>Total</i>	<i>20</i>	<i>100</i>
<b>TOTAL</b>	<b>40</b>	<b>200</b>

• la répartition des sièges au Bureau national (article 13) est la suivante :

	Nombre de sièges
<b>COLLEGE EMPLOYEURS</b>	
UMIH	2
GNC	1
SYNHORCAT	1
CPIH	1
SNRC	1
SNRPO	1
FAGIHT	1
SNERS	1
Casinos de France	1
<i>Total</i>	<b>10</b>
<b>COLLEGE SALARIES</b>	
CFDT – Fédération des Services	2
CFTC – Fédération CSFV	2
FGTA/FO	2
INOVA – CFE/CGC	2
CGT – Fédération du Commerce, de la Distribution et des Services	2
<i>Total</i>	<b>10</b>
<b>TOTAL</b>	<b>20</b>

#### ARTICLE 9 - INCOMPATIBILITES PERSONNELLES

Nul ne peut être simultanément salarié du Fafih et salarié, administrateur, gérant, mandataire social ou bénévole d'un établissement de formation ou de crédit.

Les salariés d'un établissement de formation ou de crédit ne peuvent pas être administrateurs du Fafih.

Une même personne peut être simultanément administrateur du Fafih ou membre d'une CRPF-IH (article 16) et administrateur d'un établissement de formation ou de crédit, à condition d'en faire la déclaration auprès des instances paritaires et des commissaires aux comptes du Fafih et ce, dans les conditions prévues par l'article R. 6332-19 du code du travail.

## **ARTICLE 10 - DESIGNATION DES REPRESENTANTS DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES D'EMPLOYEURS ET SYNDICALES DE SALARIES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

### **1. Désignation**

Chaque organisation professionnelle d'employeurs et syndicale de salariés désigne autant de représentants qu'elle a de sièges à pourvoir au Conseil d'Administration.

Chaque organisation professionnelle d'employeurs et syndicale de salariés désigne son ou ses représentant(s) - titulaire(s) et suppléant(s) - par mandat écrit au siège du Fafih.

### **2. Remplacement - révocation**

Les organisations professionnelles d'employeurs et syndicales de salariés peuvent remplacer leurs représentants par simple notification écrite.

Les représentants de ces organisations professionnelles d'employeurs et syndicales de salariés cessent leurs fonctions au Conseil d'Administration du Fafih s'ils perdent la qualité au titre de laquelle ils ont été désignés par leur propre organisation.

## **ARTICLE 11 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'Administration met en œuvre les missions et activités du Fafih en tenant compte, notamment, des objectifs et priorités définis par les CPNE des branches professionnelles représentées au Fafih.

Il agit de sa propre initiative ou sur proposition de son Bureau national.

Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour :

- définir une politique générale ainsi que les options à long terme et les objectifs à court et moyen terme
- déterminer les règles de répartition et d'affectation des ressources du Fafih entre les diverses activités constituant son objet ainsi que les règles de financement des dispositifs pour lesquels il a reçu un agrément
- déterminer les conditions de versement des entreprises assujetties
- élire son Bureau national (article 13)
- examiner les propositions du Bureau national (article 15)
- constituer dans chaque dispositif une commission paritaire nationale de la formation habilitée à décider par délégation du Conseil d'Administration des dispositions financières, pédagogiques et administratives propres au dispositif concerné.

Lorsque la demande est faite par une organisation professionnelle d'employeurs ou syndicale de salariés, il est créé un "groupe paritaire de suivi" propre à l'activité considérée, qui veille à la bonne application des objectifs et priorités des CPNE des branches représentées au sein du Fafih.

Ces groupes paritaires de suivi ont pour mission de :

- . suivre le tableau de bord financier de l'activité concernée : versements des entreprises relevant de cette activité et prises en charge acceptées ou refusées en application de la réglementation et des règles conventionnelles, dans le cadre du budget global du dispositif concerné ;
- . examiner les dossiers pour lesquels se posent des problèmes d'interprétation et formuler toute proposition utile à la commission nationale du dispositif concerné ;
- . plus généralement, préparer et soumettre à la commission nationale du dispositif concerné toute proposition relative à la dite activité.

Les groupes paritaires de suivi se réunissent au moins une fois par an.

- constituer un groupe de travail spécialisé pour étudier, et rapporter devant lui, toutes questions relatives à l'activité du Fafih
- examiner :
  - . les propositions formulées par les organisations professionnelles d'employeurs et syndicales de salariés membres du Fafih relatives à la formation et l'information de leurs représentants siégeant au sein des différentes instances paritaires du secteur
  - . les propositions de participation à des actions de promotion en faveur des formations et des métiers du secteur
- fixer les frais de déplacement et de séjour des membres des structures paritaires nationales et régionales dans leurs missions auprès du Fafih
- prendre toutes décisions propres à assurer l'administration et le fonctionnement du Fafih et, notamment (l'énumération ci-dessous étant énonciative et nullement limitative) :
  - . adopter le règlement intérieur de l'OPCA et tous règlements particuliers ou avenants, instituer tous comités consultatifs,
  - . nommer un Directeur Général et lui fixer sa délégation de pouvoir,
  - . effectuer tous placements, encaissements, acquisitions ou cessions de biens meubles et immeubles nécessaires à la réalisation de l'objet du Fafih,
  - . passer tous contrats de location ou de fournitures de biens ou de services,
  - . suivre toutes actions judiciaires tant en demandeur qu'en défenseur,
  - . déléguer tout ou partie de ses pouvoirs, au Bureau national, au Président, au Directeur Général, à un Administrateur dûment mandaté,
  - . arrêter les comptes de l'exercice clos qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle,
  - . voter les budgets de l'exercice suivant,
  - . pourvoir si nécessaire au renouvellement des membres du Bureau,
  - . décider le transfert du siège social en Ile de France, selon les modalités visées à l'article 2 des présents statuts,
  - . proposer à l'Assemblée générale les commissaires aux comptes tels que prévu à l'article 17 des statuts,
  - . adopter toute autre disposition nécessaire à la vie, au fonctionnement et au développement du Fafih,
  - . approuver les documents à transmettre au Ministre chargé de la formation professionnelle en application des articles R.6332-32 et R.6332-33 du code du travail

- contrôler, amender et entériner les décisions prises par le Bureau national et les Commissions paritaires de formation, nationales et régionales, ainsi que par les groupes de suivi ou les groupes de travail mis en place par les différentes structures paritaires du Fafih.

En cas de refus ou de modification des décisions de ces instances, le Conseil d'Administration doit motiver sa décision.

## **ARTICLE 12 - REUNIONS ET DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'Administration se réunit autant de fois que nécessaire et au moins deux fois par an.

Il peut aussi être réuni à l'initiative :

- . du président ou, en cas d'empêchement, à celle du vice-président du même collège,
- . d'un collège à la majorité simple,
- . des membres du Bureau à la majorité simple,
- . des membres du Conseil d'Administration à la majorité simple.

La présence ou la représentation de sept personnes minimum de chaque collège représentant les organisations professionnelles d'employeurs et syndicales de salariés, au sein du Conseil d'Administration, est nécessaire pour la validité des délibérations.

Si après une première convocation, le quorum prévu ci-dessus n'est pas atteint, il sera convoqué un nouveau Conseil d'Administration à huit jours d'intervalle au plus, avec le même ordre du jour qui délibérera valablement dans le respect de la structure paritaire quel que soit le nombre des représentants des organisations professionnelles d'employeurs et syndicales de salariés présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix exprimées dans chacun des collèges, dans le respect de la structure paritaire et sous réserve des dispositions ci-après :

- . un administrateur ne peut se faire représenter que par un suppléant désigné par son organisation ou par un administrateur titulaire du même collège, dûment mandaté par écrit
- . le vote par correspondance n'est pas admis
- . le vote par procuration est admis ; chaque organisation professionnelle d'employeurs et syndicale de salariés ne peut recevoir qu'une seule procuration émanant d'une autre organisation professionnelle d'employeurs ou syndicale de salariés du même collège ; ce pouvoir est porteur de l'ensemble des voix de l'organisation professionnelle d'employeurs ou syndicale de salariés ayant donné sa procuration
- . le Conseil d'Administration ne peut traiter que des questions portées à l'ordre du jour, à l'exception de questions diverses déposées en début de séance et acceptées par le Conseil d'Administration
- . l'inscription d'une question à l'ordre du jour est de droit si elle est demandée par une organisation professionnelle d'employeurs ou syndicale de salariés membre du Conseil d'Administration ; elle doit être déposée auprès du secrétariat de la Direction générale du Fafih au plus tard huit jours avant la date prévue pour la réunion du Conseil d'Administration, par tout moyen écrit approprié.

En cas d'urgence, le Conseil d'Administration peut être convoqué par tout moyen écrit approprié, avec l'ordre du jour.

### **ARTICLE 13 – COMPOSITION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Bureau du Conseil d'Administration (Bureau national) est composé de vingt administrateurs représentant les deux collèges -employeurs et salariés-, soit :

*Premier collège :*

- . un Président
- . un Vice Président
- . un Trésorier Adjoint
- . sept Administrateurs

*Deuxième collège :*

- . un Vice Président
- . un Secrétaire
- . un Trésorier
- . sept Administrateurs

Les fonctions au sein du Bureau sont alternées entre les deux collèges à la fin de chaque période de trois ans.

Le Bureau paritaire est élu par le Conseil d'Administration parmi les organisations professionnelles d'employeurs et syndicales de salariés qui le composent.

Chaque collège désigne ses représentants au Bureau.

L'organisation professionnelle d'employeurs ou syndicale de salariés à qui échoit la présidence doit être membre du Conseil d'Administration depuis au moins 9 ans.

Le Président et le Vice Président ne doivent pas avoir atteint l'âge limite de 65 ans à la prise de fonction.

Les membres du Bureau et leur Président sont nommés lors du dernier Conseil d'Administration de chaque période triennale. Ils prennent leurs fonctions à chaque alternance de trois années, au 1<sup>er</sup> juillet du premier exercice de la période considérée.

### **ARTICLE 14 : REUNIONS ET DELIBERATIONS DU BUREAU NATIONAL**

Le Bureau national se réunit autant de fois que nécessaire sur convocation écrite du Président, ou du Vice Président du même collège en cas d'empêchement du Président.

La convocation est adressée par le secrétariat de la Direction générale du Fafih au moins quinze jours avant la date de la réunion.

L'ordre du jour doit être joint à la convocation.

La présence de quatre membres minimum des organisations professionnelles d'employeurs et syndicales de salariés dans chaque collège, présents ou représentés, au sein du Bureau, est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres du Bureau présents ou représentés, tous collèges confondus.

En cas d'urgence, le Bureau peut être convoqué par tout moyen écrit approprié.

## **ARTICLE 15 - ATTRIBUTIONS DU BUREAU NATIONAL ET DU PRESIDENT**

Le Bureau agit par délégation du Conseil d'Administration et, dans ce cadre :

- assure la gestion du Fafih,
- arrête l'ordre du jour du Conseil d'Administration,
- prépare les modifications au règlement intérieur et tous avenants à ce règlement,
- peut créer tout groupe de travail chargé d'étudier une question particulière et de rapporter devant lui le résultat de ses travaux,
- fait des propositions au Conseil d'Administration,
- rend compte de ses travaux et décisions au Conseil d'Administration,
- a délégation du Conseil d'Administration pour contrôler, amender et valider les décisions des Commissions nationales paritaires en charge des dispositifs de formation.

Dans les actes de représentation du Fafih, le Président et le Vice président de l'autre collège, agissent conjointement.

Le Président du Fafih :

- préside l'Assemblée Générale Ordinaire, l'Assemblée Générale Extraordinaire, le Conseil d'Administration et le Bureau national,
- assure l'exécution des décisions,
- informe le Bureau national de ses interventions et lui rend compte,
- représente le Fafih dans tous actes de la vie civile et a le pouvoir d'agir et de représenter l'association en justice,
- peut se faire suppléer par un mandataire pour un ou plusieurs objets déterminés, avec l'approbation du Bureau national,
- peut déléguer certains de ses pouvoirs, avec l'accord du Conseil d'Administration, au Directeur Général du Fafih.

Le Vice Président appartenant au même collège remplace le Président en cas d'empêchement de ce dernier.

Le Trésorier et le Trésorier Adjoint, agissant paritairement, ont délégation du Bureau national pour le contrôle permanent des opérations comptables dans le respect des budgets votés.

## **ARTICLE 16 – REGIONALISATION ET SERVICES DE PROXIMITE**

La régionalisation et le développement des services de proximité constituent une des priorités majeures du secteur.

Ainsi, des Commissions Régionales Paritaires de la Formation de l'Industrie Hôtelière –CRPF-IIH– et des délégations régionales sont créées par le Conseil d'Administration du Fafih.



## **16.1 – Les CRPF-IH**

Les CRPF-IH sont chargées d'appliquer et de faire appliquer la politique générale de la formation décidée, au niveau national, par les partenaires sociaux du secteur.

Elles disposent d'un pouvoir consultatif et d'orientation et transmettent au Conseil d'administration du Fafih toutes les informations et propositions liées à leurs observations sur le terrain.

Elles sont les interlocuteurs reconnus des autorités territoriales (régionales et départementales) pour traiter des questions relatives à la formation au niveau du territoire considéré.

Le fonctionnement des CRPF-IH est détaillé en annexe 1 des présents statuts.

## **16.2 – Les délégations régionales et interrégionales**

Les délégations régionales et interrégionales sont des cellules techniques placées sous la responsabilité du Directeur général du Fafih et sont animées par un délégué régional salarié mandaté par le directeur général.

Elles accompagnent les membres des CRPF-IH et sont rattachées à la structure nationale du Fafih.

Elles assurent une mission d'information et de conseil auprès des entreprises par des visites régulières.

Elles ont en charge le traitement des dossiers de formation des régions relevant de leur compétence.

## **ARTICLE 17 -NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DU FAFIH**

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale Ordinaire la nomination de deux commissaires aux comptes, experts comptables agréés - chacun étant désigné par un collège -, chargés de vérifier la régularité des opérations comptables du Fafih et de lui faire, au moins une fois par an et obligatoirement en fin d'exercice, un compte rendu de leurs observations.

La durée du mandat des commissaires aux comptes est de six années renouvelables.

## **ARTICLE 18 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

### **I - Composition de l'Assemblée Générale Ordinaire**

L'Assemblée Générale Ordinaire est composée des organisations professionnelles d'employeurs et syndicales de salariés membres de l'Association (membres signataires des présents statuts et nouveaux membres ayant rejoint l'Association ultérieurement par accord paritaire).

Chaque organisation professionnelle d'employeurs et syndicale de salariés dispose d'un siège, soit un représentant.

## II -Principe de répartition des voix :

Les organisations professionnelles d'employeurs (« collège Employeurs ») et les organisations syndicales de salariés (« collège Salariés ») disposent d'un nombre égal de 100 voix, réparti tel qu'indiqué dans le tableau ci-après.

Au sein du collège employeurs, la répartition des voix entre les membres est effectuée en fonction des critères prévus à l'article 7-1 des présents statuts.

Au sein du collège salariés, chaque organisation syndicale signataire dispose du même nombre de voix.

Le nombre de voix de chaque collège est nécessairement un multiple en rapport avec le nombre d'organisations syndicales siégeant au sein du collège salariés.

Une modification du nombre des membres de l'Association entraînant une modification du nombre de voix reconnues à chaque membre ou une modification de la répartition des voix entre les deux collèges au sein de l'Assemblée Générale Ordinaire, fera l'objet d'une modification statutaire.

La répartition des voix à l'Assemblée Générale Ordinaire est la suivante :

Nombre de voix	
<b>COLLEGE EMPLOYEURS</b>	
UMIH	31
GNC	15
SYNHORCAT	14
CPIH	10
SNRC	13
SNRPO	5
FAGIHT	6
SNERS	2
Fédération Nationale des Bowlings Français	1
Syndicat de la Thalassothérapie	1
Casinos de France	1
Syndicat des Casinos Modernes de France	1
<b>Total</b>	<b>100</b>
<b>COLLEGE SALARIES</b>	
CFDT Fédération des Services	20
CFTC Fédération du Commerce, des Services et Forces de Vente	20
FGTA/FO	20
INOVA - CFE/CGC	20
CGT Fédération du Commerce, de la Distribution et des Services	20
<b>Total</b>	<b>100</b>
<b>TOTAL</b>	<b>200</b>

## **ARTICLE 19 - REPRESENTATION DE «NOUVEAUX MEMBRES» A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

Chaque «nouveau membre» dispose d'un siège à l'Assemblée Générale Ordinaire.

L'admission de «nouveaux membres» implique une nouvelle répartition du nombre de voix dans chacun des collèges au sein de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Elle ne doit pas faire obstacle à la parité de l'Association ; à cet effet, le nombre de voix exprimables de chaque collège est nécessairement un multiple en rapport avec le nombre d'organisations syndicales siégeant au sein du collège salariés.

## **ARTICLE 20 - POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE - REUNIONS ET DELIBERATIONS**

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit une fois par an dans les six mois de la clôture de l'exercice comptable et chaque fois que nécessaire.

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve les comptes de l'exercice clos. Elle entend le rapport moral et financier sur la situation de l'Association.

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de la nomination des commissaires aux comptes prévue à l'article 17 des présents statuts.

Son ordre du jour est fixé par le Conseil d'Administration et doit être adressé à tout participant vingt jours au moins à l'avance.

Il peut être modifié dix jours à l'avance sur proposition d'une organisation professionnelle d'employeurs ou syndicale de salariés, membre de l'Association.

La demande de modification doit être adressée, par écrit, dans les délais, auprès du Président du Fafih afin qu'il en informe l'ensemble des organisations professionnelles d'employeurs et syndicales de salariés membres de l'Association.

L'ordre du jour modifié est adopté par l'Assemblée Générale Ordinaire à la majorité des suffrages exprimés tous collèges confondus.

Le vote par correspondance n'est pas admis.

Le vote par procuration est admis ; chaque organisation professionnelle d'employeurs et syndicale de salariés ne peut recevoir qu'une seule procuration émanant d'une autre organisation professionnelle d'employeurs ou syndicale de salariés du même collège. Ce pouvoir est porteur de l'ensemble des voix de l'organisation professionnelle d'employeurs ou syndicale de salariés ayant donné sa procuration.

L'Assemblée Générale Ordinaire ne peut traiter que des questions inscrites à l'ordre du jour.

La présence du tiers au moins des représentants des organisations (personnes physiques) dans chacun des collèges est nécessaire pour la validité des délibérations.

Si après une première convocation le quorum prévu ci-dessus n'est pas atteint, il sera convoqué une nouvelle Assemblée Générale Ordinaire à quinze jours d'intervalle au moins, avec le même ordre du jour, qui délibérera valablement dans le respect de la structure paritaire quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix exprimées dans chacun des collèges au premier tour de scrutin. A défaut, elles sont prises au second tour de scrutin organisé au cours de la même réunion et après interruption de séance, à la majorité qualifiée des 3/4 des voix exprimées tous collèges confondus.

## **ARTICLE 21 - REGLEMENT INTERIEUR**

En tant que de besoin, un règlement intérieur sera établi par le Bureau national et validé par le Conseil d'Administration.

Il complètera et précisera les statuts.

## **ARTICLE 22 - RESSOURCES DU FAFIH**

Les ressources du Fafih sont constituées par :

1. les versements des établissements et des entreprises assujettis ou volontaires au titre des différentes contributions obligatoires à la formation professionnelle continue, selon la législation en vigueur et selon les modalités qui figurent au chapitre III de l'accord du 20 décembre 1994.  
Les contributions sont mutualisées dès leur versement et sont affectées par dispositif dans des sections comptables distinctes
2. les concours financiers apportés par les collectivités publiques, territoriales, régionales, nationales, européennes ou internationales
3. les produits de placements de fonds à court terme
4. le produit de prestations particulières du Fafih
5. toutes autres ressources autorisées par la loi.

## **ARTICLE 23 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

Si besoin est, ou sur décision du Conseil d'Administration, le Président et le Vice Président convoquent une Assemblée Générale Extraordinaire.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est chargée :

- des modifications statutaires de l'Association tel que prévu à l'article 24 des présents statuts
- de la dissolution de l'Association tel que prévu à l'article 25 des présents statuts.

La présence ou représentation des 3/4 au moins des représentants, personnes physiques, dans chaque collège est nécessaire pour la validité des délibérations.

Si le quorum ci-dessus n'est pas atteint, l'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée à nouveau à quinze jours d'intervalle, avec le même ordre du jour, et peut délibérer valablement à condition qu'au moins une organisation de chaque collège soit présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix exprimées dans chacun des collèges au premier tour de scrutin. A défaut, elles sont prises au second tour de scrutin organisé au cours de la même réunion et après interruption de séance par un vote, à la majorité qualifiée des 3/4 des voix exprimées tous collèges confondus.

Le vote par correspondance n'est pas admis.

Le vote par procuration est admis ; chaque organisation professionnelle d'employeurs et syndicale de salariés ne peut recevoir qu'une seule procuration émanant d'une autre organisation professionnelle d'employeurs ou syndicale de salariés du même collège. Ce pouvoir est porteur de l'ensemble des voix de l'organisation professionnelle d'employeurs ou syndicale de salariés ayant donné sa procuration.

La composition et la répartition des voix au sein de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont les mêmes que celles prévues pour l'Assemblée Générale Ordinaire à l'article 18 ci-avant.

#### **ARTICLE 24 - MODIFICATIONS DES STATUTS**

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire sur proposition du Conseil d'Administration. Les propositions de modification doivent être portées à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire et le texte adressé à tous ses membres au moins un mois à l'avance.

Les règles de quorum et de majorité sont celles prévues à l'article 23 des présents statuts.

En cas de modification statutaire concernant l'objet de l'Association, l'accord préalable des membres de l'Association doit être obtenu à la majorité des voix exprimées. Si la modification des statuts concerne la composition du Conseil d'Administration - répartition des sièges et des voix -, l'accord préalable des membres du Fafih doit alors être obtenu à la majorité simple des voix exprimées.

#### **ARTICLE 25 - DISSOLUTION**

La dissolution du Fafih est :

- . constatée dans le cas de décisions législatives, réglementaires ou administratives
- . prononcée par décision du Conseil d'Administration et approuvée en Assemblée Générale Extraordinaire.

Les biens du Fafih seront dévolus en application de l'article R.6332-20 du code du travail sous réserve de respecter notamment les privilèges et garanties de la créance des rémunérations des salariés du Fafih en application des articles L.3253-1 et suivants du code du travail et des dispositions stipulées dans le statut social du Fafih.

**ARTICLE 26 - PARTIES SIGNATAIRES AUX PRESENTS STATUTS**

***Pour les organisations professionnelles d'employeurs : « Collège Employeurs »***

- l'UMIH , Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie..
- le GNC, Groupement National des Chaînes Hôtelières
- le SYNHORCAT, Syndicat National des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers et Traiteurs
- la CPIH, Confédération des Professionnels Indépendants de l'Hôtellerie
- le SNRC, Syndicat National de la Restauration Collective
- le Syndicat National de la Thalassothérapie

*Pour les organisations syndicales de salariés : « Collège Salariés »*

- la Fédération CFTC des Syndicats du Commerce, des Services et Forces de Vente
- INOVA -Fédération Nationale de l'Hôtellerie, Restauration, Sport, Loisirs et Casino / CFE-CGC
- la Fédération Générale des Travailleurs de l'Agriculture, de l'Alimentation, des Tabacs et des activités annexes Force Ouvrière (FGTA/FO)
- la Fédération CGT du Commerce, de la Distribution et des Services

<p align="center"><b>LE FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS REGIONALES PARITAIRES FORMATION DE L'INDUSTRIE HOTELIERE (CRPF-IH)</b></p>
---

### **1. COMPOSITION**

Chaque Commission Régionale Paritaire Formation de l'Industrie Hôtelière (CRPF-IH) est constituée paritairement de deux collèges (Collège employeurs et Collège salariés).

Chaque collège est composé de 10 membres titulaires.

### **2. DESIGNATIONS**

Chaque organisation nationale professionnelle d'employeurs et syndicale de salariés désigne le(s) membre(s) titulaire(s) qui la représente(nt). Elle désigne également des membres suppléants ; elle ne peut désigner plus de suppléants qu'elle n'a de titulaires.

Ces désignations sont communiquées au siège du Fafih.

A tout instant, elle peut actualiser sa représentation au sein des CRPF (retrait de mandat ou substitution, ...).

*Chaque organisation nationale détermine les conditions de participation et de prise en charge des frais engagés lors des réunions liées à l'activité des CRPF.*

### **3. REPRESENTATION**

En cas d'absence prévisible à une commission plénière, c'est au titulaire, ou à l'organisation professionnelle d'employeurs ou syndicale de salariés qui l'a mandaté, de faire assurer sa représentation par le suppléant.

En cas d'empêchement du titulaire et du suppléant, l'organisation nationale peut :

- confier son mandat à une autre organisation du même collège,
- ou, mandater, à titre ponctuel, un autre représentant pour assister à la réunion.

Chaque organisation ne peut recevoir qu'un seul mandat émanant d'une autre organisation du même collège.

Le suppléant, ou le représentant ponctuel, appelé à siéger en l'absence du titulaire, dispose de son mandat et de son droit de vote.

Le mandat est adressé à la délégation régionale du Fafih préalablement à la réunion ou présenté en début de réunion ; il est consigné au compte rendu.

### **4. CONSTITUTION DU BUREAU**

Lors de sa création, chaque CRPF choisit le collège qui assure la première présidence.

La CRPF élit, pour trois ans, un Bureau composé de quatre membres, à savoir :

- un président et un membre délégué, issus du même collège
- un vice président et un membre délégué, issus de l'autre collège.

Les fonctions au sein du Bureau sont alternées entre les deux collèges à la fin de chaque période de trois ans.

Seuls les membres titulaires présents lors de la réunion d'élection peuvent être candidats.

En cas d'indisponibilité, seul un membre titulaire ayant préalablement fait acte de candidature par écrit peut être élu.



## **5. MANDATS**

La signature d'actes et toutes les démarches officielles sont assurées paritairement par le président et le vice-président, représentant chacun leur collège respectif, accompagnés d'un technicien du Fafih.

Dans ce cadre, complémentirement aux réunions de la Commission plénière et du Bureau, le président et le vice-président sont mandatés pour représenter, si possible paritairement, la CRPF, lors de circonstances ou de sollicitations qui réclament leur présence.

Ils rendent compte à la CRPF, Commission plénière et Bureau, de ce mandat.

Pour assurer la continuité de ses missions, en cas d'absence du président de la Commission, la responsabilité est confiée au membre délégué du même collège. Il en est de même pour la vice présidence.

## **6. DECISIONS**

Si l'un des deux collèges n'est pas représenté, la réunion ne peut pas se tenir.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres titulaires présents ou représentés.

## **7. PARTENAIRES INSTITUTIONNELS**

Dans chaque CRPF, trois sièges sont réservés au Directeur de la DIRECCTE, au Directeur régional de Pôle Emploi et au Président du Conseil Régional ou à son représentant chargé de la formation.

## **8. CONVOCATIONS ET COMPTES RENDUS**

Le calendrier des réunions et la liste des membres désignés, ainsi que les éventuelles élections prévues, sont adressés à chaque organisation nationale au début de chaque semestre.

La délégation régionale du Fafih est chargée d'adresser les convocations relatives aux Commissions plénières et aux Bureaux ainsi que les comptes rendus de réunion :

- . aux membres titulaires
- . à chaque organisation nationale représentée au Conseil d'Administration du Fafih
- . aux partenaires institutionnels siégeant en Commission plénière.

Chaque organisation nationale communique au Fafih les coordonnées du destinataire de ces informations et les modes de transmission.

Dans la semaine qui suit une réunion, la liste des présences est communiquée à chaque organisation nationale représentée.

Le compte rendu de la réunion précédente est approuvé par la Commission plénière suivante et signé par le président et le vice Président de la CRPF.

## **9. FREQUENCE DES REUNIONS**

La CRPF se réunit en Commission plénière 2 fois par an.

Le bureau se réunit au moins 2 fois par an.

Sur délégation expresse de la Commission plénière, dans des circonstances imposées par l'actualité ou le calendrier, le Bureau est habilité à prendre toute disposition relevant des responsabilités et du champ d'initiatives de la CRPF. Il en rend compte devant la Commission plénière.

## **10. DATES DE REUNION / ORDRE DU JOUR**

Les dates des Commissions plénières sont arrêtées par les membres de la CRPF, d'une réunion à l'autre. Celles des Bureaux, par les membres du Bureau.

Les ordres du jour sont établis par le président et le vice-président, avec l'aide du technicien régional, puis diffusés par la délégation régionale du Fafih, avec les convocations.

## **11. LIEUX DE REUNION**

Les réunions ont lieu sur le territoire régional concerné, dans les locaux du Fafih, quand ils existent et le permettent. A défaut, le Fafih se charge de réserver un lieu de réunion et assume les frais de location de la salle.

## Historique des membres de l'Association Fafih,

*A la signature des Statuts, modifiés le 20 février 1996, pour mise en harmonie avec les dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles relatives aux organismes paritaires collecteurs agréés -OPCA-, la composition des membres de l'Association était la suivante :*

**1) «membres fondateurs» :** organisations professionnelles d'employeurs et syndicats de salariés signataires des statuts et de la convention portant création du FAFIH de novembre 1974, modifié le 28 septembre 1979, et de l'accord du 12 janvier 1982 étendu le 7 mai 1982 ainsi que de l'ensemble des accords visés au présent article, à l'exception du SNRC signataire d'un accord spécifique du 9 avril 1985 relatif à l'insertion des jeunes par la formation en alternance

*pour les organisations professionnelles d'employeurs :*

- la FNIH, Fédération Nationale de l'Industrie Hôtelière comprenant la Fédération Nationale des Cafetiers Limonadiers (FNCL), la Fédération Nationale de l'Hôtellerie Française (FNHF) et la Fédération Nationale de la Restauration Française (FNRF), *aujourd'hui : l'UMIH*
- le GGHF, Groupement des Grands Hôtels de France, ultérieurement intégré à la FNIH (*aujourd'hui l'UMIH*) et au SFH (*aujourd'hui le SYNHORCAT*)
- le SNCH, Syndicat National des Chaînes (hôtellerie) ; SNCRP, Syndicat National des Chaînes (restauration publique) ; SNCRC, Syndicat National des Chaînes (restauration collective) devenus :
  - pour une part le GNCH, Groupement National des Chaînes Hôtelières, rattaché à la FNIH *aujourd'hui GNC, rattaché à l'UMIH*
  - et d'autre part, le SNRC, Syndicat National de la Restauration Collective et le SNRPO, Syndicat National de la Restauration Publique Organisée
- le SGIH, Syndicat Général de l'Industrie Hôtelière devenu le SFH, Syndicat Français de l'Hôtellerie *aujourd'hui le SYNHORCAT*
- la CFHRCD, Confédération Française des Hôteliers, Restaurateurs, Cafetiers-limonadiers et Discothèques, *aujourd'hui la CPIH*

*pour les syndicats de salariés :*

- la Fédération des Services de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)
- le Syndicat National du personnel des hôtels, cafés, restaurants, bars et collectivités de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (SNHCRBC/CFTC), *aujourd'hui la Fédération CFTC / CSFV*
- la Confédération Française de l'Encadrement / Confédération Générale des Cadres / Syndicat national de l'Encadrement Hôtellerie et Restaurations (CFE/CGC/SEHOR), *aujourd'hui INOVA – CFE-CGC*
- la Fédération Générale des Travailleurs de l'Agriculture, de l'Alimentation, des Tabacs et Allumettes et des services annexes Force Ouvrière, (FGTA/FO)

**2) «autres membres» :** organisations professionnelles d'employeurs et syndicales de salariés signataires de :

*- l'accord national sur l'insertion des jeunes par la formation en alternance dans l'Industrie Hôtelière du 20 février 1985 :*

*pour les organisations professionnelles d'employeurs*

- . le Syndicat National des Restaurateurs, Limonadiers, Hôteliers (SNRLH), *aujourd'hui intégré au SYNHORCAT*
- . le Syndicat National des Traiteurs (SYNTRAIT) devenu Syndicat des Traiteurs de France-Organisateurs de Réception (STFOR), *aujourd'hui intégré au SYNHORCAT*

*pour les syndicats de salariés*

- . la Fédération des personnels des commerces, de la distribution et des services de la Confédération Générale du Travail (CGT)
- *l'accord sur le financement de la formation professionnelle des entreprises de moins de 10 salariés du 9 avril 1992*
  - . la Fédération Autonome Générale de l'Industrie Hôtelière Touristique (FAGIHT)
- *l'accord du 20 décembre 1994 transformant le FAFIH en OPCA de l'Industrie Hôtelière*
  - . le Syndicat National des Centres de Bowling (SNCB), *aujourd'hui la Fédération Nationale des Bowlings Français (FNB)*
  - . le Syndicat National des Entreprises Régionales de Restauration Sociale (SNERRS), *aujourd'hui le SNERS*

Brochure n° 3100

Convention collective nationale

IDCC : 43. – **ENTREPRISES DE COMMISSION, DE COURTAGE  
ET DE COMMERCE INTRACOMMUNAUTAIRE  
ET D'IMPORTATION-EXPORTATION DE FRANCE MÉTROPOLITAINE  
(CCNIE)**

ACCORD DU 4 AVRIL 2011  
PORTANT MODIFICATION À LA CONVENTION

NOR : ASET1151146M  
IDCC : 43

Le titre de la convention collective est modifié comme suit : « convention collective nationale des entreprises de commission, de courtage et de commerce intracommunautaire et d'importation-exportation n° 3100 ».

Les articles de la CCNIE n° 3100 sont modifiés comme suit :

Article 1<sup>er</sup>

*Champ d'application*

Dans le premier paragraphe, les mots : « territoire métropolitain » sont remplacés par les mots : « territoire national ».

Article 3

*Droit syndical et liberté d'opinion*

Dans le premier paragraphe, les mots : « du livre III du code du travail » sont remplacés par : « du livre 1<sup>er</sup> de la deuxième partie du code du travail ».

Article 4

*Exercice des droits relatifs à l'action syndicale*

Dans le 7<sup>e</sup> paragraphe, les mots : « art. L. 451-1 et suivants du code du travail » sont remplacés par les mots : « art. L. 3142-7 et suivants du code du travail ».

Dans le 8<sup>e</sup> paragraphe, les mots : « article L. 132-17 du code du travail » sont remplacés par les mots : « article L. 2232-8 du code du travail ».

Article 6

*Délégués du personnel et comité d'entreprise*

Dans le paragraphe *a*, les mots : « le mois qui précède l'expiration normale des fonctions de membre du comité d'entreprise ou de délégué du personnel » sont remplacés par les mots : « les délais prévus par le code du travail ».

Dans le paragraphe *c*, au 6<sup>e</sup> paragraphe, les mots : « au plus tard 1 jour franc avant l'heure prévue pour le scrutin » sont remplacés par les mots : « dans les délais prévus par le protocole d'accord préélectoral, ou à défaut, au plus tard 5 jours ouvrés avant la date du scrutin ».

Dans le paragraphe *d*, la fin du 1<sup>er</sup> alinéa est complétée par les mots : « sauf dispositions différentes du protocole d'accord préélectoral ».

Dans le paragraphe *f*, la phrase : « Dans les établissements où une partie du personnel est normalement occupée en dehors de l'établissement » est supprimée.

Dans ce même paragraphe, les mots : « pour cette partie du personnel » sont remplacés par les mots « dans les conditions prévues par le code du travail ».

Dans le paragraphe *g*, à l'avant-dernier alinéa, la phrase : « l'un des exemplaires est affiché, au plus tard avant la fin du premier jour ouvré suivant, à l'emplacement prévu à l'article 7 *bis*, un autre est remis au chef d'établissement et un troisième exemplaire est adressé à l'Inspecteur du travail contrôlant l'entreprise » est remplacée par la phrase : « L'affichage et la communication du procès-verbal sera effectuée selon les dispositions du code du travail et du code électoral ».

Dans le paragraphe *h*, au 2<sup>e</sup> alinéa, les mots : « Si l'élection est annulée, il est procédé à une nouvelle élection dans un délai de 15 jours, à défaut d'une décision du tribunal d'instance sur ce point. Entre temps, les membres sortants assureront l'intérim dans les conditions de l'exercice d'un mandat régulier » sont supprimés (exclusion de l'extension).

#### Article 7

##### *Comités d'entreprise. – Financement des œuvres sociales*

A la 2<sup>e</sup> phrase, les mots : « DAS1 » sont remplacés par les mots : « des salaires » et l'article : « L. 432-3 du code du travail » est remplacé par l'article : « L. 2323-86 du code du travail ».

#### Article 7 *bis*

##### *Panneaux d'affichage des délégués du personnel et du comité d'entreprise*

Au 2<sup>e</sup> alinéa, le mot : « pourra » est remplacé par le mot : « devra ».

La fin du 2<sup>e</sup> paragraphe est complétée par les mots : « conformément à l'article L. 2142-3 du code du travail ».

#### Article 8

##### *Engagement*

Le 1<sup>er</sup> alinéa : « Indépendamment des obligations légales, les employeurs conservent le droit de recourir à l'embauchage direct » est supprimé.

#### Article 8 *bis*

##### *Clause de non-concurrence*

Dans le 5<sup>e</sup> paragraphe, les mots : « soit dans une lettre de rupture » sont insérés après les mots : « par lettre recommandée ».

Les mots : « soit dans la convention de rupture en cas de rupture conventionnelle » sont insérés après les mots : « contrat de travail ».

#### Article 12

##### *Préavis*

Dans le 1<sup>er</sup> paragraphe, les mots : « sauf usage contraire » sont supprimés.

Dans le 1<sup>o</sup>, les mots : « 1 semaine pour le personnel ouvrier payé à l'heure ou mensualisé » sont supprimés.

Dans le 2°, le paragraphe *a* :

« Le salarié a accompli sa période d'essai mais totalise moins de 6 mois d'ancienneté :

- 1 semaine pour le personnel ouvrier payé à l'heure ;
- 1 mois pour les ouvriers, les employés, les techniciens et agents de maîtrise ;
- 3 mois pour les ingénieurs et cadres » est supprimé.

Le paragraphe *b*, qui devient *a* nouveau, est modifié comme suit :

« Le salarié totalise moins de 2 ans d'ancienneté de services continus chez le même employeur : » remplace les mots : « Le salarié totalise 6 mois et plus d'ancienneté mais moins de 2 ans ».

Dans le 1<sup>er</sup> point du paragraphe *a* nouveau, les mots : « le personnel ouvrier, payé à l'heure ou mensualisé » sont supprimés.

Le paragraphe *c*, qui devient *b* nouveau, est modifié comme suit :

« Le salarié a acquis une ancienneté de services continus chez le même employeur de 2 ans et plus » est supprimé et remplacé par les mots : « le salarié totalise 2 ans et plus d'ancienneté de services continus chez le même employeur ».

Dans le 1<sup>er</sup> point du paragraphe *b* nouveau, les mots : « le personnel ouvrier, payé à l'heure ou mensualisé » sont supprimés.

Dans le 4°, les mots : « 2 jours ouvrés à l'avance ou, pour le personnel bénéficiant de 1 mois au moins de préavis » et les mots : « si l'employeur le précise au moment de la signification du licenciement » sont supprimés.

Les mots : « à l'avance » sont insérés après les mots : « 5 jours ouvrés ».

Dans le 5°, le mot : « légal » est remplacé par le mot : « conventionnel » à la 1<sup>re</sup> phrase.

Dans la 2<sup>e</sup> phrase, le mot : « salarial » est supprimé et les mots : « sous réserve de l'application de la clause de non-concurrence » sont insérés après les mots : « chez un autre employeur de son choix ».

## Article 13

### *Licenciement*

Dans le paragraphe *a*), le mot : « un » est remplacé par le mot : « le ». Les mots : « de 3 jours ouvrés » sont remplacés par les mots : « prévu à l'article L. 1232-2 du code du travail ».

La première phrase du 2<sup>e</sup> alinéa du paragraphe *a* : « Lors de l'entretien ci-dessus prévu, le salarié aura la faculté de présenter lui-même ou avec le concours d'un salarié ou d'un délégué de l'entreprise les observations qu'il aurait à faire valoir » est remplacée par les mots : « lors de l'entretien prévu ci-dessus, le salarié peut se faire assister par une personne de son choix appartenant au personnel de l'entreprise. Lorsqu'il n'y a pas d'institutions représentatives du personnel dans l'entreprise, le salarié peut se faire assister soit par une personne de son choix appartenant au personnel de l'entreprise, soit par un conseiller du salarié choisi par une liste dressée par l'autorité administrative ».

Dans le paragraphe *b*, le 2<sup>e</sup> alinéa : « Le personnel licencié dans les conditions énumérées au paragraphe *b* aura, sur sa demande, présentée dans le mois suivant le licenciement, une priorité de réengagement dans un emploi de même nature, dans l'ordre inverse des licenciements, pendant une durée de :

- 6 mois pour les salariés comptant moins de 6 mois de présence dans l'établissement ;
- 1 an pour les salariés comptant plus de 6 mois de présence » est remplacé par les mots : « le salarié licencié pour motif économique bénéficie d'une priorité de réembauchage durant un délai de 1 an à compter de la date de rupture de son contrat s'il en fait la demande au cours de ce délai ».

## Article 14

### *Absence pendant le délai-congé*

Dans le paragraphe *a*, au 1<sup>er</sup> alinéa, les mots : « rétribué au mois » sont remplacés par les mots : « à une référence horaire ».

Un paragraphe rédigé comme suit est inséré à la fin du paragraphe *a* : « Le salarié relevant d'un régime de forfait annuel en jours disposant, dans la limite des contraintes de sa fonction, d'une certaine autonomie dans la gestion de son emploi du temps, l'exercice de sa fonction lui permet de planifier ses horaires de travail tout en y intégrant, par journée ou 1/2 journée, le temps nécessaire à la recherche d'un nouvel emploi. »

## Article 15

### *Indemnité de licenciement*

Au 1<sup>er</sup> alinéa, les mots : « ou lourde » sont insérés après les mots : « faute grave ».

## Article 16

### *Indemnité de départ de fin de carrière*

Dans la partie A, au 1<sup>er</sup> paragraphe, les mots : « 3 mois » remplacés par les phrases suivantes :

- « – 1 mois si l'ancienneté du salarié est comprise entre 6 mois et moins de 2 ans ;
- 2 mois dès lors que le salarié a au moins deux ans d'ancienneté ».

Dans la partie A, au 2<sup>e</sup> paragraphe, à la fin de la 1<sup>re</sup> phrase, les mots : « de 65 ans » sont remplacés par les mots : « légal de départ en retraite ».

## Article 16 bis

### *Retraite complémentaire par répartition*

Le texte de l'article 16 *bis* est supprimé et remplacé par le texte suivant :

« Les entreprises relevant de la présente convention feront bénéficier leur personnel d'une retraite complémentaire par répartition.

Sauf disposition plus favorable, les entreprises devront affilier ce personnel à une institution de retraite complémentaire sur la base d'une cotisation prévue par les accords en vigueur, à raison de 60 % à la charge de l'employeur et 40 % à la charge des salariés.

En application de la convention collective nationale du 14 mai 1947 et après avis de la commission administrative de l'AGIRC du 27 novembre 2009, il ressort :

- sont obligatoirement inscrits au titre de l'article 4 de la convention collective susmentionnée les ingénieurs et cadres classés à partir du niveau C13 ;
- sont obligatoirement affiliés au titre de l'article 4 *bis* de la convention collective susmentionnée les agents de maîtrise du niveau M12 ;
- peuvent être affiliés au titre de l'article 36 de la convention collective susmentionnée le personnel employé à partir du niveau E7. »

## Article 17

### *Maladie. – Accident*

Au 2<sup>e</sup> alinéa les mots : « transmis à l'employeur dans les 48 heures » sont insérés après les mots : « certificat médical ».

## Article 18

### *Remplacement*

Au 3<sup>e</sup> alinéa, les mots : « entraîneraient des perturbations dans le fonctionnement de l'entreprise » sont insérés après les mots : « délais ci-dessus ».

Au 3<sup>e</sup> alinéa, à la 1<sup>re</sup> phrase, le mot : « effectif » est remplacé par le mot : « définitif ».

## Article 19

### *Congés de maternité, d'adoption, postnataux et pour soigner un enfant malade*

Au 5<sup>e</sup> paragraphe, l'article : « L. 223-5 du code du travail » est remplacé par l'article : « L. 1225-61 du code du travail ».

## Article 21

### *Congés annuels (suite)*

Au 1<sup>er</sup> paragraphe, les mots : « 1<sup>er</sup> juin » sont remplacés par les mots : « 1<sup>er</sup> mai ».

## Article 22

### *Congés exceptionnels*

Au 1<sup>er</sup> paragraphe, les mots : « au moment de l'évènement concerné » sont insérés après les mots : « accordés aux salariés ».

Après le 1<sup>er</sup> tiret, un 2<sup>e</sup> tiret est ajouté et rédigé comme tel : « Pacs du salarié : 1 journée ».

Le tiret : « communion d'un enfant : un jour » est remplacé par la phrase ainsi rédigée : « Par enfant à charge du salarié, pour une cérémonie officielle dûment justifiée, intervenant une fois avant son 16<sup>e</sup> anniversaire : une journée ».

Après les mots : « déménagement d'un salarié : un jour » sont insérés les mots : « par année civile ».

## Article 27

### *Service militaire obligatoire*

Cet article est supprimé.

## Article 28

### *Service militaire obligatoire (suite)*

Cet article est supprimé.

## Article 29

### *Périodes militaires obligatoires*

Cet article est supprimé.

## Article 30

### *Salaires*

Cet article devient l'article 27 de la convention collective.

## Article 30 bis

### *Prime d'ancienneté*

Cet article devient l'article 28 de la convention collective.

#### Article 31

##### *Avantages acquis*

Cet article devient l'article 29 de la convention collective.

#### Article 32

##### *Commissions paritaires de conciliation*

Cet article devient l'article 30 de la convention collective.

#### Article 34

##### *Dépôt aux prud'hommes*

Cet article devient l'article 31 de la convention collective.

#### Article 35

##### *Adhésions*

Cet article devient l'article 32 de la convention collective.

Le présent accord sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction générale du travail et du secrétariat du greffe des prud'hommes de Paris dans les conditions prévues par le code du travail en vue de son extension.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

SEIT ;  
FICIME ;  
FIPA ;  
FFSCM ;  
UFCC ;  
SNCI ;  
OSCI.

#### **Syndicats de salariés :**

FNECS CFE-CGC ;  
CSFV CFTC ;  
FS CFDT ;  
FEC FO.



**Accord interprofessionnel**  
**MÉDIATEURS SOCIAUX DU TRAVAIL**  
**(Saisonniers)**

ACCORD DU 27 MAI 2011  
RELATIF AUX DROITS ET DEVOIRS DES SALARIÉS SAISONNIERS  
(PAYS LANDES NATURE CÔTE-D'ARGENT)  
NOR : ASET1151139M

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux signataires tiennent à rappeler dans un premier temps leur profond attachement à un dialogue social constructif entre partenaires sociaux ainsi qu'aux nouvelles règles de négociation posées par la loi du 4 mai 2004 en ce qu'elles donnent justement un nouvel élan à la négociation collective de travail et dynamisent les relations sociales dans les entreprises.

Ils considèrent que ces dispositions se doivent d'être appliquées scrupuleusement à l'ensemble des niveaux de négociations entre les organisations représentatives de manière à appréhender et transcrire ensuite conventionnellement les besoins exprimés dans les entreprises par les employeurs et les salariés.

Dans cette optique, et dans l'esprit du paritarisme prud'homal, les partenaires sociaux souhaitent, par le biais du présent accord, favoriser le dialogue social et le règlement des conflits qui pourraient survenir entre les employeurs et les salariés saisonniers de leur entreprise à travers la création d'intervenants dans des ateliers droits et devoirs et de médiateurs sociaux du travail.

Cette approche se veut complémentaire des actions conduites par les instances préexistantes (conseil des prud'hommes, inspection du travail, notamment) et vise à mettre en place une démarche préventive et pédagogique qui puisse renforcer les actions desdites instances.

**I. – CHAMP D'APPLICATION**

Le présent accord s'applique à l'ensemble du personnel saisonnier et aux employeurs, quel que soit leur secteur professionnel, exerçant leurs activités dans le Pays Landes Nature Côte-d'Argent. Cette délimitation s'explique par la présence d'une forte saisonnalité dans l'emploi, notamment dans les services et l'agroalimentaire et par la présence dans ce pays des lieux d'accueil des saisonniers où les futurs conflits tenteront d'être conciliés.

**II. – PILOTAGE ET SUIVI**

Les parties signataires conviennent de l'instauration :

a) D'un comité de pilotage qui aura en charge de fixer les orientations et de dresser le bilan annuel de l'action. Ce comité est composé, entre autres, d'un représentant par organisation syndicale représentative d'employeurs et de salariés ainsi que de l'UT 40 de la DIRECCTE Aquitaine ;

b) D'un comité de suivi chargé de la mise en place et du suivi du présent protocole d'accord. Ce comité est composé d'un représentant par organisation signataires du présent accord, du directeur

de l'unité territoriale des Landes de la DIRECCTE Aquitaine qui peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Un représentant du pays landes nature côte d'argent (LNCA) pourra être associé, avec voix consultative, aux travaux des comités pour apporter des éclairages sur la saisonnalité du territoire.

### III. – DÉSIGNATION DES INTERVENANTS DROITS ET DEVOIRS ET DES MÉDIATEURS SOCIAUX DU TRAVAIL

Les intervenants droits et devoirs et les médiateurs sociaux du travail sont désignés par les organisations syndicales patronales et salariales signataires.

Ils interviennent en binômes : les délégations paritaires seront composées d'un représentant salarié et d'un représentant patronal par séquence d'intervention.

Les organisations signataires du présent accord s'engagent chacune à désigner un ou des intervenants droits et devoirs ou médiateurs sociaux du travail dans les conditions susvisées ainsi qu'à pourvoir au plus vite à leur éventuel remplacement.

La préparation et la désignation effective des intervenants droits et devoirs ou médiateurs sociaux du travail se dérouleront au sein d'un comité de pilotage qui se réunira de manière expresse à l'initiative des organisations signataires.

### IV. – COMPÉTENCE DES INTERVENANTS DROITS ET DEVOIRS ET DES MÉDIATEURS SOCIAUX DU TRAVAIL

a) Les intervenants droits et devoirs sont compétents pour fournir aux saisonniers des renseignements et de la documentation sur l'emploi et les conditions d'emploi, sur le logement et les transports, sur les contrats de travail et sur l'application du code du travail. Ils interviennent dans le cadre du programme d'information et de prévention mis sur pied par le pays LNCA dans les lieux d'accueil des saisonniers.

Ils assureront la diffusion et la promotion des documents diffusés par les services de l'inspection du travail relatifs aux emplois saisonniers.

b) Les médiateurs sociaux du travail sont compétents pour entendre et conseiller les personnes faisant appel à eux lors de différends individuels nés entre les salariés saisonniers et leur employeur à l'occasion de l'exécution du contrat de travail saisonnier et ce, quelle que soit l'activité de l'entreprise. Les salariés non saisonniers ne relèvent pas de leur compétence.

Il est toutefois précisé en effet que cette action ne constitue nullement un préliminaire obligatoire dont l'absence entraînerait la nullité de toute procédure prud'homale future.

Les médiateurs sociaux du travail, dans leur fonction d'écoute, recueillent la parole des parties opposées par le différend exposé. Ils participent à évacuer la charge émotionnelle et subjective d'une situation de tension sociale. Ils cherchent à recréer un espace de parole entre les parties afin que la lecture du droit soit faite dans un climat dépassionné et objectif.

Les médiateurs sociaux du travail, dans leur fonction de conseil, expliquent le droit qui s'applique à la situation qui leur est exposée et aident les parties opposées par le différend à trouver une solution conforme au droit. En cas de non-aboutissement de la médiation, les médiateurs ne peuvent directement prendre en charge la défense des parties concernées mais leur indiquent les diverses procédures possibles pour régler le différend.

La mission engagée par les intervenants droits et devoirs et les médiateurs sociaux du travail ne modifie en aucune façon les compétences et les conditions d'exercice des services de l'inspection du travail tant en matière d'information, de conseil, de conciliation ou de contrôle.

## V. – INSTALLATION DES MÉDIATEURS SOCIAUX DU TRAVAIL ET DES INTERVENANTS DROITS ET DEVOIRS

Le comité de suivi veillera à la mise en place d'une information pour les nouveaux médiateurs sociaux du travail et intervenants droits et devoirs. Il pourra notamment faire appel aux compétences des conseillers prud'homaux salariés et employeurs des conseils des prud'hommes des Landes et sur les services du pôle travail de l'unité territoriale des Landes de la DIRECCTE Aquitaine (UT40), pour le volet réglementaire et juridique de la dite information.

L'UT40 mettra à disposition des médiateurs du travail, pendant la période des permanences des saisonniers, un contact téléphonique facilité pour fournir des renseignements juridiques aux intervenants droits et devoirs et aux médiateurs sociaux du travail.

Les renseignements ainsi transmis ne pourront toutefois pas valoir engagement de l'UT40 dans la résolution du différent exposé et traité par les médiateurs.

## VI. – MOYENS D'ACTION DES INTERVENANTS DROITS ET DEVOIRS ET DES MÉDIATEURS SOCIAUX DU TRAVAIL

Les intervenants droits et devoirs ou médiateurs sociaux du travail siègeront chaque fois que nécessaire dans les lieux d'accueil des saisonniers, sur la base d'un planning prévisionnel de présences, établi préalablement et joint en annexe au protocole.

Les rencontres auront lieu après rendez-vous téléphonique, en la seule présence des salariés saisonniers, de leur employeur et des deux médiateurs du travail salarié et employeur. Les rencontres pourront se tenir soit dans les lieux d'accueil des saisonniers, soit à distance au moyen d'échanges téléphoniques préalablement organisés par les médiateurs.

## VII. – INDEMNISATION DES INTERVENANTS DROITS ET DEVOIRS MÉDIATEURS SOCIAUX DU TRAVAIL

Le financement des frais de déplacements, sur justificatifs, sera assuré pour la saison 2011 par le PLNCA grâce à une convention spécifique conclue avec la DIRECCTE Aquitaine. Le taux de remboursement sera celui en vigueur pour la fonction publique territoriale.

## VIII. – ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD

Le présent accord entre en vigueur dès sa signature ; il est conclu pour la durée de la saison 2011. Un bilan sera effectué par le comité de pilotage à la fin de la saison pour décider éventuellement des ajustements nécessaires en vue de sa reconduction l'année suivante.

## IX. – DÉPÔT DE L'ACCORD

Conformément aux dispositions des articles L. 2231-1 et suivants et D. 2231-2 et suivants du code du travail, le présent accord sera déposé par les parties diligentes auprès des services centraux du ministère chargé du travail, à la direction des relations du travail, en deux exemplaires pour enregistrement, dont un original sur support papier signé des parties et une version sur support électronique.

## X. – PUBLICITÉ DE L'ACCORD

Les organisations syndicales représentatives signataires s'engagent par ailleurs à assurer la publicité de cet accord auprès de leurs adhérents respectifs.

Fait à Mimizan, le 27 mai 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

UMIH Landes ;  
MEDEF Landes ;  
UNAT Aquitaine ;  
SDHPA Landes.

**Syndicats de salariés :**

CGT ;  
CFDT ;  
CGT-FO ;  
CFTC ;  
CFE-CGC.

**Convention collective départementale**  
**IDCC : 899. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,**  
**MÉCANIQUES ET CONNEXES**  
**(Marne)**  
**(26 juillet 1976)**  
(Etendue par arrêté du 26 octobre 1978,  
*Journal officiel* du 14 janvier 1979)

**ACCORD DU 20 JUILLET 2011**  
**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES**  
**ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2011**

NOR : ASET1151161M

IDCC : 899

Entre :  
L'UIMM de la Marne,  
D'une part, et  
La CFDT métallurgie ;  
La FM CFE-CGC ;  
L'USM FO ;  
L'USTM CGT,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Dispositions générales*

Le présent accord institue un barème de rémunérations annuelles garanties (RAG), applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, sur la base de 151,67 heures correspondant à un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Ce barème figure en annexe I du présent accord.

Il doit être adapté proportionnellement à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié concerné.

Il fixe, pour chaque coefficient de la classification, la rémunération annuelle au-dessous de laquelle un salarié ne peut être rémunéré.

Le présent accord institue également un barème de rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) qui sert à la fois de base de calcul pour les primes d'ancienneté et de garantie mensuelle de rémunération, la rémunération effective ne devant pas être inférieure au Smic.

Ce barème figure en annexe II du présent accord.

Sont exclus du bénéfice de ces garanties les titulaires d'un contrat de travail régi par des règles spécifiques en matière de rémunération, comme, par exemple, les contrats d'apprentissage ou les contrats de formation en alternance.

## **Article 2**

### *Rémunérations annuelles garanties*

#### 2.1. Mise en œuvre

Conformément à l'accord national du 13 juillet 1983 modifié par l'avenant du 17 janvier 1991, pour vérifier si un salarié a effectivement bénéficié de la rémunération annuelle à laquelle il a droit en fonction de sa classification, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire qu'il aura perçus au cours de l'année concernée, quelles qu'en soient la nature et la périodicité et supportant les cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception :

- de la prime d'ancienneté prévue par la convention collective territoriale des industries métallurgiques applicable ;
- des majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant des dispositions de la convention collective territoriale des industries métallurgiques applicable ;
- des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

En vertu de ce principe, sont notamment exclues :

- les sommes constituant un remboursement de frais et ne supportant pas les cotisations de sécurité sociale ;
- les sommes correspondant à l'intéressement et à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions d'horaires sont donc à prendre en compte pour effectuer cette vérification.

#### 2.2. Absences

En cas d'absence du salarié pour quelque cause que ce soit (maladie, maternité, accident, congé sans solde, mise à pied, etc.), il y aura lieu d'ajouter au salaire brut, tel que défini à l'article 2.1, la rémunération brute que le salarié aurait perçue s'il avait effectivement travaillé et de déduire toutes les sommes éventuellement reçues par le salarié à titre d'indemnisation de la perte de salaire consécutive à son absence.

#### 2.3. Complément de rémunération

En fin d'année, si la vérification du montant des sommes versées en application des dispositions ci-dessus fait apparaître qu'un salarié n'a pas perçu l'intégralité de la rémunération qui lui est garantie, l'employeur doit verser un complément, à due concurrence, au plus tard lors de la paie du mois de janvier de l'année suivante.

## **Article 3**

### *Rémunérations minimales hiérarchiques*

Les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH), telles que définies à l'article 217 de la convention collective de la métallurgie de la Marne, sont déterminées comme suit : à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2011 sur la base d'une valeur du point de 4,76 €, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Elles comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions d'horaires.

Le tableau des RMH fait l'objet de l'annexe II du présent accord.

#### **Article 4**

##### *Notification de dépôt*

Le présent accord est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du même code.

Fait à Reims, le 20 juillet 2011.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I

### Rémunérations annuelles garanties à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011

Base : horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RAG
I	1	140	16 495
	2	145	16 525
	3	155	16 565
II	1	170	16 615
	2	180	16 675
	3	190	16 831
III	1	215	17 221
	2	225	17 526
	3	240	18 398
IV	1	255	19 184
	2	270	20 235
	3	285	21 532
V	1	305	23 480
	2	335	25 675
	3	365	27 611
	3	395	29 816

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions d'horaires sont à prendre en compte pour effectuer la comparaison entre les rémunérations réelles et les RAG.



## ANNEXE II

### Barème des rémunérations mensuelles minimales hiérarchiques

Valeur du point : 4,76 € applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2011.

Base : horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	OUVRIERS (5 % inclus)		ADM. et techniciens	AGENTS de maîtrise		AGENTS de maîtrise d'atelier (7 % inclus)
I	1	140	01	699,72	666,40			
	2	145	02	724,71	690,20			
	3	155	03	774,69	737,80			
II	1	170	P1	849,66	809,20			
	2	180			856,80			
	3	190	P2	949,62	904,40			
III	1	215	P3	1 074,57	1 023,40	AM1	1 023,40	1 095,04
	2	225			1 071,00			
	3	240	TA1	1 199,52	1 142,40	AM2	1 142,40	1 222,37
IV	1	255	TA2	1 274,49	1 213,80	AM3	1 213,80	1 298,77
	2	270	TA3	1 349,46	1 285,20			
	3	285	TA4	1 424,43	1 356,60	AM4	1 356,60	1 451,56
V	1	305			1 451,80	AM5	1 451,80	1 553,43
	2	335			1 594,60	AM6	1 594,60	1 706,22
	3	365			1 737,40	AM7	1 737,40	1 859,02
	3	395			1 880,20		1 880,20	2 011,81

Les rémunérations figurant ci-dessus ont été calculées pour un horaire mensuel de 151,67 heures, compensations pour réductions d'horaires incluses, Les rémunérations effectives ne devront pas être inférieures au Smic,

La prime de panier prévue par l'article 221 de la convention collective de la métallurgie de la Marne sera portée à :  $(699,72 : 151,67) \times 1,5 = 6,92$  €.

**Convention collective**

**IDCC : 1813. – INDUSTRIES DE TRANSFORMATION DES MÉTAUX  
(Région de Maubeuge)  
(8 juillet 1994)**

*(Bulletin officiel n° 1994-4 bis)*  
(Etendue par arrêté du 19 janvier 1995,  
*Journal officiel* du 28 janvier 1995)

---

**AVENANT DU 30 JUIN 2011  
RELATIF À LA PÉRIODE D'ESSAI**

NOR : ASET1151162M  
IDCC : 1813

Entre :

L'UIM Sambre-Avesnois,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les parties signataires sont convenues d'apporter les modifications suivantes à la convention collective du 8 juillet 1994 comme recommandé par l'avenant du 21 juin 2010 à l'accord national du 10 juillet 1970 sur la mensualisation.

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent article remplace et annule l'article 45 de la convention collective du 8 juillet 1994.

Il est créé un article 45 rédigé comme suit :

« Article 45

*Période d'essai*

**1. Objet de la période d'essai**

La période d'essai permet à l'employeur d'évaluer les compétences du salarié dans son travail, notamment au regard de son expérience, et au salarié d'apprécier si les fonctions occupées lui conviennent.

La période d'essai s'entend d'une période d'exécution normale du contrat de travail. En conséquence, les éventuelles périodes de suspension du contrat de travail survenant pendant la période d'essai prolongent celle-ci d'une durée identique.

## 2. Existence de la période d'essai

La période d'essai et la possibilité de la renouveler ne se présument pas. Elles doivent figurer expressément dans la lettre d'engagement ou dans le contrat de travail.

## 3. Durée de la période d'essai

Les signataires rappellent qu'aucun lien n'existe – ni ne doit être établi – entre les catégories servant à la détermination de la durée des périodes d'essai et la composition des collèges sur la base desquels sont organisées les élections professionnelles.

La durée de la période d'essai est librement fixée de gré à gré par les parties au contrat de travail, sous les réserves suivantes :

- la durée maximale de la période d'essai du contrat de travail à durée déterminée est fixée conformément à la loi ;
- la durée maximale initiale de la période d'essai du contrat de travail à durée indéterminée ne peut être supérieure aux durées suivantes :
  - 2 mois pour les salariés classés aux niveaux I à III (coefficients 140 à 240), tels que définis par l'accord national du 21 juillet 1975 sur la classification ;
  - 3 mois pour les salariés classés aux niveaux IV et V (coefficients 255 à 365), tels que définis par l'accord national du 21 juillet 1975 sur la classification.

En application de l'article L. 1243-11, alinéa 3, du code du travail, lorsque, à l'issue d'un contrat de travail à durée déterminée, la relation contractuelle de travail se poursuit avec la même entreprise, la durée de ce contrat à durée déterminée est déduite de la période d'essai éventuellement prévue par le nouveau contrat.

En application de l'article L. 1251-38, alinéa 2, du code du travail, lorsque, après une mission de travail temporaire, l'entreprise utilisatrice embauche le salarié mis à sa disposition par l'entreprise de travail temporaire, la durée des missions effectuées par l'intéressé dans l'entreprise utilisatrice, au cours des 3 mois précédant l'embauche, est déduite de la période d'essai éventuellement prévue par le nouveau contrat de travail.

En application de l'article L. 1251-39, alinéa 2, du code du travail, lorsque l'entreprise utilisatrice continue de faire travailler un salarié temporaire après la fin de sa mission sans avoir conclu avec lui un contrat de travail ou sans nouveau contrat de mise à disposition, ce salarié est réputé lié à l'entreprise utilisatrice par un contrat de travail à durée indéterminée, et l'ancienneté du salarié, appréciée en tenant compte du premier jour de sa mission au sein de cette entreprise, est déduite de la période d'essai éventuellement prévue par le contrat de travail.

Sans préjudice des trois alinéas précédents, lorsque, au cours des 6 mois précédant son embauche, le salarié a occupé, dans l'entreprise, la même fonction, dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de travail à durée déterminée ou dans celui d'une ou plusieurs missions de travail temporaire, la durée de ces contrats à durée déterminée et celle de ces missions de travail temporaire sont déduites de la période d'essai éventuellement prévue par le contrat de travail.

En application de l'article L. 1221-24 du code du travail, en cas d'embauche dans l'entreprise à l'issue du stage intégré à un cursus pédagogique réalisé lors de la dernière année d'études, la durée de ce stage est déduite de la période d'essai, sans que cela ait pour effet de réduire cette dernière de plus de la moitié, sauf accord collectif prévoyant des stipulations plus favorables.

## 4. Renouvellement de la période d'essai

La période d'essai du contrat de travail à durée déterminée n'est pas renouvelable.

La période d'essai du contrat de travail à durée indéterminée des salariés classés aux niveaux I et II (coefficients 140 à 190), tels que définis par l'accord national du 21 juillet 1975 sur la classification, n'est pas renouvelable.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, la période d'essai du contrat de travail à durée indéterminée peut être renouvelée une fois, du commun accord des parties et pour une durée librement fixée de gré à gré entre elles. Toutefois, la durée du renouvellement de la période d'essai ne peut excéder celle de la période d'essai initiale. En tout état de cause, la durée totale de la période d'essai, renouvellement compris, ne peut être supérieure à :

- 3 mois pour les salariés classés au niveau III (coefficients 215 à 240), tel que défini par l'accord national du 21 juillet 1975 sur la classification ;
- 4 mois pour les salariés classés au niveau IV (coefficients 255 à 285), tel que défini par l'accord national du 21 juillet 1975 sur la classification ;
- 5 mois pour les salariés classés au niveau V (coefficients 305 à 365), tel que défini par l'accord national du 21 juillet 1975 sur la classification.

En application de l'article L. 1221-24 du code du travail, lorsque le salarié a été embauché à l'issue du stage intégré à un cursus pédagogique réalisé lors de la dernière année d'études, la durée de ce stage est déduite non seulement de la période d'essai initiale, mais encore de la durée du renouvellement éventuel de celle-ci, sans que cela ait pour effet de réduire la durée totale de la période d'essai convenue, renouvellement compris, de plus de la moitié, sauf accord collectif prévoyant des stipulations plus favorables.

La période d'essai ne peut être renouvelée que si cette possibilité a été expressément prévue par la lettre d'engagement ou par le contrat de travail.

## 5. Cessation de la période d'essai

En application de l'article L. 1221-25 du code du travail, la période d'essai, renouvellement inclus, ne peut être prolongée du fait de la durée du délai de prévenance.

En cas d'inobservation par l'employeur de tout ou partie du délai de prévenance, la cessation du contrat de travail intervient, au plus tard, le dernier jour de la période d'essai. Le salarié bénéficie alors d'une indemnité de prévenance dont le montant est égal aux rémunérations qu'il aurait perçues s'il avait travaillé pendant la partie du délai de prévenance qui n'a pas été exécutée.

### a) Cessation à l'initiative de l'employeur

Lorsque l'employeur met fin au contrat de travail, en cours ou au terme de la période d'essai, il est tenu de respecter, à l'égard du salarié, un délai de prévenance dont la durée ne peut être inférieure aux durées suivantes :

- 48 heures au cours du premier mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

Ces délais de prévenance sont applicables au contrat de travail à durée déterminée lorsque la durée de la période d'essai convenue est d'au moins 1 semaine.

Lorsque le délai de prévenance est d'au moins 2 semaines, le salarié est autorisé à s'absenter pour rechercher un emploi, en une ou plusieurs fois, en accord avec l'employeur, pour les durées suivantes :

- 25 heures pour un délai de prévenance de 2 semaines ;
- 50 heures pour un délai de prévenance de 1 mois.

Ces absences n'entraînent pas de réduction de salaire. Elles cessent d'être autorisées dès que l'intéressé a trouvé un emploi. Les heures peuvent, avec l'accord de l'employeur, être bloquées.

Après 45 jours de période d'essai, le salarié dont le contrat de travail a été rompu par l'employeur et qui se trouverait dans l'obligation d'occuper un nouvel emploi peut quitter l'entreprise, avant l'expiration du délai de prévenance, sans avoir à payer l'indemnité pour inobservation de ce délai.

*b) Cessation à l'initiative du salarié*

Lorsque le salarié met fin au contrat de travail, en cours ou au terme de la période d'essai, il est tenu de respecter, à l'égard de l'employeur, un délai de prévenance qui ne peut être supérieur aux durées suivantes :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures pour une présence d'au moins 8 jours. »

**Article 2**

Le présent article remplace et annule l'article 78 de la convention collective du 8 juillet 1994.

Il est créé un article 78 rédigé comme suit :

« Article 78

*Indemnité de licenciement*

Le salarié licencié alors qu'il compte, à la date d'envoi de la lettre de notification du licenciement, une année d'ancienneté au service du même employeur, a droit, sauf en cas de faute grave, à une indemnité de licenciement distincte du préavis.

Le taux de cette indemnité et ses conditions d'attribution sont fixés comme suit :

ANCIENNETÉ du salarié	MONTANT de l'indemnité (en nombre de mois du salaire de référence)
≥ 1 < 2 ans	0,4
≥ 2 < 3 ans	0,6
≥ 3 < 4 ans	0,8
≥ 4 < 5 ans	1,0
≥ 5 < 6 ans	1,2
≥ 6 < 7 ans	1,4
≥ 7 < 8 ans	1,6
≥ 8 < 9 ans	1,8
≥ 9 < 10 ans	2,0
≥ 10 < 11 ans	2,2
≥ 11 < 12 ans	2,7
≥ 12 < 13 ans	3,0
≥ 13 < 14 ans	3,4
≥ 14 < 15 ans	3,7
≥ 15 < 16 ans	4,0
≥ 16 < 17 ans	4,4
≥ 17 < 18 ans	4,7
≥ 18 < 19 ans	5,0
≥ 19 < 20 ans	5,4

ANCIENNETÉ du salarié	MONTANT de l'indemnité (en nombre de mois du salaire de référence)
≥ 20 < 21 ans	5,7
≥ 21 < 22 ans	6,0
≥ 22 < 23 ans	6,4
≥ 23 < 24 ans	6,7
≥ 24 < 25 ans	7,0
≥ 25 < 26 ans	7,4
≥ 26 < 27 ans	7,7
≥ 27 < 28 ans	8,0
≥ 28 < 29 ans	8,4
≥ 29 < 30 ans	8,7
≥ 30 < 31 ans	9,0
≥ 31 < 32 ans	9,4
≥ 32 < 33 ans	9,7
≥ 33 < 34 ans	10,0
≥ 34 < 35 ans	10,4
≥ 35 < 36 ans	10,7
≥ 36 < 37 ans	11,0
≥ 37 < 38 ans	11,4
≥ 38 < 39 ans	11,7
≥ 39 < 40 ans	12,0
≥ 40 < 41 ans	12,4
≥ 41 < 42 ans	12,7
≥ 42 < 43 ans	13,0
≥ 43 < 44 ans	13,4
≥ 44 < 45 ans	13,7
≥ 45 < 46 ans	14,0
≥ 46 < 47 ans	14,4
≥ 47 < 48 ans	14,7
≥ 48 < 49 ans	15,0
≥ 49 < 50 ans	15,4
≥ 50 < 51 ans	15,7
≥ 51 < 52 ans	16,0
≥ 52 < 53 ans	16,4
≥ 53 < 54 ans	16,7
≥ 54 < 55 ans	17,0

Pour l'application du tableau ci-dessus, l'ancienneté du salarié est appréciée à la date de fin du préavis, exécuté ou non. Toutefois, la première année d'ancienneté, qui ouvre le droit à l'indemnité de licenciement, est appréciée à la date d'envoi de la lettre de notification du licenciement.

Les circonstances entraînant la suspension du contrat de travail, en vertu de dispositions législatives, d'une convention ou d'un accord collectif, de stipulations contractuelles, d'un usage d'entreprise ou d'un engagement unilatéral de l'employeur, ne rompent pas l'ancienneté du salarié appréciée pour la détermination du droit à l'indemnité de licenciement prévue par le tableau ci-dessus. Toutefois, par dérogation à l'article 3, si la durée continue de la période de suspension est supérieure à 1 an, elle n'entre pas en compte pour la détermination de la durée d'ancienneté exigée pour bénéficier de l'indemnité de licenciement, à moins que cette période de suspension n'ait été assimilée, par la disposition dont elle résulte, à une période de travail pour le calcul de l'ancienneté du salarié.

Par dérogation à l'article 3, la durée des contrats de travail antérieurs avec la même entreprise n'est pas prise en compte pour la détermination de l'ancienneté servant au calcul de l'indemnité de licenciement prévue par le tableau ci-dessus. Toutefois, sont prises en compte, le cas échéant, pour le calcul de cette ancienneté :

- en application de l'article L. 1243-11, alinéa 2, du code du travail, la durée du contrat de travail à durée déterminée avec la même entreprise, lorsque la relation de travail s'est poursuivie après l'échéance du terme de ce contrat ;
- en application de l'article L. 1244-2, alinéa 3, du code du travail, la durée des contrats de travail à durée déterminée à caractère saisonnier successifs avec la même entreprise, lorsque la relation de travail s'est poursuivie après l'échéance du terme du dernier de ces contrats ;
- en application de l'article L. 1251-38, alinéa 1, du code du travail, la durée des missions de travail temporaire effectuées par le salarié, dans l'entreprise utilisatrice, au cours des 3 mois précédant son embauche par cette entreprise utilisatrice ;
- en application de l'article L. 1251-39, alinéa 2, du code du travail, la durée de la mission de travail temporaire effectuée dans l'entreprise utilisatrice, lorsque celle-ci a continué à faire travailler le salarié temporaire sans avoir conclu un contrat de travail ou sans nouveau contrat de mise à disposition.

Les signataires précisent qu'il n'y a pas lieu d'ajouter, aux différents montants de l'indemnité de licenciement prévus par le tableau ci-dessus, un complément d'indemnité au titre des éventuelles années incomplètes d'ancienneté. En effet, pour l'établissement du tableau et afin de tenir compte des mois de service accomplis au-delà des années pleines, il a été ajouté forfaitairement, à la valeur de l'indemnité de licenciement correspondant à chaque nombre d'années pleines (égale au produit de ce nombre d'années pleines par un 1/5 de mois, et par 2/15 de mois par année au-delà de 10 ans), la valeur de 11/12 de 1/5 de mois, ainsi que, au-delà de 10 ans, la valeur de 11/12 de 2/15 de mois.

L'indemnité de licenciement prévue par le tableau ci-dessus est calculée sur la base de la moyenne mensuelle de la rémunération des 12 derniers mois de présence de l'intéressé précédant la date d'envoi de la lettre de notification du licenciement, compte tenu de la durée effective du travail au cours de cette période. La rémunération prise en considération inclut tous les éléments de salaire dus au salarié en vertu du contrat de travail, d'un usage d'entreprise, d'un engagement unilatéral de l'employeur ou d'un accord collectif. En cas de suspension du contrat de travail, pour quelque cause que ce soit, au cours des 12 mois, il est retenu, au titre de chacune de ces périodes de suspension, la valeur de la rémunération que le salarié aurait gagnée s'il avait travaillé durant la période de suspension considérée, à l'exclusion de toutes les sommes destinées à se substituer aux salaires perdus – telles que les indemnités de maladie – éventuellement perçues par l'intéressé au titre de la période de suspension.

Les signataires de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 portant modernisation du marché du travail ont entendu que le montant de l'indemnité soit identique quel que soit

le motif – économique ou personnel – du licenciement. En conséquence, la majoration de 20 % prévue par l'article 37 de l'accord national du 12 juin 1987 sur la sécurité de l'emploi n'est pas applicable à l'indemnité de licenciement prévue par le tableau ci-dessus. Le présent alinéa ne fait pas obstacle à l'application, dans les conditions prévues à l'article 37 précité, de la majoration de 20 % aux indemnités de licenciement calculées conformément aux clauses en vigueur – relatives à l'indemnité de licenciement – des conventions collectives territoriales de la métallurgie, dès lors que ces clauses ont été conclues avant l'entrée en vigueur de la loi du 25 juin 2008. »

### Article 3

Le présent article remplace et annule l'article 79 de la convention collective du 8 juillet 1994 modifiée par l'avenant du 23 avril 2002.

Il est créé un article 79 rédigé comme suit :

#### « Article 79

#### *Départ volontaire à la retraite*

##### 1. Définition

Constitue un départ volontaire à la retraite le fait par un salarié de résilier unilatéralement son contrat de travail à durée indéterminée pour bénéficier d'une pension de vieillesse.

Le départ volontaire à la retraite ne constitue pas une démission.

##### 2. Délai de prévenance

En cas de départ volontaire à la retraite, le salarié respecte un délai de prévenance d'une durée de :

- 1 mois, pour une ancienneté inférieure à 2 ans à la date de notification du départ à la retraite ;
- 2 mois, pour une ancienneté d'au moins 2 ans à la date de notification du départ à la retraite.

##### 3. Indemnité de départ à la retraite

Le départ volontaire à la retraite ouvre droit pour le salarié à une indemnité de départ à la retraite, qui ne sera pas inférieure au barème ci-après :

- 0,5 mois après 2 ans ;
- 1 mois après 5 ans ;
- 2 mois après 10 ans ;
- 3 mois après 20 ans ;
- 4 mois après 30 ans ;
- 5 mois après 35 ans ;
- 6 mois après 40 ans.

Le salaire de référence servant au calcul de l'indemnité de départ à la retraite est le même que celui servant au calcul de l'indemnité de licenciement. L'ancienneté du salarié est appréciée à la date de fin du délai de prévenance, exécuté ou non.

Par dérogation à l'article 3, la durée des contrats de travail antérieurs avec la même entreprise n'est pas prise en compte pour la détermination de l'ancienneté servant au calcul de l'indemnité de départ à la retraite. Toutefois, sont prises en compte, le cas échéant, pour le calcul de cette ancienneté :

- en application de l'article L. 1243-11, alinéa 2, du code du travail, la durée du contrat de travail à durée déterminée avec la même entreprise, lorsque la relation de travail s'est poursuivie après l'échéance du terme de ce contrat ;
- en application de l'article L. 1244-2, alinéa 3, du code du travail, la durée des contrats de travail à durée déterminée à caractère saisonnier successifs avec la même entreprise, lorsque la relation de travail s'est poursuivie après l'échéance du terme du dernier de ces contrats ;



- en application de l'article L. 1251-38, alinéa 1, du code du travail, la durée des missions de travail temporaire effectuées par le salarié, dans l'entreprise utilisatrice, au cours des 3 mois précédant son embauche par cette entreprise utilisatrice ;
- en application de l'article L. 1251-39, alinéa 2, du code du travail, la durée de la mission de travail temporaire effectuée dans l'entreprise utilisatrice, lorsque celle-ci a continué à faire travailler le salarié temporaire sans avoir conclu un contrat de travail ou sans nouveau contrat de mise à disposition.

#### 4. Portée de l'article 11

Les dispositions du présent article 11 ont un caractère impératif au sens des articles L. 2252-1, alinéa 1<sup>er</sup>, et L. 2253-3, alinéa 2, du code du travail, sauf pour les clauses conclues entre le 25 juin 2008 et le 21 juin 2010, relatives au départ volontaire à la retraite, figurant dans les conventions et accords collectifs.

En outre, lors d'une prochaine réunion paritaire, les organisations signataires des conventions collectives territoriales de la métallurgie devront intégrer, en l'état, les dispositions du présent article 11 dans lesdites conventions collectives, afin d'en assurer la bonne application, au regard, notamment, des articles L. 1237-9 et L. 1237-10 du code du travail. »

### Article 4

Après l'article 79, tel que modifié par l'article 3 du présent avenant, il est créé un article 79 *bis* ainsi rédigé :

« Article 79 *bis*

*Mise à la retraite*

#### 1. Définition

Constitue une mise à la retraite le fait par un employeur de résilier unilatéralement, dans les conditions et sous les réserves prévues par l'article L. 1237-5 du code du travail, le contrat de travail à durée indéterminée d'un salarié.

La mise à la retraite ne constitue pas un licenciement.

#### 2. Délai de prévenance

En cas de mise à la retraite, l'employeur respecte un délai de prévenance d'une durée de :

- 1 mois, pour une ancienneté inférieure à 2 ans à la date de notification de la mise à la retraite ;
- 2 mois, pour une ancienneté d'au moins 2 ans à la date de notification de la mise à la retraite.

#### 3. Indemnité de mise à la retraite

La mise à la retraite ouvre droit, pour le salarié, à une indemnité de mise à la retraite.

En application de l'article L. 1237-7 du code du travail, l'indemnité de mise à la retraite est au moins égale à l'indemnité légale de licenciement calculée conformément aux articles L. 1234-9, L. 1234-11, R. 1234-1 et R. 1234-2 du code du travail.

En tout état de cause, l'indemnité de mise à la retraite ne sera pas inférieure au barème ci-après :

- 0,5 mois après 2 ans ;
- 1 mois après 5 ans ;
- 2 mois après 10 ans ;
- 3 mois après 20 ans ;
- 4 mois après 30 ans ;
- 5 mois après 35 ans ;
- 6 mois après 40 ans.

Le salaire de référence servant au calcul de l'indemnité de mise à la retraite est le même que celui servant au calcul de l'indemnité de licenciement. L'ancienneté du salarié est appréciée à la date de fin du délai de prévenance, exécuté ou non.

Par dérogation à l'article 3, la durée des contrats de travail antérieurs avec la même entreprise n'est pas prise en compte pour la détermination de l'ancienneté servant au calcul de l'indemnité de mise à la retraite. Toutefois, sont prises en compte, le cas échéant, pour le calcul de cette ancienneté :

- en application de l'article L. 1243-11, alinéa 2, du code du travail, la durée du contrat de travail à durée déterminée avec la même entreprise, lorsque la relation de travail s'est poursuivie après l'échéance du terme de ce contrat ;
- en application de l'article L. 1244-2, alinéa 3, du code du travail, la durée des contrats de travail à durée déterminée à caractère saisonnier successifs avec la même entreprise, lorsque la relation de travail s'est poursuivie après l'échéance du terme du dernier de ces contrats ;
- en application de l'article L. 1251-38, alinéa 1, du code du travail, la durée des missions de travail temporaire effectuées par le salarié, dans l'entreprise utilisatrice, au cours des trois mois précédant son embauche par cette entreprise utilisatrice ;
- en application de l'article L. 1251-39, alinéa 2, du code du travail, la durée de la mission de travail temporaire effectuée dans l'entreprise utilisatrice, lorsque celle-ci a continué à faire travailler le salarié temporaire sans avoir conclu un contrat de travail ou sans nouveau contrat de mise à disposition. »

#### **Article 5**

Les dispositions du présent avenant modifiant la convention collective du 8 juillet 1994 ont un caractère impératif au sens du code du travail.

#### **Article 6**

Le présent avenant s'applique à partir de la date fixée par l'article L. 2261-1 du code du travail. Toutefois, l'article 45 ne s'appliquera qu'à partir de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté d'extension du présent avenant.

#### **Article 7**

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5, du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Les parties signataires conviennent d'en demander l'extension.

Fait à Maubeuge, le 30 juin 2011.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3134

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2205. – NOTARIAT**

**PROCÈS-VERBAL D'INTERPRÉTATION DU 16 JUIN 2011**

**RELATIF AU 13<sup>E</sup> MOIS**

NOR : ASET1151170M

IDCC : 2205

La commission nationale paritaire d'interprétation s'est réunie.

Sont présents :

Pour les employeurs :

- Me..., notaire à Yutz (57) ;
- Me..., notaire à Dijon (21) ;
- Me..., notaire à Tarbes (65).

Pour les salariés :

- M..., représentant de la fédération des services, branche notariat, dont le siège est à Pantin (93), 14, rue Scandicci, ladite fédération affiliée à la CFDT ;
- M..., représentant le syndicat national des cadres et techniciens du notariat dont le siège est à Paris 8<sup>e</sup>, 59-63, rue du Rocher, ledit syndicat affilié à la CFE-CGC ;
- M..., représentant la fédération générale des clercs et employés de notaire dont le siège est à Paris 8<sup>e</sup>, 31, rue du Rocher, ladite fédération affiliée à la CGT-FO,

tous désignés comme membres titulaires ou suppléants en application de la convention collective, les membres notaires par décision du Conseil supérieur du notariat, M..., M... et M... par décision de leur syndicat respectif.

1. Désignation du président et du secrétaire :

- M..., est désigné président ;
- M..., est désigné secrétaire.

2. Examen, à la requête du syndicat national des cadres et techniciens du notariat, affilié à la CFE-CGC, de la question relative à l'interprétation de l'article 14.7, 1<sup>er</sup> alinéa, de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 aux termes duquel « Le 13<sup>e</sup> mois est un élément du salaire annuel qui s'acquiert dans la mesure où le salaire est versé... » et de l'article 20.1, 1<sup>er</sup> alinéa, de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 aux termes duquel « Sous réserve des dispositions fixées à l'article 20.4 concernant le délai de carence, le salarié malade ou accidenté qui a 6 mois de présence à l'office, reçoit de son employeur une somme équivalente à son salaire brut. » :

« La quote-part du 13<sup>e</sup> mois est-elle due sur les périodes de maladie en cas de maintien du salaire ? »

Après en avoir délibéré, les membres de la commission émettent à l'unanimité l'avis suivant :

« Le salarié du notariat se trouvant en arrêt de travail pour cause de maladie – et remplissant les conditions de l'article 20 de la convention collective du notariat du 8 juin 2001 – acquiert bien, en sus de son droit « à une somme équivalente à son salaire brut », un droit aux compléments dudit salaire brut, à savoir, notamment, le prorata de 13<sup>e</sup> mois afférent à ladite période, conformément aux dispositions de l'article 14.7 de la convention collective.

3. Examen, à la requête du Conseil supérieur du notariat, de la question suivante relative à l'interprétation de l'article 14.7, 1<sup>er</sup> alinéa, de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 aux termes duquel « Le 13<sup>e</sup> mois est un élément du salaire annuel qui s'acquiert dans la mesure où le salaire est versé... » et de l'article 23.1, 1<sup>er</sup> alinéa, de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 aux termes duquel « Pendant son congé légal de maternité, la salariée, remplissant les conditions requises pour percevoir des indemnités journalières, reçoit de son employeur une somme équivalente à son salaire brut... » :

« La quote-part du 13<sup>e</sup> mois est-elle due pendant le congé légal de maternité ? »

Après en avoir délibéré, les membres de la commission émettent à l'unanimité l'avis suivant :

« La salariée du notariat se trouvant en congé de maternité – et remplissant les conditions de l'article 23 de la convention collective du notariat du 8 juin 2001 – acquiert bien, en sus de son droit « à une somme équivalente à son salaire brut », un droit aux compléments dudit salaire brut, à savoir, notamment, le prorata de 13<sup>e</sup> mois afférent à ladite période, conformément aux dispositions de l'article 14.7 de la convention collective.

4. Examen, à la requête du Conseil supérieur du notariat, de la question suivante relative à l'interprétation de l'article 14.7, 1<sup>er</sup> alinéa, de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 aux termes duquel « Le 13<sup>e</sup> mois est un élément du salaire annuel qui s'acquiert dans la mesure où le salaire est versé... » et de l'article 23.3, 1<sup>er</sup> alinéa, de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 aux termes duquel « Pendant son congé légal d'adoption, le salarié, remplissant les conditions requises pour percevoir des indemnités journalières, reçoit de son employeur une somme équivalente à son salaire brut... » :

« La quote-part du 13<sup>e</sup> mois est-elle due pendant le congé légal d'adoption ? »

Après en avoir délibéré, les membres de la commission émettent à l'unanimité l'avis suivant :

« Le salarié du notariat se trouvant en congé d'adoption – et remplissant les conditions de l'article 23 de la convention collective du notariat du 8 juin 2001 – acquiert bien, en sus de son droit « à une somme équivalente à son salaire brut », un droit aux compléments dudit salaire brut, à savoir, notamment, le prorata de 13<sup>e</sup> mois afférent à ladite période, conformément aux dispositions de l'article 14.7 de la convention collective.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

Conseil supérieur du notariat.

**Syndicats de salariés :**

FS CFTD ;

Syndicat national des cadres et techniciens du notariat CFE-CGC ;

Fédération générale des clercs et employés de notaire CGT-FO.

Brochure n° 3134

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2205. – NOTARIAT**

**PROCÈS-VERBAL D'INTERPRÉTATION DU 7 JUILLET 2011**

RELATIF AUX SALARIÉS RETRAITÉS

NOR : ASET1151171M

IDCC : 2205

La commission nationale d'interprétation s'est réunie.

Sont présents :

Pour les employeurs :

- Me..., notaire à Yutz (57), membre titulaire ;
- Me..., notaire à Dijon (21), membre titulaire ;
- Me..., notaire à Tarbes (65), membre titulaire.

Pour les salariés :

- M..., membre titulaire, représentant de la fédération des services, branche notariat, dont le siège est à Pantin (93), 14, rue Scandicci, ladite fédération affiliée à la CFDT,
- M..., membre titulaire, représentant le syndicat national des cadres et techniciens du notariat dont le siège est à Paris 8<sup>e</sup>, 59-63, rue du Rocher, ledit syndicat affilié à la CFE-CGC ;
- M..., membre suppléant, représentant la fédération générale des clercs et employés de notaire dont le siège est à Paris 8<sup>e</sup>, 31, rue du Rocher, ladite fédération affiliée à la CGT-FO,

tous désignés comme membres titulaires ou suppléant en application de la convention collective, les membres notaires par décision du bureau du Conseil supérieur du notariat du 27 janvier 2011, M... par décision de la fédération des services CFDT du 25 janvier 2011, M... par décision du syndicat national des cadres et techniciens du notariat CFE-CGC du 7 juillet 2011 et M... par décision de la fédération générale des clercs et employés de notaire CGT-FO du 15 février 2011.

Examen, à la requête du Conseil supérieur du notariat, de la question suivante relative à l'interprétation de l'article 30.2, alinéa 2, de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001, concernant la commission nationale paritaire de l'emploi et de la formation professionnelle, aux termes duquel « Elle est composée de :

- 5 membres notaires désignés par le Conseil supérieur du notariat ;
- 5 membres salariés ou retraités du notariat, désignés par les organisations syndicales représentatives au plan national, à raison d'un membre pour chacune de ces organisations. »

et de l'article 1, alinéas 4 et 5, de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001, aux termes duquel la convention collective « ...s'applique aux salariés des offices notariaux et des organismes assimilés dont l'activité est directement liée à celle de la profession notariale. Elle ne s'applique pas aux salariés affectés à des travaux d'entretien ou de nettoyage.

Il est précisé que les organismes assimilés sont :

- le Conseil supérieur du notariat ;
- les conseils régionaux ;
- les chambres de notaires. »

« Qu’entend-on par salariés ou retraités du notariat ? »

Après en avoir délibéré, les membres de la commission émettent à la majorité absolue l’avis suivant :

« Au sens de l’article 30.2, alinéa 2, est salarié du notariat, celui qui entre dans le champ d’application de l’article 1, alinéas 4 et 5 de la convention collective.

Au sens de l’article 30.2, alinéa 2, est retraité du notariat, tout ancien salarié comme défini ci-dessus ayant liquidé sa retraite. »

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

Conseil supérieur du notariat.

**Syndicats de salariés :**

FS CFDT ;

Syndicat national des cadres et techniciens du notariat CFE-CGC ;

Fédération générale des clercs et employés de notaire CGT-FO.

Brochure n° 3084

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1431. – OPTIQUE-LUNETTERIE DE DÉTAIL**

ACCORD DU 14 JUIN 2011  
RELATIF À LA PRÉVOYANCE OBLIGATOIRE DES SALARIÉS NON CADRES  
NOR : ASET1151165M  
IDCC : 1431

Entre :  
L'UDO ;  
La FNOF ;  
Le SYNOPE,

D'une part, et  
La FNECS CFE-CGC ;  
La CSFV CFTC ;  
La FS CFDT ;  
La FEC CGT-FO ;  
La FCS CGT,

D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application professionnel et géographique*

Cet accord a pour objet la mise en place d'un régime de prévoyance mutualisé au niveau national, à caractère collectif, obligatoire et généralisé à l'ensemble des salariés non cadres titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée, présents à l'effectif des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale de l'optique lunetterie de détail (IDCC n° 1431).

La notion de salarié présent à l'effectif comprend tous les salariés non cadres, au travail ou en arrêt pour cause de maladie, maternité ou accident au jour de l'entrée en vigueur du régime de prévoyance.

## Article 2

### *Information des salariés*

Une notice d'information sera adressée par l'organisme assureur aux entreprises, à charge pour elles de la remettre à chaque salarié afin de lui faire connaître les caractéristiques du régime.

## Article 3

### *Organismes assureurs*

#### 3.1. Principe de la mutualisation des risques

L'adhésion de toutes les entreprises ou établissements relevant du champ d'application de la convention collective nationale de l'optique lunetterie de détail, au présent régime de prévoyance auprès de l'un des organismes assureurs désignés à l'article 3.2 du présent accord, a un caractère obligatoire. A cette fin, les entreprises ou établissements concernés recevront un contrat d'adhésion.

Les entreprises ou établissements ayant déjà institué, antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent accord, des garanties collectives de prévoyance devront obligatoirement rejoindre l'un des organismes désignés à l'article 3.2 du présent accord dans les 36 mois qui suivent la date d'entrée en vigueur du présent accord, sans que ce transfert puisse être à l'origine d'une baisse des avantages acquis par les salariés, tant en terme de prestations que de cotisations.

A cet effet, des régimes différentiels pourront être proposés aux entreprises afin de maintenir les niveaux en cours ou afin d'augmenter le régime conventionnel. Ces régimes différentiels pourront être assurés soit par les organismes désignés à l'article 3.2 du présent accord, soit par d'autres organismes.

#### 3.2. Désignation des organismes assureurs

Les organismes désignés pour assurer, dans le cadre d'une coassurance de risques, la couverture des garanties décès, invalidité, incapacité prévues par le présent accord de branche sont :

- Uniprévoyance, institution de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale ;
- AG2R Prévoyance, institution de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale.

Les deux organismes assureurs susmentionnés porteront les risques à hauteur de 70 % des risques pour Uniprévoyance et 30 % pour AG2R.

Les entreprises ont le choix d'adhérer à l'un des 2 organismes assureurs désignés.

Une convention de coassurance est conclue entre Uniprévoyance et AG2R.

Celle-ci désigne un apériteur, Uniprévoyance, qui sera plus particulièrement en charge d'organiser la compensation des comptes ainsi que leur mutualisation. Il sera également en charge de la présentation annuelle des comptes consolidés auprès des partenaires sociaux de la branche.

L'organisme désigné pour assurer la couverture des garanties de « Rente éducation » prévues par le présent accord de branche est l'organisme commun des institutions de rente et de prévoyance, ci-après dénommé OCIRP.

AG2R Prévoyance reçoit une délégation de la part d'Uniprévoyance et de l'OCIRP pour effectuer l'appel des cotisations et le règlement des prestations.

L'adhésion des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale de l'optique lunetterie de détail et l'affiliation des salariés de ces entreprises auprès des organismes désignés ont un caractère obligatoire à compter de l'entrée en vigueur du présent accord.

Conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, les conditions et les modalités de la mutualisation des risques seront réexaminées dans un délai de 5 ans à compter de la date d'effet du présent accord de branche.

La commission paritaire visée à l'article 4, composée des signataires du présent accord, se réunira spécialement au plus tard au cours du semestre qui précédera l'expiration de ce délai de 5 ans.



### 3.3. Reprise des encours

Lorsqu'une entreprise, entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale de l'optique lunetterie de détail, adhère à l'un des organismes assureurs désignés à l'article 3.2 du présent accord, la reprise de ses encours s'organise conformément aux dispositions de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 dite « loi Evin ».

Ainsi, l'organisme assureur désigné auquel adhère l'entreprise reprend l'intégralité des engagements relatifs au maintien de la garantie décès du contrat, de la convention ou du bulletin d'adhésion initial, et/ou la contre-valeur des provisions effectivement constituées par le précédent assureur au titre du maintien de la garantie décès est transférée auprès de l'organisme assureur désigné auquel adhère l'entreprise.

En outre, l'organisme assureur désigné auquel adhère l'entreprise prend en charge, pour les prestations en cours de service à la date de résiliation du contrat initial, la poursuite des revalorisations sur la base du précédent contrat, et à défaut sur celles définies par le régime conventionnel.

L'indemnisation d'incapacités de travail en cours à la date de l'entrée en vigueur du présent accord ne sera pas prise en charge par l'organisme assureur désigné auquel adhère l'entreprise pour les salariés présents à l'effectif garantis par un précédent organisme assureur mais non encore indemnisés par cet organisme du fait de l'application d'une franchise.

L'organisme assureur désigné auquel adhère l'entreprise assurera l'indemnisation intégrale pour les salariés en arrêt de travail dont le contrat de travail est en cours à la date de l'entrée en vigueur du présent accord, si aucun organisme précédent n'indemnise ces arrêts.

Pour ce faire une pesée spécifique du risque présenté par l'entreprise sera réalisée afin d'en tirer les conséquences au regard de la mutualisation professionnelle.

Une pesée spécifique sera également réalisée pour les entreprises, hors cas des créations, qui viendraient à rejoindre le régime conventionnel après le délai de 36 mois.

La reprise des encours fera l'objet de la création d'un compte de résultat spécifique pendant une période d'observation de 3 ans.

### 3.4. Situation particulière, adhésion tardive des entreprises

L'entreprise qui, dans les 36 mois suivant la date d'obligation, n'aura pas adhéré au régime conventionnel auprès de l'un des organismes désignés à l'article 3.2 et n'aura pas participé à la mutualisation, fera l'objet, à la fin de ce délai, d'une inscription d'office et pourra se voir appliquer une compensation financière compte tenu du risque qu'elle représente, après avis de la commission paritaire prévoyance.

L'adhésion réalisée postérieurement au délai de 36 mois après la date d'obligation sera effective, à l'égard de l'organisme désigné, à compter de la date à laquelle elle sera enregistrée, sans préjudice de l'obligation de l'entreprise à l'égard de ses salariés.

### 3.5. Transfert du contrat

En cas de changement éventuel d'organisme assureur décidé par les partenaires sociaux à l'occasion d'une révision de l'accord, les prestations en cours de service seront maintenues à leur niveau atteint à la date de la résiliation.

La résiliation du présent accord ne saurait remettre en cause la poursuite des revalorisations des prestations d'incapacité, d'invalidité ou de rente suite à un décès en cours de service à la date d'effet de la résiliation. Les partenaires sociaux, en application de l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, organiseront la poursuite des revalorisations sur la base, au minimum, des valeurs énoncées à l'article 9.2 du présent accord par négociation avec le nouvel organisme assureur et tout autre organisme pouvant assurer ce type de prestation.

Toutefois, les prestations de rente servies par l'OCIRP continueront à être revalorisées par cet organisme suivant les mêmes modalités que celles prévues avant le changement d'organisme assureur.

Les modalités du transfert du contrat sont précisées au contrat de prévoyance.

#### **Article 4**

##### *Commission paritaire prévoyance*

Une commission paritaire prévoyance, composée d'un représentant de chacune des organisations syndicales signataires du présent accord et d'un nombre égal de représentants des organisations d'employeurs signataires, est chargée de :

- recevoir et analyser les comptes de résultats annuels du régime qui devront lui être transmis une fois par an, dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice. A cet effet, une réunion spécifique de remise des comptes sera organisée chaque année dans les 6 mois suivant la clôture des comptes. Les comptes de résultats annuels du régime devront être transmis aux membres de la commission un mois au moins avant la date de la réunion de remise des comptes ;
- suivre la mise en place du régime de prévoyance ;
- contrôler la bonne application du régime de prévoyance ;
- étudier l'ensemble des questions posées par l'application du régime de prévoyance. A ce titre, elle sera consultée sur tout litige relatif à la mise en œuvre du régime de prévoyance ;
- assurer le suivi de la provision d'égalisation. A ce titre, la commission devra se réunir au moins une fois par an.

La participation aux réunions de la commission paritaire prévoyance sera réglée conformément à l'article 4 de la convention collective de l'optique lunetterie de détail.

#### **Article 5**

##### *Régime de prévoyance obligatoire des salariés non cadres*

##### **5.1. Capital décès**

###### **5.1.1. Décès toutes causes**

En cas de décès (toutes causes) de l'assuré, l'organisme assureur verse un capital correspondant à 70 % du salaire de référence.

Un capital supplémentaire correspondant à 30 % du salaire de référence sera versé par personne à charge dépendante, GIR 1 et 2, et par enfant handicapé titulaire d'une carte d'invalidité et fiscalement à la charge du salarié.

###### **5.1.2. Garantie du double effet**

En cas de décès concomitant de l'assuré et de son conjoint, pacsé ou concubin, un capital supplémentaire égal au capital décès toutes causes est versé aux enfants à charge.

###### **5.1.3. Capital en cas d'invalidité absolue et définitive**

Le capital, augmenté des majorations éventuelles, peut être versé par anticipation à l'assuré, à sa demande, en cas d'invalidité totale et permanente lorsque l'intéressé est classé avant l'âge de 65 ans, en référence à l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, en invalidité 3<sup>e</sup> catégorie et s'il peut être considéré définitivement incapable de tout gain et de toute indépendance à l'égard de tous les actes de la vie courante.

Le versement du capital décès par anticipation met fin à la garantie décès.

## 5.2. Rente éducation

Au décès de l'assuré, des allocations sont versées pour l'éducation des enfants à charge.

Elles sont servies pour chaque enfant à charge et calculées en pourcentage du salaire de référence. Elles varient en fonction de l'âge de chacun d'entre eux et sont fixées comme suit :

- 4 % pour les enfants à charge de moins de 12 ans ;
- 6 % pour les enfants à charge âgés de 12 à 18 ans ;
- 9 % pour les enfants à charge âgés de 19 à 26 ans sous réserve de poursuite d'études ou d'inscription en qualité de demandeur d'emploi.

Les modalités de versement relèvent du contrat de prévoyance.

## 5.3. Incapacité de travail temporaire

Le salarié inscrit à l'assurance indemnités journalières de la sécurité sociale qui a cessé totalement ou partiellement son travail par suite de maladie ou d'accident et qui bénéficie des prestations en espèces prévues à l'article L. 321-1 du code de la sécurité sociale (maladie et accident de droit commun), ou à l'article L. 433-1 du code de la sécurité sociale (maladie professionnelle et accident du travail), perçoit de l'organisme assureur des indemnités journalières.

Elles sont versées à l'expiration des obligations conventionnelles de maintien de salaire de l'employeur définies à l'article 37, ainsi qu'à l'annexe 3 de la convention collective nationale de l'optique lunetterie de détail, avec application d'une franchise de 90 jours continus pour les personnes ayant moins de 1 an d'ancienneté. Le montant des prestations est égal à 65 % du salaire de référence après déduction des indemnités journalières versées par la sécurité sociale.

Les prestations sont servies pendant la durée du service des indemnités journalières de la sécurité sociale, soit jusqu'à la reprise du travail, soit jusqu'au 1 095<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail, ou jusqu'à la date de mise en invalidité.

Dans le cas où le salarié n'a pas totalement cessé son travail, et en tout état de cause, les prestations qui lui sont versées sont, s'il y a lieu, plafonnées de façon à ce que le total de ses revenus salariaux et des indemnités journalières de toute nature n'excède pas le salaire net qu'il percevrait s'il travaillait à temps complet.

Les modalités de versement relèvent du contrat de prévoyance.

## 5.4. Invalidité

L'organisme assureur verse une pension d'invalidité aux salariés, qui ont été classés dans la première catégorie d'invalidité prévue par l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, fixée à 39 % du salaire de référence sous déduction de la pension d'invalidité due par la sécurité sociale.

L'organisme assureur verse une pension d'invalidité aux salariés, qui ont été classés dans les deuxième ou troisième catégories d'invalidité prévues par l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, fixée à 65 % du salaire de référence sous déduction de la pension d'invalidité due par la sécurité sociale.

Les prestations sont servies pendant la durée du service de la rente d'invalidité de la sécurité sociale et au plus tard à la date de la liquidation de la pension vieillesse de la sécurité sociale.

### 5.4.1. Incapacité permanente professionnelle

Lorsque le salarié victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle perçoit à ce titre de la sécurité sociale une pension calculée en fonction de son taux d'incapacité permanente au moins égale à 66 %, la prestation de l'organisme assureur est une rente d'invalidité, dont le montant est déterminé par la différence entre, d'une part, d'une pension d'invalidité 2<sup>e</sup> catégorie brute de la sécurité sociale et d'une prestation d'invalidité prévue à l'article ci-dessus, et d'autre part, le cumul

du montant brut de la pension effectivement versé par la sécurité sociale, et éventuellement de la rémunération de l'activité partielle du salarié perçue au cours de la période de prestations.

Lorsque le salarié victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle perçoit à ce titre de la sécurité sociale une pension calculée en fonction du taux d'incapacité permanente compris entre 33 % inclus et 66 %, la prestation de l'organisme assureur correspond au pourcentage du salaire de référence sous déduction de la pension d'invalidité brute 2<sup>e</sup> catégorie de la sécurité sociale reconstituée, multipliée par un coefficient égal à  $3/2N$ . N est le taux d'incapacité permanente attribué au salarié par la sécurité sociale.

## **Article 6**

### *Définition du salaire de référence*

Le salaire de référence servant de base au calcul des prestations est égal au montant des rémunérations fixes brutes versées au cours des 12 derniers mois précédant immédiatement le décès ou l'incapacité de travail et ayant donné lieu à cotisation au cours de cette même période.

Ce salaire est majoré des rémunérations variables (commissions, gratifications, primes de rendement...) perçues au cours des 12 derniers mois ayant précédé le décès ou l'incapacité de travail et ayant donné lieu à cotisation au cours de cette même période.

Sont exclues de l'assiette de cotisation les « sommes isolées » telles que définies par les régimes de retraites complémentaires obligatoires par répartition.

Pour les salariés dont les conditions d'emploi impliquent la perception d'un montant irrégulier, l'assureur est fondé, après examen de la situation, à se référer au montant global des rémunérations fixes et variables perçues au cours des 12 derniers mois ayant précédé le décès ou l'incapacité de travail et ayant donné lieu à cotisation au cours de cette même période.

Pour les nouveaux entrants, le salaire annuel assuré sera rétabli *pro rata temporis*.

## **Article 7**

### *Cotisations relatives aux garanties*

#### 7.1. Modalités

Compte tenu du principe de mutualisation mis en œuvre, la tarification de base des garanties et des prestations est fixée pour une période de 5 ans sauf modification des régimes servant de base au calcul des prestations.

Au terme de cette période, les taux de cotisation et/ou les prestations seront révisés en fonction des résultats techniques du régime et en fonction des résultats et de la pesée actuarielle des populations d'assurés.

A l'initiative de l'une des parties, le montant des prestations et/ou celui des cotisations définies dans le présent accord pourra faire l'objet d'une nouvelle négociation, dont la demande devra être notifiée à l'autre partie au plus tard 2 mois avant la fin de chaque exercice.

#### 7.2. Assiette des cotisations

Les cotisations sont calculées sur les éléments de la rémunération servant de base au calcul des prestations fixées en fonction du salaire.

Les cotisations afférentes aux garanties prévues au présent accord sont réparties à raison de 60 % à la charge de l'employeur et 40 % à la charge du salarié, sachant que la cotisation relative à la garantie incapacité de travail est intégralement à la charge du salarié.

### 7.3. Tarifs

La cotisation du régime de prévoyance est fixée en pourcentage du salaire brut.

Elle est égale à 0,56 % (répartie entre l'employeur [0,336 %] et le salarié [0,224 %]).

*(En pourcentage.)*

Capital décès	0,09
Rente éducation	0,08
Incapacité temporaire	0,17
Invalidité	0,17
Reprise du passif	0,05
Total	0,56

### Article 8

#### *Fonds social*

Les bénéficiaires du régime de prévoyance ont la possibilité de saisir le fonds social de chacun des organismes assureurs désignés.

Les modalités d'alimentation des fonds et d'attribution des secours sont propres à chaque fonds social de chaque institution.

### Article 9

#### *Caractéristiques des régimes*

#### 9.1. Définition des personnes à charges

##### 9.1.1. Bénéficiaires du capital décès

Les bénéficiaires du capital décès sont en premier lieu le(s) bénéficiaire(s) désignés par le salarié.

En l'absence de bénéficiaire désigné, le(s) bénéficiaire(s) est/sont dans l'ordre suivant :

- le conjoint non séparé et non divorcé, le concubin, le partenaire auquel le salarié est lié par un pacte civil de solidarité ;
- à défaut, les enfants nés, à naître, vivants ou représentés par parts égales entre eux ;
- à défaut, les ascendants par parts égales entre eux ;
- à défaut, les héritiers selon les règles de dévolution successorale.

9.1.2. Le concubin est assimilé au conjoint sous réserve que les deux personnes vivant en concubinage ne soient pas mariées, qu'elles vivent sous le même toit et que le concubinage soit notoire et permanent à savoir qu'un enfant reconnu des deux parents est né de l'union, ou à défaut, qu'il peut être prouvé une période de 2 ans de vie commune.

9.1.3. Les enfants à charge sont les enfants légitimes, nés ou à naître, reconnus, adoptifs ou recueillis de l'assuré ou de son conjoint ou pacsé ou concubin qui remplissent cumulativement les conditions suivantes à la date du décès :

- être âgé de moins de 18 ans ;
- ne pas exercer d'activité professionnelle ou n'exercer qu'une activité professionnelle procurant des revenus inférieurs à 55 % du Smic brut ;
- être considéré comme fiscalement à la charge de l'assuré, ou percevoir de l'assuré une pension alimentaire déductible de son revenu imposable ;

La limite d'âge est prorogée jusqu'au 27<sup>e</sup> anniversaire pour les enfants qui poursuivent leurs études et qui bénéficient du régime des étudiants en application de l'article L. 381-3 du code de la sécurité

sociale ou qui sont inscrits auprès du Pôle emploi comme demandeur d'emploi ou effectuant un stage préalablement, dans l'un et l'autre cas, à l'exercice du premier emploi rémunéré.

Aucune limite d'âge n'est appliquée aux enfants handicapés considérés comme fiscalement à charge de l'assuré et titulaire d'une carte d'invalidité.

Les enfants nés dans les 300 jours postérieurement au décès de l'assuré et dont la filiation avec celui-ci est établie ou ceux nés grâce à la fécondation in vitro sont considérés comme enfants à charge.

9.1.4. Est considérée en état de dépendance totale, la personne à charge dont l'état est stabilisé et réunissant les conditions suivantes :

- en cas de dépendance physique :
  - être nécessairement classé dans l'un des groupes iso-ressources 1 ou 2 ;
  - et être médicalement reconnu incapable de façon permanente et définitive d'effectuer au moins 3 des 4 actes ordinaires de la vie quotidienne (se déplacer, s'habiller, se laver, s'alimenter).
- en cas de démence :
  - être nécessairement classé dans l'un des groupes iso-ressources 1 ou 2 ;
  - être atteint d'une démence médicalement diagnostiquée et documentée, et obtenir au test psychotechnique « Blessed » un score à l'échelle A supérieur à 18 et un score à l'échelle B inférieur à 10.

## 9.2. Revalorisation des prestations

Les prestations périodiques en cours de jouissance (rentes éducation, indemnités journalières, pensions d'invalidité) seront revalorisées chaque année sur la base de l'indice mentionné dans la convention d'assurance.

Les prestations incapacité temporaire de travail et invalidité sont revalorisées chaque 1<sup>er</sup> janvier sur la base de l'évolution du point de retraite AGIRC dans la limite du fonds de revalorisation.

## 9.3. Suspension et cessation des garanties

Les garanties accordées par les organismes assureurs aux salariés de l'entreprise prennent fin :

- du fait de la cessation du contrat de travail ;
- à la date de cessation effective de l'activité de l'entreprise.

Le régime est maintenu, moyennant paiement des cotisations, en cas de suspension du contrat de travail pour congés ou absences, avec maintien de salaire total ou partiel.

Par ailleurs, les garanties décès et les majorations de capital décès peuvent, à la demande de l'entreprise, être maintenues, à titre individuel et facultatif, au personnel en congé sans solde et ce pour toute la durée du congé sans solde.

La cessation d'activité d'une entreprise adhérente ou le transfert de son exploitation à une entreprise non adhérente ainsi que la sortie du champ d'application de la convention collective nationale de l'optique lunetterie de détail, par suite notamment de fusion-absorption, mise en location gérance, etc. d'une entreprise adhérente, est sans effet sur les prestations en cours de versement à cette date par l'organisme assureur.

Le versement des prestations se poursuit à un niveau égal à celui de la dernière prestation due ou payée avant la démission, sans préjudice des révisions prévues dans le régime de prévoyance.

L'organisme assureur ne peut procéder à la radiation d'une entreprise adhérente.

## 9.4. Maintien des garanties

### 9.4.1. En cas de résiliation ou non-renouvellement

Conformément à la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 dite « loi Evin », en cas de résiliation ou non-renouvellement du contrat de prévoyance, les garanties collectives peuvent être maintenues à titre individuel.

La résiliation ou le non-renouvellement du contrat de prévoyance est sans effet sur les prestations immédiates ou différées, acquises ou nées durant son exécution.

### 9.4.2. En cas de rupture ou de cessation du contrat de travail

#### 9.4.2.1. Bénéficiaires

En cas de rupture ou de cessation du contrat de travail non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, l'ancien salarié conserve les garanties prévues au présent régime de prévoyance.

Le mécanisme de portabilité est subordonné à la condition que les droits à la couverture complémentaire aient été ouverts chez le dernier employeur.

#### 9.4.2.2. Mise en œuvre et déroulement de la portabilité des garanties prévoyance

L'employeur doit proposer au salarié dont le contrat de travail est rompu dans les conditions rappelées ci-dessus, le maintien de la couverture de prévoyance dont il bénéficiait en tant que salarié.

Ce dernier a la possibilité de renoncer au maintien des garanties souscrites par son employeur. La renonciation, qui est définitive et concerne l'ensemble des garanties, doit être notifiée expressément par écrit à l'ancien employeur, dans les 10 jours suivant la date de cessation du contrat de travail.

En cas d'acceptation du salarié ou à défaut de renonciation expresse, le mécanisme de portabilité entre en application à la date de cessation du contrat de travail.

Pour bénéficier des dispositions relatives au maintien des garanties, l'ancien salarié doit fournir à l'ancien employeur la justification de sa prise en charge par le régime d'assurance chômage. En outre, l'ancien salarié doit l'informer de la cessation du versement des allocations du régime d'assurance chômage lorsque celle-ci intervient au cours de la période de portabilité des droits de prévoyance.

#### 9.4.2.3. Date d'effet, durée et limites du mécanisme de portabilité mutualisée

Le maintien des garanties prend effet dès le lendemain de la date de rupture ou de fin du contrat de travail de l'assuré.

Il s'applique pendant sa période de chômage pour une durée égale à celle de son dernier contrat de travail (apprécié par mois entiers) et comprise entre 1 et 9 mois de couverture.

En tout état de cause, le maintien des garanties cesse :

- lorsque l'ancien salarié reprend un emploi ;
- lorsque l'ancien salarié ne peut plus justifier, auprès de son ancien employeur de son statut de demandeur d'emploi indemnisé par le régime obligatoire d'assurance chômage ;
- à la date de liquidation de la pension vieillesse de la sécurité sociale ;
- lorsque l'ancien salarié décède au cours de la période de portabilité.

La suspension des allocations du régime d'assurance chômage, pour cause de maladie ou pour tout autre motif, n'a pas d'incidence sur le calcul de la durée du maintien des garanties qui ne sera pas prolongée d'autant.

#### 9.4.2.4. Garanties maintenues

Le maintien des garanties s'effectue dans les mêmes conditions que pour les salariés en activité.

Au titre de l'incapacité temporaire de travail, les droits garantis ne peuvent conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période.

#### 9.4.2.5. Traitement de base

Le salaire de référence servant de base au calcul des prestations est celui défini à l'article 6 du présent accord.

Les salaires pris ainsi en considération ne comprennent cependant pas l'ensemble des sommes liées à la rupture ou à la fin du contrat de travail (indemnités de licenciement, indemnités de fin de contrat, indemnités compensatrices de congés payés et toutes sommes versées à titre exceptionnel).

#### 9.4.2.6. Financement du mécanisme de portabilité

Le mécanisme de portabilité est financé par les cotisations des entreprises et des salariés en activité (part patronale et part salariale), telles que définies à l'article 7 du présent accord.

Ce mécanisme fait l'objet d'une mutualisation dans les comptes des organismes assureurs percevant ces cotisations.

#### 9.4.3. En cas d'arrêt de travail

Le mécanisme de portabilité ci-dessus visé ne vise pas le salarié en arrêt de travail pour incapacité ou invalidité au moment de la rupture de son contrat de travail qui continue à percevoir les prestations supplémentaires à celles versées par la sécurité sociale jusqu'au terme de son incapacité ou de son invalidité. Il en va de même pour les garanties décès, si le décès survient avant le terme de sa période d'indemnisation.

### 9.5. Prescriptions

Toutes les actions dérivant des opérations de l'organisme assureur sont prescrites par 2 ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'organisme assureur en a eu connaissance ;
- en cas de résiliation du risque, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignorée jusque-là.

La prescription est portée à 5 ans en ce qui concerne les opérations de couverture du risque incapacité de travail.

La prescription est portée à 10 ans pour les opérations de couverture du risque décès lorsque le bénéficiaire n'est pas le participant et, en ce qui concerne les opérations relatives à la couverture du risque accident, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit du participant décédé.

## Article 10

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord entrera en vigueur le premier jour du trimestre civil suivant la publication au Journal officiel de son arrêté d'extension et, de ce fait, deviendra obligatoire pour l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application défini à l'article 1<sup>er</sup>.

Par conséquent, ces entreprises seront tenues d'affilier, à compter de cette date, l'ensemble de leur personnel salarié visé à l'article 1<sup>er</sup> auprès de l'un des organismes désignés à l'article 3.2 du présent accord.



## **Article 11**

### *Dénonciation. – Révision*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra faire l'objet d'une révision à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande devra être motivée et transmise à chacune des parties signataires. Au plus tard dans les 3 mois suivant la réception de la demande, les parties sus-indiquées devront ouvrir une négociation sur ce point.

L'accord pourra également être dénoncé par l'une des parties signataires sous réserve d'en aviser par écrit l'ensemble des parties signataires, et moyennant le respect d'un préavis de 6 mois. De nouvelles négociations devront être engagées dans les 3 mois suivant la dénonciation.

## **Article 12**

### *Dépôt*

Le présent accord est établi en suffisamment d'exemplaires pour qu'un original soit notifié, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail à chaque organisation représentative à l'issue du délai de signature fixé du 20 juin 2011 au 1<sup>er</sup> juillet 2011 inclus.

A l'expiration du délai d'opposition de 15 jours, qui court à compter de la date la plus tardive de réception notifiant cet accord, il sera déposé, par la partie la plus diligente, en deux exemplaires, dont une version sur papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès des services centraux du ministère du travail.

Les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent avenant simultanément au dépôt de l'accord.

Fait à Paris, le 14 juin 2011.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3104

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 176. – INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**

**ACCORD DU 18 NOVEMBRE 2010**  
**RELATIF AUX TAUX D'APPEL DE COTISATION DE LA PRÉVOYANCE SANTÉ**

NOR : ASET1151167M  
IDCC : 176

**PRÉAMBULE**

Au regard de la situation financière du régime de prévoyance conventionnel constatée au cours de l'année 2009 et du premier semestre 2010, les parties signataires de l'accord collectif du 22 juin 2007 sur le régime de prévoyance des salariés décident ce qui suit.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Cotisations des couvertures décès-incapacité-invalidité et maladie-chirurgie-maternité  
du régime de prévoyance conventionnel (RPC) du régime de prévoyance des salariés*

Pour l'année 2011, la cotisation afférente au risque décès-incapacité-invalidité fixée à 1,50 % de la base des cotisations par l'article 19 de l'accord du 22 juin 2007 sur le régime de prévoyance des salariés, sera appelée à 96,66 % de son montant, soit au taux de 1,45 % de la base des cotisations.

Pour l'année 2011, les cotisations (HT) afférentes au risque maladie-chirurgie-maternité sont fixées à 1,17 % du plafond annuel de la sécurité sociale et à 0,90 % de la base des cotisations, par l'article 19 de l'accord du 22 juin 2007 sur le régime de prévoyance des salariés. Elles seront appelées respectivement à 91,7 % et 91,9 % de leurs montants, soit au taux de 1,07 % du plafond annuel de la sécurité sociale et au taux de 0,83 % de la base des cotisations, compte tenu des résultats techniques du régime.

Cependant, compte tenu du taux de la CMU de 5,90 %, et de la taxe sur les conventions d'assurance de 3,5 %, les taux de cotisation (HT) définis ci-dessus, sont majorés à hauteur de 110 % de leurs montants, soit un taux (TTC) de 1,18 % du plafond annuel de la sécurité sociale et un taux (TTC) de 0,91 % de la base des cotisations. Ces cotisations (TTC) restent donc inchangées par rapport à l'année 2010.

Pour l'année 2011 et pour les bénéficiaires affiliés au régime local de la sécurité sociale des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, les cotisations (HT) afférentes au risque maladie-chirurgie-maternité seront appelées à hauteur de 55 % compte tenu des résultats techniques du régime. Ces cotisations (HT) sont majorées de la CMU, et de la taxe sur les conventions d'assurance ; elles seront donc appelées (TTC) à 0,65 % du plafond annuel de la sécurité sociale et 0,50 % de la base des cotisations. Ces cotisations (TTC) restent donc également inchangées par rapport à l'année 2010.

## **Article 2**

### *Cotisations des couvertures décès-incapacité-invalidité et maladie-chirurgie-maternité du régime supplémentaire (RS) du régime de prévoyance des salariés*

Pour l'année 2011, la cotisation afférente au risque décès-incapacité-invalidité fixée à 0,30 % de la base des cotisations par l'article 27 de l'accord du 22 juin 2007 sur le régime de prévoyance des salariés, sera appelée à 100 % de son montant.

Pour l'année 2011, les cotisations (HT) afférentes au risque maladie-chirurgie-maternité sont fixées à 0,255 % du plafond de la sécurité sociale et à 0,205 % de la base des cotisations par l'article 27 de l'accord du 22 juin 2007 sur le régime de prévoyance des salariés. Elles seront appelées respectivement à 71,30 % et 71 % de leurs montants, soit au taux de 0,18 % du plafond annuel de la sécurité sociale et au taux de 0,15 % de la base des cotisations, compte tenu des résultats techniques du régime.

Cependant, compte tenu du taux de la CMU de 5,9 % et de la taxe sur les conventions d'assurance de 3,5 %, les taux de cotisation (HT) définis ci-dessus, sont majorés à hauteur de 110 % de leurs montants, soit un taux (TTC) de 0,20 % du plafond annuel de la sécurité sociale et un taux (TTC) de 0,16 % de la base des cotisations. Ces cotisations (TTC) restent donc inchangées par rapport à l'année 2010.

## **Article 3**

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord entre en vigueur à compter 1<sup>er</sup> janvier 2011.

## **Article 4**

### *Dépôt. – Publicité*

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en deux exemplaires à la direction des relations du travail de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

## **Article 5**

### *Extension*

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité, l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 18 novembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

LEEM.

### **Syndicats de salariés :**

SNPADVM ;

FCE CFDT ;

FNP FO ;

FNPEC CFE-CGC ;

FCMTE CFTC.

Brochure n° 3104

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 176. – INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**

ACCORD DU 24 MARS 2011  
RELATIF À L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

NOR : ASET1151169M  
IDCC : 176

Entre :

Les entreprises du médicament (LEEM),

D'une part, et

La FCE CFDT ;

La FCMTE CFTC ;

La FNP FO ;

Le SNPADVME,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent accord annule et remplace l'accord collectif du 12 juillet 2004 sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Il est rédigé comme suit.

« PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux réaffirment leur volonté d'inscrire le principe d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les relations individuelles et collectives du travail. Ils reconnaissent que la mixité dans les emplois des différentes filières professionnelles est source de complémentarité, d'équilibre social et d'efficacité économique.

Le non-respect de ce principe d'égalité expose l'entreprise à des sanctions telles que définies à l'article L. 1146-1 du code du travail.

Il est donc de leur responsabilité de garantir la mixité et l'égalité professionnelle et de développer une réelle égalité des chances et de traitement entre les femmes et les hommes en matière de recrutement, de formation, de conditions de travail, d'évolution professionnelle, de rémunération...

Ils constatent que les données disponibles sur les rémunérations mensuelles moyennes pour les années 2004 à 2009, font apparaître des écarts entre les femmes et les hommes, généralement au détriment des femmes.

Ils constatent également au regard des résultats du rapport annuel de la branche sur l'emploi que la répartition hommes/femmes au niveau de la profession est de 58 % de femmes et 42 % d'hommes.

Cependant, ils remarquent que certains emplois sont fortement féminisés ou masculinisés. Cette disproportion résulte le plus souvent de représentations socioculturelles, de segmentations structurelles dans les formations et orientations initiales et de comportements qui dépassent le cadre du travail. Ils s'efforceront d'identifier les causes de ce déséquilibre et de proposer des pistes d'action correctives, notamment en sensibilisant l'ensemble des acteurs sur les enjeux sociaux et économiques de la mixité.

Les actions des entreprises tendant à rétablir une parité satisfaisante dans certains emplois ne peuvent aboutir que si elles s'inscrivent dans la durée, dans un cadre plus général de branche et se conjuguent avec celles menées par l'ensemble des acteurs concernés. Dans ce contexte, les parties signataires établiront un bilan général des progrès réalisés et des actions qui restent encore à mettre en œuvre dans la branche.

Les partenaires sociaux réaffirment le principe que l'exercice d'un emploi ou d'une activité professionnelle n'est pas conditionné dans l'industrie du médicament à l'appartenance de l'un ou l'autre sexe.

Dans le cadre des dispositions légales et conventionnelles en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les entreprises du médicament engageront une analyse et réflexion permettant de définir les actions nécessaires à l'égalité professionnelle. Elles veilleront particulièrement à :

- garantir des niveaux de salaire équivalents entre les femmes et les hommes ;
- favoriser des parcours professionnels identiques avec les mêmes possibilités d'évolution.

Par ailleurs, les partenaires sociaux s'engagent à décliner, si nécessaire, le principe de mixité et d'égalité professionnelle dans les accords collectifs qu'ils sont amenés à négocier aussi bien au niveau de la branche que de l'entreprise.

Les partenaires signataires du présent accord conviennent qu'un accord de groupe, d'entreprise ou d'établissement ne peut pas déroger dans un sens moins favorable aux dispositions du présent accord.

En conséquence, il est convenu ce qui suit.

#### Article 1<sup>er</sup>

##### *Recrutement*

Les entreprises s'engagent à ce que leur processus de recrutement qu'il soit externe ou dans le cadre de la mobilité interne, se déroule dans les mêmes conditions entre les femmes et les hommes. Ce processus retient des critères fondés sur l'exercice des compétences requises.

Dans ce contexte, les offres d'emploi internes ou externes sont rédigées de manière à ce qu'elles s'adressent indifféremment aux hommes et aux femmes. L'employeur doit mettre en place un processus de recrutement visant à assurer les mêmes chances d'accès à tous les métiers pour les femmes et les hommes.

Pour favoriser l'égalité des chances d'accéder à tous les postes à pourvoir dans l'entreprise, les femmes et les hommes bénéficient d'un processus de recrutement identique.

Les employeurs doivent élaborer un mode opératoire d'entretien de recrutement, faisant uniquement référence au niveau d'étude, à la nature des diplômes, aux expériences passées et compétences acquises.

L'employeur doit mettre en œuvre un traitement des candidatures favorisant la mixité de celles-ci, à compétences et expérience équivalentes.

Il s'engage également à favoriser la mixité dans le recrutement des stagiaires et apprentis. Par ailleurs, il veillera à insérer dans les contrats de prestation avec les entreprises de travail temporaire, une clause rappelant les principes d'égalité entre les femmes et les hommes.

Au cours de l'entretien d'embauche, l'entreprise ne peut demander que des informations, écrites ou orales, ayant trait à l'exercice de l'emploi dans le but d'apprécier la capacité du candidat à occuper l'emploi proposé.

Aucune information d'ordre personnel sur le candidat ne peut être collectée par l'entreprise sans que ce dernier n'en soit informé préalablement. Ces informations doivent présenter un lien direct et nécessaire avec le poste proposé ou avec l'évaluation des aptitudes professionnelles.

L'employeur ne doit pas prendre en considération l'état de grossesse d'une femme pour refuser de l'embaucher ou mettre fin à la période d'essai. En conséquence, il lui est interdit de rechercher ou de faire rechercher toute information concernant l'état de grossesse de l'intéressée. La femme candidate à un emploi n'est pas tenue de révéler son état de grossesse.

Les entreprises ne peuvent pas refuser d'embaucher une personne en considération du sexe, de la situation de famille, sur la base de critères de choix différents selon le sexe ou la situation de famille.

Les entreprises veilleront à l'équilibre des recrutements entre les femmes et les hommes, à compétence, expérience et profil équivalents. Lorsqu'un déséquilibre entre la proportion de femmes et d'hommes est constaté dans l'entreprise, celle-ci fixera des objectifs de mixité et mettra en œuvre des mesures transitoires de progression.

## Article 2

### *Rémunération*

#### Article 2.1

##### *Principe*

Les partenaires sociaux rappellent le principe selon lequel tout employeur est tenu d'assurer, pour un même travail, ou pour un travail de valeur égale et à ancienneté égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. Le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique de l'égalité professionnelle et de la mixité des emplois.

Par rémunération, il faut entendre le salaire ou traitement ordinaire de base et tous les autres avantages et accessoires payés, directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur. Sont considérés comme ayant une valeur égale les travaux qui exigent des salariés, un ensemble comparable de connaissances professionnelles consacrées par un titre, un diplôme ou une pratique professionnelle, de capacités découlant de l'expérience acquise, de responsabilités.

Les disparités de rémunération entre les établissements d'une même entreprise ne peuvent pas, pour un même emploi, être fondées sur l'appartenance des salariés de ces établissements à l'un ou l'autre sexe.

Les différents éléments composant la rémunération doivent être établis sur des normes identiques pour les femmes et les hommes. Les catégories et les critères de classification et de promotion professionnelle, ainsi que toutes les autres bases de calcul de la rémunération doivent être communs aux travailleurs des deux sexes et ne doivent pas être discriminants pour les salariés ayant bénéficié d'un congé de maternité ou d'un congé parental d'éducation.

## Article 2.2

### *Correction des écarts*

L'employeur effectuera chaque année la comparaison des rémunérations entre les femmes et les hommes en respectant les principes susvisés et prendra si nécessaire les mesures de rattrapage ou de rééquilibrage qui résultent de cette comparaison.

Les différences de salaire de base et de rémunération éventuellement constatées doivent reposer sur des critères objectifs, pertinents et vérifiables non liés au sexe.

L'employeur corrigera les écarts de salaire non expliqués dans le temps au moyen de mesures adaptées.

Les écarts les plus importants identifiés dans l'entreprise, devront être traités en priorité, au travers de mesures rectificatives, dans les 3 mois qui suivent la constatation non objectivée.

Par ailleurs, l'employeur met en place une mesure permettant de contrôler la répartition des augmentations individuelles pour garantir une répartition équitable entre les hommes et les femmes.

Cette mesure doit conduire à garantir l'évolution des rémunérations des femmes et des hommes selon les mêmes critères.

Les partenaires sociaux rappellent que l'organisation individuelle du temps de travail du salarié ne doit pas intervenir dans l'évaluation de la performance et l'attribution de l'augmentation individuelle.

Afin d'éviter l'apparition d'écarts de rémunération au retour de congé de maternité ou d'adoption du collaborateur et dans l'hypothèse où le congé de maternité ou d'adoption n'aurait pas permis d'évaluer ses performances, la rémunération de ce dernier sera majorée des augmentations collectives, si éligible, et de la moyenne des augmentations individuelle perçues, pendant la durée de son congé, de salariés de l'entreprise relevant de la même population, et en respectant la même fréquence d'attribution.

## Article 3

### *Formation*

L'entreprise garantira l'égalité d'accès des femmes et des hommes à la formation professionnelle, quel que soit le type de formation. L'accès à la formation professionnelle est un facteur essentiel de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le développement de leur carrière.

Les entreprises veilleront à ce que le plan de formation ainsi que les actions de formation projetées, tant pour le développement professionnel de chacun que pour l'adaptation aux évolutions de l'entreprise, bénéficient aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

Par la formation, les entreprises veilleront à maintenir les conditions d'une polyvalence permettant l'accès des femmes et des hommes à tous les emplois.

Dans le cas où des écarts en matière d'accès à la formation seraient identifiés par l'entreprise, des mesures correctrices adaptées seront mises en œuvre.

## Article 4

### *Promotion et mobilité interne*

Les femmes et les hommes doivent être en mesure d'avoir les mêmes parcours professionnels, les mêmes possibilités d'évolution de carrière, y compris en ce qui concerne l'accès aux postes à responsabilité.

Les entreprises s'engagent à examiner les critères retenus dans les définitions d'emploi qui seraient de nature à écarter les femmes ou les hommes de leur accès. Elles veilleront particulièrement à ce que les aménagements d'horaires accordés aux femmes ou aux hommes notamment pour concilier

la vie professionnelle et la vie privée, ne constituent pas un obstacle à l'évolution de leur carrière professionnelle.

Les entreprises, en concertation avec les acteurs concernés, identifieront les différents obstacles, afin que les femmes et les hommes puissent avoir les mêmes parcours professionnel et accéder à des postes à responsabilité.

Il doit également être apporté un soin particulier à proposer les postes en interne aux hommes et aux femmes, y compris en cas de mobilité géographique.

## Article 5

### *Conciliation vie personnelle et vie professionnelle*

Les entreprises s'efforceront de développer des aménagements d'horaires individuels et notamment l'accès au temps partiel, tant pour les femmes que pour les hommes. Elles chercheront à développer des solutions permettant de concilier vie personnelle et vie professionnelle.

Afin de trouver une juste articulation entre l'activité professionnelle et la vie personnelle et familiale des femmes et des hommes, l'employeur étudiera la possibilité d'adapter l'organisation du travail.

Dans le but de favoriser l'équilibre entre la vie personnelle et la vie professionnelle, l'employeur rappelle aux salariés, l'ensemble des congés existant ouverts aux hommes et/ou aux femmes, ainsi que les modalités d'utilisation.

## Article 6

### *Absences liées à la parentalité*

Les entreprises s'engagent à ce qu'en matière de mobilité interne, de formation professionnelle, de promotion et d'évolution professionnelle, les congés de maternité, d'adoption, et parental d'éducation, soient sans incidence sur le déroulement de carrière et la rémunération.

Chaque salarié concerné pourra demander à bénéficier d'un entretien individuel avec son hiérarchique et RH, avant son départ afin d'examiner les conditions de son absence et de son remplacement.

Afin de faciliter le retour du salarié dans l'entreprise et si le salarié en fait la demande, pendant son absence, l'employeur transmettra selon des modalités qu'il définit, les informations relatives à la vie de l'entreprise.

A l'issue de l'absence liée à la parentalité, le salarié bénéficie d'un entretien individuel avec son responsable hiérarchique et RH, dans le mois suivant son retour, afin d'examiner les conditions de son retour à l'emploi et l'éventualité d'une formation de remise à niveau.

## Article 7

### *Information et bilan au niveau de l'entreprise*

Les entreprises de plus de 50 salariés soumettent annuellement pour avis au comité d'entreprise, ou à défaut, aux délégués du personnel, un rapport comparatif des conditions générales d'emploi et de formation des femmes et des hommes dans l'entreprise.

Ce rapport doit comporter une analyse chiffrée établie sur la base d'indicateurs pertinents, permettant d'apprécier, pour chaque catégorie professionnelle, la situation respective des femmes et des hommes dans l'entreprise en matière d'embauche, de formation, de promotion professionnelle, de qualification, de classification, de conditions de travail et de rémunération effective.

Ce rapport doit également recenser les mesures prises au cours de l'année écoulée en vue d'assurer l'égalité professionnelle, les objectifs prévus pour l'année à venir et la définition qualitative et quantitative des actions à mener à ce titre ainsi que l'évaluation de leur coût.



Ce rapport est communiqué aux instances représentatives du personnel présentes dans l'entreprise au plus tard le premier semestre de l'année N+ 1. Il est tenu à la disposition des salariés qui en font la demande.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, chaque année, dans les entreprises de 300 salariés et plus, l'employeur soumet pour avis au comité d'entreprise ou, à défaut, aux délégués du personnel, soit directement, soit, si elle existe, par l'intermédiaire de la commission de l'égalité professionnelle visée à l'article 8 du présent accord, un rapport écrit sur la situation comparée des conditions générales d'emploi et de formation des femmes et des hommes dans l'entreprise.

Ce rapport comporte une analyse, établie sur la base d'indicateurs pertinents conformément à l'article D. 2323-12 du code du travail, permettant d'apprécier, pour chacune des catégories professionnelles de l'entreprise, la situation respective des femmes et des hommes en matière d'embauche, de formation, de promotion professionnelle, de qualification, de classification, de conditions de travail, de rémunération effective.

## Article 8

### *Commission de l'égalité professionnelle*

Dans les entreprises de 200 salariés et plus, conformément à l'article L. 2325-34 du code du travail, une commission de l'égalité professionnelle doit être constituée au sein du comité d'entreprise. Cette commission est chargée de préparer les délibérations du comité d'entreprise sur le rapport d'égalité professionnelle. Elle devra recevoir, en temps réel, toutes les informations relatives à son champ de compétences pour pouvoir pleinement exercer sa mission. Elle se réunira au moins une fois par an.

## Article 9

### *Sensibilisation dans les entreprises*

Les entreprises du médicament de 50 salariés et plus, informent l'ensemble des salariés, afin de leur permettre de prendre connaissance des mesures mises en œuvre dans l'entreprise en vue de favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

L'entreprise sensibilisera les salariés ayant des responsabilités de management, aux principes du présent accord.

## Article 10

### *Information et bilan au niveau de la branche*

Un rapport de branche permettant un examen de l'évolution économique, de la situation de l'emploi et de l'évolution des salaires moyens par groupe de classification et par sexe est remis chaque année aux partenaires sociaux.

Ce rapport fait état pour l'année écoulée de la répartition par sexe :

- des effectifs par groupe de classification ;
- des effectifs par type de contrat (CDI et CDD) ;
- de l'âge des salariés ;
- des rémunérations minimales, moyennes et maximales par groupe de classification ;
- des salariés ayant bénéficié d'une formation ;
- de l'ancienneté moyenne par groupe de classification (\*) ;
- du pourcentage de salariés changeant de classification (\*) ;

Ce rapport permet de repérer et analyser les écarts de situation constatés entre les femmes et les hommes. En fonction de ces constatations, les partenaires sociaux proposeront des actions adaptées pour réduire les disparités.

## Article 11

### *Commission de non-discrimination*

Les difficultés, nées de l'application du présent accord entre un salarié et une entreprise du médicament, pourront être soumises à la commission de non-discrimination prévue à l'article 11 des clauses générales de la convention collective nationale de l'industrie pharmaceutique selon la procédure édictée par l'article précité. »

## Article 2

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord est conclu pour une durée de 3 ans. Il entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

6 mois avant l'échéance du terme de l'accord, les partenaires sociaux se réuniront afin d'examiner les conditions de reconduction de l'accord et les modifications éventuelles à y apporter.

## Article 3

### *Dépôt*

Conformément aux articles L. 2231-7, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en deux exemplaires auprès des services centraux du ministre chargé du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes.

## Article 4

### *Extension*

Les partenaires sociaux conviennent de demander au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité, l'extension du présent accord.

Fait à Paris le 24 mars 2011.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3104

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 176. – INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**

AVENANT DU 24 MARS 2011  
À L'ACCORD DU 19 AVRIL 2006 RELATIF AU DIALOGUE SOCIAL

NOR : ASET1151168M  
IDCC : 176

Entre :

Les entreprises du médicament (LEEM),

D'une part, et

La FCE CFDT ;

La FCMTE CFTC ;

La FNP FO ;

Le SNPADVME,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Dans le deuxième alinéa du préambule, les références « L.132-2 » du code du travail sont remplacées par les références « L. 2231-1 ».

**Article 2**

Dans l'article 1<sup>er</sup> « Champ d'application », les références « L.132-26 » du code du travail sont remplacées par les références « L. 2232-21 ».

**Article 3**

Dans l'article 2 « Modalités de la négociation », il est ajouté un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Le chef d'entreprise informera les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et le LEEM, simultanément, de sa décision d'engager une négociation en indiquant le thème de négociation, par lettre recommandée avec accusé de réception. »

**Article 4**

Les dispositions de l'article 3 « Conditions de conclusion » sont annulées et remplacées par :

« La validité de l'accord d'entreprise et/ou d'établissement est subordonné à sa conclusion par les membres titulaires élus au comité d'entreprise ou, à défaut des délégués du personnel titulaires représentant la majorité des suffrages exprimés lors des dernières élections professionnelles. »

## **Article 5**

Le quatrième alinéa de l'article 4 « Validation par la commission paritaire nationale de branche », est annulé et remplacé par :

« La commission paritaire nationale de validation de la branche se réunit dans les conditions fixées à l'article 9 des clauses générales de la convention collective de l'industrie pharmaceutique modifiée, dans les 4 mois à compter de la réception de l'accord, à défaut l'accord est réputé avoir été validé. »

Dans le cinquième alinéa de l'article 4 « Validation par la commission paritaire nationale de branche », les termes « l'article L. 132-2-2 II du code du travail » sont remplacées par les termes « les articles L. 2232-6 et L. 2232-7 du code du travail ».

Avant le dernier alinéa de l'article 4 « Validation par la commission paritaire nationale de branche », il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« En cas de non validation de l'accord d'entreprise, les partenaires sociaux peuvent émettre d'éventuelles recommandations aux parties signataires de l'accord d'entreprise. »

## **Article 6**

Les dispositions de l'article 5 « Entrée en vigueur de l'accord d'entreprise et/ou d'établissement », sont annulées et remplacées par :

« Dès réception du procès-verbal de validation, conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail, le chef d'entreprise en informe les représentants du personnel et procède au dépôt de l'accord auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), antérieurement la direction départementale du travail et de l'emploi, ainsi que du secrétariat greffe du conseil de prud'hommes du ressort de l'entreprise en y joignant copie du procès verbal de validation.

L'accord ne pourra être mis en œuvre qu'après que ce dépôt ait été effectué. »

## **Article 7**

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent avenant sera déposé en deux exemplaires à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 24 mars 2011.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 11. – PORTS AUTONOMES MARITIMES**  
**ET CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE CONCESSIONNAIRES**  
**DANS LES PORTS MARITIMES DE COMMERCE ET DE PÊCHE**  
**(17 juillet 1947)**

ACCORD DU 4 NOVEMBRE 2010

RELATIF À LA RETRAITE

NOR : ASET1151153M

IDCC : 11

Entre :

L'UPE,

D'une part, et

La FNPD CGT ;

La FGTE CFDT,

D'autre part,

considérant l'accord de substitution à la fermeture du régime de retraite géré par la CRPCCMPA antérieurement à sa transformation en IGRS, ci-après dénommé « Accord de retraite à prestations définies », son annexe III relative au contrat d'assurance et son annexe IV, relative au règlement de retraite, et l'accord relatif au nouveau régime de retraite à cotisations définies, ci-après dénommé « accord de retraite à cotisations définies », conclus le 15 janvier 2009, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 9 des statuts de l'IGRS CRP est modifié pour permettre :

- à un préretraité d'être administrateur ;
- de coopter un nouvel administrateur avant la fin du mandat d'un administrateur sortant.

L'article 15 des statuts de l'IGRS CRP est modifié pour définir les modalités de décompte des voix des établissements présents ou représentés à l'assemblée générale.

Ces modifications figurent en annexe I.

**Article 2**

Le champ d'application de l'accord de retraite à cotisations définies, précisé en son article 2, est étendu, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 2009, aux bénéficiaires d'avantages de préretraite ou de cessation anticipée d'activité.

Un contrat de retraite supplémentaire à cotisations définies reprenant strictement les conditions de garantie du contrat à cotisations définies est instauré par avenant (cf. annexe II).

Les résultats techniques et financiers des deux contrats seront intégralement mutualisés.

### Article 3

Considérant également les variations de modalités de gestion induites par les retards apportés à la conclusion des contrats et à leur prise d'effet rétroactive, les retraites dont la date d'effet est comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et le 31 août 2009, soit antérieurement au 1<sup>er</sup> septembre 2009 date de pleine prise d'effet du contrat d'assurance découlant de l'application de l'accord retraite prestations définies, bénéficient d'un double calcul :

- retraite chapeau calculée selon les dispositions règlementaires CRPCCMPA en vigueur jusqu'au 30 juin 2009 ;
- rente viagère calculée selon les dispositions de l'accord de retraite à prestations définies.

Le montant de la rente viagère visée ci-dessus étant retenu dans le cas où il est plus élevé que celui de la retraite chapeau.

### Article 4

Les modalités de fonctionnement du fonds de revalorisation et de régulation (FRR) rattaché au contrat d'assurance n° RK 151 099 034 découlant de l'application de l'accord de retraite à prestations définies sont modifiées par avenant n° 1 au contrat d'assurance précité (cf. annexe III).

En complément du solde résultant de l'arrêté comptable au 31 décembre 2009 pour 1 072 911 €, le FRR est alimenté au 1<sup>er</sup> juillet 2009 par :

- le financement du décalage entre la date d'effet du contrat d'assurance (1<sup>er</sup> juillet 2009) et la date de versement de la prime d'assurance (4 septembre 2009) pour 896 042 € ;
- le financement du maintien du double calcul des rentes avec effet juillet-août 2009 pour 140.000 € ;
- le financement de l'augmentation des rentes résultant de l'actualisation des données pour 130.000 € ;
- une quote-part des produits financiers réalisés par la CRP en 2009 d'un montant de 419 000 € ;
- une dotation initiale de 200 000 €.

### Article 5

En cas de décès d'un participant dont la rente est en cours de service, une prestation appelée « rente d'éducation » est servie à ses enfants sous certaines conditions :

#### Enfants bénéficiaires

Les enfants bénéficiaires sont :

1. Les enfants légitimes, reconnus, adoptifs ou recueillis considérés à charge fiscalement du fait de leur prise en compte dans la détermination du quotient familial du participant :

- de moins de 21 ans ;
- ou, quel que soit leur âge si au moment du décès ils ouvrent droit à l'allocation d'éducation pour enfant handicapé prévue à l'article L. 541-1 du code de la sécurité sociale ou perçoivent l'allocation aux adultes handicapés prévue à l'article L. 821-1 de ce code (ou seraient susceptibles de la percevoir si leurs ressources ne dépassaient pas le plafond prévu par décret, à condition toutefois qu'elles restent inférieures au Smic) sous réserve que leur incapacité ait été reconnue avant 21 ans ;
- l'enfant né viable moins de 300 jours après le décès du participant.

2. Les enfants du participant, non confiés à sa garde, mais pour lesquels il est judiciairement tenu au versement d'une pension alimentaire, sous réserve des mêmes conditions d'âge.

3. Les enfants du participant qui ont fait une déclaration de revenus séparée, sous réserve des mêmes conditions d'âge, que ci-dessus.

4. Les enfants du participant à charge fiscalement de la personne avec laquelle il vit maritalement, sous réserve des mêmes conditions d'âge, que ci-dessus.

#### Définition et montant des prestations

L'assureur verse, à chaque enfant bénéficiaire, une rente temporaire immédiate dont le montant est fixé à 15 % de la rente servie au moment du décès.

Pour les enfants bénéficiaires de l'une des allocations pour handicapés prévue par le code de la sécurité sociale, la rente est versée à titre viager.

Les rentes sont doublées pour les orphelins de père et de mère âgés de moins de 21 ans ou handicapés, y compris lors du décès postérieur du dernier parent non remarié.

#### Palement et durée

La date d'effet des rentes est fixée au premier jour du mois suivant le décès du participant.

Les prestations sont versées jusqu'au 21<sup>e</sup> anniversaire des enfants.

#### Article 6

Sur avis de la commission consultative de suivi retraite, les rentes de retraite supplémentaire sont revalorisées comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 :

- contrat de retraite à cotisations définies :
  - rentes viagères différées : 0 % ;
  - rentes viagères immédiates : 0 %.
- contrat de retraite à prestations définies :
  - rentes viagères différées : 0 % ;
  - rentes viagères immédiates : 2,5 %.

Fait à Paris, le 4 novembre 2010.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I

### PROPOSITION DE MODIFICATION DES STATUTS DE L'IGRS

---

#### **Statuts de l'IGRS CRP**

*Institution de gestion de retraite supplémentaire régie  
par le titre IV du livre IX du code de la sécurité sociale*

(Extraits)

#### CHAPITRE II

##### CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### **Article 9**

##### *Composition*

L'institution est administrée par un conseil d'administration composé de personnes physiques, représentant en nombre égal les membres adhérents et les membres participants. Le nombre total de sièges est de 10. Ces sièges, sont répartis en nombre égal entre :

- les administrateurs appartenant au collège des adhérents et ;
- les administrateurs appartenant au collège des participants.

Les 5 administrateurs de l'IGRS appartenant au collège des adhérents sont élus par les délégués adhérents de l'assemblée générale.

Les 5 administrateurs de l'IGRS appartenant au collège des participants sont élus par les délégués participants de l'assemblée générale.

Le collège des participants se décompose comme suit :

- 1 retraité ;
- 1 préretraité ou un actif ;
- 3 actifs.

Ces votes se déroulent lors d'une assemblée générale, par vote à bulletin secret, sur la base des candidatures proposées dans chacun des collèges.

Les postes d'administrateurs devenus vacants dans les cas énumérés à l'article R. 931-3-10 du code de la sécurité sociale sont pourvus par cooptation, celle-ci devant être ratifiée lors de l'assemblée générale la plus proche, selon les formes mentionnées dans le présent article. Le mandat du nouvel administrateur prend fin à l'arrivée du terme normal du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

#### CHAPITRE III

##### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

#### **Article 15**

##### *Composition de l'assemblée générale*

L'assemblée générale de l'institution est composée :

- d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant, représentant les établissements adhérents et nommés au sein de chaque membre adhérent à la présente institution. Ces délégués sont nommés par chaque membre adhérent pour une durée de 3 ans ;



- d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant, représentant les membres participants et élus au sein de chaque établissement adhérent à la présente institution. Ces délégués sont élus, à la majorité absolue des votants, par l'ensemble des participants, après appel de candidatures individuelles organisé au sein de chaque établissement adhérent. Si la majorité absolue n'est pas atteinte au premier tour, il est procédé à un deuxième tour avec élection à la majorité relative. La durée du mandat est de 3 ans.

Pour chaque membre adhérent, le délégué représentant les établissements adhérents et le délégué représentant les participants ont droit dans les délibérations à un même nombre de voix fixé ainsi qu'il suit en fonction de l'effectif des participants :

- 1 voix si l'effectif est inférieur à 10 ;
- 2 voix si l'effectif est compris entre 10 et 24 ;
- 3 voix si l'effectif est compris entre 25 et 49 ;
- 1 voix par fraction supplémentaire de 50 assurés cotisants.

## ANNEXE II

---

### **Avenant n° 1 (projet) au contrat n° RG 151 136 573 souscrit par l'union des ports de France**

Par le présent avenant, il est précisé que compte tenu du protocole d'accord conclu le 15 janvier 2009, en application de la convention collective des personnels des ports autonomes maritimes et des chambres de commerce et d'industrie concessionnaires dans les ports maritimes de commerce et de pêche, les conditions particulières du contrat rappelé en objet, sont modifiées, à la date d'effet du contrat, comme suit.

#### **Article 2**

##### *Catégorie de personnel concernée*

Les membres du personnel non cadres des entreprises adhérentes bénéficient d'un contrat distinct reprenant strictement les conditions de garantie du contrat RG 151 136 573.

Le taux de cotisation de ce contrat distinct s'applique au salaire de référence, réévalué annuellement selon les mêmes règles que les salaires d'activité pris en compte pour le calcul de l'allocation des bénéficiaires de ces dispositifs. Cette réévaluation ne s'applique pas aux dispositifs de préretraite dont les modalités de réévaluation des salaires de référence seront définies par voie d'avenant ultérieur (pénibilité).

Les résultats du contrat distinct sont mutualisés avec les résultats du contrat RG 151 136 573.

Cette mesure prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Il n'est pas autrement dérogé aux clauses et conditions du contrat auquel le présent avenant est annexé.

Fait à Paris, le 28 septembre 2010.

Les contractantes :

- ARIAL assurance ;
- délégué général de l'union des ports de France (membre du directoire).

### ANNEXE III

#### **Avenant n° 1 au contrat n° RK 151 099 034 souscrit par l'union des ports de France et la CRPCCMPA**

Le présent avenant a pour objet d'étendre l'objet du fonds de revalorisation et de régulation, tel qu'il est défini à l'article 6.6 des conditions générales du contrat.

Le périmètre des engagements de retraite incluant des rentes viagère différées dont les caractéristiques pourraient évoluer, il convient de prévoir les dispositions qui permettront un bon fonctionnement de la liquidation de ces droits.

A cet effet il est convenu que le fonds de revalorisation et de régulation (FRR) bénéficiera de l'apport des capitaux constitutifs des rentes non réclamées après un délai de 10 ans suivant la date d'ouverture des droits ainsi qu'une quote-part des produits financiers réalisés par la CRP en 2009.

En contrepartie, il est convenu que le fonds de revalorisation et de régulation (FRR) pourra être sollicité afin d'absorber les écarts d'engagements de passif par rapport à ceux qui avaient fait l'objet de l'expertise actuarielle réalisée par l'assureur au plus tard au 22 juin 2010 et mise à jour le 22 septembre 2010, et définie à l'article 3 des conditions générales.

C'est ainsi que par dérogation au dernier alinéa de l'article 6.2 des conditions générales, seront affectés au débit ou au crédit du FRR, les écarts de capitaux constitutifs survenant lors de l'activation des droits, qu'ils soient causés par :

- des modifications de données personnelles (dates de naissance des assurés ou des réversataires, changement de données démographique par mariage, remariage, ou divorce) ;
- ou la modification de la date d'activation des droits (anticipation du départ à la retraite, ou différé de départ en retraite) ;
- ou la modification du montant de rente à servir ;
- ou la nécessité de servir une rente d'orphelin selon les dispositions de l'article 6.2 ;
- ou une rente réclamée tardivement, la date d'effet retenue étant dans ce cas le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la demande initiale moins au maximum 1 an.

Ces écarts seront constatés lors de l'examen des liquidations de rente par la commission consultative de suivi retraite. Celle-ci déclenchera alors auprès de l'UPF une demande formelle de rectification des écarts de capitaux constitutifs provenant des établissements dont les anciens salariés seraient à l'origine de ces surcoûts lorsque la responsabilité de ces établissements se trouvera engagée : personnes non déclarées lors de la reprise des engagements ou données personnelles erronées au moment où ces personnes ont quitté l'établissement. L'Union des ports de France notifiera alors aux établissements concernés les montants d'écarts dont ils sont redevables au regard d'engagements non financés.

Cette alerte sera déclenchée lorsque la charge de ces rectifications atteindra le montant de l'apport au FRR correspondant aux capitaux constitutifs de rentes non réclamées 10 ans après l'ouverture des droits des anciens salariés.

L'assureur tiendra une comptabilité des charges et des produits affectés au FRR au titre des opérations décrites ci-dessus. Cette comptabilité sera présentée trimestriellement à la commission consultative de suivi retraite et tenue à la disposition des administrateurs de l'IGRS.

Il n'est pas autrement dérogé aux clauses et conditions du contrat auquel le présent avenant est annexé.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> octobre 2010.

Les contractantes :

- ARIAL assurance ;
- délégué général de l'union des ports de France (membre du directoire) ;
- président de l'IGRS CRP.

Brochure n° 3177

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 275. – TRANSPORT AÉRIEN**  
**(Personnel au sol)**

---

Brochure n° 3223

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1475. – TRANSPORT AÉRIEN**  
**(Navigant technique)**

---

AVENANT DU 15 JUILLET 2011  
À L'ACCORD DU 9 SEPTEMBRE 2004  
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
NOR : ASET1151179M

PRÉAMBULE

La loi du 24 novembre 2009 sur la formation professionnelle tout au long de la vie prévoit le réagrément des organismes collecteurs des fonds de la formation professionnelle et définit une nouvelle organisation des relations entre les OPCA et les branches professionnelles.

Les organisations représentatives des salariés et des employeurs signataires de l'accord du 9 septembre 2004 qui avait désigné l'OPCIB devenu OPCALIA en 2006 comme OPCA, décident de négocier un accord d'adhésion à OPCALIA.

Les signataires rappellent que la section paritaire professionnelle et l'opérateur OPCALIA-ADAGIO ont depuis leur création constitué des outils techniques et financiers essentiels pour mettre en œuvre la politique de formation et de sécurisation des parcours professionnels des salariés du transport et du travail aérien, dans le cadre de la politique globale d'OPCALIA.

La modification du cadre réglementaire doit être l'opportunité de poursuivre cette politique dont les enjeux sont :

- de développer le niveau de qualification des salariés notamment des moins qualifiés pour leur permettre de maintenir et développer leurs connaissances, savoir faire et savoir être ;
- de sécuriser l'emploi des salariés menacé du fait des évolutions technologiques ou des modifications organisationnelles ;
- et favoriser l'insertion des publics les plus éloignés de l'emploi et des « jeunes décrocheurs ».

La formation constitue dans les entreprises du transport et du travail aérien un investissement annuel de plus de 8 % de la masse salariale, bien au-delà de l'obligation légale. C'est aussi une réponse aux enjeux de la profession que ce soit dans les domaines de la sécurité des vols, de la sécurité des personnes, de l'efficacité des entreprises.

Les signataires du présent avenant rappellent que dans le respect de la législation et la réglementation en vigueur, ils ont la pleine liberté et responsabilité de l'élaboration et de la mise en œuvre de dispositions conventionnelles, dans le cadre de la négociation collective.

Les parties signataires demandent à OPCALIA de prévoir le maintien de la section paritaire professionnelle transport et travail aérien ou la création d'une telle section avec le champ professionnel défini à l'article 2 du présent avenant.

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Adhésion à OPCALIA*

L'article 21 de l'accord du 9 septembre 2004 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans le cadre de la procédure d'agrément des OPCA telle que prévue par la loi du 24 novembre 2009 et par le décret du 22 septembre 2010, les parties signataires désignent OPCALIA comme collecteur des contributions au titre de la formation professionnelle versées par les entreprises relevant du champ d'application de l'accord. »

### **Article 2**

#### *Champ d'application*

Le présent avenant a le même champ d'application que celui défini à l'article 25 de l'accord étendu du 9 septembre 2004 complété par l'avenant étendu du 18 octobre 2007.

### **Article 3**

#### *Formalités de dépôt. – Extension*

Dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail, et d'une demande d'extension dans les conditions fixées aux articles L. 2261-15 et suivants dudit code.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

FNAM ;  
SCARA.

#### **Syndicats de salariés :**

FGTE CFDT ;  
FNST CGT ;  
FGT CFTC ;  
FEETS FO ;  
FNEMA CFE-CGC.

**Accord professionnel**  
**TRAVAIL TEMPORAIRE**

ACCORD DU 22 JUIN 2011  
RELATIF AU FAF-TT  
NOR : ASET1151180M

**Article 1<sup>er</sup>**

L'accord constitutif du 22 juin 2011 annule et remplace les dispositions prévues par la convention du 9 juin 1983 et ses avenants.

**Article 2**

*Dénomination et forme juridique*

Le fonds d'assurance formation de plein exercice, national et professionnel, des salariés des entreprises de travail temporaire, dénommé ci-après fonds d'assurance formation du travail temporaire (FAF-TT), est constitué sous la forme d'une association régie par la loi dite de 1901.

Celui-ci est doté de la personnalité morale conformément aux dispositions de l'article L. 6332-7 du code du travail.

Le FAF-TT est l'organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) de branche visé par l'accord national professionnel actualisé relatif aux priorités et aux moyens de la formation professionnelle dans le travail temporaire.

**Article 3**

*Durée*

Le FAF-TT est créé pour une durée indéterminée sous réserve des dispositions de l'article 11 du présent accord.

**Article 4**

*Champ d'intervention*

Le champ d'intervention du FAF-TT est national (métropole et départements d'outre-mer) et professionnel. A ce dernier titre, il recouvre les entreprises de travail temporaire au sens de l'article L. 1251-2 du code du travail et les entreprises de travail temporaire d'insertion visées à l'article L. 5132-6 du code du travail.

**Article 5**

*Collecte et utilisation des contributions dues par les entreprises*

Le FAF-TT a pour objet d'assurer la collecte en tout ou partie de la contribution obligatoire des entreprises au titre de la formation professionnelle continue, de prendre en charge les actions de formation réalisées par les entreprises de travail temporaire au sens de l'article L. 1251-2 du code du travail et les entreprises de travail temporaire d'insertion visées à l'article L. 5132-6 du code du

travail et de concourir ainsi à la réalisation des objectifs de la politique de formation définis par les accords de branche.

Le conseil d'administration du FAF-TT peut limiter les prises en charge demandées par les entreprises lorsque le montant de ces dernières apparaît disproportionné par rapport aux montants couramment pratiqués pour des actions identiques ou comparables.

## 1. Entreprises employant au moins 10 salariés

### 5.1. En ce qui concerne la contribution relative au plan de formation

Le FAF-TT :

- collecte les contributions des entreprises visées aux articles L. 6331-9 et L. 6331-14 du code du travail dans les conditions prévues à l'article 7 de la présente convention ;
- prend en charge les frais engagés par les entreprises pour la formation des salariés permanents et des salariés intérimaires, au titre du plan de formation et du droit individuel à la formation, suivant la réglementation applicable ;
- procède à la répartition des fonds collectés des entreprises de 10 à 49 salariés et de celles qui emploient plus de 50 salariés ;
- procède à la répartition des fonds mutualisés en respectant le principe de la fongibilité asymétrique.

### 5.2. En ce qui concerne la contribution relative à la professionnalisation

Le FAF-TT :

- collecte la contribution visée aux articles L. 6331-9 et R. 6331-9, 2°, du code du travail ;
- prend en charge les contrats et les périodes de professionnalisation des salariés permanents et des salariés intérimaires sur la base des forfaits fixés par la CPNE de la branche relatifs à ce thème. Ceux-ci sont destinés à couvrir en tout ou partie les frais pédagogiques, les salaires, les charges sociales et les frais annexes ;
- prend en charge les contrats spécifiques pour les salariés intérimaires prévus à l'article L. 6325-24 du code du travail sur la base des forfaits fixés par l'accord de branche relatif à ce thème, en application de la convention passée avec l'Etat ;
- prend en charge les actions de formation et d'exercice de la fonction tutorale selon les modalités fixées par la réglementation, et, le cas échéant, conventionnelles d'éligibilité ;
- prend en charge les frais de formation (frais pédagogiques et, le cas échéant, les frais de transport et d'hébergement) liés à la réalisation d'actions de formation prioritaires pour l'exercice du droit individuel à la formation des salariés de la branche professionnelle sous réserve des dispositions réglementaires et, le cas échéant, conventionnelles d'éligibilité ;
- prend en charge les frais de formation liés à la réalisation d'actions de formation prioritaires pour l'exercice de la portabilité du droit individuel à la formation des salariés de la branche professionnelle sous réserve des dispositions réglementaires et, le cas échéant, conventionnelles d'éligibilité.

Le FAF-TT peut, sur décision de son conseil d'administration, engager toutes démarches permettant de s'assurer de l'emploi des fonds conformément à leur objet.

Le conseil d'administration du FAF-TT définit chaque année le budget affecté à chacune de ces actions.

## 2. Entreprises employant moins de 10 salariés

### 5.3. En ce qui concerne la contribution relative au plan de formation

Le FAF-TT :

- collecte la contribution des entreprises visée à l'article L. 6331-2 du code du travail ;



- définit les critères et les conditions de prise en charge des demandes présentées par les entreprises ;
- prend en charge tout ou partie des frais de fonctionnement des actions, ainsi que tout ou partie des frais de transport, d'hébergement et de repas, des rémunérations et charges sociales légales et conventionnelles correspondant à ces actions.

#### 5.4. En ce qui concerne la contribution relative à la professionnalisation

Le FAF-TT :

- collecte la contribution visée aux articles L. 6331-2 et R. 6331-2, 1°, du code du travail ;
- prend en charge les contrats et les périodes de professionnalisation des salariés permanents et des salariés intérimaires sur la base des forfaits fixés par la CPNE de la branche relatifs à ce thème. Ceux-ci sont destinés à couvrir en tout ou partie les frais pédagogiques, les salaires, les charges sociales et les frais annexes ;
- prend en charge les contrats spécifiques pour les salariés intérimaires prévus à l'article L. 6325-24 du code du travail sur la base des forfaits fixés par l'accord de branche relatif à ce thème, en application de la convention passée avec l'Etat ;
- prend en charge les actions de formation et d'exercice de la fonction tutorale selon les modalités fixées par la réglementation, et, le cas échéant, conventionnelles d'éligibilité ;
- prend en charge les frais de formation (frais pédagogiques et, le cas échéant, les frais de transport et d'hébergement) liés à la réalisation d'actions de formation prioritaires pour l'exercice du droit individuel à la formation des salariés de la branche professionnelle sous réserve des dispositions réglementaires, et, le cas échéant, conventionnelles d'éligibilité ;
- prend en charge les frais de formation liés à la réalisation d'actions de formation prioritaires pour l'exercice de la portabilité du droit individuel à la formation des salariés de la branche professionnelle sous réserve des dispositions réglementaires et, le cas échéant, conventionnelles d'éligibilité.

5.5. En ce qui concerne la contribution relative au congé individuel de formation (CIF), au congé validation des acquis de l'expérience (CVAE) et au congé bilan de compétences (CBC)

Le FAF-TT :

- collecte les contributions visées aux articles L. 6331-9, R. 6331-9, 1°, et L. 6422-6 et L. 6322-51 du code du travail dues au titre des rémunérations versées aux salariés intérimaires et aux salariés permanents ;
- collecte la contribution de 1 % due au titre du CIF des salariés titulaires d'un contrat à durée déterminée (CDD) et calculée sur les salaires versés aux salariés permanents titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée ;
- détermine les budgets affectés aux financements des CIF, des congés de bilan de compétences (CBC) et des congés validation des acquis de l'expérience (VAE) pour les salariés permanents titulaires d'un contrat à durée indéterminée (CDI), pour les salariés intérimaires, et pour les salariés permanents réunissant les conditions pour bénéficier du dispositif « CIF CDD » ;
- détermine les budgets des enveloppes spécifiques dédiées à des publics particuliers conformément aux dispositions de l'accord de branche ;
- établit avec la CPNE de la branche les priorités d'attribution des congés individuels de formation, des congés de compétences et des congés de VAE et fixe le calendrier des commissions ;
- prend en charge directement le coût pédagogique des CIF des salariés intérimaires et des salariés permanents titulaires d'un CDI dans le respect de l'accord de branche et de la réglementation en vigueur ; prend en charge les salaires et les charges sociales, dans les conditions fixées par l'accord national professionnel actualisé relatif aux priorités et aux moyens de la formation professionnelle dans le travail temporaire précité, quelle que soit la taille de l'entreprise ;

- prend en charge tout ou partie des frais de transport, d’hébergement, et de repas, suivant les règles fixées par son conseil d’administration ;
- établit la liste des organismes habilités à réaliser les bilans de compétences, détermine les conditions de prise en charge des demandes de bilans de compétence et le montant de la prise en charge de ces bilans.

## **Article 6**

### *Missions du FAF-TT*

Les missions du FAF-TT sont les suivantes :

- développer une politique incitative d’insertion et de réinsertion professionnelle par les contrats et les périodes de professionnalisation ;
- informer et conseiller les entreprises et les salariés de la branche, et notamment des PME sur la formation professionnelle tout au long de la vie. A ce titre, il répond aux demandes présentées conjointement par le chef d’entreprise et le comité d’entreprise ;
- informer les salariés sur les dispositifs de formation, de validation des acquis de l’expérience et de bilan de compétences, leur proposer un appui à l’élaboration de leur projet et un accompagnement dans le choix de leur orientation professionnelle ;
- procéder aux évaluations, bilans, études et recherches sur la formation professionnelle, nécessaires à la réalisation de ses missions, notamment en vue d’adapter et de développer les moyens de formation aux besoins des salariés des entreprises de travail temporaire ;
- promouvoir des initiatives en vue de développer la formation des salariés les plus fragiles et des demandeurs d’emploi dans le cadre de l’accord de branche précité et des dispositions réglementaires ;
- concourir à la réalisation d’interventions expérimentales ou exemplaires intéressant l’emploi et la formation notamment au niveau des bassins d’emploi et auprès des PME de la branche ;
- collecter les fonds des entreprises conformément aux dispositions de l’accord de branche précité et de la présente convention ;
- proposer des services de proximité aux entreprises et aux salariés adaptés aux spécificités de la branche et en recherchant une synergie avec les autres institutions de la branche ;
- développer des actions innovantes pour aider les entreprises à optimiser leurs budgets formation ;
- assurer une présence auprès des instances territoriales et nationales en charge des questions relatives à la formation professionnelle et à l’apprentissage ;
- optimiser les fonds de la formation de la branche, notamment par la recherche de partenariats financiers.

Les interventions du FAF-TT bénéficient exclusivement aux salariés des entreprises de travail temporaire et aux salariés des organismes professionnels de la branche. Toutefois, par décision du conseil d’administration du FAF-TT, et sous réserve de l’accord des partenaires sociaux, elles peuvent aussi bénéficier aux demandeurs d’emploi.

## **Article 7**

### *Ressources du FAF-TT*

Le FAF-TT est alimenté dans les conditions suivantes.

#### 7.1. En ce qui concerne les entreprises employant au minimum 10 salariés

Contribution obligatoire due par les entreprises de travail temporaire au titre du plan de formation, selon les modalités définies à l’article 8 ci-après.

Versements obligatoires dus par les entreprises de travail temporaire au titre du CIF des salariés intérimaires et permanents titulaires d'un CDI et d'un CDD tels que prévus par la réglementation et au plan conventionnel.

Versement obligatoire dû, par les entreprises de travail temporaire, au titre de la professionnalisation.

Fonds relatifs au plan de formation non utilisés par les entreprises de travail temporaire au 31 décembre de l'exercice considéré.

## 7.2. En ce qui concerne les entreprises employant moins de 10 salariés

Versement obligatoire dû, par les entreprises de travail temporaire, au titre de la professionnalisation.

Versement obligatoire dû, par les entreprises de travail temporaire, au titre du CIF des permanents titulaires d'un CDD tel que prévu par la réglementation et au plan conventionnel.

Versement obligatoire dû, par les entreprises de travail temporaire, au titre du plan de formation.

## 7.3. Autres ressources

Dans le cadre de son objet, le FAF-TT peut recevoir et utiliser des fonds provenant :

- du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP) visé à aux articles L. 6332-18 et suivants du code du travail ;
- des subventions de l'union européenne, des collectivités territoriales, et, au plan général, des subventions autorisées par la réglementation et au plan conventionnel ;
- de dons et legs ;
- toutes autres ressources autorisées.

## Article 8

### *Modalités de versement des contributions des entreprises*

Les entreprises de travail temporaire occupant dix salariés et plus sont tenues d'opter pour l'une des deux formules suivantes, définies en pourcentage du montant de la contribution prévue à l'article L. 6331-9 du code du travail, déduction faite du montant obligatoire au titre du CIF et de la professionnalisation et des sommes destinées aux chambres de commerce et d'industrie et aux chambres d'agriculture :

- option 1 : les entreprises versent jusqu'à 100 % avec un minimum de 50 %,
- option 2 : les entreprises versent jusqu'à concurrence de 50 % avec application du minimum fixé par l'accord national professionnel actualisé relatif aux priorités et aux moyens de la formation professionnelle dans le travail temporaire précité.

En tout état de cause, quelle que soit l'option retenue, les fonds correspondant à la part de la participation au financement de la formation professionnelle continue relative au plan de formation et qui n'ont pas été utilisés au 31 décembre de l'exercice considéré doivent être versés au FAF-TT.

Le choix de l'une ou l'autre des options visées ci-dessus peut être fait, chaque année, par l'entreprise. Les conditions, dans lesquelles l'option retenue par l'entreprise peut être modifiée, sont déterminées par le règlement intérieur du FAF-TT, qui visera notamment à en limiter les conséquences sur sa gestion.

Pour les entreprises occupant moins de 10 salariés et pour celles qui emploient de dix à moins de cinquante salariés, la contribution relative au plan de formation est mutualisée dans les conditions prévues par la réglementation et précisées par le conseil d'administration du FAF-TT.

## **Article 9**

### *Affectation des ressources non utilisées*

Les ressources non utilisées au titre du plan de formation des entreprises et le reliquat des sommes non utilisées pour couvrir les frais de gestion du FAF-TT, ainsi que les produits financiers des sommes placées au titre du plan de formation, sont destinés :

- au financement des congés individuels de formation et des congés individuels de formation « reconversion », ainsi qu'au financement d'actions collectives, notamment, en faveur des PME, dans la limite d'un plafond égal à 35 % des fonds disponibles tels que définis ci-dessus ;
- pour le surplus, au financement d'actions de formation professionnelle continue réalisées dans le cadre du plan de formation des entreprises, prioritairement par les entreprises ayant choisi l'option 1 définie à l'article 8 ci-dessus, sous réserve de l'accord du conseil d'administration du FAF-TT.

Pour l'attribution des ressources non utilisées aux entreprises qui demandent à bénéficier de ces fonds, le FAF-TT tient compte, notamment, des critères suivants :

- conformité aux objectifs prioritaires définis par l'accord de branche précité ;
- respect par l'entreprise des conditions de répartition entre les salariés permanents et les salariés intérimaires tel que prévu par accord de branche ;
- conformité aux obligations en matière d'élection des instances représentatives du personnel prévues à l'article L. 6331-12 du code du travail

## **Article 10**

### *Gestion du FAF-TT*

Le FAF-TT est administré dans les conditions précisées aux statuts de l'association créée comme indiqué à l'article 2 du présent accord auquel ils sont annexés.

Le FAF-TT perçoit des frais de gestion, y compris pour le financement du ou des observatoire(s) prospectif(s) des métiers et des qualifications de la branche, calculés sur l'ensemble des sommes collectées ou déterminées, dans le respect des dispositions fixées par la réglementation et au plan conventionnel. Le montant de ces frais est fixé, chaque année, par le conseil d'administration du FAF-TT, sur la base d'un programme d'activité présenté par le directeur général du FAF-TT et d'un budget afférent au programme d'activité.

L'autorisation d'absence des administrateurs salariés, pour participer aux délibérations des différentes instances paritaires du FAF-TT est de droit, sous réserve d'une information préalable et motivée de l'entreprise employant lesdits administrateurs 15 jours avant la tenue de cette réunion. La durée de l'absence peut comprendre le temps nécessaire à la préparation des réunions, dans la limite d'une journée au-delà du temps de réunion pour les réunions du conseil d'administration et du bureau ; et de 1/2 journée au-delà du temps de réunion en ce qui concerne les réunions des autres instances.

## **Article 11**

### *Révision*

Le présent accord peut être révisé par avenant conclu par les organisations professionnelles signataires.

Une demande de révision du présent accord peut être effectuée par l'une des parties contractantes.

La demande de révision doit être portée, par lettre recommandée avec avis de réception, à la connaissance des parties contractantes.

La partie demandant la révision de l'accord doit accompagner sa lettre de notification d'un nouveau projet sur les points devant être révisés. Les discussions doivent être engagées dans le mois suivant la date de réception de la lettre de notification.

Le présent accord reste en vigueur jusqu'à l'application du nouvel accord signé à la suite d'une demande de révision.

Aucune demande de révision du présent accord ne peut être déposée dans les 6 mois suivant l'adoption du dernier texte révisé.

Les dispositions visées ci-dessus ne peuvent faire obstacle à l'ouverture de discussions pour la mise en harmonie de l'accord avec toute nouvelle disposition légale ou conventionnelle.

## **Article 12**

### *Dénonciation*

L'accord peut être dénoncé dans les conditions prévues à l'article L. 2261-9 et L. 2261-10 du code du travail.

## **Article 13**

### *Date d'effet*

Le présent accord prend effet dès sa signature. Il se substitue à la convention existante.

Fait à Paris, le 22 juin 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

PRISME.

### **Syndicats de salariés :**

FNECS CFE-CGC ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

FEC FO.

## ANNEXE

### STATUTS DU FONDS D'ASSURANCE FORMATION DU TRAVAIL TEMPORAIRE (FAF-TT)

---

#### TITRE I<sup>ER</sup>

#### **OBJET ET SIÈGE SOCIAL**

##### **Article 1<sup>er</sup>**

##### *Forme juridique*

Il est formé entre les signataires de l'accord constitutif du FAF-TT, une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

##### **Article 2**

##### *Domiciliation*

Le siège social est domicilié à Paris 19<sup>e</sup>, au 14, rue Riquet. Il peut être transféré sur simple décision du conseil d'administration du FAF-TT.

##### **Article 3**

##### *Objet et mission*

Le FAF-TT a pour objet d'assurer la collecte de tout ou partie de la contribution obligatoire des entreprises à la formation professionnelle continue et de concourir à la réalisation des objectifs de la politique générale de formation dans la profession du travail temporaire, conformément aux dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur précisées par l'accord conclu avec l'organisation professionnelle d'employeurs et les syndicats de salariés de la branche.

#### TITRE II

#### **MEMBRES**

##### **Article 4**

##### *Composition*

Le FAF-TT se compose de membres actifs et de membres adhérents.

Les membres actifs sont les organisations syndicales représentatives au plan national et l'organisation professionnelle nationalement représentative du travail temporaire, signataires de l'accord constitutif du FAF-TT, ou qui y adhéreraient ultérieurement.

Les organisations syndicales représentatives au niveau national et de la branche s'entendent au sens de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 et des articles L. 2121-1 et L. 2122-5 du code du travail.

Les membres adhérents sont les entreprises de travail temporaire au sens de l'article L. 1251-2 du code du travail et les entreprises d'intérim d'insertion au sens de l'article L. 5132-6 du code du travail, assujetties à l'obligation de participation à la formation professionnelle continue.

La liste des entreprises adhérentes au FAF-TT est tenue à jour en permanence et à la disposition des membres du conseil d'administration.

## Article 5

### *Démission et perte de la qualité de membre actif*

La qualité de membre actif pour une organisation syndicale ou professionnelle se perd par démission de celle-ci ou lorsque l'organisation syndicale ne répond plus aux critères de représentativité définis par la loi n° 2008-789 du 20 août 2008.

La démission ne peut prendre effet qu'à l'expiration de 1 année civile, avec préavis de 3 mois.

## TITRE III

### ADMINISTRATION

## Article 6

### *Conseil d'administration*

Le FAF-TT est administré par un conseil d'administration paritaire composé de :

- deux membres représentants de chacune des organisations syndicales de salariés membres actifs du FAF-TT ;
- d'un nombre égal de représentants de l'organisation professionnelle patronale, membre actif du FAF-TT, désignés par celle-ci.

Les administrateurs sont désignés pour 2 ans renouvelables ; l'exercice de leur mandat est bénévole.

Pour pallier l'empêchement d'un administrateur titulaire,

- les organisations syndicales de salariés désigneront, dans les mêmes conditions que pour les titulaires, un suppléant par organisation ;
- l'organisation professionnelle patronale désignera un nombre égal de suppléants.

Un suppléant ne peut siéger au conseil d'administration qu'en l'absence d'un titulaire. Tous les documents nécessaires à l'exercice éventuel de son mandat lui seront communiqués par le FAF-TT.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, il est immédiatement pourvu à son remplacement par l'organisation syndicale ou l'organisation professionnelle l'ayant désigné.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs pour faire ou autoriser tous actes conformes à l'objet de la convention et des présents statuts, et approuver les comptes de l'exercice clos.

Il peut déléguer telle ou telle partie de ses pouvoirs au bureau, au président, ou aux commissions paritaires.

Il recrute le directeur général du FAF-TT après appel de candidatures, et fixe ses pouvoirs, ses attributions et l'étendue de ses délégations.

Le directeur général du FAF-TT participe de droit aux réunions du conseil d'administration et en assure le secrétariat. Il a la pleine responsabilité du personnel placé sous ses ordres. Il en assure le recrutement suivant les indications budgétaires et de profil de poste fixés par le conseil d'administration.

Les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements du FAF-TT. Ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat à l'égard de leurs mandants.

Le conseil d'administration assure aux organisations signataires les moyens permettant d'assurer le financement des actions de conseil, de suivi et d'information qu'elles mènent en faveur de la formation professionnelle continue, dans le cadre des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles.

## **Article 7**

### *Délibérations du conseil d'administration*

Le conseil se réunit, sur convocation de son président, au moins une fois par trimestre, et autant de fois qu'il l'estime nécessaire ; la convocation est de droit chaque fois qu'elle est demandée par au moins la moitié des membres d'un collège saisissant le président à cet effet, en précisant la ou les questions qu'ils désirent soumettre au conseil d'administration.

L'ordre du jour est arrêté par le président selon des modalités qui pourront être précisées par le règlement intérieur prévu à l'article 13 ci-après ; l'ordre du jour comporte obligatoirement les questions éventuelles ayant fait l'objet d'une demande de réunion présentée par la moitié au moins des administrateurs membres d'un collège.

Tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du conseil en donnant procuration sur papier libre à un autre administrateur appartenant au même collège. Toutefois, aucun administrateur ne pourra disposer, en cas de vote, de plus de deux voix, la sienne comprise.

Le conseil ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres de chacun des collèges le composant statutairement sont présents ou représentés. Lorsque ce quorum n'est pas atteint, le conseil est convoqué à nouveau dans un délai maximum de 8 jours et peut délibérer sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre des présents ou représentés.

Le vote a lieu par collège ; les décisions ne sont adoptées que si, respectivement dans chacun des deux collèges, elles ont recueilli la majorité des voix des membres présents ou représentés ; s'il y a un désaccord entre les deux collèges, le président, après suspension de séance, reprend la proposition en question et la décision est prise à la majorité simple, par vote individuel des administrateurs présents ou représentés.

La décision de liquidation, fusion ou dissolution de l'association n'est adoptée que si, respectivement dans chacun des collèges, elle recueille la majorité qualifiée des 3/5 des voix des membres présents ou représentés.

## **Article 8**

### *Bureau*

Le conseil d'administration désigne pour 2 ans, parmi la ou les candidatures d'administrateurs titulaires proposées par chacun des collèges, le président, le vice-président, le trésorier et le trésorier-adjoint.

Le président doit être choisi alternativement dans l'un ou l'autre collège, et le trésorier dans le collège auquel n'appartient pas le président. Il en est de même pour le vice-président et le trésorier-adjoint.

Il est constitué ensuite un bureau paritaire, composé d'un membre par organisation syndicale signataire de l'accord constitutif ou y ayant adhéré ultérieurement, et d'un nombre égal de membres représentants de l'organisation professionnelle signataire dudit accord. Le président, le vice-président, le trésorier et le trésorier-adjoint figurent obligatoirement parmi ces membres.

Les mandats des membres du bureau sont reconductibles. En cas de vacance, il est pourvu à la désignation d'un nouveau membre du bureau, appartenant à la même organisation, à la plus prochaine réunion du conseil, et le mandat du nouveau membre, ainsi désigné, prend fin au terme de la période pour laquelle le bureau a été élu.

Le bureau assure la gestion courante du FAF-TT dans le cadre des décisions prises par le conseil d'administration. Le directeur général du FAF-TT participe aux réunions du bureau dans les mêmes conditions qu'à celles du conseil d'administration et en assure le secrétariat.



## **Article 9**

### *Président*

Le président, assisté du vice-président chaque fois qu'il sera nécessaire, assure la régularité du fonctionnement du FAF-TT conformément aux statuts et aux pouvoirs qui lui ont été délégués par le conseil d'administration et en informe le bureau. Il préside les réunions du conseil d'administration et du bureau. Il représente le FAF-TT en justice et dans les actes de la vie civile, et signe tous les actes et délibérations.

Il fait ouvrir, au nom du FAF-TT, tout compte en banque.

Il peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires agréés par le conseil d'administration.

## **Article 10**

### *Trésorier*

Le trésorier, assisté du trésorier-adjoint si nécessaire, est chargé notamment :

- de l'élaboration du budget ;
- du contrôle de son exécution ;
- du contrôle de la régularité des différentes opérations financières engageant le FAF-TT.

Le trésorier est rapporteur devant le conseil d'administration de la situation financière.

## **Article 11**

### *Commissions et groupes d'études*

Pour faciliter la réalisation des objectifs du FAF-TT, le conseil d'administration peut décider la création de commissions et de groupes d'études paritaires dans lesquels chaque organisation siège de droit. Ces commissions ou groupes d'études paritaires, auxquels participe le directeur général ou son représentant, sont responsables devant le conseil d'administration ou le bureau, qui se prononce sur leurs propositions selon les modalités prévues au règlement intérieur.

## **Article 12**

### *Rapport d'activité et plan triennal*

Outre les éléments d'information qu'il doit communiquer, annuellement, à l'autorité de tutelle ainsi qu'au comité paritaire national de la formation professionnelle et qu'au fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels, le FAF-TT établit, à l'initiative de la commission paritaire professionnelle nationale du travail temporaire (CPPNTT) exerçant les fonctions dévolues à la commission paritaire nationale professionnelle de l'emploi et de la formation (CPNE), un rapport d'activité comportant des éléments statistiques relatifs aux coûts, aux effectifs et aux catégories de bénéficiaires concernés, un rapport pédagogique et un rapport financier.

Le rapport d'activité du FAF-TT doit permettre, sur la base des éléments d'information dont il dispose, d'apprécier la réalisation des objectifs définis par l'accord de branche, les difficultés rencontrées et les résultats obtenus.

Le FAF-TT, conformément à l'accord national professionnel sur la formation tout au long de la vie dans le travail temporaire établit un plan triennal qu'il soumet pour approbation à la commission paritaire professionnelle nationale du travail temporaire (CPPNTT) exerçant les fonctions dévolues à la commission paritaire nationale professionnelle de l'emploi et de la formation (CPNE) et qui a vocation à être intégré à la convention d'objectifs et de moyens signée avec l'Etat.

Ces documents font l'objet d'une délibération du conseil d'administration préalablement à leur transmission. La convention d'objectifs et de moyens sera présentée à la CPNE après adoption de la délibération précitée.

Ils sont ensuite rendus publics sur le site internet du FAF-TT et diffusés aux adhérents et aux partenaires.

### **Article 13**

#### *Règlement intérieur*

Un règlement intérieur est établi par le conseil d'administration. Il précise :

- les modalités de recouvrement et d'utilisation des ressources du FAF-TT ;
- toutes modalités de fonctionnement non prévues par les statuts, notamment les attributions du personnel de direction et le statut des salariés ;
- la constitution et les attributions des commissions et groupes d'études prévus à l'article 11 des présents statuts ;
- les conditions dans lesquelles les options prévues par l'article 8 de l'accord constitutif seront retenues ou modifiées par les entreprises ;
- les modalités d'adhésion des entreprises ;
- les conditions d'indemnisation des administrateurs, conformément aux dispositions de l'article R. 6332-43 du code du travail.

## **TITRE IV**

## **GESTION**

### **Article 14**

#### *Contributions des adhérents*

En échange de son versement, le FAF-TT délivre à l'entreprise un reçu libératoire.

### **Article 15**

#### *Emploi des ressources*

Les ressources visées à l'article 7 de l'accord constitutif sont employées conformément aux dispositions conventionnelles, législatives, réglementaires ou conventionnelles en vigueur.

### **Article 16**

#### *Frais de gestion*

Le pourcentage des ressources du fonds d'assurance formation réservé aux frais de gestion de ce dernier, est limité par les textes législatifs, réglementaires et conventionnels en vigueur.

Le taux réel est fixé chaque année par le conseil d'administration en fonction des frais engagés par le FAF-TT pour la gestion de ces différentes contributions et la mise en œuvre de ses missions dans les limites définies ci-dessus et négociés dans le cadre de la convention d'objectifs et de moyens signée avec l'Etat.

### **Article 17**

#### *Plan comptable et documents comptables*

Le FAF-TT tient sa comptabilité conformément au plan comptable.

Chaque année, le FAF-TT établit les documents de fin d'exercice et les comptes annuels arrêtés au 31 décembre.

Les documents financiers sont arrêtés par un expert-comptable et certifiés par un commissaire aux comptes choisis par le conseil d'administration. Ils font l'objet d'un examen et d'une délibération du conseil d'administration préalablement à leur transmission aux autorités de tutelle.

Ils sont ensuite publiés sur les sites internet du FAF-TT et du *Journal officiel* dans la partie réservée aux associations ayant reçues des subventions publiques.

## TITRE V

### MODIFICATIONS ET DISSOLUTION

#### **Article 18**

##### *Modification des statuts*

Les présents statuts peuvent être modifiés par les signataires de l'accord constitutif conformément aux dispositions de l'article L. 2261-19 du code du travail.

Le président du FAF-TT doit faire connaître dans les 3 mois à la préfecture de police, tous les changements survenus dans l'administration ou la direction du fonds, ainsi que toutes les modifications apportées à ses statuts.

#### **Article 19**

##### *Liquidation*

En cas de dissolution de l'association, l'utilisation des sommes dont dispose le fonds sera celle qui est prévue par les dispositions légales en cas de cessation d'activité d'un fonds d'assurance formation.

## TITRE VI

### CONTENTIEUX

#### **Article 20**

##### *Attribution de juridiction*

En cas de litige, il est fait attribution de juridiction exclusive au tribunal de commerce de Paris, dans les termes de l'article 48 du nouveau code de procédure civile.

Fait à Paris, le 30 juin 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

PRISME.

**Syndicats de salariés :**

FNECS CFE-CGC ;

CSFV CFTC ;

FEC FO ;

FS CFDT.

---

Directeur de la publication : Jean-Denis Combrexelle

165110350-000911

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours

---